GEORGES AYACHE

1914
UNE GUERRE PAR ACCIDENT

Pygmalion

Georges Ayache

1914
Une guerre par accident

Pygmalion

© 2011, Pygmalion, département de Flammarion.
Dépôt légal : janvier 2012

ISBN numérique : 9782756407197

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-7564-0523-0

Aux existences brisées par la Grande Guerre.

Jamais le malheur de tant de peuples n'aura résulté à ce point de l'imprévoyance et de l'impéritie de si peu de gens.

G. A.

Avant-propos

Près d'un siècle après son déclenchement, tout a été dit ou presque sur le déroulement comme sur les conséquences de la Grande Guerre. En revanche, son origine recèle toujours une part d'opacité et reste sujette à controverse.

Dans la réflexion sur les causes, le paradoxe central n'a guère perdu de sa vigueur au fil du temps : comment un tel événement, souvent pressenti et parfois même annoncé, a-t-il pu surprendre à ce point acteurs et observateurs ? Par ailleurs, bien au-delà d'une histoire classiquement écrite par les vainqueurs, la réflexion relative à la responsabilité de ce cataclysme qui emporta l'ancien monde européen continue de faire débat.

Au demeurant, ces deux réflexions apparaissent intimement liées. Répondre à la première contribue, par bien des côtés, à éclairer la seconde. À la différence de la deuxième guerre mondiale, qui survint au terme d'un crescendo de tensions somme toute prévisible, la Grande Guerre se déclencha d'une manière assez inopinée. Il y eut, certes, des affaires marocaines de 1905 et 1911 aux guerres balkaniques, quelques crises internationales annonciatrices. Il y eut pareillement des signes précurseurs, des buttes témoins qui ne pouvaient qu'inquiéter, sinon alerter, responsables et gouvernants avisés. Et pourtant, parmi ceux-ci, qui croyait vraiment au pire deux semaines seulement avant le début de ce fatidique mois d'août 1914 ?

Est-ce à dire que les leaders et décideurs de l'époque furent légers ou inconsistants ? L'accusation serait injuste et d'ailleurs infondée. Comme de tout temps, il se trouva des gens frivoles dans les allées du pouvoir ou des chefs qui n'étaient pas spécialement taillés pour affronter des tempêtes d'une telle envergure. Ceux-ci furent notamment légion au sein du « club des monarques », de George V à Nicolas II. Sans parler d'un François-Joseph aussi vieillissant qu'amer ou d'un Guillaume II décidément indéchiffrable et assoiffé de reconnaissance.

Le *Gotha* politique européen de 1914 compta sans aucun doute des personnalités qui n'auraient jamais dû se trouver en mesure de gérer des situations à ce point complexes : de Viviani en France à Berchtold en Autriche-Hongrie, et sans doute aussi Bethmann-Hollweg en Allemagne, en passant par la plupart des ministres du gouvernement russe. Mais à l'inverse, il y eut des dirigeants de qualité. Parmi ces derniers, qu'on les ait plus tard loués ou dénigrés, des hommes d'État du calibre de Raymond Poincaré, d'Edward Grey ou de Winston Churchill voire de Serguei Sazonov. Le personnel diplomatique comporta des ambassadeurs en poste tout à fait remarquables, des frères Paul et Jules Cambon aux Britanniques Edward Goschen et Francis Bertie en passant par l'Allemand Lichnowsky, le Russe Iswolsky et bien d'autres encore. Des hauts fonctionnaires comme Pierre de Margerie, Philippe Berthelot ou encore Arthur Nicolson eurent de la même façon une action empreinte d'efficacité et de classe.

Les décideurs politiques de 1914 furent ainsi globalement à la hauteur. Ils ne furent ni meilleurs ni pires que leurs devanciers ou que leurs successeurs. L'équité s'impose d'autant plus à cet égard qu'on oublie parfois que tous eurent à réfléchir et à agir dans l'urgence : non seulement compte tenu de délais de réactivité très courts dans la prise de décision mais aussi de la tension extrême due à la conjugaison des périls et des enjeux.

Le contexte de crise est comparable à une partie de *blitz* au jeu d'échecs. Il ne suffit pas de savoir les règles et d'avoir une connaissance approfondie des combinaisons et des stratégies. Encore faut-il faire preuve par surcroît de qualités nerveuses et psychologiques particulières. La crise a ceci de singulier qu'elle révèle immanquablement les caractères trempés de même qu'à l'inverse, les esprits faibles. En politique internationale, c'est sans conteste l'épreuve de vérité.

Les trente-sept jours (28 juin-3 août 1914) de cette crise qui finit en conflit armé, notamment les

douze derniers jours, furent d'une intensité émotionnelle peu ordinaire. Seuls les treize jours de la crise des missiles de Cuba, en octobre 1962 entre les États-Unis et l'Union soviétique, peuvent s'en rapprocher. Comme on le sait, l'issue de cette seconde crise majeure du XX^{e} siècle fut, par bonheur, diamétralement opposée à celle de 1914. Qui sait cependant si sa gestion ne lui en fut pas quelque part redevable ? En effet, du strict point de vue de la conduite de la crise, 1914 reste à maints égards l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. Ce n'est sans doute pas un hasard si le président Kennedy fit état, au cœur de son bras de fer avec Moscou, de sa lecture attentive de l'ouvrage de l'historienne Barbara Tuchman *The Guns of August* (traduit en français sous le titre *Août 14*).

Cette guerre de 1914 aurait-elle pu être évitée ? Dans le confort de l'analyse abstraite et du recul historique, la réponse est probablement affirmative. Ce qui la rendit inéluctable ? D'abord, très vraisemblablement, la conviction des responsables, consciente ou inconsciente, que la crise de juillet pourrait être conjurée in extremis. Les crises précédentes, à commencer par celle d'Agadir trois ans plus tôt, l'avaient bien été. Pourquoi pas encore celle-ci ? D'où un certain déficit de vigilance ou de volonté d'apaisement qui accrédite l'impression que, durant la période post-Sarajevo qui devait s'avérer si décisive, les gouvernants ont « laissé filer » les événements au gré des vacances estivales. Un déficit d'autant plus patent qu'on ne pouvait comprendre à l'époque – on ne le comprendrait pas davantage des décennies plus tard – pourquoi ou comment l'assassinat de l'archiduc héritier aurait pu entraîner mécaniquement une conflagration généralisée en Europe. Une telle illusion était déjà en soi fatale.

Avec le durcissement de la crise se cristallisa une seconde illusion, très largement partagée elle aussi, y compris au sein des états-majors : celle d'une guerre courte. Quatre semaines pour entrer dans Paris, selon les Allemands. Les soldats de retour « avant la chute des feuilles », selon les Français. De toute évidence, personne ne pouvait imaginer ces quatre années de massacres, de dévastations et d'atrocités qui allaient ruiner l'Europe. Si tel avait été le cas, fût-ce au titre d'un scénario-catastrophe ou de ce que les stratèges appellent couramment l'« alternative du diable », les décideurs de 1914 eussent peut-être envisagé les choses d'une tout autre façon.

Comme il a été dit plus haut, l'imprévisibilité renvoie au chapitre de la responsabilité. Qui a vraiment voulu cette guerre ? Telle qu'elle se déroula effectivement dans sa durée et dans son intensité, personne de sensé ou de rationnel. Aucun responsable européen ne fut délirant voire incontrôlable au sens commun. Toutefois, chacun demeura cantonné dans une logique nationale passablement étriquée qui interdisait toute vision stratégique d'ensemble. L'Autriche-Hongrie était surtout mue par le désir de donner une bonne leçon à la Serbie. La Russie restait crispée sur la solidarité panslave, la France sur le repoussoir allemand, le Reich sur son alliance avec Vienne. Seule l'Angleterre, du fait de son insularité, eut une authentique vision d'ensemble du continent européen. Toutefois, cette insularité même la marginalisait et l'empêchait d'intervenir comme un acteur à part entière.

La conclusion la plus effarante de ces journées hors norme fut que personne en Europe, en dehors de quelques comparses, ne souhaitait véritablement la guerre. Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, Berchtold passa légitimement pour un va-t-en-guerre et sa responsabilité fut écrasante dans le déclenchement du conflit. Pourtant, même lui commencera à réfléchir – trop tard, sans doute – et à tenter de faire machine arrière après que Vienne aura déclaré la guerre à Belgrade. Quant à Guillaume II, ses postures agressives et son verbe belliqueux dissimulaient le plus souvent un comportement beaucoup plus timoré, en tout cas plus velléitaire que proprement guerrier. Même le monde des affaires, pourtant taxé instinctivement de belliciste par la tradition de gauche, demeura dans une expectative plutôt inquiète. Certes, les industriels de l'armement avaient tout lieu de se

frotter les mains à la veille d'un affrontement armé généralisé. Mais il en allait tout autrement pour les secteurs marchands comme pour ceux dont la prospérité résultait de la sécurité des échanges internationaux.

D'un côté, très peu de gens souhaitaient explicitement la guerre. D'un autre côté, bien rares furent ceux qui consacrèrent toutes leurs forces à lui barrer la route. Il s'en trouva bien pourtant, ici ou là, et non des moindres : un John Morley en Angleterre, par exemple, même s'il fut mis rapidement en minorité. Un Jean Jaurès en France, même s'il fut assassiné, ou un Joseph Caillaux, même si le scandale causé par le procès de son épouse contribua à l'éloigner de la scène en des heures cruciales. Même Raspoutine en Russie fut écarté à la suite d'un attentat fomenté contre sa personne par l'extrême droite nationaliste, alors qu'il aurait pu contribuer à atténuer les inconséquences bellicistes des uns et des autres.

Force est de reconnaître qu'ils furent ainsi très peu nombreux à s'opposer résolument à la guerre. D'où la tentation vénéneuse qui finit par investir les esprits les moins retors : cette guerre qu'on ne pouvait donc pas éviter n'était-elle pas, au fond, une sorte de pis-aller ? Puisque la récurrence des crises se faisait de plus en plus syncopée, autant trancher le nœud gordien une bonne fois et dégager ainsi durablement le terrain diplomatique.

Les trente-sept jours de la crise de juillet-août 1914 restent fascinants car ils focalisent dans une unité de temps très concentrée toutes les illusions, tous les doutes, toutes les rancœurs, tous les déchirements aussi des grands leaders européens. Des leaders soucieux des conséquences directes de leurs actes mais aussi, plus généralement, de leur trace dans l'Histoire. Guillaume II rêvait ainsi de voir son nom accolé à la grandeur de l'Allemagne et de s'affranchir une bonne fois pour toutes de la comparaison désavantageuse avec Bismarck. Le tsar Nicolas II, lui, avait la hantise que l'Histoire se souvienne de lui comme d'un perdant après la déculottée japonaise de 1905. François-Joseph, pour sa part, n'avait plus qu'un désir à l'hiver de sa vie : laisser à la postérité cet empire improbable qu'il avait longtemps tenu à bout de bras. Sans parler du président Raymond Poincaré et de son obsession à recouvrer les provinces perdues en 1870. Ou encore du dilemme d'Edward Grey, écartelé entre la nécessité d'une quasi-alliance avec la France et la conformité aux fondamentaux de la diplomatie anglaise.

Tous ces sentiments forts, parfois excessifs, souvent contradictoires, exprimés aux quatre coins de l'Europe rejaillirent en coups de théâtre et autres rebondissements en cascade. Avec un peu de chance, ceux-ci eussent pu différer voire abolir l'irrémédiable. Plus d'une fois, à Paris, Berlin ou Londres, on put croire le pire évité. Cela ne devait point être le cas, comme si une main invisible redistribuait invariablement les forces dans une perspective conflictuelle. Comme s'il fallait à toute force que cette guerre éclatât. On le sait, elle finit par éclater. Toutefois la force irrésistible qui la rendit possible brisa dans le même élan volontés et espérances. Quatre ans plus tard seulement, on pourrait faire le décompte effroyable des existences qu'elle avait fauchées.

I
Sarajevo

Tout ce que nous récolterions d'une guerre avec la Serbie serait une bande de voleurs, de bandits, d'assassins et quelques pruniers.

François-Ferdinand, archiduc héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie

L'été s'annonçait radieux. Sans doute le plus resplendissant qu'on ait connu en Europe depuis bien longtemps. Des planches huppées de Deauville aux transats de Brighton et aux kiosques élégants de Baden ou de Spa, jamais le ciel n'avait été plus transparent, l'existence plus légère. Jusqu'aux collines verdoyantes de Sarajevo, au cœur de la Bosnie-Herzégovine, que contournait paresseusement la rivière Miljacka.

Sarajevo, l'ancienne cité ottomane fondée au XV^e^ siècle et réputée pour ses cent vingt lieux de culte. Sarajevo, la fierté des Slaves du Sud, qui recevait aujourd'hui en grande pompe l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier présomptif de l'Empire d'Autriche-Hongrie.

On était le 28 juin 1914. Le soleil s'était tôt levé sur la petite station thermale d'Ilidza, lieu de villégiature favori des bourgeois aisés de la capitale bosniaque. Son épouse Sophie à ses côtés, François-Ferdinand y avait fait une courte halte. L'avant-veille, en sa qualité d'inspecteur général des forces armées de l'Empire, il avait supervisé les manœuvres des XV^e^ et XVI^e^ corps. C'était l'objet de cet ultime voyage officiel avant l'été.

La visite avait été programmée de longue date. Depuis plus de trois mois, les notables locaux s'étaient démenés afin que le couple archiducal reçoive le meilleur accueil possible. Rien n'avait été laissé au hasard. Les rues avaient été nettoyées de fond en comble. La petite gare ferroviaire avait été rafraîchie. Vieille bâtisse de style mauresque, l'Hôtel Bosna avait été entièrement réaménagé pour être digne d'une halte princière.

François-Ferdinand était allé saluer par courtoisie les autorités administratives d'Ilidza tandis que Sophie effectuait la tournée rituelle des orphelinats et des hôpitaux.

C'était un dimanche. D'une piété catholique ardente comme l'étaient tous les Habsbourg, le couple communia dans un petit salon de l'hôtel transformé en chapelle. Puis il prit le train pour Sarajevo.

Indifférent aux regards, l'archiduc serrait tendrement la main de son épouse. Il n'avait pas oublié. Ce jour marquait également le quatorzième anniversaire de leur union. Et quelle union ! L'empereur François-Joseph avait tout tenté pour empêcher le mariage de son neveu avec une simple dame d'honneur à la cour de Vienne. Il avait appelé à la rescousse les autres grands souverains européens, de Guillaume II à Nicolas II, pour faire entendre raison à son obstiné de neveu. Le pape Léon XIII était intervenu en personne. Rien n'y avait fait.

Tenant tête à tout le monde, François-Ferdinand avait fini par convoler avec Sophie Chotek, l'élue de son cœur. On lui avait néanmoins imposé un mariage morganatique. Cela signifiait que « la Chotek » – ainsi la désignaient perfidement les courtisans dès qu'elle avait tourné les talons – ne deviendrait jamais impératrice ni même archiduchesse. Ses enfants, eux, ne régneraient pas sur l'Empire à la mort de leur père.

Le scandale de la mésalliance pesait encore sur le couple, dans les moindres détails d'une étiquette viennoise particulièrement vétilleuse. François-Ferdinand avait à cœur que son épouse se tienne auprès de lui en Bosnie, en ce jour anniversaire. Il le lui avait promis :

— Pour une fois, tous les honneurs te seront enfin publiquement rendus[1].

Sur le quai de la petite gare d'Ilidza, l'horloge marquait 9 h 25. L'air était encore doux. Le trajet en

train ne devait durer qu'une dizaine de minutes. L'archiduc n'en était pas mécontent :

— J'ai hâte d'y être. Voyons un peu si ces Bosniaques sont aussi farouches qu'on le prétend !

Sourires à la cantonade. À Sarajevo comme à la Hofburg[2] de Vienne, l'Empire restait tel qu'en lui-même, bravache, suffisant et ancré dans l'évidence de sa légitimité. Comme si tout était parfaitement sous contrôle. Comme s'il ne s'était rien passé au cours de ces dernières années.

Entrelacs redoutablement complexe d'ethnies, de cultures et de nationalités, les Balkans tourmentaient toutes les chancelleries européennes par leur instabilité permanente. Cette poudrière avait déjà menacé d'exploser. Elle s'était embrasée à deux reprises depuis 1912. Deux guerres courtes qui, par bonheur, n'avaient pas dégénéré. Mais deux guerres pour rien. Entre Serbes, Monténégrins, Roumains et Bulgares mais aussi entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, les grands parrains de la région, tout restait à régler. Et les dissentiments des uns envers les autres s'étaient transformés en ressentiments tenaces, les rancœurs s'étaient faites rancunes.

Au cœur de cet espace ingérable, la Bosnie-Herzégovine. Province ottomane depuis plus de cinq siècles, cette invraisemblable mosaïque de peuples était passée sous l'influence progressive de l'Autriche-Hongrie. Celle-ci avait fini par l'annexer en 1908 dans l'indifférence générale. Trop affaibli pour réagir, le sultan de Constantinople Abdul-Hamid avait d'autres priorités. Les Russes, eux, avaient bien regimbé. Ils avaient dû cependant en rabattre de leur solidarité panslave en même temps que de leur fierté nationale. Au moins temporairement.

Depuis, les Bosniaques – surtout ceux d'origine serbe – reportaient leur amertume sur un Empire austro-hongrois en plein tangage. Qui ne voyait que cet attelage dominé par les Habsbourg était contre-nature, en un temps où il n'était bruit que de nationalités ? Un géant aux pieds d'argile menacé d'éclatement, sous la pression de peuples qui revendiquaient leur différence : c'est ainsi qu'il était perçu. Le véritable ciment, au fond, était l'empereur François-Joseph lui-même. Mais ce dernier régnait depuis plus de soixante-cinq ans et il n'était pas éternel.

Aux portes de la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, bastion de ces Slaves du Sud qui ambitionnaient de reconstituer une grande patrie, forte et respectée. La Serbie dont le souverain Pierre I^{er}, un Karageorgevic, avait succédé à Alexandre Obrenovic, sauvagement assassiné en 1903. La Serbie, alliée de cœur et de raison de la Sainte Russie, la grande sœur, la mère de la Chrétienté orthodoxe.

Le wagon du train spécial réservé à l'archiduc François-Ferdinand avait été briqué à neuf. Les uniformes autrichiens étaient plus rutilants que jamais. Les médailles et décorations étincelaient sur les poitrines. Le soleil était déjà haut dans l'azur du ciel.

La population de Sarajevo se préparait à festoyer. La fête ? Pas de la ferveur, tout juste de la curiosité. Et pas toute la population, d'ailleurs. Au moment même où le train officiel s'ébranlait lentement, sept jeunes gens se retrouvaient discrètement dans l'arrière-boutique d'un café anonyme du quartier turc de Bascarsija, derrière le bazar dans la partie orientale de la ville.

— C'est le moment, mes frères. L'occasion ne se représentera pas de sitôt !

Le chef de la bande, Gavrilo Princip, exhortait une dernière fois ses compagnons. Ceux-ci n'en menaient pas large. Des gamins pour la plupart, les yeux baissés comme s'ils étaient déjà pris en faute. Quels piètres conspirateurs, ils faisaient !

La conspiration avait cependant une cible et pas n'importe laquelle : l'archiduc François-Ferdinand, l'homme le plus important d'Autriche-Hongrie après l'empereur François-Joseph.

Les six conjurés écoutaient Princip avec respect. Avec son regard émacié et son teint cadavérique de tuberculeux, le jeune homme faisait plus vieux que ses dix-neuf ans. Il arrivait tout droit de Serbie en compagnie de ses camarades Nedeljko Cabrinovic et Trifko Grabez, des anciens de l'organisation nationaliste Mlada Bosna (Jeune Bosnie). À Belgrade, on leur avait remis de l'argent, des pistolets Browning, des bombes ainsi qu'un flacon de cyanure enveloppé à la diable dans du papier journal.

Princip et ses complices avaient pris des risques énormes pour se cacher des douaniers serbes comme des policiers austro-hongrois. Encombrés de leur matériel compromettant, ils avaient évité les chemins surveillés et franchi marécages et torrents boueux afin d'échapper aux contrôles. Pour le franchissement de la frontière, ils avaient eu recours au « tunnel », ce dispositif de complicités qui assurait aux clandestins un passage discret entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine.

Les comploteurs se dévisagèrent en silence puis se tournèrent instinctivement vers leur chef. Celui-ci n'était pas du genre à craquer au dernier moment, ils le savaient. Patriote ardent, Gavrilo Princip semblait porter en lui toute la détresse de la cause slave. L'existence de cet étudiant, issu d'une famille nombreuse de paysans bosniaques, n'avait été qu'une épouvantable succession de souffrances et de misère. Le jeune Gavrilo avait cependant donné un sens à sa vie en épousant le destin tragique des siens. Il s'était donné pour modèle Bogdan Zerajic, un héros bosniaque. Celui-ci s'était suicidé quatre ans plus tôt après avoir tiré sur le général Varesanin, le gouverneur de la province.

Les camarades de Princip étaient presque tous aussi jeunes que lui. Des étudiants, des lycéens, un jeune typographe, un instituteur.

Au moment de se disperser, l'un des conjurés avait osé exprimer ce que tous les autres pensaient au fond d'eux-mêmes :

— Et si par malheur on devait rater notre coup ?

La question demeura sans réponse. Il était beaucoup trop tard pour y songer.

La bande s'éclipsa prestement, un par un pour ne pas éveiller l'attention. Avant de se quitter, Princip avait eu un dernier mot :

— Notre pays est la valeur suprême. Faisons-le comprendre à ce gros porc de Habsbourg qui vient nous insulter le jour même de l'anniversaire de notre glorieuse bataille du Champ des Merles…

La bataille du Champ des Merles, qui avait vu la défaite des Serbes face aux Turcs du sultan Mourad I^{er} en 1389 à Kosovo Polje, était restée le symbole vivace de la résistance des Slaves du Sud. Mais comment les officiels hautains qui, à Vienne, avaient réglé l'agenda de la visite de l'archiduc auraient-ils pu seulement le comprendre ?

— … la liberté. La dignité. La vengeance pour ce que tous les Autrichiens nous ont fait subir. Que Dieu nous garde tous !

Princip savait qu'il leur faudrait compter sur la chance. Cette chance qu'il avait eue depuis son retour à Sarajevo, le 15 juin. Bien que fiché comme un activiste dangereux, le jeune homme n'avait pas été inquiété par la police. De son côté, Cabrinovic avait multiplié les imprudences sans toutefois attirer l'attention. C'en était presque miraculeux mais il fallait agir vite désormais. La chance ne durerait pas toujours.

Répartis en trois groupes, les conjurés se postèrent respectivement devant le jardin du Café Mostar, le long du quai Appel et à proximité du pont Lateiner.

À quelques hectomètres de là, à un univers de là, le train archiducal s'immobilisa en gare de Sarajevo. François-Ferdinand inspecta brièvement les troupes de la caserne voisine. Il ne tenait guère à s'attarder. Rejoignant sa femme, il s'engouffra dans une Daimler modèle *Gräf und Stift* décapotée, la troisième voiture dans le cortège qui venait de se former.

Des forteresses surplombant la ville, vingt et un coups de canon furent tirés pour saluer l'arrivée de l'héritier de l'Empire. Il était 9 h 40 précises. Direction : l'hôtel de ville.

Le cortège roula presque au pas dans les rues de la ville. Telle était la consigne du gouverneur de Bosnie, le général Oskar Potiorek, afin que l'archiduc puisse découvrir les charmes de la capitale provinciale.

Pourquoi pas, après tout ? François-Ferdinand paraissait détendu, autant que pouvait l'être cet homme taciturne et d'aspect sévère. Il avait plutôt fière allure dans son uniforme bleu ciel et noir de général de cavalerie. Assise à sa droite, Sophie, elle, avait l'air absente. Sans doute gardait-elle encore

en tête les propos que lui avait tenus le Dr Josip Sunaric, juste avant leur départ d'Ilidza. Sur un ton énigmatique, cet ancien député croate lui avait déconseillé de se rendre à Sarajevo :

— Beaucoup trop de Serbes là-bas qui ont l'humeur rebelle. Ces gens-là sont incontrôlables[3]…

Sur le coup, Sophie n'y avait pas pris garde, mettant cet avertissement sur le compte de l'animosité traditionnelle entre Croates et Serbes. Peut-être se remémorait-elle aussi une anecdote rapportée par l'archiduc quelques semaines auparavant. Alors qu'il visitait une région désolée de l'Empire, une bohémienne lui avait prédit qu'il connaîtrait une mort violente qui précipiterait le monde dans une guerre effroyable. Une guerre ! Lui qui la redoutait plus que n'importe qui ! Lui qui faisait tout pour l'éviter !

Le cortège officiel entra dans le centre-ville et bifurqua vers le quai Appel, le long de la rivière Miljacka. Des *zivio* (vivats), quelques applaudissements.

Soudain, de la foule devenue compacte surgit une main qui projeta un engin de forme arrondie en direction de la voiture de l'archiduc. L'engin rebondit sur la paroi en tissu de la voiture avant d'exploser à hauteur de l'arrière du second véhicule. Le bruit fut assourdissant. La bombe creusa une petite excavation dans la chaussée et blessa grièvement deux officiers supérieurs dont l'aide de camp du gouverneur, le lieutenant-colonel Erich von Merizzi.

Une bousculade s'ensuivit. Dans la confusion, un homme s'enfuit à toutes jambes et fut pris en chasse par la foule. Il parvint à enjamber un parapet et à se jeter dans la rivière mais il fut appréhendé peu après. On trouva au fond de la poche de Nedeljko Cabrinovic une petite capsule de cyanure qu'il n'avait pas eu le temps d'absorber dans la précipitation.

L'attentat avait échoué mais de justesse. Conservant son sang-froid, l'archiduc fit arrêter sa voiture afin de pouvoir constater par lui-même l'ampleur des dégâts. Puis il ordonna qu'on reparte à toute allure vers l'hôtel de ville. En chemin, l'archiduchesse se plaignit d'une légère douleur à l'épaule. François-Ferdinand paraissait plus déterminé que jamais :

— Ce doit être l'œuvre d'un fou. Ne nous laissons pas impressionner, messieurs. Poursuivons comme prévu[4]…

La nouvelle de l'attentat ne s'était pas encore propagée jusqu'à l'hôtel de ville. François-Ferdinand et sa suite y furent accueillis comme si de rien n'était par le bourgmestre, Fehim Effendi Curcic, entouré de son conseil municipal en tenue d'apparat. L'édile se lança dans l'allocution qu'on lui avait préparée de longue date, sans y changer un seul mot. Il y était question de la splendeur de Sarajevo, de la grandeur de l'Empire ou encore de la loyauté bosniaque. Un discours incongru au regard de ce qui venait de se passer.

Exaspéré, François-Ferdinand lui coupa la parole :

— Que signifient ces beaux discours, monsieur le bourgmestre ? Nous venons d'être victimes d'un attentat. Est-ce là l'habitude des Bosniaques d'accueillir avec des bombes ceux qui viennent à eux pacifiquement et de bonne foi ? C'est infâme[5] !

De rage, l'archiduc tourna les talons. Brouhaha et affolement dans l'assistance. On dut chambouler à la hâte le programme de la journée. Seul fut maintenu le déjeuner officiel au Konak, la résidence officielle du gouverneur. François-Ferdinand insista pour aller à l'hôpital Centralna Bolnica prendre des nouvelles des deux officiers blessés dans l'attentat. On le lui déconseilla vivement. Il s'obstina.

— Vous imaginez vraiment que ces minables ont suffisamment de cran pour tenter deux attentats contre moi dans une même journée ?

Dépité par ce qui venait de se passer, le gouverneur Potiorek s'empressa d'abonder dans son sens :

— Croyez-moi, il n'y a plus rien à craindre. Sarajevo n'est tout de même pas remplie de tueurs !

Déjà, l'archiduc dévalait les escaliers de l'hôtel de ville, suivi par sa délégation. Sophie insista pour l'accompagner. Il lui intima de demeurer sur place :

— S'il y a vraiment du danger, il est préférable que tu ne viennes pas.

Pour une fois, Sophie tint bon :

— C'est au contraire une raison pour rester à tes côtés.

Il était 10 h 45. Le parcours avait été modifié en toute dernière minute afin de contourner le centre-ville considéré comme peu sûr. Archevêque catholique de Sarajevo, Mgr Stadler y avait été de sa recommandation :

— Évitez le quai Appel. Ne prenez pas cette avenue de voyous et d'assassins !

Quai Appel justement, ne sachant trop quoi faire, Gavrilo Princip était resté dans les parages. À tout hasard. Quelques minutes plus tôt, quand il avait entendu le bruit de la détonation, il avait d'abord pensé que Cabrinovic avait réussi. Avant de comprendre que l'archiduc s'en était sorti indemne et qu'ils avaient échoué.

Où étaient passés les autres comploteurs, les Mehmedbasic, Cubrilovic, Popovic, Ilic, Grabez ? Pourquoi n'avaient-ils rien tenté ? Paniqués, enfuis, éparpillés aux quatre vents comme des étourneaux. Princip ne se faisait aucune illusion. S'il n'en restait qu'un seul à ne pas flancher, il serait celui-là. Il le savait depuis le début. Il fallait tenter le tout pour le tout.

Princip accourut vers le pont Lateiner, un des lieux les plus fréquentés de Sarajevo. Il avait lu dans le journal *Bosanska Posta* (Le Courrier bosniaque) que le cortège devait y passer. Avec un peu de chance…

Le jeune homme se posta à l'affût à l'angle du boulevard François-Joseph et du quai Appel. Il attendit sans trop y croire. Peu après, le destin lui adressa un signe.

Le cortège se présenta à l'endroit exact où Princip l'attendait, devant le café des frères Simic. Mieux encore, il s'y arrêta de manière inattendue. Tous les chauffeurs n'avaient pas été informés du changement d'itinéraire. Certaines voitures s'étaient engagées sur le mauvais chemin. On les fit arrêter brusquement puis reculer au pas afin de reprendre la bonne direction.

C'était inespéré. Dans une des voitures qui lui faisaient presque face, Princip reconnut aussitôt l'archiduc coiffé de son shako à plumes de coq bleu-vert et revêtu du collier de l'ordre de la Toison d'or. À ses côtés, une femme en capeline blanche dont le visage ne lui disait rien de précis. Il n'hésita qu'un très bref instant. Il portait une bombe dans sa ceinture mais, dans une telle cohue, il n'avait pas la moindre chance de pouvoir l'amorcer. Comme par réflexe, il brandit son revolver et pointa la voiture. Deux coups de feu claquèrent.

Princip n'eut pas le temps de tirer une troisième fois. Déjà, des gens l'entouraient et le maîtrisaient avec rudesse. Un officier de l'entourage de l'archiduc, le baron Andreas von Morsey, lui assena un coup de sabre qui lui cassa le bras et lui brisa une côte. Princip tenterait lui aussi d'avaler sa fiole de poison mais en pure perte. Le cyanure qu'on leur avait remis était probablement frelaté. Il fut traîné à terre avant d'être emmené sans ménagement par des policiers.

Pendant ce temps, la voiture de l'archiduc avait accéléré pour rallier directement le Konak. À l'intérieur du véhicule, le comte Franz Harrach dans son uniforme de lieutenant-colonel. Au moment des coups de feu, il se tenait debout sur le marchepied de la voiture, faisant un rempart de son corps pour protéger François-Ferdinand. Mais il était du mauvais côté par rapport à l'agresseur. Harrach fut le premier à s'apercevoir que l'archiduchesse s'était affaissée sur son mari, la tête entre ses genoux. Il réalisa qu'elle avait reçu une balle dans le ventre et que la blessure était grave. L'archiduc également qui se mit à hurler de désespoir :

— Sofer ! Sofer ! Ne meurs pas, je t'en prie ! Vis pour nos enfants !

Peu après, Harrach s'aperçut que du sang coulait également du cou de François-Ferdinand. Impuissant, il s'affola à son tour :

— Votre Altesse a été blessée ! Est-ce qu'elle souffre beaucoup ?

— Non, Harrach, rien de grave. Ce n'est rien, ce n'est rien…

La voiture parvint enfin jusqu'au Konak. L'archiduchesse Sophie fut transportée dans la chambre

du gouverneur où elle expira presque aussitôt. Des médecins se précipitèrent au chevet de l'archiduc qui était beaucoup plus gravement atteint qu'on ne l'avait présumé. Son pronostic vital devint vite désespéré. François-Ferdinand rendit le dernier soupir quelques minutes plus tard.

Il était onze heures et demie passées à Sarajevo. Les églises de la ville ne sonnaient pas encore le glas. La chaleur se faisait à présent accablante et le soleil continuait de briller, indifférent à la fureur meurtrière des hommes.

Bad Ischl, 28 juin, 11 h 40

Empereur d'Autriche et roi de Hongrie, Sa Majesté apostolique François-Joseph somnolait paisiblement dans son cabinet de travail en attendant l'heure du déjeuner. Sa résidence d'été, qui donnait sur les montagnes brunes du Salzkammergut, au sud de la Haute-Autriche, était pour lui une sorte de paradis sur terre. Il n'en conservait pas moins le rythme de vie qu'il s'imposait quotidiennement dans ses palais viennois de Schönbrunn ou de la Hofburg, à la tâche dès quatre heures du matin.

Lorsque son aide de camp, le comte Paar, lui apprit la nouvelle, il eut un réflexe de stupeur avant de se laisser retomber de lassitude dans son fauteuil :

— C'est terrible, terrible. Il ne faut jamais défier le Tout-Puissant. Cet ordre que j'ai été hélas incapable de maintenir, une volonté supérieure l'a rétabli[6].

Puis, sans état d'âme, il passa à table. Rien ne pouvait plus atteindre François-Joseph. À quatre-vingt-quatre ans passés, il avait eu plus que sa part de drames familiaux. Son frère Maximilien, fusillé par l'armée mexicaine en 1867. Son fils Rodolphe, retrouvé sans vie dans un pavillon de chasse à Mayerling en 1889. Son épouse Élisabeth, assassinée à Genève par un anarchiste italien en 1898. La mort lui était devenue presque familière. Il l'attendait avec la sérénité crépusculaire de l'homme de devoir qu'il s'était toujours flatté d'être.

À Vienne, les courtisans ne simulaient même pas l'affliction. François-Ferdinand était craint mais nullement aimé. On méprisait cet homme colérique au faciès de plébéien et à la nuque de bouledogue. On l'avait fui jadis sans le moindre égard lorsqu'on avait su qu'il avait contracté la tuberculose. On abhorrait sa froideur, son arrogance, sa frénésie meurtrière lorsqu'il chassait le sanglier.

Par-dessus tout, bien évidemment, on ne pardonnait pas à François-Ferdinand son mariage, en juin 1900, avec Sophie Chotek de Chotkova et Woguin. De l'histoire ancienne ? Pas si sûr. La cour viennoise était rancunière et sa mesquinerie à la mesure de l'effroi qu'elle avait alors éprouvé. Une Chotek succédant à la grande Marie-Thérèse, l'horreur absolue ! À l'époque, on avait crié à la mésalliance. L'« intrigante », comme on disait, avait beau se réclamer de la vieille noblesse de Bohême, c'était peine perdue.

La situation avait agacé l'empereur. Décidément, il ne se sentait aucune affinité avec ce neveu qui n'aurait jamais dû se retrouver en situation d'hériter un jour de la couronne des Habsbourg. Mais il n'avait pas le choix. Son fils unique, Rodolphe, s'était suicidé une dizaine d'années plus tôt. Il était vain de vouloir refaire l'Histoire.

Selon les règles de succession à la couronne, François-Ferdinand aurait dû carrément renoncer au trône en épousant Sophie Chotek. Nombreux étaient ceux qui le souhaitaient à la cour. Parmi eux, le prince Montenuovo, premier chambellan et grand maître d'un protocole issu de la royauté espagnole. Tel un cerbère, il s'était donné pour mission de protéger coûte que coûte les prérogatives impériales. Il le faisait avec un zèle d'autant plus obsessionnel que lui-même en était exclu.

Quoique procédurier dans l'âme, l'empereur était tout de même capable d'avoir une vision politique des choses. Or, dans l'éventualité d'un renoncement de François-Ferdinand, son frère cadet

Othon deviendrait l'héritier légitime du trône austro-hongrois. Et de cela, il ne pouvait être question. Othon était un débauché notoire qui passait le plus clair de son temps à faire la bringue au Sacher ou dans des lieux de luxure. Un scandale éclaboussant la monarchie des Habsbourg eût été inévitable. À tout prendre, mieux valait une mésalliance.

François-Joseph s'était résigné à un compromis. Son neveu conserverait son rang de succession mais son épouse en serait écartée tout en étant honorée du titre de princesse souveraine. Pour sauver les apparences, l'empereur l'élèverait plus tard au rang de duchesse de Hohenberg.

Le prince de Montenuovo n'en veillait pas moins avec son esprit tatillon. Infinies étaient les ressources de l'étiquette impériale pour infliger au couple des humiliations sournoises. Lors des incessantes cérémonies publiques, il s'assurait que Sophie soit dûment placée en queue de cortège après les membres de la famille impériale, enfants en bas âge compris. Au théâtre ou à l'opéra, la duchesse était séparée de son époux, son rang de préséance ne lui permettant pas d'avoir accès à la loge impériale. Quand l'archiduc arrivait, on ouvrait les portes à deux battants. On en refermait un quand sa femme venait à passer.

Même chez elle, au château du Belvédère, il était défendu à Sophie d'apparaître lors de la visite d'un souverain étranger. Dans sa finesse perverse, Montenuovo avait décrété qu'en de telles circonstances, l'existence d'une hôtesse pouvait être reconnue mais d'une manière invisible : ainsi, à table, était prévue une chaise vide qui devait rester ostensiblement inoccupée…

Cautionnées par l'empereur, de telles brimades étaient regardées par François-Ferdinand comme un affront intolérable. Mais il n'y pouvait pas grand-chose. Il n'était pas le maître, pas encore.

Peu avant le déplacement du couple à Sarajevo, le protocole s'était opposé à ce que les honneurs militaires lui fussent rendus sur place. La duchesse de Hohenberg n'était pas habilitée à les recevoir. On avait en conséquence ordonné aux 40 000 hommes de troupe de la capitale bosniaque de se retirer, laissant l'archiduc sans réelle protection.

Les gardiens de l'étiquette impériale étaient-ils au courant de l'entrevue qui s'était déroulée le 5 juin à Vienne, entre le ministre en charge de l'administration de la Bosnie-Herzégovine, Leo von Bilinski, et l'ambassadeur de Serbie à Vienne, Jovan Jovanovic ? Celui-ci s'était départi des précautions diplomatiques d'usage :

— La visite de l'archiduc va causer du mécontentement parmi les Serbes de Bosnie. Comprenez-moi à demi-mot. Il vaudrait mieux renoncer à ce voyage[7].

Bilinski avait affecté de prendre la chose à la légère :

— Vous êtes bien pessimiste, mon cher ambassadeur. Rassurez-vous, nous avons aussi nos informations et elles font état d'un apaisement en Bosnie. Tous ces gens là-bas sont en train de s'adapter. C'est d'ailleurs leur intérêt[8]…

Jovanovic n'aimait pas le ministre des Affaires étrangères, le comte Berchtold. Aussi s'était-il adressé à Bilinski. Ce dernier ne portait pas spécialement dans son cœur l'archiduc François-Ferdinand. Il ne rapporta la conversation ni à l'intéressé ni à Berchtold.

Inquiet, l'ambassadeur Jovanovic était revenu à la charge quelques jours plus tard. Cette fois, Bilinski n'avait pas caché son irritation :

— Le programme de l'archiduc en Bosnie sera exécuté à la lettre. Il ferait beau voir que l'Empire capitule face à cette bande de bons à rien !

Le programme fut, en effet, exécuté à la lettre. Ladite lettre étant fixée par l'intangible protocole.

Dans les minutes qui suivirent la première tentative d'attentat, à Sarajevo dans la matinée du 28 juin, il fut demandé au général Potiorek de déployer ses soldats afin de constituer une haie protectrice pour l'archiduc. La réponse avait fusé :

— Vous n'y pensez pas ! Mes troupes sont en tenue de manœuvre. Et le règlement interdit formellement aux soldats sans uniforme de gala de former une haie d'honneur[9].

Le règlement pouvait bien tuer l'Empire. Il n'en serait pas moins respecté jusqu'à l'absurde.

L'élimination de l'archiduc et de son épouse soulagea la conscience d'un grand nombre de gens à Vienne. L'empereur ordonna rapidement de ne plus jamais évoquer ce tragique attentat. Aucune enquête ne fut diligentée sur les circonstances de l'assassinat comme sur les responsabilités de négligences éventuelles. Cela laissa songeur l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Heinrich von Tschirschky-Bögendorff :

— Étrange ! Si un noble de la cour avait été piqué par une mouche dans une gare quelconque, le chef de cette gare aurait été congédié. Et pour cette véritable chasse à courre dans les rues de Sarajevo, on n'a même pas arraché un cheveu à qui que ce soit**[10]** !

La cour avait mieux à faire qu'à enquêter. Toute son énergie était à présent absorbée par l'organisation des obsèques. L'incontournable prince de Montenuovo se fit un devoir d'interpréter le cérémonial impérial avec toute la bassesse imaginable. Ultime vengeance posthume.

En sa qualité d'archiduc héritier de la Couronne, François-Ferdinand avait le droit d'être enterré dans la Crypte des Capucins, à Vienne. Ce n'était évidemment pas le cas de Sophie. Pressentant des difficultés, François-Ferdinand avait exprimé de son vivant le vœu d'être inhumé aux côtés de son épouse dans le caveau familial de son château d'Arstetten, au bord du Danube. Cela arrangeait tout le monde.

Les deux dépouilles du couple archiducal furent rapatriées à Schönbrunn. Montenuovo avait intrigué pour faire transférer en catimini à Arstetten le cercueil de la duchesse de Hohenberg pendant que se dérouleraient à la Hofburg les funérailles solennelles de son mari. Il dut y renoncer sous les remontrances conjuguées de l'empereur et de dignitaires impériaux, choqués par la médiocrité de tels procédés.

Le chef du protocole s'ingénia toutefois à organiser dans les moindres détails un enterrement de troisième classe, sans faste ni apparat. Aucune tête couronnée aux obsèques, alors même que le roi d'Angleterre George V et le Kaiser Guillaume avaient prévu de s'y rendre. Pas de défilé militaire, à la grande indignation de l'armée. Une cérémonie religieuse bâclée en un quart d'heure. Le grand chambellan ordonnerait que le cercueil de Sophie soit placé plus bas que celui de l'archiduc, pour bien souligner une dernière fois la différence de condition. Comble de l'indélicatesse, il irait jusqu'à faire placer sur la bière de la duchesse une paire de gants blancs et un éventail noir, insignes ordinaires des dames d'honneur.

Rien ne s'opposait plus désormais au retour des manœuvres et intrigues qui faisaient les délices de la cour de Vienne. Ces petits jeux s'adressaient désormais au nouvel héritier du trône d'Autriche-Hongrie. Othon, le cadet de François-Ferdinand était mort en 1906. L'ordre de succession désignait l'archiduc Charles de Habsbourg-Lorraine. Ce petit-neveu de l'empereur n'avait que vingt-sept ans. Il aurait le temps d'apprendre, du moins le croyait-on.

*

Budapest eut l'oraison funèbre tout aussi expéditive que Vienne. Au Parlement hongrois, il revint au Premier ministre Istvan Tisza d'exprimer la réaction officielle des autorités locales. De sa voix rugueuse, le chef du gouvernement s'exclama sans ambages :

— La volonté de Dieu s'est accomplie**[11]** !

À peu près les mêmes termes que ceux employés par l'empereur François-Joseph, même si les motivations en étaient différentes. *Requiescat in pace !*

Le comte Tisza détestait l'archiduc François-Ferdinand et n'en faisait guère mystère. Il n'aimait ni l'homme, ni ses valeurs, ni sa culture. Il n'avait jamais pardonné ce trait d'esprit de l'archiduc

héritier, lui qui en était pourtant si peu prodigue : « De la part des Magyars, ce fut une faute de goût de venir en Europe[12]… »

Né en Transylvanie d'un père qui avait été également Premier ministre de Hongrie pendant une quinzaine d'années, Tisza avait étudié à Oxford et reçu une éducation libérale, ouverte sur le monde.

Le parfum du paradoxe, sans doute. Chef du parti libéral, Tisza était au fond un conservateur bon teint dont les idées politiques reflétaient le calvinisme rigide. Cet homme d'État sévère, adversaire de toute concession et n'hésitant pas à réprimer durement quand il le fallait, avait une double obsession. La première était de conserver à la Hongrie la place privilégiée au sein de l'Empire bicéphale qu'elle tenait du compromis de 1867. C'est pourquoi il se montrait intransigeant envers les populations non magyares de Hongrie qui étaient des concurrentes potentielles. La seconde obsession était d'ordre social. Tisza était un noble en même temps qu'un grand propriétaire foncier défendant farouchement ses intérêts de classe. Il était opposé à l'introduction du suffrage universel comme à toute évolution démocratique.

François-Ferdinand, lui, n'avait aucun complexe à s'afficher en réactionnaire de la vieille école. Et ce, jusqu'à la caricature : clérical, antisémite, ne reconnaissant que le droit divin au mépris de toute espèce de souveraineté populaire. Il était cependant plus réaliste et ouvert qu'il n'y paraissait. Il avait beaucoup voyagé, sa tuberculose l'ayant forcé à s'éloigner longtemps de Vienne. Il avait parcouru le monde sous toutes les latitudes, jusqu'en Australie ou au Japon. Les États-Unis l'avaient impressionné au plus haut point. À son retour, François-Ferdinand avait changé. Il ne comprenait plus le provincialisme étriqué de la cour viennoise.

Pour l'archiduc, l'immobilisme était un mal insidieux qui finirait par avoir raison de l'Empire. Au fil des années, sa résidence du Belvédère à Vienne devint un authentique laboratoire d'idées. Cela déplaisait fort à l'empereur François-Joseph qui ne détestait rien tant que la nouveauté.

L'archiduc héritier se défiait des Hongrois qu'il traitait de « traîtres qui avaient combattu les armes à la main leur souverain et leur dynastie ». Lorsqu'il était plus en verve, il parlait même de « Huns incorrigibles ». Une telle animosité était irréductible : « Le soi-disant "bon" Hongrois n'existe pas. Tout Hongrois, qu'il soit ministre, prince, cardinal, bourgeois, métayer ou valet de ferme est un révolutionnaire et une canaille[13]. »

François-Ferdinand poursuivait en particulier de sa vindicte les grandes familles magyares, les Tisza, les Batthyany ou les Andrassy. À l'en croire, ces aristocrates opulents avaient confisqué le pouvoir à Budapest et opprimé les populations non magyares, tout en continuant à donner des leçons de libéralisme à la terre entière.

— Cette clique nobiliaire a profité du système tout en se permettant de le critiquer. La Hongrie a prospéré sur le dos de l'Autriche au détriment des autres peuples de l'Empire.

Le dualisme et la prépondérance hongroise, tels étaient les obstacles à la stabilité de l'Empire. Le seul moyen de les surmonter était de rééquilibrer l'État en faisant toute leur place aux Slaves du Sud. L'avenir de l'Empire était au trialisme voire au fédéralisme. En contrepoids aux Hongrois, trop longtemps favorisés, il fallait redonner de la dignité à des peuples comme les Roumains ou les Croates.

Ainsi pensait l'archiduc François-Ferdinand. Sa vision était celle d'un homme d'État soucieux de mettre de l'ordre dans sa maison. Ce n'était pas celle d'un slavophile naïf, loin de là. Son opinion était faite de longue date sur la Serbie, « ce pays endetté jusqu'au cou, plein de régicides et de voyous[14] », comme il le décrivait fréquemment.

Depuis longtemps, les Hongrois voyaient d'un mauvais œil ces idées de trialisme et d'« États-Unis d'Europe centrale ». Il était irresponsable d'énoncer de telles fadaises et d'encourager la montée en puissance des Slaves du Sud. L'influence hongroise sur la Transylvanie comme sur la Croatie catholique s'en trouverait tôt ou tard menacée. Comment pouvait-on faire confiance aux Slaves, ces

barbares incontrôlables qui auraient tôt fait de ruiner l'Empire ? Des barbares soutenus et manipulés par la Russie, cette éternelle rivale de l'Autriche-Hongrie.

Plus d'une fois, le comte Tisza avait tenté d'amorcer un dialogue avec François-Ferdinand. Celui-ci n'en avait jamais voulu. Même dans ses bons jours, il ne pouvait souffrir le Hongrois qui n'était à ses yeux qu'un parvenu dangereux. Il le tenait en grande partie responsable de la détérioration des liens entre Vienne et Budapest.

Si les Magyars étaient inquiets, les conservateurs viennois l'étaient tout autant. Dans le passé, ils s'étaient déjà irrités des projets libéraux de l'archiduc héritier Rodolphe, le propre fils de l'empereur. Mais Rodolphe était brouillon et indécis. Avec François-Ferdinand, l'affaire était autrement plus sérieuse et réfléchie.

L'archiduc héritier passait pour un être difficile à cerner donc inquiétant. Un homme de rupture, à l'évidence, partisan des remèdes de cheval, les seuls capables selon lui de guérir l'Empire. Plus lénifiante était l'image de François-Joseph. Le vieux monarque connaissait son Empire mieux que quiconque. Il le savait trop fragile et complexe pour être brusqué.

Plus grave encore, François-Ferdinand passait pour un liquidateur. Le dogme de l'Allemagne, alliée naturelle de Vienne ? L'archiduc faisait moyennement confiance aux Protestants. L'axiome d'une Russie, adversaire traditionnelle de l'Autriche ? François-Ferdinand refusait d'être regardé comme un ennemi du tsar. Il souhaitait même s'en rapprocher afin de préserver cette paix si vitale à l'Empire. Il irait jusqu'à l'écrire : « Je ne ferai jamais la guerre contre la Russie. Je ferai tous les sacrifices pour l'éviter. Une guerre avec la Russie serait notre perte[15]… »

En ce début d'été 1914, dans cette nouvelle crise européenne qui se déclarait, François-Ferdinand eût été sans doute un des remparts les plus solides contre la guerre. Par un destin funeste, il venait d'être éliminé brutalement et de sa disparition même procédait la crise.

*

À Baden, station balnéaire romantique toute proche de Vienne, l'écrivain Stefan Zweig dévorait fiévreusement le *Tolstoï et Dostoïevski* de l'essayiste russe Dimitri Merejkovski. À l'écart de la foule qui avait investi les abords du kiosque à musique, il écoutait d'une oreille distraite les mélodies viennoises que distillait l'orchestre. Il émergea de sa douce rêverie lorsque les musiciens s'interrompirent tout à coup. Des gens s'empressèrent bientôt autour d'une affiche qu'on venait d'apposer.

Encadrée de noir, l'affiche informait que Son Altesse impériale, François-Ferdinand, et son épouse venaient d'être assassinés en Bosnie. Les estivants se communiquaient de proche en proche cette nouvelle stupéfiante. Sur leurs visages aucune trace de consternation ou d'amertume. Deux heures après, ces mêmes gens bavardaient bruyamment et riaient à gorge déployée. Tard le soir, on entendit de nouveau de la musique dans les salons. Ce n'était pas une atmosphère de deuil.

Plus tard, Stefan Zweig nota : « François-Ferdinand manquait de ce qui est le plus important en Autriche pour se faire une véritable popularité : l'amabilité, le charme de la personne et les manières sociables[16]. »

Dans le parc luxuriant de Baden, ce 28 juin, l'écrivain reprit le fil de sa lecture qui lui paraissait plus importante que les affaires des grands de ce monde. Ce n'était pas l'opinion d'Alexander von Musulin, chef de la Chancellerie du ministère des Affaires étrangères, qui résidait à deux pas de là, au Zum Grünen Baum Hotel. Il plia bagage et retourna à Vienne sur-le-champ.

Belgrade, 28 juin, 15 h 35

Apis n'en revenait pas. Apis – le taureau qui garde le domaine des morts, dans la mythologie égyptienne – était le surnom donné au colonel Dragutin Dimitrijevic, le chef des services secrets à l'état-major de l'armée serbe, en raison de sa forte corpulence. C'était aussi son nom de code dans la clandestinité.

Dimitrijevic ou la conspiration faite homme. Le complot, les intrigues, les coups tordus étaient la vraie nature de ce brillant officier passé par l'Académie militaire de Belgrade. La conspiration, il ne faisait pas qu'y réfléchir avec détachement. En juin 1903, il avait activement participé au coup d'État qui avait renversé la dynastie des Obrenovic, entraînant le massacre du roi Alexandre et de sa femme Draga. Durant l'assaut, il avait reçu trois balles dans le corps que les médecins ne purent jamais lui extraire.

Proclamé « sauveur de la patrie » par les Karageorgevic, la nouvelle dynastie au pouvoir, Dimitrijevic n'avait pas perdu l'habitude de conspirer. En 1911, il avait été l'un des fondateurs d'une société secrète nationaliste dont l'activisme devint bientôt redouté. Son nom, L'Union ou la Mort, était déjà tout un programme. Son surnom était encore plus inquiétant : la Main Noire.

La Main Noire avait un objectif : la réunification de tous les Slaves du Sud – Serbes, Slovènes, Bosniaques, Croates, entre autres – au sein d'une Grande Serbie. Elle avait une stratégie : le recours privilégié au terrorisme. La Main Noire avait étendu son emprise sur la politique serbe. Elle rassemblait dans la clandestinité une fraction importante des élites nationalistes, magistrats, universitaires et hauts fonctionnaires. Elle avait fomenté des attentats contre l'empereur François-Joseph, contre le roi Ferdinand de Bulgarie ou encore le roi Constantin de Grèce. Sans succès jusque-là.

Tout de même, Apis avait peine à y croire. Par quel miracle ces jeunes amateurs inexpérimentés étaient-ils parvenus à leurs fins ? Un seul d'entre eux savait se servir à peu près correctement d'une arme. Les autres auraient raté une vache dans un couloir !

Lorsque son adjoint, le major Voija Tankosic, lui avait parlé de ces jeunes gens qui rêvaient d'un attentat contre François-Ferdinand, Apis avait hésité. L'archiduc héritier était de toute évidence un homme dangereux. Son projet de restauration des droits des Slaves du Sud à l'intérieur d'un Empire austro-hongrois réformé revenait à couper l'herbe sous le pied des Serbes. C'était la négation de la Grande Serbie. Il était donc l'homme à abattre. Mais quelles en seraient les conséquences ? C'était toute la question.

Apis avait tenu à mettre au courant son ami le colonel Victor Artamanov, l'attaché militaire russe à Belgrade, des préparatifs de l'attentat. Artamanov avait rapporté la conversation à son ambassadeur, le comte Nicolas von Hartwig. La réponse était parvenue à Apis peu de jours après :

— Marchez ! Si l'on vous attaque, vous ne serez pas seuls**[17]** !

Il avait marché. Et le résultat était là, en cet après-midi du 28 juin. Inespéré.

— Silja (le surnom de Tankosic), c'est presque trop beau ! Ce n'est pas demain que les Habsbourg vont prendre en otages nos frères slaves !

— Oui, colonel. C'est un vrai succès. Mais il faut nous attendre à la réaction de Vienne. Sans compter celle de… Pasic !

Le major Tankosic savait de quoi il parlait. Il avait été le véritable chef d'orchestre de l'attentat de Sarajevo. Il n'avait pas lui-même recruté les meneurs, Princip, Cabrinovic, Grabez, mais il leur avait fourni les armes nécessaires. Il leur avait aussi remis le cyanure en les exhortant à se suicider après l'attentat afin de ne pas révéler l'origine du complot.

Accessoirement, Tankosic était aussi l'homme qui avait prévenu en sous-main le Premier ministre serbe Nikola Pasic de ce qui était en train de se tramer. Le double jeu ne l'avait jamais effrayé. Dans sa profession, c'était même une question de survie.

Pasic, lui, faisait figure de politicien de la vieille école. À quatre reprises déjà, il avait été chef du

gouvernement. Lui aussi rêvait d'une grande patrie des Slaves du Sud – une Yougo-Slavie – agrégée autour du noyau serbe. Quelques mois plus tôt, il avait œuvré à la formation de la Ligue des Balkans qui avait permis à Belgrade d'annexer des territoires de la vieille Serbie comme la Macédoine, le Kosovo ou la Métochie. La Serbie n'était déjà plus cette principauté minuscule et dérisoire dont tout le monde se moquait au siècle précédent, au temps des premiers Karageorgevic.

Pasic n'en était pas moins un homme prudent. La Grande Serbie, il la désirait mais pas à n'importe quel prix. Et certainement pas en risquant une guerre contre l'Autriche. À la violence, le chef serbe préférait de loin la diplomatie, la seule méthode possible, selon lui. Ce n'était pas un hasard s'il avait pris pour modèle Cavour, le père de l'unité italienne. Ce n'était pas un hasard non plus s'il était détesté des activistes serbes les plus radicaux qui ne parlaient que d'en découdre avec l'Autrichien.

Considérant Dimitrijevic comme l'âme damnée de la Serbie, Pasic tolérait de mauvaise grâce l'activisme primaire de la Main Noire qui était un danger pour sa politique subtile et cauteleuse. Toutefois, même lui ne pouvait se permettre de heurter de front cette organisation devenue un véritable État dans l'État. Pasic avait trop peur d'un nouveau coup d'État, dirigé cette fois contre sa personne. Au mieux, il ne pouvait que faire surveiller de loin la Main Noire tout en tentant d'allumer des contre-feux discrets.

Lorsque lui revint la rumeur d'un projet d'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand, le chef du gouvernement serbe ordonna qu'on empêche les trois conjurés bosniaques de franchir la frontière pour gagner Sarajevo. Il ne dut pas se montrer très insistant ou alors ses ordres furent mal compris.

Dans l'après-midi du 28 juin, Nikola Pasic put très vite mesurer l'étendue du désastre :

— Les imbéciles ! Le grand responsable en est ce fou furieux de Dimitrijevic. Un jour, il devra répondre du tort immense qu'il vient de causer à notre chère Serbie[18].

Ce jour-là, Apis demeura inexplicablement introuvable. Le colonel Artamanov, lui, s'était volatilisé. Il prétendrait plus tard qu'il se trouvait à Zurich lorsqu'il apprit cette nouvelle sensationnelle.

Le chef du gouvernement royal fit convoquer ses conseillers en urgence. Son problème était à la fois simple et insurmontable : comment calmer le jeu avec Vienne avant qu'un malheur irréparable ne s'abatte sur la Serbie ?

*

À deux pas de la primature serbe se dressait l'orgueilleuse bâtisse de l'ambassade de Russie à Belgrade. On souffla au maître des lieux, le comte Nicolas von Hartwig, la nouvelle en provenance de Sarajevo. Face à ses conseillers, il se fit théâtral :

— Dieu veuille que ce ne soit pas un Serbe[19] !

En vérité, la nationalité de l'assassin de l'archiduc était bien le cadet des soucis d'Hartwig. D'origine géorgienne, ce diplomate hors pair était très apprécié en Serbie pour sa forte personnalité. L'homme traînait derrière lui une kyrielle de légendes et d'histoires plus ou moins controuvées.

Dans le temps, il avait été le protégé puis le bras droit du comte Lamsdorff qui avait dirigé la diplomatie russe entre 1900 et 1906. Par la suite, il avait été écarté sans ménagement par Alexandre Iswolsky, le nouveau ministre, qu'il détestait et qui le lui rendait bien. Hartwig guignait la Sublime Porte et l'ambassade de Constantinople. On lui consentit seulement la Perse et l'ambassade de Téhéran. Autant dire l'exil.

En guise de vengeance, Hartwig avait contribué à faire capoter les négociations entre l'Angleterre et la Russie sur l'Asie méridionale. Peu après, méprisant les directives de son ministère, il avait

travaillé à faire avorter une tentative de révolution dirigée contre le shah Mohammad Ali. À cette fin, il n'avait pas hésité à faire encercler la légation britannique par une brigade de Cosaques. Les Anglais s'en souvenaient encore.

En 1910, Hartwig avait été barré pour le poste de ministre des Affaires étrangères. Le chef du gouvernement Stolypine lui avait préféré quelqu'un de plus contrôlable, en l'occurrence son propre beau-frère Serguei Dimitrievitch Sazonov. Hartwig s'était retrouvé en Serbie. Qu'importait désormais, le vent était résolument au slavisme !

À Belgrade, Hartwig était tenu pour un véritable proconsul. Dans son hostilité à l'Autriche, on le disait plus Serbe que les Serbes. On prétendait aussi qu'il orientait en coulisses la politique du gouvernement Pasic.

Depuis les guerres balkaniques, l'opinion du comte von Hartwig était faite. La guerre finirait tôt ou tard par éclater. Peut-être le grand moment venait-il d'arriver.

Quelques heures plus tard, Hartwig donna une réception à tout casser à sa résidence. Dans la chaleur tombante de cette journée d'été, l'ambassade russe prit des allures de fête.

Paris, 28 juin, 15 h 50

La plus belle capitale du monde. Des hôtels particuliers de Passy aux brasseries de Montparnasse, la vie y était riche et insouciante. Sur les grands boulevards, les gens raffinés étalaient leur aisance avec une touche de désinvolture classieuse. À Auteuil, les élégantes rivalisaient de chapeaux à voilette et de mousselines diaphanes.

Piétinant sans ménagement le bon goût classique, la mode apurait les formes et amincissait les silhouettes. La mode selon Paul Poiret, le nouveau prophète qui avait eu l'audace suprême d'abolir le corset féminin. « Poiret le magnifique » qui, dans son hôtel particulier de l'avenue d'Antin, organisait des fêtes féeriques comme cette fameuse *Mille et deuxième nuit* encore dans toutes les mémoires.

Des cafés chics aux restaurants raffinés des beaux quartiers où l'on donnait des soupers fins, la Belle Époque rendait hommage à cette nouvelle révolution parisienne du bon goût. Bien sûr, il y avait ce tango, venu d'Argentine, dont la sensualité troublante jetait la consternation dans les familles. Mais on ne doutait pas que les gens comme il faut sauraient y mettre bon ordre.

En cet ultime dimanche de juin, le lieu de rassemblement désigné de la haute société était l'hippodrome de Longchamp. Pour les femmes, l'endroit idéal pour se pavaner ou jalouser la robe aux imprimés audacieux de la voisine. Au pesage, les hommes n'avaient d'yeux que pour les pur-sang qui s'apprêtaient à disputer le Grand Prix de Longchamp.

L'apothéose de la saison. Dotée de quatre cent mille francs-or, la course reine attirait les plus grands cracks du galop. Le favori était *Sardanapale,* dont le propriétaire était Maurice de Rothschild. Son concurrent le plus sérieux était *LaFarina*, le préféré d'un autre Rothschild, le baron Edmond. Du beau monde dans les allées, tweeds recherchés, fragrances précieuses et arômes voluptueux de havanes. Comme chaque année, le président de la République honorait le Grand Prix de sa présence, en habit, haut-de-forme et grand cordon rouge de la Légion d'honneur. À ses côtés, de nombreux ministres ainsi que les représentants du corps diplomatique.

De près comme de loin, Raymond Poincaré ne ressemblait ni à Armand Fallières, ni à Émile Loubet, ses prédécesseurs immédiats au palais de l'Élysée. Ce Lorrain de cinquante-quatre ans détestait viscéralement la vie de représentation et de mondanités. De pures niaiseries à ses yeux. Et cela se voyait ! De sa loge présidentielle à Longchamp, il promenait sur cette assistance colorée et sophistiquée son teint blafard et son air triste de notaire de province.

Les chevaux et leurs jockeys, aux casaques et toques bariolées, sortirent des paddocks. L'heure était venue. Les belles cessèrent leurs minauderies. Les messieurs se précipitèrent sur leurs jumelles. Soudain, un aide de camp en uniforme accourut dans la loge du président pour lui remettre une dépêche de l'agence Havas. Sans un mot, Poincaré en prit brièvement connaissance.

Les traits pincés du chef de l'État se figèrent encore davantage lorsqu'il tendit la dépêche au comte Nikolaus Szecsen de Temerin, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris. Poincaré fit mine de s'intéresser poliment à la suite de la réunion hippique. L'esprit ailleurs, il applaudit du bout des doigts la victoire sur le fil de Sardanapale, aux couleurs jaune et verte, dans le Grand Prix. Il y avait déjà un moment que l'ambassadeur Szecsen avait pris congé du président et quitté précipitamment le champ de courses.

*

Ville de garnison dans le nord de la France, Arras abritait le 33e régiment d'infanterie. Quoi de plus tranquille qu'une caserne de province le dimanche, même en ce 28 juin ? Un jeune officier saint-cyrien à l'allure dégingandée était plongé dans ses lectures dominicales. La bibliothèque municipale de l'ancienne abbaye de Saint-Vaast, toute proche, regorgeait de livres d'histoire retraçant l'épopée des armées royales. Mais le lieutenant Charles de Gaulle avait une prédilection pour la littérature militaire et les grands stratèges français, les Guibert, Jomini et Ardant du Picq.

Quelques mois plus tôt, le jeune lieutenant s'était pris à regretter comme tout le monde le départ du patron du régiment, le colonel Philippe Pétain. Celui-ci s'en était allé prendre le poste de professeur de tactique générale à l'École de cavalerie de Saumur. De l'admiration pour Pétain, de Gaulle en avait à revendre. Dans son carnet personnel, il l'avait croqué en quelques mots : « Trop fier pour l'intrigue, trop fort pour la médiocrité, trop ambitieux pour être arriviste[20]. »

Pétain était de ces chefs inspirant le respect, parfois jusqu'à la vénération. On le plaignait pour n'avoir pas eu la carrière qu'il aurait méritée. Seule une bonne guerre eût pu le distinguer. Hélas, il n'avait pas eu cette chance et l'heure de la retraite avançait à grands pas. De son côté, le vieux colonel savait que ce jeune officier, sur lequel il ne tarissait pas d'éloges, était promis à un brillant avenir.

Un jeune officier aussi atypique que prometteur. Le lieutenant de Gaulle avait une prédilection pour la chose politique, ce qui était peu fréquent dans les chambrées. Sa connaissance des milieux parlementaires français était stupéfiante et son appréciation de la classe politique sans concession. Pour de Gaulle, la cause était entendue :

— Il n'y a qu'un seul homme d'État digne de ce nom et c'est Georges Clemenceau !

Clemenceau, le « Tigre » mais aussi l'homme de gauche, l'ennemi juré des prêtres et des monarques ! Dans son milieu familial, empreint de valeurs conservatrices, on imputa à la fougue de la jeunesse ce jugement à l'emporte-pièce. On avait tort. Charles de Gaulle avait de la suite dans les idées.

*

Clemenceau, lui, attendit plusieurs jours avant de publier dans *L'Homme libre*, le quotidien dont il était le fondateur, son premier éditorial sur l'attentat de Sarajevo. Il était trop occupé à dégoiser sur sa bête noire favorite, le président Poincaré. De celui-ci, il disait volontiers : « On ne devrait jamais mettre à la tête du pays un homme qui a le cœur bourré de dossiers, c'est trop dangereux[21]. »

C'est bien pourtant ce qui était arrivé en janvier 1913, avec l'élection de Raymond Poincaré à l'Élysée. Pour la première fois depuis le début de la République, un président était élu sans le consentement de Clemenceau. Ce dernier ne le pardonnerait jamais à Poincaré. Depuis, il déversait

quotidiennement dans *L'Homme libre* des tombereaux de fiel sur son adversaire politique. Stoïque dans sa dignité, Poincaré encaissait en silence. Il se promettait de rétablir la vérité plus tard quand, une fois son septennat achevé, il se mettrait à écrire ses *Mémoires*.

Le 1er juillet, Clemenceau consacra enfin un article à la situation dans les Balkans. Son intitulé : « En route vers l'inconnu », était d'une perspicacité indéniable. Sa substance, en revanche, laissait perplexe. L'ancien président du Conseil y saluait la personne de François-Joseph dans laquelle il déclarait voir « une garantie de paix »…

Baie de Kiel, 28 juin, 16 h 15

Le Kaiser Guillaume II aimait passionnément la mer. Trop, sans doute, pour être un souverain germanique à l'ancienne, les bottes bien plantées dans la glaise du *Vaterland*. Naguère, Bismarck comparait la Prusse à une veste de laine, ajoutant : « Elle gratte, mais elle tient chaud[22]. » Dans cette veste dont il n'appréciait pas outre mesure la rugosité, l'empereur d'Allemagne se sentait à l'étroit.

Ce n'était pas pour rien que ce petit-fils de la reine Victoria – son préféré, disait-on – avait du sang britannique dans les veines. Guillaume n'était jamais rassasié du sentiment de puissance inoculé par l'espace marin, jamais lassé du spectacle de démesure des flots indomptables.

Ce jour-là, le Kaiser participait aux régates annuelles sur l'Elbe qu'il n'aurait manquées pour rien au monde. Un jour viendrait, il l'espérait en secret, où la Semaine de Kiel dépasserait en prestige les régates de Cowes. Un jour également, la marine de guerre allemande, son monument personnel, en remontrerait à la Royal Navy.

En uniforme de grand amiral de la Kriegsmarine, Guillaume barrait son voilier de compétition, le *Meteor*. En route pour une course vers les îles danoises. Venue du port de Kiel, une vedette rapide fendit soudain les eaux verdâtres et se porta à sa hauteur. À son bord, l'amiral Georg Alexander von Müller, le chef de la Maison militaire de l'empereur. Il avait le visage sombre.

L'amiral était porteur d'un message du consul général d'Allemagne à Sarajevo. Déjà, il glissait le télégramme dans un étui à cigarettes afin de le lancer à bord du yacht lorsqu'il en fut empêché par le Kaiser. De mauvaise humeur, celui-ci exigea qu'on lui lise le message au porte-voix. Le maître de la flotte allemande détestait être dérangé, surtout en mer.

— De tristes nouvelles, Sire. L'archiduc François-Ferdinand a été assassiné ce matin à Sarajevo.

L'irritation de Guillaume II s'estompa d'un seul coup. Aux dernières régates de Kiel, peu après avoir célébré le jubilé d'argent de son accession au trône, il avait accueilli François-Ferdinand en invité personnel et privilégié. Deux week-ends plus tôt, il avait été lui-même l'hôte de « Franzie ». Ce dernier l'avait reçu en grande pompe dans son pavillon de chasse de Konopischt, en Bohême. Ensemble, ils avaient chassé le cerf et admiré la roseraie. Ils avaient aussi discuté politique. Le Kaiser avait apprécié la simplicité de ce moment de détente. Contrastant avec les courtisans viennois, il avait fait preuve de délicatesse et de considération envers la duchesse de Hohenberg. François-Ferdinand en avait été particulièrement touché.

Bouleversé par la nouvelle, Guillaume II fit interrompre la course et ordonna que les pavillons soient mis en berne. Puis il rallia sur-le-champ son yacht, le *Hohenzollern*. Sous le coup de l'émotion, il dicta peu après un télégramme à François-Joseph : « Absolument anéanti par les nouvelles de Sarajevo, je Te prie d'accepter l'expression de ma profonde sympathie. Nous devons nous incliner devant le décret de Dieu qui, une fois de plus, nous impose de lourdes épreuves[23]. »

Le charme était rompu. Le lendemain à l'aube, le visage fermé, il reprit le chemin de Potsdam.

— Le défunt archiduc avait bien raison de vouloir détruire le nid de frelons serbe. Il faut se

débarrasser de cette canaille. C'est maintenant ou jamais[24] !

En présence de ses conseillers, le Kaiser laissa libre cours à sa colère. En vingt-cinq ans de règne, il n'avait pas vraiment changé. Par bien des côtés, il restait l'adolescent compulsif qu'il était lorsque Bismarck avait entrepris de lui inculquer les règles du pouvoir. Une mission épouvantablement ardue ! Le vieux chancelier, qui avait régné d'une main de fer sur l'Allemagne pendant tant d'années, s'y était cassé les dents avant d'être congédié.

Par la suite, le jeune empereur s'était évertué à prendre le contre-pied de tout ce qu'avait patiemment édifié le fondateur du Reich sur le plan diplomatique. Bismarck avait-il isolé la France de la Russie en rapprochant l'Allemagne du tsar ? En quelques mois seulement, Guillaume II jeta aux orties l'entente avec Saint-Pétersbourg, révoquant le traité de réassurance. Les conséquences en furent implacables. La Russie tsariste se retourna aussitôt vers la France républicaine pour former une alliance qui prenait désormais l'Allemagne en tenaille.

Bismarck se défiait-il de toute aventure coloniale, estimant que l'espace naturel de l'Allemagne était le continent européen ? Guillaume, lui, s'empressa de célébrer sa *Weltpolitik*, qui soulignait la vocation mondiale de l'Allemagne, et colonisa « à la vapeur » pour rattraper le retard. Et pour bien signifier que les choses avaient changé, il avait encouragé l'amiral von Tirpitz à bâtir une flotte navale moderne d'une envergure telle que l'Angleterre finirait par y voir une menace pour sa propre sécurité.

Pire que tout, Guillaume était imprévisible et peu accessible au bon sens dès que ses plans ou ses lubies se trouvaient contrariés. Fantasque et susceptible, il pouvait prendre la mouche et s'emporter sans raison apparente. L'homme nourrissait un complexe en raison de sa petite taille et d'une atrophie de naissance au bras gauche. Il croyait pouvoir le surmonter en exagérant dans la parade et l'extraversion.

Guillaume se complaisait dans les poses avantageuses et les mâles attitudes, aussi bien que dans la compagnie virile des officiers. Il raffolait des discours, pompeux et ampoulés de préférence. Il en prononcerait jusqu'à cinq cent soixante-dix-sept en dix-sept ans ! Suivant son humeur, il pouvait changer d'uniforme jusqu'à une dizaine de fois par jour. Gentilhomme jusqu'au bout des ongles, il pouvait également se montrer d'une grossièreté inouïe. Colérique, désagréable, il savait se faire charmeur et séducteur quand la nécessité l'imposait. « Un garçon mal élevé et de mauvaise foi[25] » : c'est ainsi que le tsar Nicolas II – « Nicky » pour les intimes – voyait son cousin « Willy ». Il n'était guère le seul.

Le Kaiser ne décolérait pas. Il se sentait floué. Au cours de ces derniers mois, il avait modéré les ardeurs de ses alliés autrichiens dans les Balkans, jugeant même excessive l'animosité de l'Autriche-Hongrie envers la Serbie. Il ne comprenait pas pourquoi Vienne s'opposait si farouchement à la perspective d'une union entre la Serbie et le Monténégro, alors que celle-ci lui paraissait dans l'ordre des choses. La Serbie y gagnerait-elle un accès à la mer Adriatique ? Soit ! Et alors ?

À Vienne, Guillaume II s'était appuyé sur François-Ferdinand qui souhaitait lui aussi calmer le jeu. À présent, le Kaiser regrettait amèrement d'avoir prêché la modération. Il avait été bien mal payé de retour. L'agression contre le représentant d'une monarchie était au-delà de ce qu'il pouvait tolérer. D'après son code de valeurs, la ligne rouge venait d'être franchie.

*

À Berlin ce jour-là, l'ancien chancelier du Reich, le prince Bernhard von Bülow, se rendit dans un immeuble situé au n° 11 de la Uhlandstrasse, à deux pas du célèbre Hôtel Adlon, en compagnie du banquier Paul von Schwabach. La demeure de Mme von Lebbin, une amie de longue date, était des plus modestes. La vieille dame était malade et à demi paralysée. On leur apprit la nouvelle en provenance

de Sarajevo.

— Qu'en pensez-vous, Bernhard ?

Bülow resta un instant songeur :

— Évidemment, évidemment, c'est un forfait abominable. Maintenant, politiquement, tout dépend de la manière dont l'incident sera traité. Sera-ce un embarras ou… un débarras ?

Le prince von Bülow ne tarderait pas à avoir la réponse à sa propre question. Un peu plus tard dans la journée, il s'en vint présenter ses condoléances à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, un vieil aristocrate magyar qui avait vaguement croisé Bismarck dans sa jeunesse. Sous le coup de l'émotion, sans doute, le diplomate laissa parler son cœur :

— Quelle destinée tragique ! Mais politiquement, une grâce de la Providence[26]…

Saint-Pétersbourg, 29 juin, 10 h 40

L'atmosphère était lugubre à Tsarskoïe Selo, la résidence d'été du tsar Nicolas II qui donnait sur le golfe de Finlande. Et l'assassinat de François-Ferdinand, accueilli dans une relative indifférence, n'y était pas pour grand-chose. Au palais Alexandre était parvenu un télégramme faisant état d'un autre attentat. Un attentat perpétré en Russie, dans une petite localité anonyme de la province sibérienne de Tobolsk. Cette dernière nouvelle était autrement préoccupante pour la famille impériale.

On apprendrait plus tard les détails de cette agression dont avait été victime Grigori Efimovitch Raspoutine. Alors qu'il séjournait dans son village natal de Pokrovskoïe, Grichka – comme le surnommaient avec mépris ses détracteurs – avait reçu un coup de couteau à l'abdomen. Sa blessure était sérieuse. L'auteur de l'agression était une femme du nom de Khionia Gousseva, une marginale à demi folle qui n'avait été maîtrisée qu'à grand-peine.

La tsarine Alexandra Feodorovna s'était mise dans tous ses états. On avait fini par lui avouer que Grigori Efimovitch se trouvait entre la vie et la mort à l'hôpital de Tioumen. Elle avait fait dépêcher à son chevet l'éminent chirurgien von Breden. Pour la famille impériale, le choc était immense, sans commune mesure avec les événements de Sarajevo.

« Notre Ami », c'est ainsi que le tsar Nicolas et la tsarine Alexandra Feodorovna appelaient le plus souvent Grigori Efimovitch. Un ami cher. L'homme avait sauvé la vie du prince héritier, le tsarévitch Alexis, et cela n'avait pas de prix. Hémophile de naissance, le tsarévitch, âgé d'une dizaine d'années, était sujet à de violentes hémorragies que les médecins étaient incapables de soigner. À plusieurs reprises déjà, on avait administré à Alexis l'extrême-onction. Seules les prières de Grigori Efimovitch s'étaient révélées efficaces et même l'académie de médecine avait dû en convenir.

Raspoutine ? Un *strannik* pour ses contempteurs, un vagabond venu de nulle part et à la réputation nauséabonde : jouisseur, buveur, amateur immodéré de femmes et de parties débridées. Il passait aussi pour un guérisseur et même, à en croire certains, pour un homme de foi et de sagesse. Un *staretz* authentique. Au fin fond de sa province, n'accomplissait-il pas des miracles ? Faussement modeste, il faisait mine de s'en défendre :

— Ce n'est pas moi qui guéris, c'est Dieu[27] !

La réputation de Grichka se ferait légende, au gré de ses illuminations mystiques. En ce temps-là, la Russie profonde était la terre d'élection des *khlystys*, ces orthodoxes un peu possédés qui mêlaient la danse, l'extase voire la sensualité érotique à la religion.

Grichka s'introduisit dans les milieux de la cour impériale grâce à la grande-duchesse Militza, la fille du roi de Macédoine. C'était en 1904. Il devint vite la coqueluche de la haute société et, en particulier, de ces dames de l'aristocratie russe fortunée : d'Olga Lokhtina, épouse d'un conseiller d'État influent, à Anna Vyroubova, confidente de la tsarine, en passant par la propre nièce du tsar,

Mounia Golovina.

Par leur truchement et par celui d'autres personnes influentes comme la baronne Iksul ou la comtesse Ignatiev, Grichka put accéder au monde de la grande politique et de la haute finance. Il apprit à connaître des hommes puissants tels le président du Conseil Serge de Witte, l'industriel Alexis Poutilov ou le banquier Dimitri Rubinstein.

Tous furent intrigués par cet étrange personnage, mi-charlatan mi-prédicateur. La plupart s'en entichèrent. Les dames se glissèrent dans son lit sans barguigner, nullement rebutées par ses cheveux graisseux, ses mains calleuses et sa saleté repoussante. Elles ne retinrent que le magnétisme envoûtant qui émanait de sa personne, et surtout ce regard hypnotique qui les subjuguait. Peu d'entre elles eurent le courage d'admettre que les séances d'exorcisme et de prières de ce moine inspiré n'étaient rien d'autre que de la débauche.

L'ascendant de Raspoutine opéra jusqu'auprès du couple impérial. Très portée sur le spiritisme et les sciences occultes, la tsarine Alexandra Feodorovna se convainquit qu'il était un messager de Dieu. Elle ne devait pas lui marchander faveurs et protection.

L'un des rares à rester insensibles à la séduction de Grichka fut Piotr Stolypine, président du Conseil au début des années 1910. Esprit rationnel et grand réformateur, Stolypine ne supportait pas l'influence de ce moujik inculte sur la famille du tsar. Il écarta Raspoutine de la cour puis le fit exiler. Dépité, celui-ci prédit la mort prochaine du ministre : « La mort suit sa trace, la mort chevauche sur son dos**[28]** … »

Cela se passait au printemps 1911. En septembre de la même année, Stolypine était assassiné en plein opéra de Kiev par un jeune anarchiste.

En juin 1914, le prestige de Raspoutine était à son zénith à la cour. Son influence était devenue politique. On disait qu'il avait le pouvoir de faire et de défaire les gouvernements. D'aucuns le suspectaient de rechercher une entente avec l'Allemagne et d'être un partisan de la paix à tout prix. C'était un peu trop lui prêter. L'homme n'avait aucun goût pour les affaires diplomatiques. Fort de son seul bon sens, il considérait que la Russie était trop affaiblie. Elle ne survivrait pas au choc d'une nouvelle guerre. Il y allait du salut de la dynastie tricentenaire des Romanov.

Au fil des années, Raspoutine était devenu la bête noire des nationalistes russes d'extrême droite comme Alexander Dubrovin ou Vladimir Pourichkhevitch. Ceux-ci avaient fondé le mouvement des Cent-Noirs. Réactionnaire et xénophobe, fidèle à la devise tsariste « Autocratie, Orthodoxie, Force nationale », ce mouvement enrôlait toutes sortes de marginaux et de désaxés. Parmi eux, un fanatique du nom de Serguei Trufanov qui se faisait appeler le moine Illiodore. La police découvrirait qu'Illiodore avait armé la main de Khionia Gousseva et commandité l'attentat contre Raspoutine.

Grichka resta près de deux semaines dans un coma profond. À son réveil, son premier réflexe fut de faire expédier un télégramme au tsar : « Pour l'amour du ciel, batiouchka (petit père) détournez-vous de la guerre. Car de la guerre viendra la fin pour la Russie et pour votre dynastie. Vous y perdrez jusqu'au dernier homme**[29]**. »

Horrifiée, la tsarine Alexandra Feodorovna vit Nicolas déchirer calmement le télégramme. Dans les antichambres de Tsarskoïe Selo, d'autres influences s'étaient déjà substituées à celle du *staretz*. Des influences beaucoup plus inquiétantes.

*

À Itchen Abbas, petit village du Hampshire au sud de l'Angleterre, les week-ends étaient sereins. La campagne y était plus verdoyante qu'ailleurs et la faune plus riche avec ses variétés innombrables de tourterelles et de mésanges à longue queue. La rivière qui serpentait alentour était avenante à ceux qui aimaient à s'adonner aux charmes de la pêche. C'était le cas de sir Edward Grey, premier vicomte

de Fallodon, ornithologiste de formation et passionné de pêche à la mouche.

Depuis un quart de siècle qu'il y consacrait tous ses loisirs, sir Edward connaissait par cœur tous les recoins de ce site bucolique. Devenu veuf sept ans plus tôt, fuyant la vie de société, il ne se lassait pas de ces moments enchanteurs près de ce petit pont en bois vermoulu qui portait son nom. Parfois, il partait dans les bois déclamer pour lui-même des vers de William Wordsworth, son poète préféré. Le reste du temps, il élevait des écureuils. Ces instants privilégiés de sérénité, sir Edward en mesurait encore davantage le prix depuis qu'il occupait les fonctions dévorantes de secrétaire au Foreign & Commonwealth Office.

Lorsque, ce dimanche en milieu d'après-midi, on lui communiqua les nouvelles dramatiques en provenance de Sarajevo, sir Edward affecta de n'en rien laisser paraître. Sa sympathie pour l'archiduc autrichien n'était pas démesurée et il avait mieux à faire que se laisser absorber l'esprit par les agissements de quelques sauvages incontrôlables dans les Balkans. Des sauvages d'ailleurs affligés de noms définitivement imprononçables.

Depuis près d'une décennie qu'il dirigeait la diplomatie de Sa Majesté, sir Edward avait eu son comptant de crises européennes et des plus sérieuses, de Tanger à Agadir. Il en avait lu des rapports alarmistes et des télégrammes d'ambassadeurs qui prédisaient une catastrophe prochaine. Il avait dû en gérer des soubresauts à répétition dans les Balkans, des guerres larvées, des trêves incertaines, des compromis boiteux.

En sa qualité de doyen des ministres des Affaires étrangères européens, peu de choses pouvaient encore surprendre sir Edward. Au fond, cette Europe ressemblait à s'y méprendre à celle qu'avaient coutume de mépriser les cousins américains : un vieux continent de pays querelleurs, immoraux et souvent absurdes. Par bonheur, l'Angleterre restait sur son quant-à-soi et considérait toujours la chose européenne à distance insulaire respectable.

Sur le bureau de sir Edward au Foreign Office, dont les fenêtres ouvraient sur Saint-James's Park, l'attendaient des dossiers autrement plus graves pour la diplomatie britannique qu'un quasi-régicide dans une contrée perdue de l'Europe centrale. La question du *Home Rule,* de l'autonomie interne irlandaise, suffisait largement à mobiliser son attention. Une loi décisive, la troisième du genre, venait d'être votée un mois plus tôt. Elle divisait profondément le pays. Le roi George V avait demandé au secrétaire au Foreign Office d'organiser une consultation de tous les partis politiques le 20 juillet, à Buckingham Palace.

Effet de l'expérience ou simple intuition ? Sir Edward eut un mauvais pressentiment. Tout de même, cette nouvelle affaire dans les Balkans ne disait rien qui vaille. Il décida d'anticiper de quelques heures son départ pour Winchester. De là, il récupérerait sa correspondance de retour pour Londres. Il serait alors grand temps d'aviser avec le Premier ministre Herbert Asquith et avec le Premier Lord de l'Amirauté, le jeune et fougueux Winston Churchill.

*

Au château de Windsor, dans le Berkshire, la montée du soir était paisible. Résidence officielle du souverain britannique au même titre que le palais de Buckingham à Londres ou que celui de Holyrood à Édimbourg, Windsor avait été dans le temps la demeure préférée de la reine Victoria. Son fils Édouard VII l'avait snobée par la suite et n'y séjournait que très rarement, au moment de Pâques ou de la semaine de courses hippiques à Ascot.

Le roi George V, tout comme son père, n'était pas un fervent de cette ancienne forteresse transformée en château. Son épouse la reine Mary l'avait cependant réaménagé de façon à le rendre un peu plus confortable.

Ce soir-là, le roi avait pris congé de son secrétaire particulier Arthur Stamfordham qui lui avait appris quelques heures plus tôt la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc. Dans la quiétude de ses appartements privés, il consigna scrupuleusement dans son *Journal* personnel : « Un choc terrible pour ce cher vieil empereur[30]. » Puis il s'adonna à sa passion de toujours, sa collection de timbres dont il prenait un soin jaloux.

II
Le vieil homme et l'Empire

La guerre est d'ordre divin. Sans elle, le monde sombrerait dans le matérialisme.
Helmuth Johann Ludwig, comte von Moltke

Potsdam, 5 juillet, 11 h 30

« La prochaine guerre sera déclenchée par une sacrée idiotie qui se produira dans les Balkans. » La prémonition lancinante de Bismarck hantait Guillaume II. Une semaine s'était écoulée depuis l'attentat de Sarajevo et le Kaiser en restait profondément ébranlé. Était-ce donc là cette « sacrée idiotie » qu'avait prophétisée naguère le grand chancelier ?

En ce dimanche matin, Guillaume recevait en audience l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Ladislas Szögyény-Marich. Celui-ci venait lui remettre une lettre personnelle et autographe de l'empereur François-Joseph. Un émissaire spécial du ministre autrichien des Affaires étrangères, le comte Alexander Hoyos, avait été mandaté pour convoyer la missive à Berlin.

Les termes de la lettre étaient durs, son ton déterminé. Chaque mot avait dû sans doute en être soigneusement soupesé. Il y était écrit que la Serbie représentait un danger permanent, insupportable :

« La paix ne pourra devenir une certitude que lorsque la Serbie disparaîtra des Balkans en tant que facteur de puissance… il ne peut plus être question de réconciliation avec elle**[31]**. »

L'heure du règlement de comptes avait sonné. Et l'Allemagne dans tout cela ?

Le souverain fronça les sourcils. Guillaume restait tel qu'en lui-même. De l'émotion, une propension à la provocation, un goût immodéré pour les postures. Pourrait-il jamais changer ? Au fond, il était presque soulagé de constater que son allié viennois, malgré toutes ses avanies passées, avait encore des tripes. Pour le Kaiser, l'esprit chevaleresque n'était pas fredaine d'un autre temps.

Qu'avait gagné l'Allemagne dans le passé à prêcher la modération ? Rien de bien concret, selon lui. Du temps gaspillé et, peut-être pire encore, la perception extérieure d'une certaine faiblesse. Dorénavant, Guillaume ne se mêlerait plus de tempérer les ardeurs de l'Autriche. Il y allait de la crédibilité du Reich comme de sa dignité personnelle. Il s'agissait aussi de solidarité morale envers un vieux monarque respectable qui venait d'être meurtri.

Allons ! L'honneur était du bon côté, le sien. On ne laisserait pas impunément assassiner des princes. L'heure était aux âmes bien nées, celles qui ne capitulent pas face à une adversité médiocre.

Du panache et des grands airs de matamore chez ce souverain en représentation permanente. Les apparences étaient cependant trompeuses. Guillaume était surtout homme à croire ce qui l'arrangeait et à mépriser tout le reste. Oubliait-il la conversation qu'il avait eue une dizaine d'années plus tôt – on était en janvier 1904 – avec le roi des Belges Léopold II ? À ce dernier, il avait lancé tout à trac :

— D'un jour à l'autre, je peux être obligé de tirer l'épée. L'Allemagne ne connaîtra plus alors que des amis ou des ennemis. Si la Belgique ne marche pas avec moi, je ne me laisserai guider que par des considérations stratégiques**[32]**…

Le Kaiser pouvait-il également ignorer que son chef d'état-major des armées, Helmuth von Moltke, détenait dans son coffre-fort le plan stratégique élaboré par son prédécesseur Alfred von Schlieffen ? Ce plan prévoyait l'invasion de la Belgique dès le déclenchement des hostilités. Ainsi, les premiers régiments de uhlans pourraient être en vue de la tour Eiffel en moins de quarante jours.

Un quart de siècle plus tôt, le Kaiser avait commis une faute politique majeure. Cela se passait au

tout début de son règne. Un peu par bravade, il avait rompu brutalement avec la stratégie bismarckienne d'alliance avec la Russie. Même si le vieux chancelier n'avait pas de grandes affinités avec l'empire des tsars, il n'en considérait pas moins que ce pays était la clé de l'isolement diplomatique de la France. Tant que Paris demeurerait éloigné de Saint-Pétersbourg, la revanche française ne serait pas à l'ordre du jour. En cas de guerre, l'Allemagne n'aurait pas à batailler sur deux fronts à la fois. Ivre de son nouveau pouvoir, le jeune Guillaume avait balancé ces sages précautions par-dessus le bastingage.

Le Kaiser avait commis une autre faute politique, tout aussi grave, en laissant l'amiral Alfred von Tirpitz engager la course aux armements navals. La surenchère permanente dans les tonnages et dans la sophistication lui aliéna l'Angleterre alors même que cette dernière n'aurait sans doute pas demandé mieux que de demeurer en dehors de l'agitation continentale. Comment avait-il pu nourrir le fol espoir que l'Angleterre resterait inerte ? Deux fautes aussi cruciales, cela faisait beaucoup.

Malgré les apparences, Guillaume n'était pas un homme agressif. Il était la première victime de son comportement hâbleur, frappé au coin de l'instabilité et d'une certaine immaturité. Il adorait jouer des muscles et se pavaner au milieu de ses officiers sur les terrains de manœuvres, un bâton de maréchal en main. Il avait le goût enfantin des grands cordons et des décorations comme des harangues menaçantes ou outrecuidantes.

Les flagorneurs prétendaient qu'il y avait en lui quelque chose de Frédéric le Grand ou de Napoléon. Il n'avait guère cependant le tempérament d'acier de ces géants et était sans doute le premier à en être conscient. C'était son drame personnel. Ses démonstrations viriles ne valaient que pour la galerie. Il se passionnait pour le *Kriegsspiel* mais n'avait pas les nerfs pour commander sur-le-champ de bataille. Bernhard von Bülow, l'ancien chancelier qui le connaissait bien pour avoir été un de ses proches, s'en était depuis longtemps aperçu : « Il savait qu'il n'était pas un chef d'armée, pas plus que, malgré sa passion pour la marine, il n'eût été capable de diriger une escadre, ni même un croiseur[33]… »

Entre les mains de cet homme moins belliqueux que fragile reposait le destin de l'Empire allemand. Un homme qui avait la hantise qu'on pût le déchiffrer. Un homme dont l'obsession était de conserver la maîtrise d'un jeu qui lui échappait, confisqué par ses généraux et jusqu'à son propre fils, le Kronprinz Guillaume. Il était condamné à la surenchère. Le jour où le Kaiser cesserait d'exhiber son « armure étincelante » n'était pas pour demain.

Depuis un quart de siècle que Guillaume occupait le trône impérial, il faisait de moins en moins illusion. À l'état-major militaire, on se méfiait de son tempérament versatile et imprévisible. Les diplomates de la Wilhelmstrasse, eux, se désolaient que l'empereur, par ses déclarations comme par son comportement, se fût composé une image de fauteur de guerre idéal.

L'action de la diplomatie allemande n'était guère aisée. Il lui fallait souffler alternativement le chaud et le froid et entretenir l'incertitude sur les intentions de Berlin. Les diplomates étrangers n'étaient pourtant plus dupes de ces valses-hésitations. Un des plus vieux ambassadeurs en poste, le représentant de la France Jules Cambon, s'était persuadé que l'Allemagne se préparait à la guerre et la souhaitait même d'une certaine façon. Si elle donnait parfois l'impression de la redouter, c'était uniquement en raison des risques encourus.

À la Königsplatz, quartier général de l'état-major allemand, la politique suivie était en revanche sans équivoque. En 1912, les généraux avaient exercé une pression formidable afin que fût votée la loi des trois ans sur le service militaire, laquelle avait pour but principal de leur donner un avantage substantiel en cas de conflit.

L'avant-veille de son entrevue avec l'ambassadeur autrichien Szögyény, le Kaiser était tombé sur un rapport diplomatique daté du 30 juin. L'ambassadeur allemand à Vienne, Tschirschky, y expliquait qu'il faisait de son mieux pour dissuader les Autrichiens de toute action précipitée envers la Serbie.

Guillaume s'en était fortement irrité. En marge du rapport, il avait annoté rageusement : « Qui l'y a autorisé ? Cela ne le regarde pas… Tschirschky doit cesser avec ces bêtises ! Il faut balayer les Serbes et même bientôt ! Maintenant ou jamais[34] ! »

Tschirschky n'était pourtant pas le premier venu. Dans le passé, il avait occupé les fonctions de secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'Empire. Il était l'un des prédécesseurs de Jagow. Mais Guillaume n'en avait cure. Ce 5 juillet, il fit assaut d'aménité auprès du comte Szögyény :

— Tout ceci me révulse mais reste l'affaire de Sa Majesté l'empereur François-Joseph. C'est à lui de décider, dans son éminente sagesse, ce qui lui semble bon pour l'Autriche.

— Dois-je comprendre que Votre Majesté ne s'opposerait pas à une juste réaction de mon gouvernement envers les criminels serbes ?

— L'Allemagne, monsieur l'ambassadeur, n'a aucune intention de s'immiscer dans les affaires autrichiennes. Si vous estimez que l'emploi de la force est inévitable avec la Serbie, alors allez-y. Tirez donc parti des circonstances actuelles qui vous sont si favorables[35].

Ladislas Szögyény se dit que l'Allemagne, par la bouche même du Kaiser, était en train de délivrer un « chèque en blanc » à son pays, l'Autriche. Il en fut le premier étonné, gardant encore en mémoire la rudesse des pressions allemandes pour retenir Vienne, au moment des guerres balkaniques de 1912 et de 1913.

À la différence d'un François-Joseph, toutefois, Guillaume II n'était pas seul à décider de tout. Si son chancelier et son gouvernement, de même d'ailleurs que le Reichstag, n'étaient pas vraiment une gêne pour lui, il en allait tout autrement de son état-major militaire dont le poids était grandissant. Il lui fallait également compter avec ces puissants lobbies que représentaient les sociétés de géographie ou les milieux d'affaires.

Or, à Berlin, en ce début de juillet, c'était à peu près le vide politique. Le gouvernement allemand avait déjà pris ses quartiers d'été. Le ministre des Affaires étrangères, Gottlieb von Jagow, se trouvait en voyage de noces à Lucerne. Le chef d'état-major des armées prenait tranquillement les eaux à Carlsbad et n'escomptait pas en revenir avant trois semaines. Il en allait de même pour l'amiral von Tirpitz qui se reposait à Tarasp.

On parvint tout de même à remettre la main sur le chancelier qu'on fit revenir d'urgence à Berlin. Personnalité effacée, Theobald von Bethmann-Hollweg était la tristesse incarnée. Certains y voyaient la marque d'une intelligence sceptique, d'autres celle d'un pessimisme fataliste. Peut-être était-ce plus simplement la conscience douloureuse qu'avait ce juriste émérite d'être dénué d'autorité et de charisme. Une fois de plus, Bismarck était dans le vrai : la Prusse savait former des conseillers intimes et d'excellents préfets mais pas des hommes d'État.

On disait Bethmann-Hollweg lent d'esprit. La vérité était sans doute ailleurs. Il était surtout dépourvu de la moindre parcelle d'imagination ou de fantaisie. À la rigueur, il pouvait faire illusion en temps de paix. En période de crise, c'était une tout autre affaire.

En cet après-midi du 5 juillet, à Potsdam, le chancelier s'entretint en tête à tête avec le Kaiser. Dans le bureau impérial du palais de Marbre qui ouvrait sur les jardins plongeant en cascade jusqu'aux rives du Heiligersee, la discussion fut à sens unique. Le chef du gouvernement partageait en gros l'opinion de son souverain. La force de l'habitude, sans doute. Le résultat également du travail de préparation de son conseiller diplomatique, le très influent Kurt Riezler, dont les opinions nationalistes et pangermanistes étaient notoires.

Le Kaiser et son chancelier poursuivirent la discussion dans le parc de Sans-Souci, en présence du sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Alfred Zimmermann :

— La position de Votre Majesté est juste. Nous ne pouvons plus reculer et abandonner l'Autriche comme par le passé. L'opinion publique ne comprendrait pas, cette fois.

— Hier notre ministre de la Guerre, le général von Falkenhayn, m'a assuré qu'il ne croyait pas à un conflit. Je n'y crois pas non plus. Je n'imagine pas le tsar assez fou pour se mettre du côté des régicides. D'ailleurs les Russes ne sont pas prêts à faire la guerre.

— S'il devait y avoir malgré tout la guerre, Majesté, il faudrait veiller à ce qu'elle reste localisée entre la Serbie et l'Autriche. Le seul moyen d'y parvenir, faute de mieux, ce serait encore de laisser Vienne frapper la Serbie. Vite et fort.

— Exact ! Réagir rapidement, placer tout le monde devant le fait accompli. Aujourd'hui, l'Autriche a toutes les cartes morales en main. Il ferait beau voir qu'on lui conteste sa légitimité à réagir[36] !

Au soir du 5 juillet fut communiquée à Vienne la réponse officielle de Berlin :

« Sa Majesté ne peut naturellement prendre parti sur la question en cours entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, car elle échappe à sa compétence. Mais l'empereur François-Joseph peut être certain que Sa Majesté, conformément à ses obligations d'alliance et à sa vieille amitié, se tiendra fidèlement aux côtés de l'Autriche-Hongrie[37]. »

En lui remettant le texte de la réponse allemande, Bethmann-Hollweg avait pris soin de glisser discrètement à l'ambassadeur Szögyény :

— Le mieux serait encore que vous marchiez immédiatement contre la Serbie[38].

N'en croyant décidément pas ses oreilles, le vieux Hongrois s'empressa de déguerpir de crainte que son interlocuteur ne change d'avis. Retour à son ambassade, il ordonna sur-le-champ au service du chiffre de transmettre la bonne nouvelle à Vienne.

Le lendemain 6 juillet, sur le coup de 9 h 15, Guillaume II s'embarqua en grande pompe sur le yacht impérial, le *Hohenzollern*, pour une croisière de trois semaines dans les fjords de Norvège. Son instinct lui avait d'abord conseillé de tout annuler. Bethmann-Hollweg l'avait cependant convaincu de ne rien changer à son programme. L'Allemagne devait donner aux autres nations l'image de la puissance inébranlable. Le chancelier lui-même prit, ce jour-là, le chemin de sa propriété de Hohenfinow, dans le Brandebourg.

Dans un Berlin désert, en proie à la moiteur de cet été torride, la tension retomba d'elle-même.

*

Station thermale de Basse-Franconie, Bad Kissingen était le lieu de villégiature préféré des têtes couronnées et des célébrités. Élisabeth d'Autriche y avait séjourné à plusieurs reprises, ainsi que Bismarck et Léon Tolstoï. On prétendait que le tsar Alexandre II en personne y avait fait une courte halte.

Bad Kissingen était surtout réputée pour le sanatorium du P^r^ Dapper. Juché sur les hauteurs de la ville, l'établissement drainait le gratin des hommes d'affaires germaniques. Ceux-ci venaient y soigner leur surmenage ou récupérer d'une année de travail harassante. Accessoirement, c'était l'endroit privilégié pour parler discrètement business. C'est là, notamment, qu'Albert Ballin effectuait des cures régulières comme en ce début de juillet 1914.

Albert Ballin était le prestigieux directeur général de la Hamburg Amerika Linie, la fameuse Hapag. Il en avait fait la compagnie maritime la plus puissante au monde : à lui seul, au nez et à la barbe de la Cunard comme de la White Star, ces fleurons incontestés de la flotte marchande britannique. Sur toutes les mers et sous toutes les latitudes, les pavillons de la Hapag étaient connus et respectés. Ballin, lui, passait pour l'entrepreneur le plus avisé d'Allemagne. Il avait fait placer sa devise préférée à l'entrée de ses bureaux, à Hambourg, sur la Binnenalster : « *Mein Feld ist die Welt*[39] » (« Le monde entier est mon terrain de jeu »).

Intelligent, libéral, l'homme avait toutes les qualités du grand patron. Né près du Steinhöft, un des quais du port de Hambourg, il avait contemplé très tôt cette « forêt de mâts » qui ne cesserait de le

fasciner. Ballin sentait les affaires comme personne. Mieux encore, il avait de la vision. Il pouvait bien, en tant que juif, être snobé par la bonne société locale. Il s'en consolait en étant reçu avec tous les honneurs à la cour impériale de Berlin où Guillaume II l'entourait ostensiblement de son amitié. Depuis qu'ils avaient inauguré ensemble, en 1891, le paquebot *Prince Bismarck*, le Kaiser appréciait sa compagnie qui contrastait avec la flagornerie de ses courtisans. Par la suite, il l'avait convaincu de l'aider à lancer la Semaine de Kiel. En quelques années seulement, celle-ci était devenue une manifestation mondaine fort prisée.

Ballin avait appris l'attentat de Sarajevo alors qu'il se trouvait dans sa résidence de Hamfelde, dans le Holstein, non loin de Friedrichsruhe cher à Bismarck. Il revenait à peine de courtes vacances passées à Sils Maria, dans l'Engadine, puis à Madonna di Campiglio, dans le Piémont italien. Anxieux de nature, Ballin souffrait d'insomnie chronique. Tout en considérant le télégramme en provenance de Hambourg qui lui apprenait le drame survenu en Bosnie, il se disait que, cette année, sa cure au sanatorium de son ami le P^r^ Dapper ne serait pas superflue.

Vienne, 6 juillet, 9 h 40

Telle une ruche, le Ballhausplatz paraissait en pleine effervescence. Il n'était que temps ! Une semaine après l'attentat de Sarajevo, l'indignation européenne était en train de retomber comme un soufflé. Et les Autrichiens avaient gaspillé ce temps précieux avant d'esquisser leur premier geste diplomatique.

Ce bâtiment gris et ocre, que tous les Viennois appelaient familièrement le Ballplatz, était le siège du ministère des Affaires étrangères. Un ministère que dirigeait depuis près de deux ans le comte Leopold Berchtold von und zu Ungarish.

Berchtold était un diplomate de carrière. Cela se sentait d'instinct. En 1907, à quarante-quatre ans seulement, il avait été nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Une ascension fulgurante qui faisait bien des envieux à Vienne.

Malgré son air cynique et blasé, l'homme n'était pas plus expérimenté que n'importe quel diplomate chevronné. À en croire ses pairs, il était moins habile que son prédécesseur le baron von Aerenthal, l'homme qui avait humilié les Russes lors de la précédente crise bosniaque de 1908. En revanche, Berchtold était crédité de manières impeccables ainsi que de talents mondains fort appréciés. « Charmeur quand il le veut, charmant quand il le faut », ainsi se plaisait-on parfois à le décrire. Cela avait suffi à l'empereur François-Joseph pour en faire, à partir de 1912, le chef de sa diplomatie :

— Berchtold me plaît. Je lui ai donné ma confiance. C'est tout**[40]**.

Propriétaire de vastes domaines fonciers en Moravie, immensément riche, Berchtold offrait l'image d'un aristocrate comblé. N'eût-il occupé des responsabilités publiques qu'il se fût volontiers contenté de couler des jours heureux dans son château de Buchlau et de se consacrer à sa véritable passion : les chevaux de course. Mais il avait choisi de servir l'Empire. Il entendait bien à présent imprimer sa trace dans l'Histoire.

Le 28 juin dans l'après-midi, alors qu'il inaugurait une vente de charité sur ses terres, Berchtold avait tout de suite compris. Revenu en toute hâte à Vienne, il y avait été accueilli par son sous-secrétaire d'État le comte Forgach. Ce dernier était un de ces diplomates policés qui perdaient tout contrôle à la simple évocation de la Serbie. Peut-être avait-il quelque excuse. Dans un passé récent, Forgach avait servi comme ambassadeur de l'Empire à Belgrade. Les Serbes, il les avait déjà pratiqués.

D'autorité, Berchtold avait fait revenir à Vienne le chef d'état-major des armées, le général Franz

Conrad von Hötzendorf. À Vienne, contrairement à Berlin, les diplomates en imposaient aux militaires. Berchtold n'entretenait pas les meilleures relations du monde avec Conrad. Mais quelle place y avait-il pour les états d'âme, désormais ?

Dans les chancelleries européennes, le comte Berchtold traînait une réputation peu flatteuse de futilité et de veulerie. L'archiduc François-Ferdinand l'avait longtemps tenu pour quantité négligeable. Les diplomates allemands de la Wilhelmstrasse le toisaient, lui et ses collaborateurs, comme un « outrecuidant » et, dans le meilleur ces cas, comme un « écervelé ». Quant à l'empereur François-Joseph, c'est à peine s'il s'apercevait parfois de son existence. Eh bien, cela changerait !

Dans les heures qui suivirent, Berchtold travailla sans relâche à débusquer le moindre indice susceptible d'incriminer la Serbie. À ses yeux, l'affaire ne faisait guère de doute : le gouvernement de Belgrade était directement impliqué dans l'attentat. Encore fallait-il en apporter la preuve certaine. Arrêtés sur-le-champ, les trois premiers terroristes n'avaient rien révélé. Même Cabrinovic, un bavard qui aimait tant à se mettre en valeur, était parvenu à tenir sa langue.

Mais qui cherche finit par trouver. La chance fut, en fin de compte, avec Berchtold. Dès le 29 juin, Danilo Ilic, un des conjurés, fut appréhendé par hasard à l'occasion d'un banal contrôle de police. Cet ancien journaliste était un de ceux qui en savaient le plus long sur le complot. Il prit peur subitement et, sans y être vraiment acculé, il se mit à vider son sac aux deux agents qui l'avaient interpellé. Ilic ne se contenta pas de donner le nom de tous ses complices. Il révéla surtout la provenance des armes ayant servi à l'assassinat de l'archiduc : la Serbie.

En prenant connaissance des aveux d'Ilic, le comte Berchtold s'enfiévra brusquement. Pour une fois, son sourire carnassier – il souriait, prétendait-on, même lorsque ses chevaux perdaient sur les champs de courses – s'effaça de son visage. Il se fit soudain menaçant, se prit à parler de représailles, d'opération militaire préventive. L'archiduc défunt ? Il n'y pensait même plus. À l'encontre de la Serbie, il ne détenait pas de preuve authentique, seulement une présomption sérieuse. Mais quelle différence, après tout ? Berchtold considéra qu'il avait dorénavant le choix de l'initiative et la capacité de peser directement sur les événements. Il le tenait, son *casus belli* !

*

En quelques heures, la tension austro-hongroise envers la Serbie prit une vilaine tournure. Dès le 30 juin, une feuille nationaliste de Vienne publia un éditorial martial surmonté d'un énorme titre en caractères gras : « À Belgrade ! » En Hongrie, le *Pester Lloyd*, un des journaux gouvernementaux pourtant les plus pondérés, présenta chaque jour à ses lecteurs une chronique intitulée : « La cuisine des sorcières serbes[41]. »

Dans l'opinion publique, l'hostilité devenait elle aussi palpable. Même les gens les moins belliqueux en vinrent à perdre le sens de la mesure. Les Serbes avaient cette fois dépassé les bornes. Ils méritaient une bonne leçon. Tôt ou tard, de toute façon, l'Autriche serait forcée de faire étalage de sa force en réglant une fois pour toutes ses comptes avec Belgrade. Et le plus tôt serait le mieux.

Parachevant une note d'analyse pour le Quai d'Orsay, l'ambassadeur de France à Vienne Alfred Dumaine retomba par hasard sur une de ses correspondances récentes. Il y écrivait : « Dans cet empire tombé en enfance, la pensée directrice et presque unique est que la Serbie doit être réduite, humiliée, anéantie si possible. Ce *delenda Carthago* permet de s'abstraire de toute autre combinaison[42]. » L'ambassadeur estima qu'il n'y avait pas un seul mot à changer.

À l'étranger, la sympathie de la presse internationale penchait à l'évidence en faveur de la monarchie danubienne. Chacun connaissait les carences et même les vices du régime des Habsbourg. Ce n'était pourtant rien comparé à l'inconséquence extrême et à la sauvagerie des Serbes. Même en

Angleterre, patrie du libéralisme et de la tolérance, on put lire sous la plume de Charles P. Scott, directeur du *Manchester Guardian*, un des principaux quotidiens britanniques : « Si quelqu'un pouvait traîner la Serbie jusqu'au bord de l'océan et la jeter à l'eau, l'atmosphère de l'Europe serait purifiée[43]… »

L'affaire n'était cependant pas aussi simple. Certains leaders d'opinion prenaient déjà l'exacte mesure de la réalité. À contre-courant de l'opinion, la *Neue Freie Presse*, principal quotidien viennois, n'hésita pas à soutenir que « les guerres de revanche, quand elles mettent en jeu les grands intérêts d'un peuple, sont aujourd'hui impossibles ».

Guerre peut-être impossible mais nullement inconcevable. En France, dans *L'Homme libre*, le journal de Clemenceau : « L'idée follement absurde de faire remonter au gouvernement de Belgrade, et au peuple serbe lui-même, la responsabilité de l'assassinat comporterait de si graves conséquences que l'esprit se refuse à les envisager[44]… »

Exprimant souvent la position officieuse du Quai d'Orsay, *Le Temps* de Paris y allait de son analyse alarmiste dans son bulletin de l'étranger : « Ne nous y trompons pas : l'avenir de la paix orientale et peut-être de la paix européenne dépend de la direction que va prendre le procès de Sarajevo[45]… »

Peu nombreux restaient toutefois ceux qui se prenaient à jouer les Cassandre. Même ceux-là se disaient en leur for intérieur que le pire n'était jamais sûr.

*

Homme de devoir et de labeur : cette réputation dont on gratifiait François-Joseph était loin de lui déplaire. Depuis l'âge de dix-huit ans, il n'avait jamais cessé de servir cet État auquel il consacrait sa vie. Il en avait hérité dans le chaos, il l'avait patiemment reconstruit. Sa volonté et sa persévérance avaient valu à l'Empire d'Autriche, augmenté entre-temps du royaume de Hongrie, de survivre à toutes les tourmentes du siècle passé : révolutions, désastres militaires ou drames dynastiques. Aussi François-Joseph avait-il fini par incarner à lui seul cet Empire austro-hongrois, dans le respect et l'affection de tous.

Le peuple pouvait bien s'échauffer à loisir et la presse rivaliser de polémiques. C'était leur privilège. Il appartenait néanmoins aux hommes d'État, ceux qui connaissaient le dessous des cartes, de ne pas céder aux émotions primaires. Conserver le sens des responsabilités : c'était le credo de François-Joseph et il n'en avait jamais varié.

Aujourd'hui pourtant, le vieil empereur semblait en proie au doute et à cette lassitude dans lesquels certains croyaient déceler les stigmates de la sénilité. L'assassinat de l'archiduc ne l'avait pas chagriné. Il avait tout de même bousculé ses certitudes. Sa diplomatie prudente et sa politique du profil bas n'avaient-elles pas été de monumentales erreurs ?

Bien sûr, il y avait eu l'annexion triomphale de la Bosnie-Herzégovine, en 1908. Mais cela avait-il été autre chose qu'une victoire en trompe l'œil ? Elle n'avait donné à l'Autriche que l'illusion de la puissance. L'alliance avec le Reich allemand, elle, n'était pas forcément une assurance tous risques. Une alliance du faible au fort serait-elle jamais une garantie absolue ? Ironisant un jour sur le verbe parfois guerrier de l'archiduc François-Ferdinand, le Kaiser, qui se disait pourtant son ami, ne s'était pas gêné pour le tancer avec bonhomie :

— Tu fais trop de bruit avec mon sabre[46] !

Depuis peu, l'horizon diplomatique de Vienne s'était assombri. Ses voisins directs en étaient la cause. Avec son tsar Ferdinand, regardé comme une « vraie canaille » par les cours européennes, la Bulgarie était d'une fiabilité douteuse. On soupçonnait la Roumanie de trahir ses alliances au profit de la Russie. L'Italie elle-même, membre à part entière de la Triplice – l'alliance avec l'Allemagne et

l'Autriche-Hongrie –, était tentée par un rapprochement avec l'Angleterre et la France. Condescendants comme toujours envers les Italiens, les dirigeants allemands avaient affecté de n'y voir qu'un « tour de valse » sans importance. Les Autrichiens étaient plus inquiets. Décidément, ces Italiens ne changeraient jamais ! Et encore, Vienne n'avait pas eu vent des accords militaires passés en grand secret par Rome avec Londres et Paris.

Pilier de l'Europe centrale et orientale, l'Empire austro-hongrois était en train de perdre la main. François-Joseph était trop expérimenté pour ne pas s'en apercevoir. Il devenait urgent de réagir. Face aux prétentions serbes et à l'hostilité russe, l'Autriche ne pouvait se permettre de reculer davantage.

Le discernement et la modération n'en restaient pas moins de rigueur. Il fallait laisser du temps à la diplomatie. Au lendemain de l'assassinat de l'archiduc, cette exigence demeurait d'actualité pour François-Joseph. Le recours à la force, il n'en voulait pas. Il avait subi trop de défaites cuisantes tout au long de son règne pour en risquer une autre qui pourrait bien s'avérer fatale. L'Empire restait fragile, Dieu sait où tout cela mènerait ! De son vivant, François-Ferdinand partageait d'ailleurs une telle opinion.

Le neveu était même allé plus loin que le vieil empereur dans cette voie, considérant que la paix était indispensable à la survie de l'Empire. Il était même prêt à en payer le prix par le rétablissement avec la Russie du fil rompu par la guerre de Crimée.

La Russie, telle était bien la clé du problème. Elle l'était au moins autant pour Vienne que pour Berlin. Une fois réconciliée avec Saint-Pétersbourg, l'Autriche-Hongrie pourrait recouvrer sa liberté d'action dans la région. Quant à l'intenable Serbie, qui n'aurait jamais les moyens de ses ambitions, elle serait ramenée tôt ou tard à la raison. La réforme de l'Empire, que François-Ferdinand avait dans ses cartons, ne pourrait qu'y concourir. En faisant fond sur la Croatie comme un des pivots de la monarchie, il réduirait l'attraction de la Serbie sur les populations slaves du Sud.

François-Joseph, lui, demeurait sceptique sur une éventuelle alliance russe. Il restait de la vieille école tout en sachant que le temps de Metternich et de la Sainte-Alliance, comme celui de l'« alliance des trois empereurs » – entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie – était révolu. La réalité était à présent différente. La diplomatie autrichienne campait sur une posture défensive tandis que les Russes revenaient progressivement en force dans la région. À ce jeu-là, Vienne risquait fort de se retrouver isolée. Elle était loin l'époque où l'Autriche-Hongrie pouvait dicter sa volonté à ses voisins.

Et si l'empereur s'était tragiquement trompé durant toutes ces années ? Il garda pour lui ses réflexions. Ce n'était tout de même pas une raison pour virer de bord inconsidérément du jour au lendemain.

François-Joseph avait douché l'euphorie interventionniste de ses ministres :

— Seuls, nous ne pouvons rien. Tout dépendra de l'attitude de nos voisins allemands. Retiendront-ils notre main comme par le passé ?

Le vieil empereur n'avait qu'une confiance limitée en Guillaume II dont il appréhendait la versatilité. C'était également question de génération. Que le Kaiser était loin d'avoir l'envergure de son grand-père, feu l'empereur Guillaume I^{er} ! Ce dernier, il est vrai, avait pour mentor Otto von Bismarck. Mais ne reconnaît-on pas la valeur d'un chef à son aptitude à choisir de bons collaborateurs ? Guillaume I^{er} avait un Bismarck à ses côtés. Son petit-fils, lui, était entouré de Hohenlohe, Bülow ou Bethmann-Hollweg. Ce n'était pas exactement la même pointure.

Berchtold demeurait plein d'allant :

— Dans ses dépêches, notre ambassadeur Szögyény parle d'un « chèque en blanc » de Berlin. Les Allemands sont aussi exaspérés que nous par cette vile canaille.

François-Joseph n'en démordait pas :

— Comment pouvez-vous être si sûrs des Allemands ? Ils nous ont tellement refroidis ces dernières années. Quant à Szögyény, il est si vieux ! Il n'entend probablement que ce qu'il a envie

d'entendre[47]…

Conrad von Hötzendorf intervint d'autorité :

— Majesté, le comte Hoyos a entendu les mêmes choses que Szögyény. De toute façon, quelle importance ! Le Kaiser comme Bethmann-Hollweg ont dû lire Bernhardi, n'est-ce pas ?

Bernhardi ? François-Joseph, tout comme Berchtold, ignorait jusqu'au nom de cet officier allemand qui, en 1870, avait été l'un des premiers soldats à défiler sous l'Arc de Triomphe lors de l'entrée des Prussiens dans Paris. Devenu général et chef de la section historique à l'état-major général, il s'était par la suite piqué de théorie.

L'empereur et son ministre n'auraient certes pas perdu leur temps à se plonger dans le dernier essai que venait juste de publier Friedrich von Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*[48]. Ils auraient compris toute la vigueur d'un nationalisme pangermanique liant désormais le patriotisme de race à certaines idées chères au biologiste britannique Charles Darwin : le principe de la sélection naturelle entre sociétés humaines ; la guerre comme moyen privilégié de cette lutte pour la puissance ou la survie ; la guerre en tant que berceau de la moralité universelle ; la conquête en tant que devoir imposé par la nécessité. Avec des théoriciens aussi percutants que Bernhardi, les bellicistes avaient de beaux jours devant eux.

Non, François-Joseph n'avait pas lu Bernhardi. Quant à Guillaume II… On avait rapporté à l'empereur autrichien le jugement de feu Édouard VII d'Angleterre sur son neveu Guillaume :

— William ? Il a beau se donner des allures provocantes, il n'est probablement pas belliqueux. Il manque de courage. Et d'abord, il n'entend rien à rien à la stratégie[49].

Le chef d'état-major de l'armée autrichienne poursuivit :

— Non seulement les Allemands nous donnent carte blanche pour régler leur compte aux Serbes, mais ils nous incitent même à passer très vite à l'action. C'est maintenant ou jamais !

L'enthousiasme de Conrad se heurta une fois encore au pragmatisme du vieux souverain :

— Et la Russie, messieurs ? Qu'en faites-vous ? Imaginez qu'elle entre dans la danse ?

Cette fois, ce fut Berchtold qui balaya l'objection d'un revers de main :

— Les Russes ne s'en mêleront pas ! Ils ne sont pas fous. Le tsar n'a nulle envie de revivre Moukden ou Tsushima[50].

C'était au temps de la guerre russo-japonaise, une dizaine d'années auparavant. À Moukden, dans l'Extrême-Orient mandchourien, les troupes japonaises avaient mis en déroute en mars 1905 l'armée russe du général Kouropatkine. Cette défaite cuisante avait provoqué un choc immense dans les chancelleries comme dans l'opinion publique russe et européenne. Quelques semaines plus tard, la flotte russe venue de la Baltique s'était fait tailler en pièces par les forces navales nippones dans la bataille du détroit de Tsushima, entre la Corée et le Japon.

À court d'arguments, le vieil empereur parut soudain frappé d'hébétude. Il sentait bien qu'il n'avait plus l'énergie nécessaire pour damer le pion à ses conseillers. Ce n'était plus pour lui désormais que retentissait la *Marche de Radetzky*. Que l'Histoire déroule donc son cours selon les desseins de la Providence !

Vienne, 6 juillet, 10 h 30

Siégeant en Conseil de guerre, les ministres de la Couronne s'étaient vu assigner un ordre du jour précis : formaliser la réaction de l'Autriche-Hongrie à la suite de l'attentat de Sarajevo. Le comte Berchtold présidait les débats. Il était entouré du président du Conseil autrichien, le comte Karl von Stürgkh, du ministre des Finances Leo von Bilinski et du ministre de la Guerre le général Alexander von Krobatin. Il y avait aussi le chef d'état-major des armées Conrad von Hötzendorf.

À la droite de Berchtold, le comte Tisza, président du Conseil de Hongrie, vers qui convergeait toute l'attention. Tisza et son éternel regard d'un scepticisme hautain, à l'abri de lunettes finement cerclées d'acier, qu'il promenait sur ses contemporains.

Autour de la table rectangulaire, chacun se doutait bien que le Hongrois, enfin débarrassé de l'archiduc héritier, n'allait pas se priver de jouer les trouble-fête.

D'entrée de jeu, Berchtold avait souligné la nécessité de clarifier au plus vite la situation. Il avait conclu comme chacun s'y attendait :

— Agir par la force et rendre la Serbie à jamais inoffensive, ce doit être notre objectif…

— … et la Russie ?

L'interrogation émanait bien sûr de Tisza. Exactement la même réaction que François-Joseph, quelques heures plus tôt. Cette fois, Berchtold prit le parti de ne pas finasser inutilement :

— Je ne me fais pas trop d'illusions. La guerre avec la Serbie entraînera vraisemblablement la guerre avec la Russie.

— Et vous espérez vraiment que je puisse cautionner une agression à l'improviste ? Sans pourparlers diplomatiques préalables ?

La délibération tournait en rond. Seul contre tous, imbu de sa supériorité intellectuelle, Tisza n'était pas disposé à céder un pouce de terrain face à ces ignares inconscients qui jouaient les boutefeux. Ce fut le moment que choisit le général von Krobatin, la caricature d'un maréchal des logis d'opérette, pour manifester sa présence :

— Vous voulez quoi ? Un succès diplomatique ? Comme si c'était suffisant face à cette bande de sauvages ! Il nous faut moins d'un mois pour nous en débarrasser.

Après avoir promené son regard bovin sur l'assistance, le général se lissa la moustache en signe d'autosatisfaction. Les membres du Conseil demeurèrent cois. Les moins futés savaient que Krobatin avait l'habitude de dire n'importe quoi. L'intéressé s'obstina :

— … d'ailleurs, un succès diplomatique est strictement sans intérêt.

Tisza finit par exploser :

— Que dites-vous là ? Vous cherchez vraiment à nous faire tous passer pour des parias dans le concert européen ?

Berchtold demeurant impassible, le comte Stürgkh s'employa à reprendre la main :

— Je reconnais volontiers que notre but ne doit pas être l'anéantissement complet de la Serbie. La Russie s'y opposerait jusqu'à son dernier souffle…

— Pour ma part, en qualité de président du Conseil des ministres de Hongrie, je ne consentirai jamais à ce que la monarchie annexe tout ou partie de la Serbie !

Stürgkh reprit calmement :

— D'accord, mais il serait tout de même bon d'éloigner cette exécrable dynastie serbe au pouvoir et de confier la couronne à un prince européen.

Berchtold réalisa enfin que Tisza ne changerait pas d'avis. Pas cette fois, en tout cas. Il fit mine de se montrer conciliant :

— Une opération militaire préventive aurait l'avantage de mettre les puissances devant le fait accompli. Mais, comme le comte Tisza, j'en mesure aussi les inconvénients. Il nous faut donc lancer un ultimatum à Belgrade comportant des revendications fermes…

Tisza revint à la charge :

— … des revendications très sévères sans apparaître pour autant inacceptables. Sinon nous n'aurons aucune légitimité à déclarer la guerre à la Serbie[51].

La discussion était close. Le Conseil de guerre autrichien décida de délivrer au gouvernement serbe un ultimatum le mettant en demeure de réparer les conséquences de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. La rédaction de cet ultimatum était hautement sensible. On la confia à deux

experts confirmés du ministère des Affaires étrangères, le baron Alexander von Musulin et le Dr Friedrich Wiesner. Ceux-ci n'étaient pas au bout de leur peine.

Tisza, lui, écrivit directement à l'empereur. À son habitude, il ne mâcha pas ses mots :

« Je ne puis approuver l'intention du comte Berchtold de se baser sur le forfait de Sarajevo pour en finir avec la Serbie. Nous n'avons jusqu'à présent pas de preuves suffisantes pour pouvoir engager la responsabilité de la Serbie et pour provoquer une guerre avec cet État. En outre, le monde entier nous regarderait comme ayant troublé la paix et nous allumerions une grande guerre dans des conditions extrêmement défavorables[52]. »

Tisza n'était pas un naïf. Il se doutait bien qu'il livrait là un baroud d'honneur. Il ne tiendrait pas bien longtemps le dos au mur. Que pourrait-il face à cette force des choses qui travaillait à détruire l'équilibre européen ? Cette force même qui, selon le poète latin Lucrèce, « inéluctable et cachée, broie les destinées humaines et se fait un jeu de fouler aux pieds les plus glorieux empires »…

Saint-Pétersbourg, 6 juillet, 15 h 00

Conférant dans son bureau lambrissé de Peterhof avec son président du Conseil et son conseiller privé, le tsar de toutes les Russies restait songeur. C'était bien dans sa nature. L'irrésolution, la part du rêve au mépris des contingences matérielles. Nicolas II n'avait ni l'assurance altière de son père Alexandre III, ni l'énergie impérieuse de son grand-père Alexandre II. Et il en avait parfaitement conscience, lui qui donnait parfois l'impression de régner par effraction. Il y avait assurément du Louis XVI dans ce monarque, et cette seule comparaison ne disait rien qui vaille.

Une fois de plus, la cour impériale causait du souci à Nicolas. Un vrai panier de crabes. Ses prédécesseurs auraient su comment museler ces courtisans qui n'en prenaient que trop à leur aise. Lui ne savait pas et la tsarine le lui faisait remarquer, parfois sèchement :

— Sois un autocrate, Nicky[53] !

La cour impériale était très remontée contre deux jeunes femmes qui n'avaient pas froid aux yeux. On les surnommait le « péril noir ». On exagérait de toute évidence. Plus indulgent peut-être, plus gentleman assurément, l'ambassadeur de France Maurice Paléologue préférait les appeler ses « rossignols monténégrins ». Sans doute la grande-duchesse Militza et sa sœur la grande-duchesse Anastasia, deux des filles du roi Nicolas Ier de Monténégro, étaient-elles de vraies pipelettes. Il y avait pourtant bien autre chose et l'ambassadeur Paléologue était bien placé pour le savoir.

Cet ambassadeur français était de ces diplomates de race qui se distinguaient par leur aisance tant dans la haute société que dans les chancelleries[54]. Doté d'une élégance de plume toute patricienne, Paléologue était un descendant lointain des derniers empereurs byzantins, lui-même fils d'un prince roumain exilé en France. Dans le temps, il avait été le condisciple de Raymond Poincaré au lycée Louis-le-Grand et lui était resté lié d'amitié. Les deux hommes continuaient de se tutoyer.

Les détracteurs de Paléologue doutaient qu'il eût l'envergure de ces diplomates d'exception qu'étaient les frères Paul et Jules Cambon ou encore Camille Barrère. Il avait pourtant occupé les fonctions cruciales de directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay, à la demande expresse de Poincaré il est vrai. Par la suite, tel un sauveur, il avait été appelé à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, en remplacement de Théophile Delcassé. Cela remontait à janvier 1914. Peu de gens savaient que Paléologue n'avait été que le second choix des Russes qui lui auraient préféré Pierre de Margerie[55].

Il ne fallut pas longtemps à l'ambassadeur Paléologue pour jauger les « rossignols monténégrins ». De drôles d'oiseaux, en vérité ! Militza et Anastasia avaient reçu une éducation impeccable à l'Institut

Smolny de Saint-Pétersbourg qui formait les jeunes filles de la haute aristocratie russe. C'était le vœu de leur père, le roi Nicolas.

Raffinées, cultivées, pratiquant à ravir plusieurs langues dont le persan, les deux sœurs n'avaient pas tardé à défrayer la chronique et à bousculer la monotonie de la cour. Dès 1889, Militza, la plus âgée, avait épousé le grand-duc Pierre Nicolaïevitch. Au sortir d'une union malheureuse avec Georg von Leuchtenberg, Anastasia avait fini par convoler en 1907 avec son propre beau-frère, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch.

Ainsi avait débuté la carrière de ces deux sœurs intrigantes qui n'étaient pas peu fières d'être les seules grandes-duchesses d'origine authentiquement slave à la cour impériale russe. Elles avaient de qui tenir avec un souverain de père qu'une ambition démesurée poussait sans cesse à ergoter et à louvoyer. À la tête d'un pays aussi minuscule et vulnérable que le Monténégro, Nicolas I^er^ avait-il vraiment le choix ?

Nicolas nourrissait surtout de grandes ambitions pour ses filles et il en eut pas moins de neuf ! Outre Militza et Anastasia, il avait marié l'aînée, Zorka, à Pierre I^er^ Karageorgevic qui accéderait au trône de Serbie. Peu après, Elena, une de ses filles cadettes, se marierait avec Victor-Emmanuel, roi d'Italie. Une autre encore convolerait avec un prince de la famille Battenberg. Nicolas de Monténégro méritait bien ainsi son surnom de « beau-père de l'Europe ». Il se verrait affubler d'autres sobriquets, nettement moins flatteurs. Ses adversaires, qui furent légion, auraient coutume de le traiter de « bandit couronné » ou de « maquignon de la Montagne noire »…

Paléologue lui-même tenait pour un authentique « brigand » cet homme madré qui se vantait volontiers d'être l'allié des Russes… lesquels n'étaient pas dupes de son manège, à en croire le ministre des Affaires étrangères Sazonov :

— Pour cuire son œuf, il mettrait le feu à l'Europe[56] !

Et des œufs, Nicolas I^er^ de Monténégro en fit cuire un certain nombre. Comme ce jour d'avril 1913 où, à la surprise générale, il parvint à s'emparer de la ville de Scutari au nez et à la barbe de l'Empire ottoman. À l'époque, il avait bluffé l'Europe entière en faisant croire que ses troupes avaient remporté une victoire éclatante sur les Turcs. Après tant de déconvenues dans le passé, la Russie célébra ce triomphe inespéré du slavisme. Elle multiplia les déclarations enthousiastes. Les églises orthodoxes retentirent de *Te Deum* vibrants. En réalité, Scutari n'avait été ni enlevée d'assaut ni forcée de se rendre mais avait fait l'objet d'un marchandage serré entre le monarque monténégrin et le commandant local des forces ottomanes, Enver Pacha…

Honnies par les diplomates des empires centraux qui préconisaient que leur fût administrée une cure de silence, au fin fond de la Crimée de préférence, Militza et Anastasia étaient détestées à la cour impériale. La cause de cette aversion ? La trop grande faveur dont elles jouissaient auprès du tsar ainsi que leur goût immodéré pour le spiritisme et les sciences occultes dont elles avaient littéralement fait une mode. On leur reprochait d'avoir présenté à la famille impériale des charlatans de la pire espèce comme ce Philippe Nazier-Vachot, un Français venu de nulle part et disparu tout aussi mystérieusement. On les enviait surtout pour avoir introduit à la cour un certain Grigori Efimovitch Raspoutine.

Les deux sœurs grandes-duchesses étaient tout autant honnies pour la vigueur de leur activisme politique qu'on jugeait peu digne de leur rang nobiliaire. Il est vrai qu'elles se débrouillaient à merveille dans ce maelström de jalousies, de conspirations et coups tordus qu'était la cour du tsar. Et il en fallait de la finesse et du savoir-faire pour tirer son épingle du jeu dans cette forêt obscure de l'âme russe !

À Tsarskoïe Selo comme à Peterhof, la vogue n'était plus à l'Allemagne comme cela avait été le

cas au temps de Bismarck. Sur les bords de la Néva, on avait respecté et même admiré l'autorité du vieux chancelier. Les choses avaient changé avec Guillaume II qui s'était détaché de la Russie pour se rapprocher de la cause autrichienne. La Russie s'était faite méfiante voire hostile. L'hostilité avait fini par gagner le « club des monarques ».

Cela faisait des lustres que le Romanov et le Hohenzollern ne s'appréciaient guère. Nicolas II redoutait les foucades du Kaiser. Il gardait en mémoire l'invraisemblable épisode du traité de Björkö, une dizaine d'années plus tôt, par lequel Guillaume avait tenté de l'entraîner dans une alliance germano-russe dirigée contre… l'Angleterre ! Et la France, pourtant alliée officiellement à la Russie, avait timidement objecté le tsar ? Guillaume avait balayé l'argument. Il n'avait jamais pu comprendre l'engouement des Russes pour les Français :

— Comment as-tu pu t'allier avec la France ? Tu ne vois donc pas que le Français n'est plus capable d'être soldat ?

L'anecdote était parvenue aux oreilles de René Viviani qui, en bon rhéteur, avait eu ce mot d'anthologie :

— … en effet, le Français n'est pas soldat. Il est guerrier[57] !

Nicolas avait fini par signer le traité de Björkö. Guillaume y avait été également de son mot historique :

— On dirait que mon grand-père Guillaume I^{er} et le tsar Nicolas I^{er} échangent une poignée de mains dans le ciel[58].

Las, Nicolas s'était vite repris et avait dénoncé le traité avant même que l'encre ayant servi à sa signature eût séché. Surtout, il ne pardonnait pas au Kaiser de l'avoir poussé à entrer en guerre en 1905 contre le Japon :

— Guillaume a tant abusé de ma bonne foi que notre amitié n'existe plus[59]…

Guillaume en avait autant au service de son cousin « Nicky » qu'il tenait pour un faible incurable. Et, au chapitre de la faiblesse, sa religion était toute faite : « La faiblesse n'équivaut pas à la trahison et pourtant elle produit les mêmes effets[60]. »

En Russie, le camp antiallemand avait progressivement gagné en vitalité. Il était alors incarné par le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, époux de l'inévitable Anastasia de Monténégro et généralissime des armées impériales. Avec sa haute stature et sa barbe grisonnante, cet oncle du tsar était une véritable force de la nature à la brutalité légendaire. Même au repos, l'homme donnait l'impression de tonner plus qu'il ne parlait. Au début, sous l'influence subtile de sa femme, il avait soutenu Raspoutine. Cela n'avait guère duré. Heurt de personnalités ou télescopage d'influences ? Nicolas Nicolaïevitch s'était vite brouillé avec le *staretz*.

À son hostilité envers l'Allemagne, le grand-duc Nicolas avait rallié la plus grande partie des milieux militaires russes, à commencer par le chef d'état-major, le général Yanouchkévitch. Il pouvait également compter sur le soutien de l'ancien président du Conseil, le comte Vladimir Kokovstov comme sur celui des comités panslavistes qui bénéficiaient d'un regain de faveur.

Kokovstov était un malin. Quelques années auparavant, il avait été envoyé à Paris négocier un nouvel emprunt. Ministre de l'Intérieur à l'époque, Clemenceau s'y était opposé. Le Russe lui avait tranquillement rétorqué :

— En ce cas, nous n'hésiterons pas à déclarer le pays en état de banqueroute.

Clemenceau avait eu beau maugréer, insinuer que Kokovstov était un maître chanteur de la plus vile espèce, il avait néanmoins accordé le prêt[61].

Il y avait également ces diplomates russes qui avaient accompagné le rapprochement avec la France du début des années 1890. Alexandre Iswolsky en était le chef de file.

Dans le camp opposé, les germanophiles russes s'activaient ferme, eux aussi. Leur chef de file était le comte Serge de Witte qui avait dirigé le gouvernement jusqu'en 1906. Réformateur dans l'âme,

Witte avait ambitionné de sortir la Russie de son arriération sociale et de la faire entrer de plain-pied dans l'ère industrielle moderne. Cependant les résistances au changement s'étaient avérées trop fortes et il avait échoué. Effrayé par les idées émancipatrices de son ministre, le tsar en personne avait fini par le désavouer. Admirateur sincère de l'Allemagne, Witte allait jusqu'à prôner un rapprochement franco-allemand à seule fin que la Russie ne connaisse pas un jour le dilemme de devoir choisir entre Paris et Berlin.

À la cour même, rares étaient ceux qui, à l'image du vieux comte Fredericks dont le patronyme trahissait l'origine balte, avaient le courage d'afficher leur amitié pour l'Allemagne. Fredericks était proche de la comtesse Hohenfelsen qui animait une coterie proallemande assez influente dans l'ombre de Raspoutine. Les autres dignitaires ayant un nom à consonance germanique, comme le baron Korff, maître des cérémonies à la cour ou encore Stackelberg, s'efforçaient de rester discrets.

Grand laudateur de Raspoutine, le ministre de la Guerre Vladimir Alexandrovitch Soukhomlinov était également réputé favorable à l'Allemagne. L'homme était compliqué. Contre toute évidence, il clamait avec arrogance que la Russie était prête à la guerre. En 1909, on avait donné à Soukhomlinov la mission de réformer l'armée, à la suite de l'humiliation subie contre le Japon. Il avait fait preuve d'un immobilisme et d'une incompétence consternants.

Le fringant cavalier qu'était Vladimir Alexandrovitch se préoccupait bien davantage de parer aux incessants besoins d'argent de ses jeunes femmes auxquelles il consacrait l'essentiel de son temps. Il est vrai qu'il était à créditer d'une qualité qui compensait tout le reste : il amusait le tsar avec ses histoires drôles. En cela, il faisait avantageusement la paire avec son collègue de l'Intérieur, Nicolas Alexeievitch Makhlakov, dont on chuchotait qu'il mimait parfois la panthère pour la plus grande joie des enfants du tsar…

Il y avait enfin la tsarine Alexandra Feodorovna – Alix ou Alicky pour les intimes – dont on raillait sous le manteau l'accent germanique à couper au couteau et qu'on suspectait de toutes les vilenies au bénéfice de sa patrie d'origine. On reprochait surtout à celle qu'on appelait avec irrespect « Nemka » – l'Allemande – sa connivence étroite avec Raspoutine dont on prétendait qu'elle subissait exagérément l'influence perverse. Mère de Nicolas II, la tsarine douairière Marie Feodorovna, qui était restée au fond de son cœur très francophile et antiallemande, n'était pas la moins critique. Entre deux séjours dans son somptueux palais de Livadia en Crimée, elle y allait de ses allusions perfides à l'égard de sa belle-fille.

On était pourtant dans l'erreur. Le torchon brûlait en réalité entre la tsarine et la cour impériale allemande. Alicky était ulcérée par la froideur méprisante de l'épouse du Kaiser, l'impératrice Augusta-Victoria. Dévote à la limite du fanatisme, cette dernière ne pardonnait pas à Alexandra Feodorovna, une ancienne princesse de Mecklembourg, d'avoir abjuré la confession luthérienne pour la religion orthodoxe. À cela s'ajoutait une obscure querelle de préséance familiale, les quartiers de noblesse d'Alicky remontant au bas mot au XII^{e} siècle alors que, trois siècles plus tard, les Hohenzollern végétaient encore comme de simples burgraves de Brandebourg…

Le tsar, lui, n'avait que faire de telles fadaises. Il n'en était pas moins perplexe et ne pouvait en aucune façon compter sur son président du Conseil Ivan Loguinovitch Goremykine. Âgé de soixante-quinze ans, indolent, sans personnalité, on disait de lui qu'il n'était que le « maître d'hôtel » du tsar. De fait, Ivan Loguinovitch était très exactement le genre d'homme à remettre au lendemain ce qui pouvait être accompli le jour même.

Irrésolution ? Sérénité du fatalisme religieux propre aux Romanov ? Nicolas II confia un jour à Sazonov :

— Je ne veux pas avoir à porter devant Dieu la responsabilité d'une nouvelle guerre. Je ne veux pas revivre les horribles jours de 1905[62]…

En février 1914, le tsar était tombé sur un mémoire du ministre de l'Intérieur Petr Dournovo qui

l'avait intrigué. Il y était écrit qu'une guerre européenne éclaterait à court terme et qu'elle s'éterniserait sans doute, contrairement à ce qu'on pouvait penser. La Russie n'était pas prête à y faire face ni sur le plan économique, ni sur le plan politique. Une défaite militaire risquerait même de provoquer une révolution d'une ampleur inouïe. À peu de chose près, c'était l'opinion de Grigori Efimovitch Raspoutine. Une opinion que si peu de gens étaient disposés à écouter.

La chose apparaissait d'ores et déjà évidente. Le tsar n'était pas de taille à contrecarrer ceux qui ne rêvaient que d'en découdre. À donner raison aux gens qui avaient la conviction que la Russie était devenue une autocratie sans autocrate. Et à ceux qui pensaient que, dans le couple impérial, c'était Alicky et non Nicky qui portait la culotte…

Paris, 6 juillet, 16 h 00

Demeure officielle des chefs de l'État, l'Élysée avait la réputation justifiée d'être un des palais les plus austères et les plus inconfortables de la République. Raymond Poincaré n'en avait cure. Les questions de confort ou de convenance étaient secondaires à ses yeux. D'ailleurs, la sévérité du site s'accordait assez bien avec son tempérament renfermé. Et, depuis son élection à la magistrature suprême en janvier 1913, il avait tellement d'autres sujets de préoccupation !

La vie politique, française aussi bien qu'internationale, s'était brusquement accélérée en quelques semaines. En mai, les élections législatives avaient compliqué la tâche du président de la République en donnant au pays une majorité parlementaire de centre gauche. L'enjeu n'était pas mince. Une majorité de gauche à la Chambre des députés était la voie ouverte à un cabinet Caillaux-Jaurès. De cet attelage qu'il estimait contre-nature, Poincaré ne voulait à aucun prix.

Le chef de l'État ne se sentait aucune affinité politique avec Jaurès, le socialiste. Du moins respectait-il l'homme, ses convictions comme sa compétence. Ce n'était pas le cas pour Caillaux qu'il détestait. Le député d'Évreux incarnait à peu près tout ce que Poincaré rejetait viscéralement. L'aisance particulière de Caillaux ? Poincaré n'y voyait que de la versatilité. Son intelligence brillante ? Du clinquant et du superficiel. Son sens politique ? Du pur opportunisme.

Rien en Joseph Caillaux ne semblait trouver grâce auprès du président de la République. Et certainement pas ses choix politiques dont il s'était toujours défié. Poincaré ne serait pas l'homme qui ratifierait l'introduction de l'impôt sur le revenu dans la fiscalité française. Il ne serait pas non plus celui qui accepterait la suppression de la loi des trois ans, votée en juillet 1913, sur la durée du service militaire. Une « loi de virilité », avait clamé le comte Albert de Mun, figure de proue de la droite royaliste pour qui la guerre relevait du registre spirituel. Une loi simplement nécessaire, réplique de la loi allemande de juin 1912, pour Poincaré.

Plus que jamais, l'ancien avocat lorrain se sentait une âme de lutteur, prêt à servir pour le bien de la nation. Même à contre-courant, s'il le fallait. Dans ces moments-là lui revenait à l'esprit la maxime célèbre du cardinal de Richelieu : « Ce peuple français qui, ne sachant se tenir au bien, revient si aisément du mal**[63]**… »

Poincaré, l'homme à la mémoire infaillible et à la mécanique intellectuelle irréprochable. Dire que Clemenceau, ce faiseur de rois autoproclamé, avait osé lui préférer pour l'élection présidentielle un vulgaire Jules Pams ! Pouvait-on seulement imaginer ce comparse dans les habits présidentiels ! Dire également que son prédécesseur direct, le bon président Fallières qui avait l'affection des Français, n'avait pas hésité à lui lancer une dernière pique au moment de passer la main :

— Je crains bien que la guerre n'entre derrière moi à l'Élysée**[64]**…

Qu'en savait-il ce président obèse qui se complaisait dans l'inauguration des chrysanthèmes ? N'avait-il pas toujours brillé par son indifférence abyssale pour les questions internationales ? Sous

son septennat s'était certes conclue l'Entente cordiale avec l'Angleterre mais lui-même n'y avait pas été pour grand-chose.

Armand Fallières, il est vrai, n'était pas un cas isolé. Les derniers chefs du gouvernement de la France n'avaient pas manifesté, eux non plus, d'intérêt excessif pour la diplomatie, d'Alexandre Ribot à Gaston Doumergue en passant par Louis Barthou. Au Quai d'Orsay même, rares étaient les ministres des Affaires étrangères qui, au moment de leur entrée en fonction, avaient une connaissance, même vague, des grands dossiers internationaux.

Quelques hommes politiques avaient des convictions bien arrêtées. Théophile Delcassé en faisait partie. Viscéralement antiallemand, il avait été l'artisan de l'Entente cordiale. Pour cette raison d'ailleurs, les Allemands avaient fini par avoir sa peau l'année suivante, lors de la première crise marocaine. Le chef du gouvernement français de l'époque avait dû se résigner à le renvoyer du Quai d'Orsay pour éviter le pire. Certains considéraient que le patriotisme de Delcassé tournait à l'exaltation obsessionnelle et même à la monomanie.

Il y avait également ceux qui se piquaient de savoir… sans pouvoir faire longtemps illusion. À l'époque, Aristide Briand ne laissait pas d'impressionner les diplomates par son ignorance historique et géographique. Un ambassadeur dirait de lui, non sans quelque perfidie : « La péninsule des Balkans s'évoque en lui aussi confuse, hétéroclite et mystérieuse que le centre de l'Afrique sur les portulans du moyen âge[65]… » En juillet 1914, Briand déclarait à la ronde qu'il était profondément convaincu des intentions pacifiques de Guillaume II. Ses sources étaient d'une fiabilité absolue : le prince de Monaco en personne le lui avait assuré !

Poincaré, en revanche, était très correctement au courant des grands dossiers diplomatiques. En janvier 1913 encore, il était installé dans le prestigieux bureau de Vergennes au Quai d'Orsay. Les diplomates professionnels n'avaient guère eu besoin de « faire son éducation », comme pour ses devanciers, et ce qu'il ne savait pas, il l'assimilait vite. Poincaré passait pour un dur, un belliciste. Mais il fallait être équitable. En quoi était-il responsable de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand ? En quoi était-il condamnable si l'Allemagne se mettait à construire à tour de bras des cuirassés de nouvelle génération ? En quoi pouvait-on lui faire grief du plan Schlieffen qui envisageait d'infliger à la France, dès l'ouverture des hostilités, une défaite écrasante et irréparable ?

Porté à la tête de l'État, Poincaré n'avait qu'une ambition : faire simplement et convenablement son travail en cette période compliquée. Les états d'âme n'étaient pas son fort. Il se souciait comme d'une guigne qu'on le qualifiât de « super-ministre des Affaires étrangères » de la France. La critique était pour lui éloge. Peu lui importait également que l'écrivain Émile Zola lui eût lancé un jour : « Poincaré, vous êtes un petit homme[66] ! » Le « petit homme » gardait chevillée au cœur l'idée de la revanche.

Irrédentiste dans l'âme, Poincaré était de ceux qui n'avaient jamais accepté la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Pour lui, la Lorraine était la musculature de la France, les provinces du Centre, du Midi et de l'Ouest en représentant les parties molles. Il s'indignait de la propagande antimilitariste, celle d'un Remy de Gourmont qui proclamait avec insolence qu'il ne donnerait pour la reconquête des provinces perdues « ni le petit doigt de sa main droite parce qu'il la soutient quand il écrit, ni le petit doigt de sa main gauche parce qu'il lui sert à abattre la cendre de sa cigarette[67] »…

Quelque temps plus tôt, l'ami Paléologue lui avait tracé un tableau pessimiste de la scène européenne. La conclusion de l'entretien, le chef de l'État l'avait toujours à l'esprit :

— Nous n'éviterons plus la catastrophe !

— Non, monsieur le Président, nous ne l'éviterons plus, mais nous devons agir comme si elle était encore évitable[68].

La scène remontait à janvier 1913 et la situation n'avait cessé de se dégrader depuis lors. La guerre

était proche. Depuis ces dernières années, la morosité s'était installée. La guerre avait failli éclater en 1905 quand l'Allemagne avait voulu s'ingérer dans les affaires du Maroc, au nez et à la barbe de la France qui en exerçait alors le protectorat. Le Kaiser en personne s'était rendu à Tanger en grand équipage. L'affaire s'était résolue l'année suivante lors de la conférence d'Algésiras. Elle avait tourné à la confusion de Berlin en provoquant un resserrement de l'entente franco-anglaise. Elle annonçait également l'accord anglo-russe de 1907 qui devait définitivement formaliser la Triple-Entente entre Paris, Londres et Saint-Pétersbourg. Qu'il était loin désormais le temps où le grand-duc Vladimir Alexandrovitch, un des oncles du tsar, s'exclamait de dépit : « J'espère vivre assez longtemps pour entendre le râle d'agonie de l'Angleterre. »

Plus menaçant que jamais, le spectre de la guerre avait resurgi à l'occasion de la seconde crise marocaine de 1911. Cette fois, le Kaiser n'avait pas hésité à dépêcher un navire de guerre, le *Panther*, dans le port d'Agadir sous prétexte de protéger les entreprises allemandes de la région. À l'époque, Joseph Caillaux était à la présidence du Conseil. Au plus fort de la tension, il avait posé au chef d'état-major des armées, le général Joffre, une seule question :

— Général, on dit que Napoléon ne livrait bataille que s'il pensait avoir au moins 70 % de chances de succès. Aurions-nous autant de chances de victoire en cas de guerre ?

— Non, je ne considère pas que nous les aurions.

— C'est bien, alors nous négocierons**[69]** !

Et Caillaux avait négocié. Plutôt habilement d'ailleurs, même s'il avait court-circuité son propre ministre des Affaires étrangères, Justin de Selves. Il est vrai que Caillaux avait dû troquer sa liberté totale d'action au Maroc contre la cession d'une partie du Congo français. Les bellicistes de tout poil lui en avaient tenu rigueur. L'heure n'était plus à la conciliation et aux compromis.

Le règlement marocain à peine entériné, la question balkanique avait repris ses droits, plus insoluble que jamais. Le problème n'était plus désormais de savoir si la guerre éclaterait mais quand et comment. Cette interrogation, le président Poincaré la soulevait une fois encore tout en sachant que ses interlocuteurs, tout comme lui-même, n'en avaient guère la réponse.

Aux côtés du chef de l'État, le président du Conseil René Viviani, le directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay, Pierre de Margerie, le chef d'état-major des armées Joseph Joffre ainsi que le premier sous-chef d'état-major, le général Édouard de Castelnau. L'ordre du jour portait sur le voyage, prévu de longue date, que Poincaré devait effectuer en Russie du 20 au 23 juillet.

Affalé sur sa chaise, Viviani avait le regard des mauvais jours. Il désapprouvait ce voyage. Selon lui, la crise européenne interdisait aux dirigeants français de s'éloigner trop loin ou trop longtemps de Paris.

Poincaré avait balayé l'argument d'un revers de main. Il ne tenait pas Viviani en très haute estime. Paresseux, indécis, en état d'excitation permanente, le chef du gouvernement était, lui aussi, ignare en matière internationale. Ce républicain socialiste – il avait été naguère le cofondateur avec Jean Jaurès du journal *L'Humanité* – avait pour principal atout un talent oratoire qui avait fait sa fortune politique. Plutôt envieux, Clemenceau le traitait publiquement d'« orateur péripatéticien, faisant des harangues kilométriques**[70]**… ».

Poincaré concentrait son attention sur Margerie et Joffre. Quelle était la ligne à tenir ? Quel était le message à délivrer à Saint-Pétersbourg ?

Pour le chef de l'État français, le dilemme était permanent. Comment retenir diplomatiquement la Russie dans son engagement vis-à-vis de la Serbie, tout en la pressant d'accélérer ses préparatifs militaires ? Cela reflétait la peur panique de la France de se retrouver isolée en Europe comme elle l'avait été avant les années 1890. Par bonheur, les erreurs stratégiques de l'Allemagne du jeune Guillaume II avaient rapproché la France de la Russie. La francophilie du roi d'Angleterre Édouard VII, jointe au savoir-faire de Théophile Delcassé, avait fait le reste en suscitant l'Entente

cordiale. Ce n'était pas de trop pour contenir le puissant voisin allemand.

Évidemment, avoir la Russie dans son camp supposait qu'on avalât ici ou là quelques couleuvres. Poincaré en avait avalé un certain nombre. Agissant dans les Balkans sans même consulter son partenaire français, la Russie en prenait à son aise avec l'alliance. Les Français n'avaient guère le choix. Si Paris s'était avisé d'avertir solennellement la Russie que la France n'entrerait pas dans une aventure pour les chimères du slavisme, la Russie aurait rétorqué sur-le-champ qu'elle n'entrerait pas en guerre pour l'Alsace-Lorraine…

À la manœuvre, l'ambassadeur Iswolsky était le maître incontesté de la politique russe vis-à-vis de la France. Il ne faisait guère mystère de son objectif : prendre sa revanche sur l'Autriche-Hongrie de l'humiliation personnelle subie six ans plus tôt. Retors, vénal, sans scrupule, Iswolsky était une sorte de reître en diplomatie. Lui au moins ne se cachait pas pour souhaiter la guerre, que celle-ci éclate dans les Balkans, au Maroc ou ailleurs. On prétendait qu'il avait favorisé le vote en France de la loi des trois ans en arrosant généreusement la presse française. Son attaché financier à l'ambassade Arthur Raffalovitch n'y était pas étranger, qui lançait sur un ton de dédain blasé :

— Chaque jour, on apprend à mépriser quelqu'un de plus[71]…

Ici ou là, on insinuait qu'Iswolsky influençait Poincaré sous prétexte que les deux hommes avaient pris l'habitude de se rencontrer. Le Français nourrissait-il vraiment des illusions sur ce Russe si sulfureux ? L'opinion d'Alexandre Petrovitch n'en comptait pas moins à l'Élysée. Quelques jours plus tôt, Aristide Briand avait accepté une invitation de Guillaume II aux régates de Kiel. Poincaré l'en avait vivement dissuadé de crainte qu'une entrevue entre Briand et le Kaiser n'indisposât le tsar. Iswolsky avait fait passer le message.

Pour Poincaré, la Russie n'était pas seulement un allié, c'était aussi le pays dont l'armée était regardée comme un rouleau compresseur. Sur le papier en tout cas. Joffre, le chef d'état-major de l'armée française, partageait-il ce point de vue ? On ne pouvait savoir ce que pensait ce général aussi prudent qu'habile, aussi solide qu'impassible. C'était là sa force. Il avait été nommé en 1911 à cette position hiérarchique éminente alors qu'il ne passait pas pour le plus capable des officiers généraux. Joffre n'avait été le premier choix ni de Messimy ni de Poincaré. Il n'avait ni l'audace ni l'arrogance d'un Castelnau, ce général bravache, antidreyfusard sans complexe qui avait lancé un jour, en plein Conseil supérieur de guerre :

— Qu'on me donne une armée de 700 000 soldats entraînés et je conquiers l'Europe[72] !

Avec Joffre, ce spécialiste de la logistique, du génie et de l'organisation de l'arrière, ce n'était pas vraiment la politique de la flamberge au vent ! Et c'était peut-être tant mieux en un sens. Poincaré gardait à l'esprit la description condescendante qu'on lui avait faite du futur généralissime :

« … un lot de robustes qualités qui lui viennent de ses aïeux, les vignerons de Cerdagne. Mais serait-il capable de la conception géniale, de l'étincelle divine[73] ? »

En clair, Joffre n'était pas Napoléon. Ni saint-cyrien ni breveté de l'École de guerre, il n'était pas l'homme des improvisations foudroyantes. Il le savait mieux que quiconque. Mais, après tout, on pouvait en dire autant de Moltke en Allemagne, de Conrad von Hötzendorf en Autriche ou de French en Angleterre. Cela ne gênait pas trop Poincaré qui était fait à peu près dans le même moule :

— L'armée russe est-elle prête ?

— Elle le sera, monsieur le Président, j'en réponds. L'an dernier, aux manœuvres militaires de Krasnoïe Selo auxquelles j'ai assisté, elle m'a fait une excellente impression. Une organisation correcte, un moral élevé…

— La question cruciale, nous le savons tous, est d'aider à ce que cette armée intervienne le plus rapidement possible sur le front est afin de soulager nos troupes à l'ouest.

— Ce n'est pas une question de volonté mais de processus de mobilisation. À l'heure actuelle, le mieux que nous pouvons espérer est que les Russes soient prêts à prendre l'offensive dès le 19e jour de

mobilisation…

— Sera-ce suffisant ?

Viviani n'avait pu s'en empêcher. Il le regretta aussitôt, repris de volée par Castelnau :

— Monsieur le Président du Conseil me fera la grâce de supposer que notre armée pourra résister au moins trois semaines à l'armée allemande[74] !

Sans s'en soucier le moins du monde, Castelnau cultivait l'antipathie comme par plaisir. Se référant à sa bigoterie maladive, Clemenceau l'avait traité un jour de « général de Jésuitière ». D'autres, et ce n'était guère mieux, le surnommaient le « capucin botté ». Trop d'arrogance, trop de suffisance. Un tel comportement reflétait les nouvelles conceptions de la hiérarchie militaire : attaque à outrance dans la grande tradition de l'épopée napoléonienne et de la *furor gallica*, primauté donnée à l'esprit combatif des soldats et aux forces morales.

L'état-major était longtemps resté sur des stratégies purement défensives, dans la logique du traumatisme de Sedan et du désastre de 1870. Conséquence de ce complexe d'infériorité au moins inavoué, pendant près de quatre décennies on avait érigé des réseaux de forteresses. On avait étiré des lignes de défense de Belfort à Épinal, de Toul à Verdun mais aussi à l'ouest, de Maubeuge à Lille.

À partir du début des années 1910, on jeta aux orties cette philosophie militaire. On commença alors à parler d'« élan vital ». On se mit à faire fond sur la volonté de vaincre, sur l'enthousiasme de l'offensive ainsi que sur des traditions pluriséculaires avec lesquelles il convenait de renouer. Les inspirateurs de cet esprit nouveau furent le général Ferdinand Foch, alors directeur de l'École de guerre et le colonel Louis de Grandmaison, qui passait pour un des plus talentueux stratèges de l'état-major.

Ces nouvelles conceptions offensives présentaient un avantage séduisant : elles laissaient le champ libre à l'improvisation et à l'esprit d'opportunisme, mère de toutes les grandes victoires du passé. Elles reposaient cependant sur un pari risqué : celui que l'armée allemande attaquerait en Lorraine, éventuellement dans les Ardennes, mais certainement pas à l'ouest, par la Belgique. Telle était la logique du nouveau plan stratégique, baptisé « Plan XVII », qui avait été adopté par le Conseil supérieur de la guerre en mai 1913.

Les conceptions offensives tous azimuts rallièrent l'assentiment de l'état-major militaire comme du pouvoir politique. Quelques rares officiers comme le général Estienne ou le colonel Pétain, objectèrent que l'artillerie lourde et la puissance de feu auraient plus que leur mot à dire au cours de la prochaine guerre. Leurs remarques passèrent inaperçues.

Personne ne prit au sérieux le 2e bureau, chargé du renseignement, alors que ce dernier faisait état d'informations sur les intentions allemandes d'invasion de la Belgique, dès le début des hostilités, par Liège, Namur et Charleroi. À son habitude, Castelnau avait été péremptoire :

— Rien qu'une diversion allemande destinée à nous égarer. Pourquoi le Kaiser prendrait-il le risque de dresser l'Angleterre contre lui en violant la neutralité de la Belgique[75] ?

L'objection était loin d'être inepte. On ne savait pas encore qu'elle serait cruellement démentie par les faits.

Les débats stratégiques comme les querelles de chapelle importaient peu à Poincaré. Il lui fallait montrer aux autres puissances que la France était prête et déterminée. Peu auparavant, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, sir Francis Bertie, avait adressé une recommandation parfaitement claire au Quai d'Orsay :

— Si vous voulez que l'Angleterre vous aide, il faut qu'elle vous sache résolus à vous défendre. Nous n'aimons pas secourir les gens qui ne veulent pas se battre[76].

Plus que jamais, la visite officielle en Russie paraissait nécessaire à Poincaré. Il y emmènerait son président du Conseil, René Viviani. Peu convaincu, ce dernier avait fait contre mauvaise fortune bon

cœur :

— Nous irons, c'est d'accord. Mais, nom de Dieu, quelle sacrée corvée ! Quel besoin avons-nous d'aller en Russie[77] ?

Bruxelles, 6 juillet, 18 h 00

Le meeting du parti ouvrier belge touchait à sa fin. Dans l'assistance, les visages exprimaient le soulagement. Le président de séance Émile Vandervelde, qui était à la tête de la Seconde Internationale ouvrière, ne tarissait pas d'éloges sur l'orateur du jour. Ce dernier avait pourtant l'air contrarié. Ils avaient pris du retard et il n'aurait pas le temps, cette fois, d'aller admirer les peintres primitifs flamands au musée d'Art ancien avant de reprendre le train pour Paris.

La silhouette massive, le visage carré, le pas lourd mais le regard illuminé, tel était Jean Jaurès qu'on désignait déjà comme la conscience de l'Europe.

À cinquante-quatre ans, cet « athlète de l'idée », comme le décrivait Léon Trotsky, était déjà une légende. Député des mineurs de Carmaux, universitaire normalien – il avait été reçu major rue d'Ulm devant Henri Bergson –, Jaurès venait de loin au sein de la famille républicaine. Réputé modéré, il avait conservé ses habitudes de petit-bourgeois, tenant ainsi à ce que sa fille Madeleine fasse sa première communion à l'église. Réformiste, il s'était rapproché des républicains « opportunistes » et avait soutenu Jules Ferry. Son socialisme n'était venu que plus tard mais comme une évidence.

En 1914, Jaurès était devenu le chef incontesté du parti socialiste SFIO (section française de l'Internationale ouvrière) qu'il avait porté sur les fonts baptismaux avec Jules Guesde une dizaine d'années auparavant. Il avait bataillé âprement. Pour préserver l'unité de la famille socialiste, il avait dû abandonner toute idée de soutien au gouvernement. En contrepartie, il avait obtenu que la SFIO renonce à ses chimères révolutionnaires marxistes et accepte la démocratie représentative. Bien en avait pris aux socialistes. Aux élections générales de mai 1914, ils avaient remporté 101 sièges. Déjà, on supputait la formation d'un cabinet Caillaux-Jaurès pour la rentrée. Le président Poincaré ne pourrait éternellement s'y opposer.

Théoricien talentueux, tribun inspiré, Jean Jaurès marquait de son rayonnement la gauche française. Depuis la disparition en 1913 du leader du SPD (parti social-démocrate allemand) August Bebel, le « pape » de l'Internationale, il avait pris l'ascendant sur ses collègues socialistes européens. Certains caciques le jalousaient comme l'Allemand Karl Kautsky. Pourtant, même ceux-ci étaient fascinés par cet homme qui irradiait l'intelligence et la joie de vivre.

Comme tous les chefs de la social-démocratie, Jaurès n'avait pas été spécialement perturbé par les événements de Sarajevo. Jusque-là, au gré des crises, l'Europe avait su éviter le pire. Il en serait probablement de même cette fois-ci encore. Jaurès en avait cependant tiré une conclusion :

— Maintenir coûte que coûte les questions de défense nationale au cœur du débat politique.

Il avait perdu la première manche. C'était un an plus tôt, en juillet 1913, lorsque le Parlement avait voté la loi des trois ans sur le service militaire. Jaurès s'était résolument opposé à cette loi et ce n'était pas par antimilitarisme primaire. Il n'avait pas eu la naïveté d'y voir, comme certains de ses amis politiques, une œuvre basse du cléricalisme et de la réaction. Avec son frère cadet Louis, qui était devenu amiral, il s'était insurgé contre le mot de Karl Marx suivant lequel « les prolétaires n'ont pas de patrie » : « c'est l'idée sacrifiée à la boutade », avait-il critiqué vertement.

Pour autant, Jaurès n'avait pas d'illusion sur les fauteurs de guerres et il ramenait les tensions internationales aux rivalités capitalistes. Il l'avait écrit sans ambages : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. » Il avait fait encore mieux lors du Congrès extraordinaire de l'Internationale, à Bâle en novembre 1912. Dans un discours d'anthologie, il avait rappelé sur un ton

vibrant l'inscription que Schiller avait gravée sur la cloche de la cathédrale : « *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango* ». Et il lui avait donné une signification actualisée : « J'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon. Je pleure sur les morts innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords. Je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées[78]. »

Jaurès estimait simplement que la loi des trois ans était mauvaise. Il défendait, quant à lui, la conception de la nation en armes qu'il préférait à celle de l'armée de métier. Dans la plus noble tradition de Valmy et de la grande Révolution. C'était l'idée centrale de son livre *L'Armée nouvelle* qu'il avait publié quatre ans plus tôt. Le 25 mai 1913, devant 150 000 personnes enthousiastes au Pré-Saint-Gervais, dans l'est de Paris, il avait prononcé un nouveau discours lumineux. La loi triennale était tout de même passée.

La seconde manche débutait précisément au lendemain de ce meeting réussi de Bruxelles. Ce 7 juillet, la Chambre des députés était invitée à voter les crédits spéciaux pour le prochain voyage du président de la République en Russie. Jaurès avait bien l'intention de s'y opposer. Ce voyage présidentiel trahissait selon lui l'inféodation de la France à la diplomatie tsariste. Celle-ci exerçait en permanence des pressions de toutes sortes, y compris les moins avouables. Jaurès se doutait bien, et il n'était guère le seul, que les responsables russes avaient corrompu une bonne partie de la presse française pour faire voter la loi des trois ans. Il vouait une détestation toute particulière à celui qu'il considérait comme un mauvais génie : l'ambassadeur Iswolsky. Avec la Russie, le pire était toujours à craindre.

Dans la matinée du 7 juillet, le leader socialiste déambulait sur l'esplanade des Invalides avant de s'engouffrer rue de l'Université en direction du palais Bourbon. En chemin, il tomba sur un diplomate de ses connaissances. Un dialogue mi-figue mi-raisin s'engagea. Le pédagogue ne tarda pas à resurgir, soulignant ses propos avec force gestes, s'indignant, s'enflammant :

— Le service triennal n'est pas mon obsession. Il s'oppose à ma conception de la défense nationale. Et cette défense-là se trouve intimement liée à l'organisation juridique de la paix internationale.

— Vraiment, Jaurès ? Vous savez bien que cette organisation de la paix internationale n'est qu'embryonnaire, sans efficacité réelle. Plus tard, peut-être. En attendant, comment faire face aux menées du militarisme étranger ?

Le chef socialiste sourit tout en désignant du doigt l'hôtel du Quai d'Orsay :

— Je suis surtout très éloigné des idées ayant cours dans cette maison… Que voulez-vous, moi je crois en l'appel au jugement de l'humanité civilisée.

— Dites-vous bien une chose. Le jour où l'Allemagne décidera de nous attaquer, rien ne l'arrêtera, ni le recours au tribunal de La Haye, ni l'appel au jugement de l'humanité civilisée. L'armée allemande nous surprendra comme un coup de foudre.

— C'est épouvantable ce que vous me dites là ! Mais comment imaginer que les forces prolétariennes demeureront passives ? Si le Kaiser nous attaquait, les deux peuples, allemand et français, se soulèveraient d'un même élan contre les auteurs criminels de cette aventure[79] !

Jaurès paraissait bouleversé. Depuis des années, il avait cru au dogme de la « grève générale » du monde ouvrier en tant que remède imparable contre les fauteurs de guerre. Que valait ce remède sans l'engagement des sociaux-démocrates allemands ? Lucien Herr, son brillant disciple, continuait à y croire. Jaurès, lui, ne savait plus très bien quoi penser. Au fond, ses collègues allemands s'étaient-ils jamais opposés sérieusement aux exigences de l'impérialisme germanique ? Le mot d'ordre de grève générale, pour damer le pion à la mobilisation, n'était-il pas simplement une idée folle ?

Ponorin, 7 juillet

— Qu'elle vienne donc et qu'elle emporte avec elle à tout jamais les décombres du tsarisme !

De son refuge à quelques verstes de Cracovie, en Galicie autrichienne, Vladimir Ilitch Oulianov alias Lénine parlait avec détachement et même avec entrain de cette guerre qui s'annonçait. Il n'était pas homme à avoir des états d'âme, comme Jean Jaurès ou les grands leaders socialistes européens. Ce genre de tourment « petit-bourgeois » lui était étranger.

Pour Lénine, l'affaire était même très simple. Il souhaitait la guerre car l'engagement de la Russie dans le conflit sonnerait le glas du régime tsariste. Un régime, selon lui, « cent fois pire que celui du Kaiser ».

En 1905, le chef bolchevik avait déjà cru le Grand Soir arrivé. La défaite des armées russes face au Japon « progressiste », qu'il avait si intensément espérée, semblait devoir faire le lit de la révolution. Ce n'en avait été que la répétition générale. Cette fois-ci serait la bonne et il préférait en toute logique l'Allemagne à la Russie. La défense même de la paix lui paraissait erronée :

— C'est le mot d'ordre des philistins et des prêtres. Le mot d'ordre prolétarien doit être : la guerre civile**[80]**.

Le déclenchement d'une nouvelle crise européenne était en train de le revigorer. Pourchassé par l'Okhrana, la police secrète du tsar, de trop longues années d'exil lui avaient donné de mauvaises habitudes. Il avait gardé un souvenir exécrable de Paris. Il s'était ennuyé à mourir à Genève, « ce petit étang bourgeois à eau stagnante ». Il préférait nettement Cracovie, tout près de la frontière russe, où il s'était installé en 1912 en compagnie de son épouse Nadjeda. Il est vrai qu'il s'y encroûtait ferme, passant son temps à écrire des articles pour des journaux pétersbourgeois dont il était le correspondant à l'étranger.

À distance, Lénine s'efforçait de gérer les divisions endémiques au sein du parti ouvrier social-démocrate de Russie qu'il avait contribué à fonder seize ans plus tôt. La rupture entre les mencheviks, minoritaires qui penchaient plutôt vers la réforme, et les bolcheviks qui en tenaient pour le radicalisme révolutionnaire n'avait jamais pu être résorbée.

Conserver à distance le contrôle du parti n'était pas chose aisée. Vladimir Ilitch s'y essayait pourtant. Des amis de passage ou des émissaires l'y aidaient de temps à autre. Ainsi, Nikolaï Boukharine, Grigori Zinoviev, Jacob Sverdlov et même un certain Iossif Vissarionovitch Djougachvili, qui venait de prendre le nom d'emprunt de Staline, avaient fait le voyage de Cracovie. À tous ceux-là, Lénine préférait de loin Inessa Armand – une Française qui avait épousé un Russe et embrassé au passage la cause révolutionnaire – pour qui il avait quelques faiblesses.

Depuis le 28 juin, la maison de Lénine bourdonnait d'activité. Avec frénésie, le maître des lieux rédigeait lettres, mémorandums et instructions. Nadjeda les recopiait à la hâte, utilisant parfois de l'encre sympathique afin de tromper la police.

Le temps pressait. Une conférence de réunification des socialistes russes avait été prévue pour juillet 1914 à Bruxelles mais avait déjà été annulée. L'Internationale devait également se réunir en congrès extraordinaire. On ne savait pas encore si le congrès pourrait avoir lieu. Sverdlov et Kamenev croupissaient en prison. Staline avait été arrêté puis déporté un an plus tôt dans la région du Ienissëi. Évadé à deux reprises de Sibérie, Lev Davidovitch Bronstein alias Trotsky était bloqué à Vienne. Lénine, lui, s'attendait d'un jour à l'autre à ce que la police autrichienne vienne l'arrêter.

III
Vaudeville républicain

Les femmes tuent beaucoup en ce moment… Ne se laissent-elles pas éblouir par une certaine audace brutale que les meurtrières introduisent dans leurs crimes, et notamment par le goût de plus en plus vif qu'elles marquent pour le Browning ?
Madame Léontine Bulteau, alias Foemina

Londres, Whitehall, 8 juillet, 15 h 00

Confortablement calés dans leurs fauteuils club de vieux cuir sombre et tirant avec volupté sur d'énormes havanes, les deux hommes se gratifièrent d'un sourire un peu crispé :

— Cette fois, mon cher, il est à craindre que cela ne se passe pas comme il y a deux ans. Nous nous comprenons à demi-mot, n'est-ce pas ?

Sir Ernest Cassel hocha la tête avec componction. Il n'avait guère besoin, en effet, que le Premier Lord de l'Amirauté Winston Churchill lui fasse une explication de texte. L'heure n'était plus à la légèreté.

C'était la crise cette fois, la vraie, avec l'impression étrange d'un compte à rebours en train de se déclencher. Les enjeux n'étaient plus les mêmes qu'en 1912, au lendemain de la seconde crise marocaine. Le contexte non plus. Seuls demeuraient les mêmes acteurs de part et d'autre.

Churchill reprit :

— Croyez-vous vraiment que vous retrouverez votre ami, je devrais d'ailleurs dire « notre » ami, dans les mêmes dispositions d'esprit ?

— Oh ! Vous savez, lui très certainement. Je n'ai pas le moindre doute à ce sujet. Quant au Kaiser et à son entourage, c'est une autre affaire…

L'ami en question s'appelait Albert Ballin. Cassel l'avait rencontré pour la première fois à l'été 1908 et il s'était entendu d'instinct avec l'armateur allemand. Les deux hommes parlaient le même langage et leur vision respective des choses était assez proche. Juif allemand tout comme Ballin, Ernest Cassel avait pourtant suivi un itinéraire différent. Ce natif de Cologne avait émigré très jeune en Angleterre où il s'était vite imposé grâce à son sens aigu de la finance. Ses placements judicieux avaient fait la fortune de bien des banques, de Liverpool à Paris et jusqu'aux milieux très fermés de la City londonienne.

Sur un plan personnel, Ernest Cassel était devenu un homme riche. Il n'avait même pas trente ans que le montant de son patrimoine s'élevait déjà à quelque 150 000 livres sterling (cinquante fois plus de nos jours). C'est alors que sa route avait croisé celle du prince de Galles. Les deux hommes avaient sympathisé aussitôt. Le prince héritier avait fait de Cassel son conseiller financier et son banquier privé. Devenu roi, Édouard n'oublia pas d'élever son ami à la pairie tout en lui ménageant une fonction semi-officielle à la cour. Jusque dans ses dernières années, le souverain garderait l'habitude de venir régulièrement dans la demeure de sir Ernest pour y faire une partie de bridge.

Winston Churchill était également un proche de Cassel. À la mort de son père Randolph, en 1895, Winston avait demandé à son ami banquier de veiller à ses finances privées dont il avait une gestion plutôt fantaisiste. Cassel s'en était occupé comme il savait si bien le faire. Il avait introduit de la rigueur dans les comptes du jeune homme. Il avait investi pour lui dans des actions de chemin de fer qui devaient s'avérer superbement rentables. Il lui avait même prêté de l'argent lorsqu'il était parti en

Afrique du Sud pour couvrir la guerre des Boers comme correspondant pour le *Morning Post*. Par la suite, Cassel n'avait pas perdu de vue Winston Churchill dans sa carrière politique : député libéral de Manchester, ministre du Commerce dans le cabinet Asquith puis ministre de l'Intérieur.

En octobre 1911, Churchill avait franchi un cap décisif en devenant Premier Lord de l'Amirauté. Patron de la marine britannique, garant suprême de la sécurité de l'Angleterre !

Au grand étonnement de Cassel, Churchill le dilettante avait pris ses fonctions réellement à cœur. Aventurier passionné d'aviation, il s'était vite transformé en « véritable enragé de marine », comme le claironnait à ses lecteurs le *Pall Mall Gazette*[81]. Churchill se délectait de tout ce qui concernait l'Amirauté, des deux dauphins de pierre gardant l'entrée du bâtiment jusqu'au mobilier qui ornait son bureau et dont certaines pièces avaient été léguées par le glorieux Nelson.

Churchill connaissait les enjeux ainsi que l'ennemi de l'Angleterre. Sa hantise était ce qu'un document de l'Amirauté qualifiait de péril le plus vraisemblable guettant le pays : « l'interruption de notre commerce et l'anéantissement de notre marine marchande ». En ce temps, l'Angleterre importait encore les deux tiers de son alimentation et les quatre cinquièmes de son blé. Les échanges maritimes restaient plus que jamais vitaux pour les îles Britanniques. L'ennemi ? Là encore, Churchill ne s'était guère trompé de cible en ordonnant à sa flotte de se tenir « prête pour la guerre dans l'éventualité d'une attaque allemande ». Peu après, il se dirait publiquement heureux « qu'il y ait une mer entre cette armée (l'armée allemande) et l'Angleterre ».

Churchill, au demeurant, ne faisait que reprendre une idée largement partagée en Angleterre. Dès septembre 1902, le *Daily Mail* s'était ouvertement interrogé dans un éditorial : « Qui la flotte allemande menace-t-elle ? » La réponse était parvenue peu après sous la forme d'un roman d'espionnage d'Erskine Childers, *The Riddle of the Sands*. Devenu rapidement un best-seller, l'ouvrage décrivait comment le Reich préparait en grand secret l'invasion de l'Angleterre à partir des îles Frisonnes. Le retentissement de cet ouvrage de fiction avait d'ailleurs entraîné à l'époque une réorganisation des défenses de la côte est de l'Angleterre.

Le Premier Lord de l'Amirauté se situait en outre dans la lignée de ses prédécesseurs. Comme eux, il en tenait pour le « *two-power naval standard* », une expression savante désignant une idée assez simple : la flotte anglaise, première au monde, devait être aussi importante que la somme des forces des deux autres plus grandes puissances navales, quelles qu'elles fussent.

Cela n'empêchait pas Churchill d'entreprendre à la hussarde des changements qui bousculaient cette vénérable institution qu'était la Royal Navy. Dès son arrivée à l'Amirauté, il avait poussé vers la sortie sans trop d'égards le vénérable amiral Arthur Wilson, un homme deux fois plus âgé que lui. Il mit sur pied un état-major de guerre qu'il songeait confier à l'amiral Fisher dont il comptait faire en même temps un Premier Lord naval. Sir John Arbuthnot Fisher était une légende. « Le plus grand marin depuis Nelson », prétendaient les admirateurs de celui qui se présentait lui-même comme « impitoyable, implacable et inflexible ».

Bien sûr, Fisher avait aussi ses détracteurs et ils étaient influents. Churchill dut en rabattre et nommer à sa place un amiral assez terne, Francis Bridgeman. Il désignerait néanmoins pour le seconder le prince Louis de Battenberg. Le choix était judicieux. Battenberg – dont les descendants transformeraient le patronyme en Mountbatten – était membre de la famille royale. D'origine germanique, l'homme était jalousé, dans la Kriegsmarine aussi bien que dans la Royal Navy. Au cours de manœuvres à Kiel, un officier de Tirpitz avait eu l'impudence de lui reprocher de servir l'Empire britannique. L'officier en question dut se souvenir longtemps de la réplique princière :

— Monsieur, lorsque je me suis engagé dans la Royal Navy en 1868, l'empereur d'Allemagne n'existait pas[82]…

Churchill parvint à « pacifier » l'Amirauté. Il le fit à sa manière, vite et fort. Trop parfois, au goût

de certains. Un jour, à l'issue d'une conférence de stratégie, un des amiraux présents eut le malheur de s'emporter et de reprocher au Premier Lord de déroger aux traditions de la marine britannique. Churchill avait répliqué froidement, sur ce ton rogue qui lui était familier :

— Les traditions ? Je vais vous dire, moi, en quoi elles consistent : rhum, sodomie, fouet[83]…

Loin d'être germanophobe, Churchill avait tout de même du mal à comprendre la mentalité germanique. Pourquoi les Allemands s'obstinaient-ils à vouloir rivaliser avec les Anglais sur les mers ? Depuis une dizaine d'années, ils construisaient des cuirassés à un rythme effréné. À raison de deux puis de trois unités par an. À cette cadence-là, la flotte de guerre allemande dépasserait la flotte britannique au plus tard vers 1920. Et ceci était juste inacceptable pour les sujets de Sa Majesté dont lord Salisbury avait si finement résumé la mentalité : « La force de l'Angleterre ne dépend pas de ses liens avec d'autres puissances. Elle réside dans ses falaises de craie et dans sa flotte[84]. »

Le véritable instigateur de cette course aux armements était le grand amiral Alfred von Tirpitz. Dans le passé, il avait été l'instigateur de plusieurs lois navales très agressives que le Reichstag avait votées comme un seul homme. La dernière remontait à 1912. Plus grave encore, il avait relevé le défi des *dreadnoughts*, ces cuirassés de nouvelle génération qui étaient considérés comme des armes de guerre redoutables. L'Allemagne construisait désormais quatre bâtiments de ce type par an !

Le langage des diplomates de la Wilhelmstrasse pouvait bien se faire mesuré. Les actes des militaires allemands parlaient d'eux-mêmes. Churchill ne cessait de tirer la sonnette d'alarme auprès du cabinet Asquith. En février 1912, il ne s'était pas opposé à ce que le secrétaire à la Guerre, lord Haldane, effectue une mission exploratoire à Berlin. Mais, alors que son collègue était encore en pleine discussion avec le Kaiser, Churchill n'avait pu s'empêcher de s'exclamer lors d'un discours à Glasgow : « La marine est une nécessité pour l'Angleterre et, à certains égards, un luxe pour l'Allemagne[85]. »

Cette déclaration avait provoqué un véritable tollé à Berlin. Bethmann-Hollweg le traita d'« incorrigible emballé[86] ». De son côté, il est vrai, le *Saturday Review* renvoyait largement la politesse aux Allemands en décrivant le Kaiser comme un « despote du type sous-officier rengagé[87] »…

Il semblait étrange à Churchill que personne, à Berlin, ne fût capable de comprendre que les Anglais étaient aussi chatouilleux sur la question navale que les Français l'étaient sur celle de l'Alsace-Lorraine. À donner décidément raison à George Bernard Shaw pour qui le peuple allemand avait horreur du bon sens…

À plusieurs reprises dans le passé, Churchill avait lancé la proposition de « vacances navales ». Cela signifiait une pause dans la course aux armements destinée à atténuer la méfiance réciproque. À chaque fois – la dernière datait d'octobre 1913 – il avait été fraîchement accueilli. En juin 1914, il avait accepté de bonne grâce qu'une escadre de la Royal Navy se rende à la Semaine de Kiel. Lui-même s'y serait rendu volontiers mais l'amiral Tirpitz en personne avait opposé son veto, refusant de « s'asseoir à la même table que cet aventurier[88]… ».

Churchill était tout sauf un naïf. Il avait pris la mesure de la détermination allemande ainsi que de la nécessité d'une riposte appropriée. Aussi s'employait-il à convaincre son propre gouvernement d'augmenter le budget de la marine. Ce n'était pas une mince affaire.

Pour l'exercice 1914, il avait proposé le budget naval le plus exorbitant qu'ait jamais connu l'Angleterre : près de 51 millions de livres ! Lord Morley avait failli hausser le ton, ce qui était chez lui la marque d'une irritation extrême. Chancelier de l'Échiquier et détenteur à ce titre du cordon des finances, Lloyd George n'approuvait pas davantage le budget de la marine. Le gouvernement de coalition restait dans l'ensemble perplexe. On avait un peu discutaillé pour la forme, puis le Premier ministre Asquith avait accepté un compromis. Il dirait par la suite que sa propre fille, Violet, l'avait

poussé à « accorder ses *dreadnoughts* à ce charmant M. Churchill[89]… ».

Churchill, lui, raconterait l'histoire un peu différemment : « Je réclamais six nouveaux cuirassés, le chancelier de l'Échiquier pouvait m'en accorder quatre. Nous avons transigé à huit[90] ! »

Ce 8 juillet, en fumant son troisième Corona de la journée aux côtés de son ami Ernest Cassel, Winston Churchill savait que l'un des derniers actes était peut-être en train de se jouer. Des tentatives d'apaisement, il n'y en aurait plus tellement, désormais.

*

À deux pas de Whitehall, à l'ambassade de France située à Albert Gate, le maître des lieux partageait l'inquiétude de certains de ses hôtes anglais. L'ambassadeur Paul Cambon passait à juste raison pour un des ténors de la diplomatie française. Avec son frère cadet Jules, ambassadeur à Berlin, ils formaient une paire incomparable dont la renommée avait, depuis longtemps, dépassé les cercles feutrés du Quai d'Orsay.

Paul était tenu pour le plus doué des deux frères. Il était en poste à Londres depuis déjà seize ans, un record ! Aucun ministre sensé n'aurait osé remplacer cet homme profondément original. Qui l'eût cru ? Il avait d'abord suivi la voie préfectorale avant d'embrasser la carrière. Il avait trente-neuf ans à l'époque. Cambon avait fait ses premières armes diplomatiques comme Résident général en Tunisie. C'était au lendemain du traité du Bardo qui faisait de la Tunisie un protectorat français au nez et à la barbe de l'Italie. En quatre ans, il eut tôt fait d'établir l'autorité de la France. On le nomma par la suite à Madrid, avec un égal bonheur. Puis à Constantinople.

C'est cependant à Londres que Paul Cambon donna la mesure de son talent. Il fut un des grands artisans de l'Entente cordiale, le plus brillant succès qu'ait enregistré la diplomatie française depuis des lustres. Le ministre Edward Grey le tenait en haute estime ainsi que son adjoint au Foreign Office, Arthur Nicolson.

Forte personnalité, Cambon avait aussi son franc-parler quand il le fallait. Il ne cachait guère son incrédulité pour certains choix du Département, en matière de gestion des personnels notamment. Qu'avait-on eu besoin de l'affubler de ce jeune attaché frais émoulu alors qu'il avait tant besoin de diplomates d'expérience sachant garder la tête froide ?

L'intéressé se tenait d'ailleurs droit devant son bureau, respectueux mais peu impressionné à vrai dire, une légèreté affectée lui tenant lieu de contenance. Il s'appelait Paul Morand, avait à peine vingt-trois ans et était sorti major du prestigieux concours des Affaires étrangères. Cambon n'aurait pu deviner que, tout comme pour lui dans le passé, la diplomatie n'avait pas été le premier choix du jeune homme.

Morand avait rêvé du Borda, l'École navale dans le langage des initiés. Il fallait cependant être fort en maths. Hélas pour lui, ses aptitudes en ce domaine étaient plus qu'approximatives. À la question : « Qu'est-ce qu'un cercle ? » il avait un jour répondu benoîtement : « Un rond[91]. » Certes, le jeune Blaise Pascal appelait « barre » la ligne droite. Mais la comparaison s'arrêtait là. Pascal, après tout, avait presque inventé à lui seul la géométrie…

Morand s'en était retourné sans regret vers ses affinités littéraires et son dandysme. Peu de temps après, on lui avait présenté un jeune écrivain talentueux du nom de Jean Giraudoux qui, assez curieusement, se destinait à la diplomatie. Il avait également fait la connaissance d'un autre poète en herbe, Alexis Léger[92]. Lui aussi envisageait la carrière. Dans son cas, Morand n'en avait guère été étonné : « Quand il parlait aux gens, il avait toujours l'air de parler à des esclaves[93]… »

Devenu diplomate à son tour, Morand avait été affecté au service du Protocole. Pour un salaire de cent vingt francs par mois, il y avait appris à exécuter correctement les pleins et les déliés et à user à bon escient des formules de politesse. Bien sûr, il y eut quelques ratés de jeunesse. Présenté à Alfred

Dumaine, alors ministre de France à Munich, il n'avait pas trouvé mieux que renverser son café sur le pantalon blanc de l'éminent diplomate.

À Londres où il fut ensuite nommé, Paul Cambon l'avait aussitôt invité à déjeuner. L'ambassadeur n'avait pas été déçu : le jeune attaché s'était présenté en complet marron et bottines jaunes !

La suite avait été à l'avenant. Plus d'une fois, Cambon fut surpris en train de loucher sur les rideaux orange et noir que son collaborateur avait fait suspendre aux fenêtres de son bureau. Horrifié, l'ambassadeur levait les yeux au ciel :

— Une idée de mon attaché cubiste[94]…

Le jeune Morand se rêvait vénitien. À défaut, il se faisait une raison en arpentant les rues de Little Venice, ce quartier londonien peuplé de platanes centenaires, au nord de la gare de Paddington. Comme il y avait si bien réussi à Paris, il se mit en quête de frayer avec le grand monde. Des comtes, des duchesses, des excellences. Le Claridge's lui devint familier. Il le reconnaîtrait sans fard : « En un mot, je fus snob. C'est un tribut à payer : mieux vaut le payer au début qu'à la fin de sa vie[95]… »

Toujours aussi féru de littérature, le jeune Morand avait également dévoré le premier roman d'un auteur inconnu, Marcel Proust. Le titre : *Du côté de chez Swann*. Il assurait que rien de tel n'avait été écrit depuis *L'Éducation sentimentale* de Flaubert.

Un original, vraiment, ce jeune attaché d'ambassade. Ce jour-là, 8 juillet, il avait une requête à adresser à son patron : la permission d'effectuer un voyage d'études en Irlande. Cambon avait failli en laisser tomber son monocle de stupéfaction :

— Un voyage d'études ? Je vois. Vous appartenez sans doute à la nouvelle génération d'attachés, celle qui entend signer les traités[96]…

Belgrade, 11 juillet, 11 h 15

Le ministre de Russie à Belgrade Nicolas Genrikhovitch von Hartwig rendait visite à son collègue autrichien, le baron Vladimir von Giesl. Les deux hommes se détestaient autant qu'il était possible. Protégé d'Iswolsky, Hartwig était regardé comme un extrémiste. Giesl, lui, passait pour un agité et un impulsif. Lors de sa nomination en Serbie, le baron von Eckardt, ministre d'Allemagne en poste dans ce pays, n'avait pu réprimer sa stupéfaction :

— Giesl à Belgrade ! C'est comme si on envoyait dans une poudrière quelqu'un qui ne cesse pas de fumer des cigarettes[97] !

Mais la diplomatie faisait loi. Entre excellences, Hartwig et Giesl ne pouvaient éviter de se saluer et de s'en tenir à une courtoisie de bon aloi. Ce matin-là, les deux ambassadeurs venaient juste d'échanger une poignée de main. L'instant d'après, Hartwig s'écroulait au sol, foudroyé par une attaque cardiaque. On prêterait à Giesl un commentaire de circonstance :

— Extrêmement déplaisant ! Juste chez nous ! Que ne va-t-on imaginer[98]…

La nouvelle se propagea telle une traînée de poudre dans tout Belgrade. Le gouvernement serbe fit mettre sur-le-champ les drapeaux en berne et décréta un deuil national. Il demanderait comme une faveur à Saint-Pétersbourg qu'Hartwig puisse être inhumé en terre serbe.

Giesl, lui, ne pouvait se douter qu'après l'archiduc, Hartwig était en un sens la toute première victime du cataclysme à venir.

Berlin, 12 juillet, 9 h 00

— Tenez, lisez donc cet article de Theodor Wolff dans le *Berliner Tageblatt*. Étrange, n'est-ce pas ?

D'une sérénité toute professionnelle, le secrétaire aux Affaires étrangères de l'Empire Gottlieb von Jagow tendait à Albert Ballin le journal en question.

Jagow était un de ces réalistes qui s'attachaient, presque par réflexe, à ne voir que le mauvais côté des choses. Pour un homme d'État, cela pouvait être une qualité. Lorsqu'à son retour de lune de miel on lui avait appris que le Kaiser avait accordé un blanc-seing aux Autrichiens, il avait tout de suite senti le danger. Il n'avait pas jugé bon d'épiloguer. Juste un commentaire laconique à son ami, l'industriel Krupp von Bohlen :

— Jamais je n'aurais procédé ainsi. Mais ce qui est fait est fait. Désormais, il ne sera plus possible de manœuvrer contre Vienne**[99]**.

Le Kaiser parti en croisière, Bethmann-Hollweg en congé à la campagne, Jagow était seul en charge à Berlin. Il fit appel à Albert Ballin avec qui il entretenait des relations cordiales. Le patron de la Hapag se trouvait encore en cure à Bad Kissingen. Dès le surlendemain, il était dans le bureau de Jagow, à la Wilhelmstrasse.

— Que faut-il en déduire, monsieur le secrétaire d'État ?

Albert Ballin avait du mal à saisir exactement où son interlocuteur voulait en venir. Dans sa lettre l'appelant à Berlin, Jagow s'était contenté de lui indiquer qu'il s'agissait d'une affaire urgente. Il venait d'achever la lecture de cet article un peu ennuyeux du quotidien berlinois dans lequel il était écrit que les Anglais auraient passé un accord naval avec les Russes. Tout ceci restait très vague, très journalistique.

— … eh bien, cher ami, il faudrait que vous repreniez contact avec Londres. Vous y avez des amis. Vous connaissez des gens comme Haldane ou Churchill. Allez donc humer le vent là-bas.

— Seulement cela ? Mais le prince Lichnowsky, qui est sur place, le fait déjà très bien.

— Oh, Lichnowsky… Intelligent et capable mais un peu trop anglophile à mon goût. Surtout, il se trompe sur l'attitude anglaise à notre égard. Glanez ce que vous pourrez. Votre opinion, vous le savez, m'est toujours précieuse.

Ah, ces Allemands qui étaient fascinés par l'Angleterre ! Jagow n'avait pas oublié ce rapport diplomatique de décembre 1912 dans lequel Lichnowsky avait clairement écrit que, dans le cas où l'Allemagne attaquerait la France, l'Angleterre soutiendrait « inconditionnellement » la France pour des raisons d'équilibre européen. Irrité, le Kaiser n'avait accordé aucun crédit à ce rapport. La Wilhelmstrasse, pas davantage.

Lichnowsky n'était guère unique dans son genre. Dans le passé, cette engeance des anglophiles horripilait déjà Bismarck qui n'avait pas de mots assez durs contre « ce stupide engouement des Allemands pour les lords et les guinées**[100]** ». Même le chancelier de fer n'avait rien pu contre l'effet d'imitation. L'Allemagne, à présent, voulait des colonies en Afrique et ailleurs. Elle ambitionnait de rayonner sur toutes les mers du monde. Tout comme l'Angleterre.

Le prédécesseur de Jagow, Alfred von Kiderlen-Waechter, avait envisagé sérieusement de se rapprocher de Londres. Le Kaiser avait fait capoter les manœuvres diplomatiques, estimant que les affaires de ce genre devaient s'arranger au sein du « club dynastique », sans que de vulgaires politiciens aient à s'en mêler.

Les Anglais, de leur côté, n'étaient pas restés tout à fait insensibles à un si touchant mimétisme. Eux aussi avaient parfois la tentation de se rapprocher du voisin germanique. À la fin des années 1880, le secrétaire aux Colonies Joseph Chamberlain avait été dans cette perspective de rapprochement :

— *Sine Germania, nulla salus* (sans l'Allemagne, point de salut) !

Le Premier ministre lord Salisbury avait paru plus nuancé. Peut-être aurait-il bien voulu mais il avait surtout craint de se faire renverser par les libéraux qui ne le lui auraient pas pardonné. La mort

dans l'âme, il avait dû renoncer :

— Aujourd'hui la démocratie gouverne, non l'aristocratie[101]…

Tout ceci était bien loin, à présent. En sortant du bureau de Jagow, Ballin eut le sentiment désagréable qu'on se servait un peu de lui. Abuserait-on de ses relations d'amitié avec les Britanniques ? Il restait cependant un homme de fidélité et de devoir. Dès le lendemain aux aurores, il s'embarqua pour Londres.

La première visite de Ballin fut pour Ernest Cassel. Une vieille habitude. Combien de missions de rapprochement et de conciliation anglo-allemandes les deux hommes avaient-ils menées en bonne intelligence depuis six ans ? Avec succès, d'ailleurs. En 1911, lors de la nouvelle crise marocaine entre la France et l'Allemagne, ils avaient travaillé à tempérer l'irritation des Anglais. Cette fois-là, les Allemands n'avaient pas hésité à envoyer la canonnière *Panther*, dans la baie d'Agadir, à seule fin d'intimider les Français. Les Anglais avaient été choqués par la brutalité du procédé.

L'affaire marocaine avait été un avertissement pour toute l'Europe. La preuve était faite que des motifs assez insignifiants pouvaient conduire à la catastrophe. À l'époque, les diplomates étaient parvenus à surmonter l'atmosphère de méfiance générale. Le pourraient-ils de nouveau aujourd'hui ?

Ballin eut d'autres entretiens avec lord Haldane, avec Edward Grey et avec Churchill bien sûr. À la City, il rencontra des banquiers et des capitaines d'industrie, la plupart germanophiles convaincus. Ceux-ci lui rappelèrent que l'Allemagne était de plus en plus dépendante du marché mondial et n'avait nullement intérêt à la guerre.

Les milieux d'affaires restaient coûte que coûte favorables à la paix et à la stabilité. Dans le passé, Bismarck s'en était gaussé. Plus tard, l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres, Wolf-Metternich, n'hésiterait pas à écrire au prince von Bülow que « la haute finance tremble de peur dès qu'il y a des complications politiques[102] ». Le monde du business ne voulait à aucun prix de la guerre, dans les Balkans, au Maroc ou ailleurs. N'exagérait-on pas d'ailleurs l'ampleur de la crise actuelle ? Bible des banquiers et des industriels, le *Financial Times* n'y consacrait que de brefs entrefilets en pages intérieures. On se disait qu'il devait tout de même y avoir une raison à cela.

C'est en homme tourmenté qu'Albert Ballin prit le chemin du retour. Des précisions sur l'accord naval anglo-russe, il n'en avait guère dans sa besace. Il avait seulement appris que Grey s'était plaint au comte Beckendorff, l'ambassadeur de Russie, à ce sujet. L'Anglais ne savait pas encore que ce dernier n'était en rien responsable des rumeurs. Il y avait eu des fuites à Chesham Palace, l'ambassade russe, et le responsable n'était autre que le deuxième secrétaire Basil von Siebert, un Balte à la solde de l'Allemagne.

Tout ceci était au fond assez secondaire. Ballin avait surtout retiré une certitude de son voyage : s'ils ne souhaitaient pas la guerre, les Anglais n'étaient pas non plus disposés à avaler des couleuvres ou à céder à l'intimidation. Même si la fiabilité de ses rapports était contestée à Berlin, Lichnowsky ne se trompait pas.

Peu après, Ballin consigna ses réflexions par écrit, ce qui ne lui arrivait que très rarement : « Mon cerveau un peu fatigué ne parvient pas à apercevoir la justesse de la conception allemande. Mais il est vrai que je ne vois les choses que de mon point de vue de commerçant[103]… »

Vienne, 13 juillet, 11 h 00

L'acharnement au travail des deux diplomates autrichiens était louable en cette période estivale. La mission qui avait été assignée au baron Alexander von Musulin et au Dr Friedrich Wiesner n'était pas des plus simples. Ils étaient chargés de rédiger la note officielle de l'Autriche à la Serbie, en réponse à

l'assassinat de l'archiduc. L'exercice ne ressemblait en rien aux télégrammes, dépêches et autres mémorandums qui faisaient le quotidien de l'activité diplomatique habituelle.

Lorsque le ministre Berchtold les avait reçus, une semaine plus tôt, dans son cabinet de travail décoré dans un style pompier rouge et or, il n'avait pas pris de gants :

— Ce n'est pas une note diplomatique classique dont il s'agit. C'est un ultimatum. Soyez aussi durs qu'il est possible de l'être…

Les deux hommes étaient restés songeurs. Montant du Volksgarten, un doux parfum de tilleul rendait l'atmosphère encore plus irréelle. Argumenter avec Berchtold était peine perdue, ils le savaient. Wiesner avait néanmoins pris son courage à deux mains :

— Il y a une difficulté, monsieur le ministre. La sévérité de cette note doit répondre à la certitude d'une implication de la Serbie dans l'assassinat. Jusqu'ici, il ne s'agit en droit que d'une affaire bosniaque donc autrichienne…

Berchtold s'était emporté :

— Une affaire autrichienne ! C'est absurde, vous le savez bien !

Puis il s'était presque aussitôt ravisé :

— D'accord, Wiesner, d'accord. Dans ces conditions, je vous ordonne d'aller enquêter sur place en Bosnie. Partez sans tarder. Et découvrez le plus de choses possible !

Ce serait bien le diable si l'on ne parvenait pas à faire remonter la piste jusqu'à Belgrade. Il y avait forcément un ministre serbe, sinon plusieurs, à avoir trempé dans l'affaire. Il était impossible qu'il en fût autrement. On verrait alors ce qu'on verrait !

Dès le lendemain, Wiesner s'était rendu à Sarajevo. Il avait cherché, il avait fouillé, il avait interrogé sans relâche. Une semaine plus tard, il en était revenu avec un rapport minutieux. Et une conclusion désespérante : « Les éléments précédant l'attentat n'offrent aucune preuve confirmant une propagande faite par le gouvernement serbe. Que ce dernier ait eu connaissance de l'attentat ou de sa préparation et ait fourni des armes, il n'y a absolument rien pour le prouver… Il y a, au contraire, beaucoup d'éléments pour en démontrer l'impossibilité**[104]**. »

En fait de coupables, le rapport Wiesner désignait quelques fonctionnaires serbes des frontières et des douanes, un commandant de l'armée serbe ainsi qu'un employé des chemins de fer bosniaque. C'était trop maigre pour être monté en épingle et pour accuser officiellement Belgrade. Berchtold le savait mieux que quiconque.

Il décida pourtant de passer outre. Ce n'était qu'un rapport, après tout. Comme tout rapport gênant, celui-ci finirait dans un tiroir ou dans un placard. Berchtold fit soigneusement le silence sur ce document, non sans inviter ses auteurs à en faire de même. Il ne le communiquerait même pas aux autres membres du gouvernement. Il lui fallait à tout prix un coupable et que ce coupable fût la Serbie !

Paris, 14 juillet, 11 h 00

La scène valait son pesant de pittoresque. Comme tous les ambassadeurs en poste à Paris, le Russe Alexandre Petrovitch Iswolsky sacrifiait au protocole diplomatique en ce jour de fête nationale française. Quoique représentant du régime le plus autocratique d'Europe, il ne pouvait faire moins que présenter ses félicitations au président d'une république héritière de la grande révolution.

Depuis des lustres, Alexandre Petrovitch traînait une réputation de vieux renard des chancelleries européennes. Dans les salons mondains, ce sexagénaire embaumant le parfum à la violette était regardé comme un aventurier cynique. Certains voyaient en lui un être vaniteux et intrigant. D'autres le disaient corrompu sinon corrupteur. Personne ne se trompait vraiment.

Que ne s'était-on moqué en septembre 1908 lorsque Iswolsky, alors ministre des Affaires étrangères du tsar, s'était laissé gruger comme un gamin par son homologue autrichien, le comte d'Aerenthal ! À l'époque, les deux diplomates négociaient ferme pour trouver une issue à la crise bosniaque qui venait de se déclarer. Cela se passait dans le château de Buchlau, en Moravie, sous l'œil attentif du maître des lieux, le comte Berchtold, qui était alors ambassadeur d'Autriche en Russie.

Au terme de plusieurs heures de discussion serrée au coin du feu, on s'était résigné à un maquignonnage à l'ancienne. L'Autriche y avait gagné le droit de s'approprier la Bosnie-Herzégovine. En échange, la Russie s'y était vu accorder la liberté de navigation dans les détroits turcs – Bosphore et Dardanelles. La Méditerranée était désormais ouverte à l'Empire des tsars. Le vieux rêve russe de l'accès aux mers chaudes se réalisait enfin !

Iswolsky avait rapidement déchanté quand il avait compris à ses dépens que les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. L'Autrichien l'avait bel et bien berné. L'Allemagne, pas plus que l'Angleterre ou que la France, n'était favorable à l'ouverture des détroits. Le dossier avait déjà été réglé, au moment de la conférence de Berlin de 1878, et il n'était pas question d'y revenir. En attendant, la Bosnie-Herzégovine était déjà rattachée à Vienne.

Iswolsky s'était senti floué, humilié par Aerenthal. Et sa réaction viscérale avait provoqué un éclat de rire étouffé à travers toute l'Europe :

— Le sale Juif m'a roulé !

Surnommé par dérision dans les salons le « prince du Bosphore », le Russe en avait souffert dans son orgueil. L'affaire lui avait coûté son poste de ministre des Affaires étrangères. En lot de consolation, le chef du gouvernement Piotr Stolypine lui avait proposé l'ambassade de Paris. Iswolsky avait fini par accepter mais il s'était juré qu'il prendrait un jour sa revanche sur ces maudits Autrichiens.

La « revanche », c'était également l'obsession de Raymond Poincaré. Il était de ceux qui n'avaient jamais digéré le désastre de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine. « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », conseillait jadis Gambetta. C'était toujours la ligne de conduite en vigueur en France. Non seulement Poincaré y pensait tout le temps, mais on se doutait bien qu'il prenait sur lui-même pour s'empêcher d'en parler. Peut-être était-ce la raison pour laquelle une certaine intimité de pensée avait fini par se nouer entre Poincaré et Iswolsky.

L'affinité n'allait pas de soi. Paléologue assurait à qui voulait l'entendre que le président français détestait l'ambassadeur russe. On insinuait pourtant que les deux hommes se rencontraient presque quotidiennement lorsque Poincaré dirigeait le Quai d'Orsay. De fait, en 1912 Iswolsky avait organisé de main de maître le voyage de Poincaré en Russie. Aujourd'hui, il se démenait pour faire un succès de la nouvelle visite que Poincaré, devenu chef de l'État, devait rendre au tsar Nicolas II.

Décidée de longue date, cette visite était plus que jamais nécessaire. La France avait besoin du soutien et de l'alliance russes, de la même façon qu'elle devait pouvoir compter sur l'entente anglaise. L'essentiel dans cette affaire était que Paris s'affranchisse de son isolement diplomatique. Quand Poincaré quitterait l'Élysée dans cinq ans, il laisserait un pays encore plus fort et respecté. Il l'escomptait, il l'espérait.

En attendant, la Russie causait des migraines au chef de l'État. Il lui fallait encourager les préparatifs russes sur le plan militaire afin de soulager l'effort de guerre français dans l'éventualité d'une guerre. Mais, à l'inverse, il lui fallait refréner les audaces diplomatiques russes liées aux illusions du slavisme. Autant résoudre la quadrature du cercle !

Les Russes n'étaient pas plus stupides que d'autres. Ils connaissaient le dilemme des dirigeants français. Dans un passé récent, ils en avaient plutôt pris à leur aise en agissant ici ou là, sans même se préoccuper d'en informer Paris, leur allié. Plus d'une fois, Poincaré avait dû leur rappeler,

courtoisement mais fermement, l'esprit voire la lettre des accords conclus. Peine perdue ! Les Russes faisaient le plus souvent la sourde oreille, non sans dédain. Après tout, cette alliance franco-russe c'était bien Paris qui l'avait sollicitée au début des années 1890.

La situation ne laissait pas d'inquiéter le chef de l'État français. Il lui faudrait décidément jouer très serré pour éviter d'être entraîné dans un conflit à son corps défendant. Une réflexion de son prédécesseur le président Fallières, que Paléologue lui avait récemment rapportée, lui trottait dans la tête : « Si le peuple français a conscience d'être attaqué, il marchera comme un seul homme. Il ne marchera jamais pour réparer la sottise d'un de ses ministres[105]. » Cette sottise-là, il fallait à tout prix l'éviter.

Poincaré disposait cependant d'une marge de manœuvre réduite. La France avait réellement besoin de la Russie et celle-ci ne pouvait l'ignorer. D'un autre côté, il est vrai, la Russie avait besoin de l'épargne française pour moderniser son économie. Et l'argent du bas de laine français était une réalité sonnante et trébuchante, tandis que le « rouleau compresseur » militaire russe relevait davantage du mythe. Mais qui s'en souciait vraiment ?

Un siècle tout juste après le désastre napoléonien dans les plaines de la Moskova et sur les rives de la Bérézina, la Russie était devenue à la mode en France. Les Ballets russes de Diaghilev y faisaient fureur tandis que Nijinski était célébré par le Tout-Paris comme un dieu vivant. Les adolescents français se plongeaient, rougissants, dans le *Premier amour* du romancier Ivan Tourgueniev. Quant aux mélomanes qui encombraient les travées du Théâtre des Champs-Élysées à Paris, ils n'avaient d'oreille que pour les compositions symphoniques de Tchaïkovski ou de Rimski-Korsakov.

Bien sûr, il y en avait d'autres qui ne partageaient pas tout à fait cet engouement pour la Russie. Jean Jaurès et les socialistes français en faisaient partie. Pour eux, l'Empire des tsars s'identifiait au régime du *knout* et de l'oppression. Joseph Caillaux partageait ce point de vue. Il estimait d'ailleurs que la France avait plus d'affinités avec l'Allemagne qu'avec la Russie. Caillaux, cet éternel empêcheur de tourner en rond.

Plus il repensait à Caillaux et plus Poincaré le détestait. Comment imaginer que les deux hommes avaient pu être proches jadis ? Poincaré avait même été le témoin du second mariage de Caillaux, en octobre 1911. Leurs caractères étaient cependant trop dissemblables. L'un était insolemment flamboyant quand l'autre restait désespérément terne. L'un méprisait les procédures quand l'autre demeurait engoncé dans ses habits de juriste tatillon. L'un était porté vers les compromis et les manœuvres subtiles quand l'autre faisait fond sur les rapports de force. Caillaux estimait que Poincaré se contentait d'« excursionner » dans la vie publique. Poincaré, lui, s'était forgé la conviction que Caillaux était dénué du sens de l'État. Ces deux-là n'avaient aucune chance de s'entendre.

En ce 14 juillet, bien au-delà de la fièvre internationale, le président Poincaré jubilait auprès de son ami Louis Barthou. Cet ancien avocat au barreau de Pau, tenu pour un républicain modéré, était un proche du chef de l'État, presque un fidèle. Ce qui, évidemment, ne le rendait pas spécialement sympathique aux yeux de Caillaux qui dénonçait son « appétit vulgaire du pouvoir ». Clemenceau y ajoutait bien sûr son grain de sel : « Son père, le quincaillier d'Oloron Sainte-Marie, avait inventé un tire-bouchon. Ce n'était pas si bête. Mais lui, qu'a-t-il inventé[106] ? »

De mars à décembre 1913, Barthou avait été le premier chef de gouvernement du septennat de Poincaré. Ferraillant avec vigueur à la Chambre contre les parlementaires de gauche, il avait fait voter la loi des trois ans sur le service militaire. Le président de la République ne s'en était séparé qu'à contrecœur.

— Il ne pourra s'en sortir cette fois. Il lui sera impossible de revenir aux affaires.

Le « il » désignait bien évidemment Caillaux. C'était la raison de la jubilation du chef de l'État.

L'ancien ministre des Finances et président du Conseil traversait une bien mauvaise passe depuis ce funeste 16 mars 1914. Ce jour-là, sur le coup de dix-sept heures, six coups de feu avaient claqué dans

un immeuble cossu du Rond-Point des Champs-Élysées qui abritait le siège du journal *Le Figaro*. Les coups de feu provenaient du Browning dont Henriette Caillaux, l'épouse du ministre, venait juste de faire l'acquisition chez l'armurier Gastinne-Renette. Ils visaient Gaston Calmette, le directeur du célèbre quotidien, qui était décédé peu après.

Ce meurtre n'était pas le fruit du hasard. Depuis décembre 1913, *Le Figaro* multipliait les articles incendiaires à l'encontre de Joseph Caillaux. Ce n'était pas seulement sa politique qui était en cause. L'homme lui-même, traité quotidiennement de corrompu et de voleur, était devenu le centre de toutes les attaques. Sa probité était à présent en cause et, avec elle, son honneur.

La situation devenait intenable pour Caillaux qui était alors ministre des Finances. Il n'y avait pas que le célèbre quotidien parisien à s'en prendre à lui. Au même moment, Aristide Briand n'hésitait pas à qualifier son collègue du Parlement de « ploutocrate démagogue ». Les vieilles inimitiés reprenaient le dessus. Pire encore, un sentiment de panique s'emparait d'une grande partie de la classe politique qui sentait que le vent était en train de tourner. La gauche était donnée favorite des élections législatives de mai 1914. Si ce pronostic devait se confirmer, la conséquence logique en serait la formation d'un grand gouvernement de centre gauche sous la houlette de Caillaux avec le soutien du socialiste Jaurès.

Le 14 mars, deux jours avant sa mort, Gaston Calmette avait franchi un pas supplémentaire en menaçant dans son éditorial : « C'est l'instant décisif où il ne faut reculer devant aucun procédé, si pénible qu'il soit pour nos habitudes, si réprouvé qu'il soit par nos manières et nos goûts… » Quel était le procédé, quelles étaient ces entorses aux habitudes, manières et goûts dont parlait Calmette ? Ni plus ni moins l'intrusion journalistique dans la vie privée de Caillaux. C'était l'intimité du couple Caillaux qui allait être déballée sur la place publique.

Dans tout Paris et jusqu'au cœur des beaux quartiers, il se murmurait que Calmette détenait d'anciennes correspondances enflammées de Joseph Caillaux à Henriette. L'ennui était qu'à l'époque, Henriette Raynouard n'était que la maîtresse d'un Caillaux déjà marié. Les révélations promettaient d'être croustillantes. Déjà, on évoquait avec gourmandise les lettres enflammées de « Jo » à sa « Ri-ri »…

Au lendemain du meurtre, le scandale s'était amplifié. Davantage de curiosité que d'émotion véritable, d'ailleurs. Peu de gens connaissaient le nom de Gaston Calmette. La curiosité se mua bientôt en controverse passionnée avec une cible privilégiée : Joseph Caillaux. On l'accusa de lâcheté pour avoir laissé sa femme faire ce qu'il aurait dû lui-même accomplir. Une fois encore, on le traita de tous les noms. Comment cet homme fier et imbu de sa supériorité réagirait-il face à l'adversité ?

Caillaux avait dû démissionner sur-le-champ de ses fonctions de ministre. Il n'était pas pour autant tiré de ce mauvais pas. Les politiques de tous bords se délectaient du spectacle de cet homme empêtré. Les détails de l'affaire en devenaient presque secondaires. Peu importait que Calmette ne fût pas exactement le « galant homme » qu'évoquait Poincaré ou le « gentleman » que ses amis se plaisaient à décrire. Patron de presse peu préoccupé de morale, Calmette vivait notoirement aux crochets d'innombrables maîtresses. Quant à son comportement professionnel, il était plus que faisandé. L'intéressé laisserait à sa mort des dizaines de millions alors qu'il était entré sans le sou dans le journalisme.

La petite presse s'était déchaînée, multipliant les chroniques infamantes dans le but d'obtenir la condamnation de l'épouse meurtrière : bordées d'injures, pluie de libelles vengeurs, chansons ignobles colportées dans les rues de Paris. Caillaux devint un homme acculé. C'est tout juste s'il put obtenir de Briand qu'il use de son influence pour tempérer le ton des journaux. Il n'était pourtant pas naïf. Il sentait bien des manœuvres politiques de coulisses derrière la campagne incendiaire du *Figaro*. Des hommes comme Poincaré et Barthou n'y étaient pas pour rien.

En mai 1914, Caillaux avait été réélu très honorablement député dans son arrondissement de Mamers, dans la Sarthe. Il restait cependant englué dans l'affaire, plus particulièrement dans l'organisation de la défense d'Henriette en prévision de son procès. Plus question d'un grand gouvernement de gauche, du moins pour l'instant. Caillaux avait la tête ailleurs. Il se battait bec et ongles pour sauver l'honneur de sa femme et le sien propre. On examinerait la question du gouvernement à la rentrée de septembre. Il serait alors bien temps.

En cette mi-juillet 1914, la France entière attendait avec délectation le procès Caillaux, prévu pour le 20 du même mois. Comparé à ce spectacle tant espéré, que valaient l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche et la crise qui s'était ensuivie ? Pas grand-chose en vérité. Incorrigibles Français qui, contrairement à bien d'autres, les Allemands par exemple, préféreraient toujours les boudoirs aux champs de bataille !

Dans le climat de frénésie qui déchirait le pays en pro et anti-Caillaux, ils furent peu nombreux à remarquer qu'en la personne de l'ancien président du Conseil, c'était un des rares partisans de la conciliation et du compromis avec l'Allemagne qui se trouvait écarté du jeu politique en un moment crucial. Un des rares… avec Jean Jaurès.

Au large de Malmö, 17 juillet

Dans son uniforme de grand amiral, Guillaume II arpentait nerveusement le pont du *Hohenzollern*. Amer, il pestait contre son isolement et regrettait de s'être laissé forcer la main par son chancelier. Le Kaiser comprenait que l'Allemagne ne pouvait donner au reste de l'Europe une impression d'émotion et d'agitation. Mais devait-on pour autant le tenir à l'écart et le condamner à l'inaction ?

Avec le recul, il n'appréciait que modérément l'insistance avec laquelle Bethmann-Hollweg l'avait relégué sur ce yacht de luxe. Comme s'il avait décidé de prendre lui-même les choses en main avec Jagow. Pour qui se prenaient-ils ces deux-là ? Pour des maîtres dans l'art de la diplomatie ?

Bülow lui avait raconté qu'au moment de laisser la chancellerie à Bethmann-Hollweg, ce dernier lui avait confié naïvement qu'il n'entendait rien à la politique extérieure mais qu'avec du travail et de la bonne volonté il espérait se mettre au courant[107]. C'était en juillet 1909, il y avait tout juste cinq ans. L'aveu était touchant, à ceci près que la diplomatie n'est pas le genre de métier qu'on apprend sur le tard, à force de bonne volonté.

À destination du yacht impérial étaient câblées des dépêches qui ne faisaient qu'accroître l'irritation de Guillaume. Trop molles, trop conciliantes, ces notes de la Wilhelmstrasse… comme d'habitude ! Jagow ne valait pas mieux que ses prédécesseurs. Et dire qu'il avait, lui, une vingtaine d'années de service diplomatique derrière lui. Il n'était plus un novice. Enfin quoi, c'était l'archiduc héritier d'Autriche qui avait été assassiné, pas le ministre des Transports du Monténégro ! Les diplomates n'étaient-ils donc pas capables de saisir la différence ?

Un peu plus tard, au mess des officiers, le Kaiser se fit solennel :

— Comme le disait le grand Frédéric, je suis contre les conseils de guerre et les délibérations. C'est toujours le parti des poltrons[108].

Rires polis dans cette assistance d'uniformes galonnés et chamarrés. Guillaume prêchait des convaincus. Tous ces officiers autour de lui, arrogants et raides comme des piquets, souhaitaient la guerre. Ils avaient été programmés pour cela. L'amiral Georg von Müller comme les autres. Tous étaient des disciples de Tirpitz et des fervents d'une grande marine allemande. La guerre, ils l'attendaient avec l'impatience de ceux qui se sentent archiprêts. Mais la parole restait encore, pour un temps au moins, aux diplomates. Hélas !

Les nerfs à fleur de peau, le Kaiser se disait qu'il lui faudrait encore ronger son frein une dizaine de

jours au moins sur ce satané rafiot ! Et surveiller de près les faits et gestes du radiotélégraphiste du bord.

Vienne, 19 juillet, 10 h 00

Au Ballplatzhaus, le pensum touchait à sa fin. Au terme de quatre remaniements successifs, le texte de l'ultimatum autrichien à la Serbie était fin prêt. La toute dernière version remontait au 15 juillet. Pour une fois, le secret entourant l'élaboration du texte avait été bien gardé. On avait pris un luxe de précautions au plus haut niveau. Les réunions de rédaction s'étaient tenues en catimini à un domicile privé n'attirant pas l'attention. Pendant ce temps, Vienne multipliait les signes rassurants auprès des chancelleries européennes.

Instigateur de l'opération, le comte Berchtold était le seul ministre au courant. Les autres, le président du Conseil compris, avaient été tenus à l'écart. L'allié allemand tout autant. Berlin n'avait-il pas clamé haut et fort, dès le début, que l'Autriche seule avait la main dans cette affaire ? En vérité, la Wilhelmstrasse ne s'était pas trop agitée pour avoir la primeur de l'ultimatum. L'ambassadeur von Tschirschky avait fait une vague tentative en ce sens. Il n'avait guère insisté, n'ayant pas envie d'être désavoué une nouvelle fois par son empereur.

Il fallait à présent que le texte de l'ultimatum fût approuvé en Conseil des ministres. Ce ne serait pas trop compliqué. En une dizaine de jours, les choses avaient beaucoup évolué à Vienne. Le rapport Wiesner, s'il ne mettait pas directement en cause le gouvernement de Belgrade, établissait que l'assassinat de l'archiduc avait bel et bien été fomenté en Serbie. Loin de regretter l'attentat, la presse serbe ne cessait depuis lors de le justifier et d'en faire porter l'entière responsabilité sur l'Autriche. De son côté, la presse autrichienne ne faisait pas dans la dentelle. L'escalade verbale et la multiplication des insultes mutuelles devenaient dangereuses.

Si, à Vienne, les bellicistes n'avaient pas varié d'un iota, les modérés, eux, révisaient leurs positions à grands pas. Le comte Tisza en faisait partie. C'est à sa demande expresse que se réunissait le Conseil des ministres extraordinaire de ce 19 juillet. À son habitude, l'homme qu'on qualifiait de « cerveau le plus capable du pays » ne s'embarrassa pas de précautions en s'adressant à ses collègues :

— J'ai bien compris que cet ultimatum est une déclaration de guerre à la Serbie. Comme je vous l'ai déjà dit, je crois que cette guerre est inutile et que, de toute façon, l'Autriche-Hongrie en ressortira perdante…

Silence glacial dans la salle du Conseil. Les ministres faisaient mine de se plonger dans leurs dossiers. Tisza reprit :

— … pour ma part, je ne mène que les combats que je peux gagner. Je sais que je ne parviendrai pas à vous convaincre. Je soutiendrai donc le projet d'ultimatum. En contrepartie, je vous demande de prendre l'engagement que la guerre qui en résultera reste localisée à la Serbie.

Berchtold se rembrunit :

— Monsieur le Président du Conseil, expliquez-nous, je vous prie, comment on peut savoir à l'avance si un conflit restera localisé ou non.

— On ne peut évidemment le savoir dans l'absolu. Disons alors que l'Autriche ferait un grand pas en ce sens en prenant l'engagement de ne réaliser aucune acquisition territoriale.

Le comte Stürgkh ne dissimulait pas son irritation :

— Renoncer à priori à toute acquisition territoriale ! Mais c'est impossible !

— C'est pourtant ma condition et je resterai intraitable sur ce point[**[109]**].

Le Conseil des ministres comprit qu'il fallait lâcher du lest sans quoi Tisza ferait tout capoter. À l'unanimité fut donc prise la décision qu'« aussitôt après le déclenchement de la guerre, une

déclaration serait faite aux puissances étrangères que la monarchie ne fait aucunement une guerre de conquêtes et ne projette pas l'annexion du royaume[110] ».

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Berchtold se dit que c'était sans doute le prix à payer. Ce prix était somme toute véniel. Une fois la guerre commencée, qui se sentirait vraiment lié par une telle déclaration ? Certainement pas Conrad von Hötzendorf qui avait déjà exprimé sa façon de penser. Ni même d'ailleurs l'empereur François-Joseph qui semblait contrôler de moins en moins les choses.

Plus singulier, aux yeux de Berchtold, était le ralliement de Tisza à une action rapide contre la Serbie. Au fond, le chef de la diplomatie autrichienne connaissait assez peu le Hongrois. Il ne savait pas à quel point ce vieux politicien savait évaluer les rapports de force et en tirer parti.

Tisza avait compris que l'Autriche s'était ralliée, avec le prétexte de Sarajevo, à une politique agressive envisagée de longue date. Une politique à laquelle, précisément, François-Ferdinand s'était jusque-là opposé. À lui seul, Tisza n'était pas de taille à résister. Dans ces conditions, tant qu'à faire la guerre à la Serbie, autant agir le plus vite possible pour des raisons militaires. Autant accompagner le mouvement en arrachant la renonciation à toute annexion du territoire serbe, donc à l'inclusion d'une population slave au sein de l'Empire qui porterait préjudice aux Hongrois. Enfin, autant éviter si possible une conflagration généralisée en Europe.

À Vienne, le comte Tisza représentait l'ultime verrou contrariant les forces de la guerre. Il avait tenu ce rôle pendant treize jours exactement. À présent, ce verrou venait de sauter.

Golfe de Botnie, après-midi du 19 juillet

Majestueusement, l'étrave du cuirassé *La France* fendait les eaux sombres de la mer Baltique. Faisant claquer le drapeau tricolore à la poupe, le vent du nord ralentissait l'allure du navire présidentiel et de son escorte le *Jean Bart*. Ils restaient néanmoins dans les temps. Le lendemain, ils accosteraient comme prévu à Cronstadt où les attendrait le tsar Nicolas II à bord de son yacht, l'*Alexandria*.

Cela faisait trois jours qu'ils avaient quitté Dunkerque et la traversée n'était pas vraiment enchanteresse. L'humeur de René Viviani ne s'était guère améliorée depuis le départ. Le chef du gouvernement avait un mal de mer de chien et ne quittait pratiquement pas sa cabine. Son absence de pied marin n'était pourtant qu'une partie de ses tourments. Le véritable problème était Poincaré lui-même, sa froideur et son comportement impavide. Depuis le départ en mer, le chef de l'État passait des heures entières avec Margerie à discuter de protocole et de procédures diplomatiques. C'est à peine s'il s'apercevait de sa présence. C'était pourtant le président qui l'avait entraîné dans cette équipée !

— Vous dirigez le gouvernement de la France, mon cher. Vos fonctions vous font donc obligation de m'accompagner en Russie pour ce voyage si important.

Important ou pas, Viviani n'était pas chaud pour cette corvée de voyage officiel en Russie. Juste au moment où il prenait ses marques dans ses nouvelles fonctions de président du Conseil des ministres. Il est vrai que le portefeuille des Affaires étrangères entrait également dans ses attributions. Et ce voyage présidentiel en Russie et dans les pays scandinaves avait été préparé dans les détails depuis cinq longs mois. Mais décidément, l'homme du Sud qu'il était – il était natif de Sidi Bel-Abbès en Algérie – se sentait peu d'atomes crochus avec ce Lorrain glacial dépourvu de la moindre parcelle d'intelligence humaine. À donner raison à Clemenceau qui, dans ses bons jours envers Poincaré, ce qui n'arrivait qu'exceptionnellement, disait de lui : « Il sait tout et ne comprend rien[111]. »

Au fond, Viviani se sentait plus d'affinités avec Clemenceau – il avait fait partie de son gouvernement en 1906 – qu'avec les diplomates du Quai d'Orsay. Ceux-ci le snobaient ouvertement

pour son manque de familiarité aux subtilités diplomatiques. On le tournait en dérision derrière son dos quand il ne prononçait pas correctement le mot *Ballplatz* et disait à la place *Boliplatz* ou *Baloplatz*. Jusqu'à son langage de tribun méridional dont les chaudes intonations plébéiennes s'accommodaient mal du style feutré propre à ceux qui gèrent les grandes affaires du monde.

Au Quai, il le savait, on raillait en allusions perfides et sous-entendus convenus ses préférences politiques de gauche. Nul n'ignorait qu'il avait été très proche de Jean Jaurès. De toute évidence, cet homme était mieux fait pour le syndicalisme que pour la grande politique. Comment aurait-il pu être capable de saisir les enjeux de l'alliance franco-russe ?

Poincaré lui-même semblait parfois retourner la question dans sa tête sans y apporter de réponse claire. Par bonheur, il ne se passait rien de bouleversant en ce dimanche de juillet 1914. La météo marine était d'une quiétude estivale et la radio du bord parfaitement muette. Peut-être la nouvelle crise balkanique était-elle en train de s'apaiser ? Comme les précédentes.

Que cette crise s'apaise ou non, ce ne serait de toute façon que partie remise. Un jour ou l'autre se produirait une nouvelle crise que personne, cette fois, ne serait en mesure de maîtriser. Et ce serait la guerre. Pour Poincaré, il fallait que la France soit prête ce jour-là. Prête à faire front, prête à effacer Sedan, prête à recouvrer l'Alsace et la Lorraine, ces deux enfants pleurés depuis près d'un demi-siècle. Il était donc plus qu'impérieux de discuter encore et toujours avec un allié russe qu'on sentait parfois hésitant. Paléologue le lui avait confirmé. La négociation avec Saint-Pétersbourg s'annonçait serrée.

Le chef de l'État songea tout à coup qu'il ne lui fallait oublier sous aucun prétexte, au moment de débarquer sur le sol russe, de se parer du grand cordon azuré de Saint-André. Une décoration qu'il avait reçue deux ans plus tôt et dont le créateur n'était autre que Pierre le Grand.

Paris, 19 juillet, 19 h 30

— Mais oui, je vous l'assure. Il faut se dépêcher d'apprendre le russe. La Russie est peut-être à la veille de jouer un rôle considérable en Europe.

La scène se passait rue de la Tour, au cœur du XVI^e^ arrondissement, au domicile de Jean Jaurès. Un domicile bourgeois quoique modeste dont la pièce favorite du tribun socialiste était le cabinet de travail qu'il appelait son « grenier ». Il est vrai que d'un grenier, le bureau du député de Carmaux en avait toutes les apparences. Des étagères et une table de travail croulant sous les livres et les brochures. Des piles de documents entassés sur les fauteuils vermoulus et jonchant même le sol, dans le plus parfait désordre.

Ce capharnaüm ne dérangeait guère les visiteurs de Jaurès qui y étaient habitués. Tous des amis, du P^r^ Lucien Lévy-Bruhl au conseiller d'État Léon Blum, en passant par Jean Longuet ou encore Joseph Paul-Boncour. En cette fin d'après-midi de dimanche, le visiteur était le député SFIO Marius Moutet. Plutôt incrédule d'ailleurs. Il savait que son hôte s'était déjà lancé dans l'étude de l'espagnol et du portugais afin d'élargir son horizon intellectuel. Mais de là à se mettre à apprendre le russe !

Ce n'était point pour parler de linguistique que Moutet avait entrepris de rencontrer Jaurès ce jour-là mais pour discuter de la venue de ce dernier à Vaise, le vendredi suivant. Candidat socialiste à une élection partielle dans cette circonscription de la banlieue lyonnaise, Moutet comptait sur la présence et le soutien du chef socialiste. Ils ne purent éviter de parler également du congrès extraordinaire de la SFIO qui, au bout de cinq jours de débats enflammés, venait juste de s'achever ce dimanche. Jaurès en conservait encore les accents euphoriques.

— Rendez-vous compte, mon cher ami. Nous touchons presque au but. Les élections de mai nous

ont donné raison. La suite des événements ne nous démentira pas !

— Ah ! S'il n'y avait cette crise internationale…

— Elle passera, je vous en réponds. La classe ouvrière ne permettra jamais un affrontement. La grève générale, voilà bien notre arme. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de soutenir la motion Keir-Hardie-Vaillant au congrès.

Œuvre du travailliste indépendant britannique James Keir-Hardie et du socialiste français Édouard Vaillant, un des leaders mythiques de la Commune de Paris, cette motion préconisait l'appel à la grève en cas de conflit imminent avec un mot d'ordre explicite : « l'insurrection plutôt que la guerre ». Jaurès ajoutait néanmoins que la grève devrait être « simultanément et internationalement organisée ». Cela n'avait pas empêché un journal comme *Le Temps* d'accuser violemment le chef socialiste de soutenir « la thèse abominable qui conduirait à désarmer la nation au moment où elle est en péril**[112]** ».

Dans *L'Humanité* datée de la veille, Jaurès avait répondu avec toute la sincérité du monde : « Quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation. » Las, sa bonne foi restait pour l'essentiel inaudible. Elle l'était tout autant de l'autre côté du Rhin, chez les socialistes allemands où Karl Kautsky qualifiait l'idée de grève générale d'« héroïque folie »…

De la même façon se perdaient dans les sables les préventions de Jaurès contre la stratégie russe de la France comme son appel à la médiation et à un rapprochement avec l'Angleterre.

— Je peux vous le confier, mon cher Moutet. Je crains ce voyage de Poincaré en Russie. Il n'apportera rien de bon, ni pour la France, ni pour la paix. Poincaré a des œillères. Il ne comprend pas le jeu de cette Russie despotique dont il recherche l'alliance.

Au moment de prendre congé, Marius Moutet avait étalé sur le bureau de son hôte l'édition de l'*Écho de Paris* datée de l'avant-veille.

— Ah ! Ce fameux papier de Maurice de Waleffre. On m'en a parlé mais je ne l'ai pas encore lu. Je me demande d'ailleurs si c'est vraiment utile…

— C'est tout de même inquiétant, Jaurès. Si vous ne vous en souciez pas, vos amis, eux, commencent à s'en alarmer. Écoutez plutôt ce qui est écrit :

« Dites-moi, à la veille d'une guerre, le général qui commanderait à quatre hommes et un caporal de coller au mur le citoyen Jaurès et de lui mettre à bout portant le plomb qui lui manque dans la cervelle, pensez-vous que ce général n'aurait pas fait son plus élémentaire devoir ? Si et je l'y aiderai ! »

— Oh, vous savez mon cher ami, Waleffre n'est ni le premier ni probablement le dernier. D'ailleurs, il écrit comme un cochon. Ce qui n'est pas très flatteur pour moi.

— Maurras et Daudet ne sont pas tendres non plus avec vous. Et eux, ils savent écrire… Quant à Péguy, ses dernières paroles sont un véritable appel au meurtre.

— Ah, Péguy…

Comme par lassitude, le chef socialiste leva les bras au ciel :

— Que voulez-vous ? Depuis les haines de l'affaire Dreyfus, ce sont les aléas du débat politique. Chacun prend ses responsabilités, j'ai pris les miennes.

Il ne restait à Jean Jaurès qu'une douzaine de jours à vivre.

Albert Ballin reprit le chemin de Londres au motif d'y conclure un contrat pétrolier. Il n'en laissait rien paraître, à son habitude, mais son moral n'était pas au beau fixe. Admirablement informé comme toujours, il venait de faire ajourner le départ de Cuxhaven de plusieurs navires de la Hapag. Ce n'était pas bon signe. On l'ignorait encore mais il avait également fait ordonner à d'autres unités de sa

compagnie de rallier sans délai les ports allemands.

*

Ce jour-là se déclarèrent les premières tensions boursières. À Vienne, comme à Berlin ou à Paris, les valeurs mobilières habituellement prisées des opérateurs commencèrent à être attaquées. Les valeurs refuges se raréfièrent. Les mouvements de capitaux devinrent erratiques et incompréhensibles même aux financiers les plus aguerris. À Londres, le *Times* fit état de fortes demandes de lingots d'or.

IV
L’ombre du grand chancelier

La plus sûre façon de tromper les gens en diplomatie est encore de leur dire la vérité car ils n’y croient jamais.

Otto von Bismarck

Saint-Pétersbourg, 21 juillet, 20 h 45

Au palais d’Hiver, illuminé *a giorno* pour la circonstance, c’était l’apparat des grands jours. La cour impériale avait mis les petits plats dans les grands pour ce dîner officiel offert par le tsar Nicolas II en l’honneur du président Raymond Poincaré.

La journée avait été consacrée à la visite de la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul qui était à la fois la Bastille et le Saint-Denis des Romanov. Le clin d’œil de l’autocratie à la république. Le ministre Sazonov avait poussé encore plus loin l’espièglerie auprès de l’ambassadeur Paléologue :

— Les cosaques de la garde ont été réquisitionnés pour escorter le président. Vous verrez, ce sont des gaillards superbes, terribles. Ils sont habillés de rouge. Je crois savoir que M. Viviani ne déteste pas cette couleur**[113]**…

Viviani le socialiste, Viviani le rouge. Paléologue avait répliqué à l’allusion avec cette élégance badine qui lui était propre :

— Non, il ne la déteste pas. Mais son œil d’artiste n’en jouit vraiment que si elle est associée au blanc et au bleu**[114]**.

Poincaré n’était pourtant pas en visite d’agrément et cela se sentait. Le matin même, il avait eu un premier entretien politique approfondi avec Nicolas II à Peterhof. Le tsar semblait tourmenté par la relation avec l’Angleterre :

— Je n’ai jamais pu vraiment en parler avec mon cousin, feu le roi Édouard. Pourtant il faut que nous puissions entraîner l’Angleterre dans notre alliance. Ce serait un tel gage de paix !

— Je partage votre opinion, sire. La Triple-Entente ne saurait être trop vigoureuse. Mais le danger aujourd’hui, c’est l’Allemagne. Le Kaiser a créé dans son pays un état d’esprit détestable, ouvert à toutes les aventures.

— L’empereur Guillaume ? Je ne peux croire qu’il veuille la guerre. Si vous le connaissiez comme moi ! Si vous saviez tout ce qu’il y a de charlatanisme dans ses attitudes**[115]** !

Poincaré ne tenait pas à jouer les fâcheux obsédés par l’Allemagne. Il s’interdit de relater au tsar Nicolas la conversation qu’avait eue avec le Kaiser, en novembre de l’année précédente, le roi des Belges Albert I^{er} en visite à Potsdam. Une conversation inquiétante que le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, avait rapportée peu après à l’ambassadeur de France Jules Cambon. Le Kaiser y avait exprimé le fond de sa pensée :

— Une guerre avec la France est inévitable et prochaine. Paris a une attitude décidément irréconciliable. Quant à l’esprit de revanche du peuple français, il est de plus en plus agressif depuis qu’a été voté le service militaire de trois ans**[116]**.

Le majordome resservit du café. Tirant quelques bouffées de sa cigarette parfumée au thé, le tsar conclut :

— L’Angleterre, monsieur le Président, l’Angleterre. Il faut pouvoir compter sur elle. À moins

d'avoir perdu complètement la raison, l'Allemagne n'osera jamais attaquer la Russie, la France et l'Angleterre réunies[117].

Poincaré hocha la tête avec gravité. À l'autre bout du parc, on apercevait le long canal bordé de fontaines en marbre rose qui donnait, par une multitude de terrasses fleuries, sur une immense pièce d'eau. Ce n'était pas pour rien qu'on appelait Peterhof le « Versailles russe ».

Au dîner du palais d'Hiver, le protocole régnait en maître. Avant de passer à table, l'hôte français se fit présenter un à un les membres du corps diplomatique en commençant par le doyen, le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne. Un patronyme fort peu germanique, au demeurant. Sourire affable de Poincaré :

— On m'a tant vanté les origines françaises de votre famille, monsieur l'ambassadeur.

Le sourire s'atténua au moment de la présentation de sir George Buchanan, l'ambassadeur anglais. On avait chuchoté à Poincaré qu'il n'avait pas un amour immodéré de la France. Il abhorrait surtout Paléologue qu'il traitait en privé de véritable « calamité ».

Le sourire disparut pour de bon lorsque le président de la République se planta face à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Frigyes Szapary de Muraszombath. Un pur produit de l'aristocratie hongroise… comme feu l'archiduc François-Ferdinand aimait tant à la détester.

Absent de Saint-Pétersbourg depuis plusieurs semaines, Szapary était revenu tout spécialement pour la réception du président français. Il y avait comme de l'affrontement dans l'air. Et il n'était pas dans les habitudes de Poincaré de se dérober :

— Quelles nouvelles de Serbie, monsieur l'ambassadeur ?

Szapary resta de glace :

— L'enquête suit son cours…

— Espérons qu'elle débouchera sur du concret. Les deux dernières enquêtes que vous aviez conduites dans ce pays n'avaient pas été fameuses, m'a-t-on dit… l'affaire Friedjung et l'affaire Prochaska, n'est-ce pas ?

L'ambassadeur se raidit encore davantage. On eût dit qu'il était prêt à tirer son sabre de gentilhomme magyar de son fourreau :

— Nous ne pouvons tolérer, monsieur le Président, qu'un gouvernement étranger laisse préparer, sur son territoire, des attentats contre notre souveraineté !

— Fort bien, fort bien. Mais n'oubliez pas, je vous prie : la Serbie a des amis très chauds dans le peuple russe. Et la Russie a une alliée, la France. Que de complications à craindre si l'affaire serbe venait à s'envenimer[118]…

La passe d'armes était terminée. Le comte Szapary rédigerait vraisemblablement pour Vienne un rapport substantiel relatant l'incident. Ce ne serait pas le cas des autres ambassadeurs qui n'avaient eu droit qu'à une simple poignée de main présidentielle.

Le dîner fut insipide comme souvent, lors de réceptions officielles. Autour de la table somptueuse où scintillaient les cristaux de Bohême et l'argenterie, l'atmosphère était pesante. Poincaré fut peu loquace, à son habitude. Même son habit de gala paraissait sinistre, comparé aux uniformes de ses hôtes russes, éclatants et constellés de décorations. Vibrionnant, Viviani suscitait l'intérêt amusé de ses voisins de table.

Il en fallait bien plus pour distraire l'ambassadeur Paléologue. En professionnel consciencieux, celui-ci grappillait toutes les informations qu'il pouvait glaner. Il ne perdait pas des yeux la tsarine Alexandra Feodorovna qui était assise juste en face de lui. Elle avait apparemment la tête ailleurs et prisait fort peu ces cérémonies interminables. Au regard fixe et à la respiration haletante de cette femme encore jeune, le diplomate français présuma qu'elle était en proie à une de ces crises d'angoisse dont on prétendait qu'elle était coutumière.

L'impératrice ne parut se détendre qu'au moment des toasts, une épreuve dans laquelle le chef de

l'État français excellait. Tranchante et volontariste, l'éloquence de Poincaré fit une fois encore merveille.

Assis à la gauche de Maurice Paléologue, le comte Frederiks semblait apprécier en connaisseur :

— Voilà comment devrait parler un autocrate[119]…

À se fier à leur volubilité exubérante, c'était également l'opinion des deux grandes-duchesses monténégrines, Militza et Anastasia. Au sortir de table, elles assaillirent d'enthousiasme l'ambassadeur de France :

— Un jour historique, sacré même ! Savez-vous que demain, à la revue, les musiques ne joueront que la *Marche lorraine* et *Sambre-et-Meuse*[120] ?

Paléologue aurait pu volontiers en convenir si les incorrigibles Monténégrines lui avaient laissé une chance de placer un mot. Mais déjà Anastasia poursuivait sur le ton de la confidence :

— Mon père m'a envoyé un télégramme hier, codé bien sûr. Il me dit que nous aurons bientôt la guerre. Vous y croyez ? En tout cas, il ne restera plus rien de l'Autriche… Vous reprendrez l'Alsace et la Lorraine… Nos armées se rejoindront à Berlin[121] !

La grande-duchesse baissa les yeux comme si elle prenait soudain conscience d'être prise en faute :

— Mais il faut que je me modère, n'est-ce pas, car l'empereur me regarde. Il n'aime pas m'entendre parler ainsi[122]…

Poincaré, lui, ne desserra plus les dents de la soirée. Sur le chemin du retour, il glissa à son ami Paléologue :

— J'ai une mauvaise impression de mon échange avec Szapary.

— Il n'est en poste à Saint-Pétersbourg que depuis huit mois et il passe déjà pour un arrogant de la pire espèce.

— Non, ce n'est pas son comportement qui m'inquiète. Il avait sûrement la consigne de se taire. L'Autriche ne serait-elle pas en train de nous réserver une surprise[123] ?

Belgrade, 23 juillet, 18 h 00

Le baron Giesl pensait que c'était son jour de gloire et il n'avait pas tort. Depuis la veille où il avait reçu de Vienne, par porteur spécial, le texte de l'ultimatum autrichien, il avait conscience de détenir de la dynamite. Et celle-ci ne demandait qu'à exploser.

Ce très long texte qui émanait du Ballplatz, il l'avait épluché deux fois, trois fois, dix fois. Avec cette même impression d'effarement à chacune des lectures. Giesl ne pouvait savoir qu'à Vienne, l'empereur François-Joseph lui-même avait éprouvé un semblable sentiment. Au vu de l'ultimatum, le vieux souverain avait confié à Leo von Bilinski :

— La Russie ne pourra jamais accepter cela. Il ne faut pas se faire des illusions, cela va donner une grande guerre[124] !

Des illusions, personne ne pouvait raisonnablement en nourrir au vu de cette note prétendument diplomatique que le jeune et bouillant baron Giesl avait reçu pour mission de délivrer. Il s'agissait d'une déclinaison de conditions d'une sévérité surprenante. Le ton en était dur, intransigeant, parfois même insultant. Comme si Vienne n'avait voulu laisser aucune chance, aucune porte de sortie honorable à Belgrade. Comme si l'on cherchait à toute force un prétexte pour déclencher les hostilités.

L'ultimatum était unique en son genre. Ce que l'Autriche-Hongrie exigeait instamment de la Serbie ? Pour commencer, une déclaration solennelle du roi Pierre I^{er} dénonçant l'agitation panserbe. Une déclaration destinée à être publiée aussitôt dans le quotidien *Staatsanzeiger* afin que l'humiliation prenne une tournure publique. Il s'ensuivait dix revendications d'une sécheresse menaçante comprenant notamment l'engagement serbe de ne plus soutenir d'aucune façon les menées

terroristes en Bosnie, la mise sur pied d'une enquête sur les responsabilités de l'assassinat de Sarajevo ou encore le renvoi de tous les officiers et fonctionnaires compromis dont Vienne détenait la liste.

La dixième des dix conditions de l'ultimatum était la plus stupéfiante. Elle portait la marque personnelle du comte Forgach qui l'avait rajoutée au crayon en toute dernière minute. Elle comportait l'exigence que des fonctionnaires austro-hongrois participent à l'enquête, en Serbie même ! C'était la souveraineté même de la Serbie en tant qu'État qui était ainsi bafouée. Belgrade ne disposait que d'un délai de quarante-huit heures pour satisfaire à toutes ces conditions.

De l'aveu de la plupart des diplomates européens lorsqu'ils en prirent connaissance, y compris les plus chevronnés, il s'agissait là du document diplomatique le plus dur de contenu et le plus humiliant d'expression qu'un gouvernement indépendant ait jamais adressé à un autre.

L'ambassade d'Allemagne à Vienne n'avait eu communication que tardivement de la note autrichienne. On ne la lui avait transmise que l'avant-veille, 21 juillet. Personne à l'ambassade n'avait cru devoir réagir à ce document explosif. On avait même pris tout son temps pour en informer Berlin. En fait, Jagow n'en prit connaissance que dans l'après-midi du 22 juillet lorsque le comte Szögyény vint en personne le lui remettre.

Jagow fut, lui aussi, sidéré par la teneur de la note autrichienne :

— C'est tout de même un peu fort, ne trouvez-vous pas ?

— Que voulez-vous, Excellence, il n'y a plus rien à faire ! La note sera remise à Belgrade demain matin.

— Il est donc trop tard…

— Je le crains, Excellence**[125]**.

Le numéro de duettistes qu'improvisaient Gottlieb von Jagow et Ladislas Szögyény était médiocrement convaincant. Était-il vraiment trop tard ? Après tout, il restait encore toute la soirée et la nuit pour œuvrer dans le sens de l'apaisement. Encore aurait-il fallu qu'on le veuille réellement, à Berlin comme à Vienne. Certes, le Kaiser voguait alors quelque part au milieu de la Baltique, difficilement joignable. Mais le gouvernement allemand, lui, était bel et bien en état de marche.

D'ailleurs le chancelier Bethmann-Hollweg comme le sous-secrétaire d'État Alfred Zimmermann partageaient l'opinion de Jagow. La note autrichienne était bien trop agressive. Était-il si difficile de joindre Vienne dans les plus brefs délais et d'obtenir que l'ambassade autrichienne à Belgrade retarde sa représentation d'une journée ou deux ? Ne fût-ce que pour conserver le temps de la réflexion, le temps d'éviter qu'on ne monte inconsidérément aux extrêmes.

Une telle volonté faisait défaut à Jagow et à ses collègues du gouvernement allemand. À aucun moment, il ne leur vint à l'idée de ramener leurs alliés autrichiens à la raison. Se résignant au fait que les dés étaient jetés et que personne n'y pouvait plus rien, les responsables allemands optèrent pour la facilité. C'était aussi la voie de l'irresponsabilité.

Jagow ordonna que soit télégraphiée une circulaire aux ambassadeurs d'Allemagne en Russie, en Angleterre et en France. Cette circulaire contenait des éléments de langage sur la note autrichienne qui y était qualifiée de « juste et modérée ». Elle avait été rédigée avant même qu'on ait eu connaissance à Berlin de cette note ! Personne à la Wilhelmstrasse ne jugea opportun de suggérer qu'on en modifiât au moins certains termes.

En vérité, Vienne était parfaitement accessible par les moyens de communication habituels, en cette soirée du 22 juillet. Jagow parviendrait d'ailleurs à contacter ses collègues autrichiens : pas dans le but de les calmer mais seulement pour les informer d'une modification de dernière minute dans le programme de la visite de Poincaré en Russie. Car l'ultimatum autrichien faisait partie d'un stratagème bien huilé.

Initialement, la note autrichienne devait être délivrée en fin de matinée du 23 juillet, de telle manière que les chefs d'État français et russe – le décalage horaire aidant – ne puissent s'en entretenir directement et immédiatement. Le président français devait reprendre la mer dans l'après-midi. Pour Vienne, appuyée par Berlin, il s'agissait de prendre de court Français et Russes afin de conserver l'initiative diplomatique puis de mettre chacun devant le fait accompli.

Jagow fit télégraphier à Vienne que Poincaré ne repartirait pas dans l'après-midi du 23 juillet mais seulement en fin de soirée. Il fut donc ordonné à Giesl, à Belgrade, de ne remettre l'ultimatum autrichien aux Serbes qu'après dix-sept heures ce jour-là.

À dix-huit heures sonnantes, le baron Giesl ne crut pas devoir bouder plus longtemps son plaisir et prit le chemin de la primature, toute proche. Le maître des lieux Nikola Pasic était absent. On dirigea Giesl vers le ministre des Finances serbe qui assurait l'intérim. Avec toute l'arrogance et le mépris dont il était capable, il débita mécaniquement la courte déclaration apprise par cœur :

— … et n'oubliez pas, vous n'avez que quarante-huit heures pour apporter une réponse à l'Empire d'Autriche-Hongrie.

Visiblement interloqué, le ministre serbe balbutia un commencement d'objection :

— Quarante-huit heures ? Il sera pratiquement impossible de réunir le Conseil des ministres au complet. Nous sommes en pleine campagne électorale.

Giesl se contenta de hausser les épaules :

— On prétend que votre pays est doté du chemin de fer, du télégraphe et du téléphone. Cela ne devrait donc pas être insurmontable[126].

L'Autrichien tendit le texte de l'ultimatum mais le ministre serbe, pris soudain de panique, eut un mouvement de recul. Giesl n'en fut guère ému :

— Si vous ne voulez pas accuser réception de ce document, je le laisserai sur votre bureau. Vous en ferez ensuite ce que bon vous semblera[127].

À la suite de quoi Giesl tourna les talons et, sans un regard pour le Serbe, prit congé. Peu après, il quitterait Belgrade et demeurerait introuvable pendant près de deux jours. Telles étaient ses instructions.

Content de lui, le baron Vladimir von Giesl était un instinctif à courte vue. Le sentiment du devoir accompli et la satisfaction de sa vanité personnelle étaient ses seules lignes d'horizon. Il ne pouvait imaginer que sa prestation à la primature serbe venait de donner à la crise européenne une inflexion dramatique.

Nish, 23 juillet, 21 h 40

Le chef de gare était en plein émoi. Il lui revenait d'escorter le président du Conseil Pasic jusqu'à son wagon particulier, comme c'était l'usage. Non sans mal, il avait tout organisé en conséquence. C'était un événement pour cette obscure gare de province, éloignée de plus de deux cents kilomètres de Belgrade. Mais voilà, ses plans étaient contrariés. De la capitale, on appelait d'urgence au téléphone le chef du gouvernement serbe.

Pasic fronça les sourcils. Ses plans à lui aussi se trouvaient chamboulés et il n'appréciait pas. Il fut très sec au téléphone :

— Ne me dérangez donc pas avec ça. Je le réglerai dès mon retour.

Puis il s'engouffra dans son compartiment réservé, entouré de ses compagnons. Direction : Salonique. C'était son idée initiale :

— Un peu de repos ne nous fera pas de mal. Que diriez-vous de passer incognito deux ou trois jours

au bord de la mer[128] ?

Pasic estimait que lui et les siens méritaient un répit. La campagne électorale à travers le pays s'avérait exténuante. C'était une véritable bataille au couteau et la dynastie des Karageorgevic se trouvait directement menacée. Le roi Pierre venait juste de quitter le pouvoir, laissant le prince héritier Alexandre assurer la régence. Mais pour combien de temps ? Avec la crise en Bosnie, les extrémistes de tout poil relevaient la tête. Les fous ! Croyaient-ils vraiment pouvoir en imposer aux Autrichiens ?

L'opinion publique était versatile. Quelques mois auparavant, elle avait plébiscité Pasic pour son action au moment de la crise balkanique. Maître d'œuvre de la Ligue des Balkans, il avait habilement manœuvré l'année précédente pour que Belgrade puisse annexer les territoires de la Vieille Serbie comme le Kosovo, la Macédoine ou la Métochie. Aujourd'hui pourtant, il était pris sous le feu de violentes critiques. Les plus radicaux lui reprochaient rudement son indécision et même sa mollesse.

En vieux connaisseur de la politique, Nikola Pasic ne bronchait pas. Toute cette agitation finirait bien par s'apaiser. Ah, si seulement il n'y avait pas une nouvelle crise en Bosnie ! En route vers Salonique, il se dit qu'il aurait tout le temps d'y songer plus tard.

Le train présidentiel ne put poursuivre très loin. Cinquante kilomètres plus tard, il s'arrêta dans un village désert, quasiment en rase campagne. On tendit à Pasic un télégramme. Le prince héritier lui ordonnait de rentrer immédiatement à Belgrade. Plus question de continuer vers le sud et sa mer enchanteresse. Le chef du gouvernement se résigna à rebrousser chemin. À cinq heures du matin le lendemain, il retrouvait la capitale et ses soucis. Comment aurait-il pu se douter qu'il n'avait pas été le seul à avoir connu une soirée agitée ?

Saint-Pétersbourg, 23 juillet, 23 h 15

Le voyage officiel en Russie du président de la République française s'achevait. Perdant la maîtrise de ses nerfs, René Viviani n'avait cessé de rouspéter et de proférer des jurons. Son état avait fini par inquiéter jusqu'à ses hôtes russes. Chacun avait pu remarquer, lors d'un entretien officiel, qu'il ne répondait même pas aux questions que lui posait le tsar.

Pour Viviani, il n'y avait que de mauvais coups à prendre dans cette affaire. Ses amis politiques à la Chambre l'accusaient d'être inféodé au tsarisme. Et encore ne savaient-ils pas qu'il avait effectué la visite de la forteresse Pierre-et-Paul sous la protection d'un détachement de cosaques ! Si seulement ils avaient appris qu'au même moment, plus de quatre-vingt mille ouvriers grévistes manifestaient dans le quartier de Vyborg où avaient été dressées des barricades !

La Russie était-elle vraiment fiable sur le plan militaire ? Les parades impeccables dont on avait gratifié les invités français pouvaient bien impressionner les états-majors. Elles n'avaient pas convaincu le politicien terre à terre qu'était Viviani. Il était trop roublard pour se laisser circonvenir de la sorte. Lorsqu'on lui avait appris qu'il faudrait au bas mot vingt-cinq jours, après l'entrée en guerre, pour que l'armée russe se mette en mouvement, il avait pris un air épouvanté :

— Nom de Dieu ! Vous verrez que les Allemands seront à Saint-Quentin avant que le canon ait tonné sur les bords de la Vistule[129] !

Pour être moins abrupt de langage que son homologue français, Serguei Sazonov n'était pas non plus fâché que s'achève cette visite officielle. Trois jours et demi seulement mais trois jours et demi de trop, à ses yeux. Peut-être aurait-il trouvé quelque réconfort dans les dernières paroles en privé du président Poincaré à son ambassadeur Paléologue :

— Je compte sur vous, mon cher, pour entretenir la flamme de l'entente franco-russe et soutenir nos amis. Il nous faut engranger les dividendes de cette visite[130].

Il n'empêche. Tout comme Poincaré, Sazonov avait un mauvais pressentiment depuis l'incident Szapary de la veille. Comme il rentrait chez lui après avoir raccompagné à Cronstadt ses illustres visiteurs sous une pluie battante, il changea brusquement d'avis. Il ordonna à son chauffeur de le conduire à son bureau, au ministère des Affaires étrangères. Il était encore en habit de cérémonie, avec cordon et décorations.

Dans les couloirs du ministère, un préposé du chiffre accourut à sa rencontre et lui tendit une dépêche barrée en rouge de la mention « Urgent et hautement confidentiel ». Sazonov blêmit en parcourant cette dépêche en provenance de Belgrade.

Il était déjà minuit et demi passé à Saint-Pétersbourg.

Rome, 24 juillet

Au cœur d'un jardin en terrasses nimbé d'effluves de citronniers, de lauriers ou de lis d'eau, la villa Malta était un petit paradis terrestre. Tout y évoquait la beauté et la sérénité. Les pins, les cyprès et les orangers odorants au sombre feuillage lui composaient une protection impénétrable, à l'abri des regards. Le moindre des attraits de cette demeure d'exception n'était pas la vue somptueuse en surplomb qu'on y avait de la Ville éternelle.

Ce n'était pas pour rien que le site était chargé d'histoire. Bâtie sur l'emplacement des jardins Lucullus, la villa passait pour avoir été le théâtre des débauches de la scandaleuse Messaline. Des siècles plus tard, elle avait été acquise par l'ordre de Malte avant d'appartenir à Louis de Bavière, qui en avait fait son Sans Souci en y accueillant artistes et gens de lettres.

La villa Malta était aujourd'hui la demeure du prince Bernhard von Bülow, ancien secrétaire d'État puis chancelier du Reich allemand et époux de Maria Anna Rosalia Beccadelli, princesse de Camporeale et marquise d'Altavilla. Depuis qu'il avait pris sa retraite forcée de la vie politique allemande en juillet 1909, le prince attachait du prix à ce havre de paix. Il comptait légion d'amis et de relations à Rome où il avait occupé dans le temps les fonctions d'ambassadeur.

Ce matin-là, Bülow recevait un de ses vieux amis. Il s'appelait Paul Warneke et était journaliste au *Kladderadatsch*, un hebdomadaire berlinois connu pour son ton jovial et satirique. Bien sûr, Bülow se méfiait de la presse et de son caractère survolé sinon malveillant. Comme beaucoup de gens de pouvoir, il considérait que ceux qui savent ne parlent pas et ceux qui parlent ne savent pas.

C'était en partie la presse qui avait été à l'origine de sa disgrâce. Qui ne se souvenait de cet invraisemblable article du *Daily Telegraph* d'octobre 1908 ? Interviewé par le quotidien londonien, le Kaiser y avait expliqué que, si l'Angleterre avait fini par gagner la guerre des Boers, c'était grâce à ses conseils. L'histoire d'un amour contrarié avec l'Angleterre.

L'affaire avait fait scandale en révélant au grand public le caractère déraisonnable de Guillaume II. Elle avait fait une victime collatérale en la personne de Bülow qui avait dû, en termes voilés, désavouer l'empereur. Celui-ci n'avait guère apprécié. Il en était même arrivé à soupçonner que l'homme qu'il appelait alors son « cher Bernhard » était à l'origine du scandale. Moins d'un an plus tard, il lui donnait froidement congé.

Cette maudite presse ! Néanmoins, chaque homme de pouvoir a son « bon journaliste ». Celui du prince von Bülow s'appelait Warneke. Il est vrai que le *Kladderadatsch* avait toujours été d'une grande correction envers Bülow lorsqu'il était chancelier. D'ailleurs, il ne s'agissait que d'une simple visite de courtoisie. Le but du séjour à Rome de Warneke était un entretien avec le chef de la

diplomatie italienne, le marquis San Giuliano.

Avec Bülow, la conversation dévia aussitôt sur la grande affaire du jour : l'ultimatum autrichien à la Serbie. La plupart des journaux romains en faisaient état dans leurs colonnes.

— Ils vont tout droit à la catastrophe et ils ne s'en rendent même pas compte !

Bülow avait l'habitude de réfléchir tout haut en présence de ses interlocuteurs. Parfois, il ne détestait pas de les prendre à témoin. S'il n'avait jamais été un bateleur de tribune, ce dont il se flattait, il excellait dans la conversation et les apartés. Son charme personnel de même que la distinction de son éloquence, pimentée par une culture raffinée, finissaient presque toujours par convaincre.

— Tout de même, Excellence. Il serait incroyable que nos dirigeants n'aient pas soupesé les conséquences de leurs actions.

— C'est pourtant ainsi, mon cher. La presse est parfois trop révérencieuse. Vous sacralisez trop les hommes au pouvoir. La vérité est qu'on n'y trouve pas que des lumières.

Sous les riches frondaisons des orangers, les deux hommes demeurèrent songeurs, les yeux mi-clos.

— Le marquis San Giuliano et les Italiens sont également pessimistes mais pas autant que vous, Excellence.

— Sans doute ne connaissent-ils pas tout ce monde comme je le connais ! Ah, le concert européen…

— Les Autrichiens ?

— Oui, bien sûr. À commencer par Berchtold, ce diplomate futile, bouffi de vanité. Imagine-t-il vraiment que l'Histoire se souviendra de lui ? Il n'arrive pas à la cheville d'Aerenthal son prédécesseur.

Bülow reprit :

— … mais il n'y a pas que les Autrichiens, hélas ! Après tout, ce n'est pas Vienne qui a la maîtrise du jeu.

— Le Kaiser, n'est-ce pas ?

— Sans doute. Vous savez que j'ai pour règle de ne pas parler de Sa Majesté. Surtout depuis mon départ de Berlin, il y a tout juste cinq ans, dans les conditions que vous savez.

Bernhard von Bülow n'avait jamais oublié ce jour maudit de juillet 1909 où il avait dû quitter la Chancellerie, presque du jour au lendemain, remplacé par Theobald von Bethmann-Hollweg.

— Vous savez fort bien, Excellence, ce que pense la presse allemande et pas seulement le *Kladderadatsch*. L'empereur Guillaume n'est pas apte à diriger le pays et a toujours eu le plus grand besoin d'un mentor.

— Il n'a pas voulu de Bismarck comme guide et il a hérité de Holstein, cet intrigant dangereux. J'étais parvenu à me débarrasser de ce malfaisant. Aujourd'hui c'est presque pire avec Bethmann, cet abîme de susceptibilité et d'infatuation.

— Vous n'êtes pas charitable avec vos successeurs, Excellence…

— Comment le pourrais-je ? Ils ne comprennent rien à rien. Bismarck, encore lui, nous avait pourtant montré comment il fallait s'y prendre pour ne pas abandonner l'Autriche… mais aussi pour ne pas être entraîné par elle dans une guerre avec la Russie.

— La guerre. Si vous étiez encore au pouvoir, vous croiriez-vous capable de l'éviter ?

— Oui, je le pense vraiment Warneke. J'aurais d'abord déconseillé cette stupidité suprême de l'ultimatum autrichien à la Serbie. Avec autant d'énergie que j'aurais secoué un aiguilleur dormant à son poste au moment où deux trains vont se croiser.

Une légère brise faisait frémir les vieux lauriers et les rosiers grimpant jusqu'aux terrasses.

— Quel parfum enivrant, n'est-ce pas ? Savez-vous qu'on appelait jadis cette demeure Villa delle Rose ?

Paul Warneke n'était plus dans la rêverie :

— Quelle est donc l'erreur de nos gouvernants ?

— De négliger l'essentiel, mon cher ! La Russie d'abord. Il ne faut ni troubler l'action des Russes dans les Dardanelles ni permettre à Vienne de leur barrer la route dans les Balkans. Toute la tradition russe, plusieurs fois centenaire, obligerait le tsar à s'y opposer à tout prix. Sans compter les Anglais.

— San Giuliano soutient qu'ils resteront neutres dans cette affaire…

— *Wishful thinking !* Dieu sait que Tirpitz n'a cessé de les provoquer, ces dernières années. Il ne faut pas rêver : si nous entrons en guerre contre la Russie et contre la France, l'Angleterre ne laissera pas échapper une si belle occasion de réduire à l'impuissance son concurrent économique le plus dangereux.

Le visage de Bülow s'était rembruni. Il se ressaisit aussitôt :

— Cette matinée est trop belle pour se laisser emporter par le pessimisme. Parlons frivolités, voulez-vous ? Que pensez-vous de notre ambassadeur à Rome, ce cher von Flotow ?

L'interrogation prit de court Warneke :

— Pas grand-chose, à vrai dire.

— Il est à craindre que vous n'ayez trouvé le mot juste. Quand je pense que ce pauvre homme me voit en concurrent, moi qui ai occupé son poste il y a vingt ans…

Bülow n'était pas homme à lâcher si facilement sa proie :

— … voilà ce qui arrive quand on est gouverné par les femmes. Vous ne connaissez probablement pas son épouse Mathilde, l'ancienne veuve d'un général russe, le comte Keller. Elle est odieuse avec lui mais quel tempérament !

Le maître des lieux se rengorgea :

— Notez, cela peut arriver à des gens très bien. Mon propre secrétaire d'État Kiderlen-Waechter, par exemple. Il n'était pourtant pas le premier venu, tout autre chose que Jagow. Quelles frayeurs nous a-t-il causées pendant la crise d'Agadir avec ces lettres quotidiennes qu'il adressait à sa maîtresse en France où elle était en vacances. La police locale a dû se régaler.

Le regard du prince von Bülow se fit soudain malicieux :

— Mais vous ne répéterez pas tout cela, n'est-ce pas, mon cher ami ? Pas avant que j'aie moi-même consigné tout cela dans des *Mémoires* que je compte entreprendre prochainement.

— N'ayez crainte, Excellence. Il semblerait que nous ayons sous peu bien d'autres soucis**[131]**.

*

À Rome ce jour-là, Antonino Paterno-Castello, sixième marquis de San Giuliano, n'était pas d'humeur badine. Son état de santé, sans doute. Atteint de goutte depuis de nombreuses années, il ne quittait plus guère le palazzo della Consulta, siège du ministère des Affaires étrangères. Son expérience des relations internationales, plus probablement.

San Giuliano dirigeait de longue date la diplomatie du royaume d'Italie. Il l'avait fait une première fois entre décembre 1905 et février 1906. On l'avait rappelé en avril 1910. À l'époque, le gouvernement avait à sa tête le très francophile Luigi Luzzati. Par la suite était venu le temps de Giovanni Giolitti. Depuis mars 1914, Antonio Salandra était aux affaires. Ces changements successifs n'avaient pas affecté la marge de manœuvre de San Giuliano.

Comme la plupart de ses collègues du gouvernement, le chef de la diplomatie italienne n'avait pas été perturbé par l'assassinat de Sarajevo. L'archiducale victime traînait une réputation d'hostilité sinon de mépris à l'égard de l'Italie. De toute façon, il était autrichien et les Italiens, aujourd'hui comme hier, ne portaient guère les Autrichiens dans leur cœur.

Les différends avec Vienne étaient incessants comme celui qui portait sur la villa d'Este à Tivoli. Le gouvernement italien cherchait de longue date à l'acquérir et son propriétaire autrichien s'y refusait obstinément. Le propriétaire, un certain François-Ferdinand.

San Giuliano n'en restait pas moins un pragmatique. La Triplice, cette alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, existait depuis plus de trente ans. Elle pouvait favoriser les desseins italiens en Méditerranée, c'était un fait. Tout comme étaient une réalité, lancinante celle-là, ces provinces italiennes du Haut-Adige, de Trente et de Trieste sous la coupe de l'Autriche.

Au fond, se disait le marquis, qu'avait à gagner l'Italie à un éventuel triomphe diplomatique de l'Autriche sur la Serbie ? Rien, selon toute vraisemblance, et certainement pas une récupération éventuelle des provinces irrédentes. D'où sa préférence, depuis le début de la crise, pour une politique d'apaisement.

À quoi bon s'engager, d'ailleurs ? L'armée italienne était loin d'être prête et changeait constamment de chef d'état-major. Il est vrai que le dernier en date, le général Alberto Pollio, venait d'être terrassé par une crise cardiaque.

La veille, apprenant l'ultimatum de Vienne, San Giuliano avait joint Pasic pour le convaincre de céder sur toute la ligne :

— Acceptez, acceptez, mon cher ! Ne pensez même pas à ce que vous êtes en train d'accepter[132] !

L'essentiel était de gagner du temps, à tout prix. Couper d'abord l'herbe sous le pied des Autrichiens, en faisant mine de tout concéder, afin de les priver de toute espèce de *casus belli*. Puis les embarquer dans une conférence internationale au cours de laquelle tous les marchandages deviendraient possibles.

Ce n'était pas si mal vu, de même qu'était pertinent le conseil qu'il avait donné à son alter ego britannique, sir Edward Grey :

— Faites donc savoir que Londres interviendrait dans un conflit aux côtés de la France. Cela dissuaderait à coup sûr les Allemands[133].

Grey avait fait malheureusement l'inverse. Le plus important pour San Giuliano était de ne pas laisser le champ libre au Kaiser. Dieu sait de quelles folies il était capable ! La diplomatie allemande dans son ensemble était d'ailleurs en train de devenir inquiétante. Lorsque s'était effondré le régime albanais, au printemps dernier, l'ambassadeur allemand Hans von Flotow lui avait proposé un bien étrange marché :

— L'Albanie est décidément un pays ingérable. Que diriez-vous d'en annexer une partie, l'autre partie pouvant revenir à l'Autriche[134] ?

San Giuliano avait habilement décliné l'offre :

— Vous savez à quel point l'unité de mon pays m'est chère. Mais il serait risqué d'annexer des territoires si différents du point de vue ethnique. Des territoires situés, qui plus est, dans les Balkans[135] !

Bien sûr, il y avait encore et toujours cet incontournable traité de la Triplice de mai 1882. Or San Giuliano savait tout autant qu'un autre, et peut-être mieux, lire un traité international. Celui-ci stipulait en son article VII que l'Italie pouvait s'exonérer de ses responsabilités d'alliée dans l'hypothèse où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne mèneraient pas une guerre purement défensive.

*

À Tarasp, petite station dans le canton suisse des Grisons, l'amiral Alfred von Tirpitz prenait tranquillement les eaux depuis le début du mois de juillet. Il se trouvait en compagnie du ministre prussien de l'Intérieur Friedrich Wilhelm von Loebell, lorsqu'il prit connaissance de l'ultimatum

autrichien. Il fit aussitôt demander au chancelier Bethmann-Hollweg s'il lui fallait rentrer à Berlin. La réponse fusa dans l'heure qui suivit : « N'en faites absolument rien. Tout retour précipité pourrait faire sensation. »

Mais le sens politique se situe parfois là où on ne l'attend pas. Écoutant ce qu'il croyait être son devoir et son sens des responsabilités, Tirpitz plia néanmoins bagage sur l'heure. Loebell en fit autant.

Saint-Pétersbourg, 24 juillet, 12 h 30

Déjeuner de travail chez l'ambassadeur de France en Russie. Amphitryon en temps de crise, l'un des rôles de prédilection de Maurice Paléologue. Ses hôtes ? L'ambassadeur d'Angleterre sir George Buchanan, un *tory* bon teint qui œuvrait avec persévérance au rapprochement de son pays avec la Russie. Ce n'était guère une tâche aisée. En loyal sujet de Sa Majesté, sir George se méfiait de la France. Il n'avait jamais été convaincu du bien-fondé de la politique d'Entente cordiale. Mais tout cela avait-il encore de l'importance aujourd'hui ?

L'autre invité de l'ambassadeur français n'était autre que le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Dimitrievitch Sazonov. Depuis 1910 cet homme de cinquante-quatre ans, dont le regard triste révélait une intelligence fine, était aux affaires. Professionnel de la diplomatie, il passait pour un modéré. Sans doute parce que, au-delà des rodomontades des généraux, il était conscient des faiblesses du dispositif militaire russe. La Russie n'était pas prête et il le savait.

Sazonov entra immédiatement dans le vif du sujet :

— C'est un coup monté, mon cher Paléologue, on aurait dû s'en douter ! Berchtold a très probablement calculé l'heure de départ de votre président pour délivrer son ultimatum**[136]**.

— Qu'est-ce que ça change ? Nous savons tous trois que Vienne est devenue enragée. Raison de plus pour se serrer les coudes et afficher notre fermeté commune !

Paléologue était remonté comme jamais. Sazonov ne paraissait pas convaincu :

— Et si cela doit nous mener à la guerre ?

— La fermeté n'exclut pas la conciliation. La guerre, vous le savez bien, ce sont les puissances germaniques qui en détiennent les clés.

Au fur et à mesure du déjeuner, la tension se faisait palpable :

— Que ferait l'Angleterre si le pire devait arriver ?

Paléologue dut remercier intérieurement Sazonov d'avoir lui-même posé la question. Buchanan n'osa pas regarder ses deux collègues dans les yeux :

— Je suppose que nous resterons neutres. J'en mesure les conséquences. La France et la Russie risquent fort d'être écrasées militairement.

D'une voix étranglée, Sazonov rompit le silence gêné qui s'était installé :

— Mais vous savez bien que la neutralité de l'Angleterre est suicidaire !

Paléologue vint à sa rescousse :

— Nous le savons tous. L'Angleterre est garante de la paix. L'Allemagne n'oserait jamais attaquer la Russie, la France et l'Angleterre réunies.

Buchanan finit par se jeter à l'eau, ce qui ne lui était pas coutumier :

— Gentlemen, vous prêchez un convaincu. Mais la simple honnêteté me fait un devoir de vous dire ceci : notre opinion publique est encore très éloignée de comprendre ce que l'intérêt national nous commande avec tant d'évidence.

L'ambassadeur anglais promit d'en référer dans les meilleurs délais au secrétaire au Foreign Office. C'était le maximum de ce qu'il pouvait se permettre. Serguei Sazonov prit congé pour se rendre au Conseil des ministres. Dans la salle à manger de l'ambassadeur de France, la pendulette du

XVIII[e] siècle ouvragée à l'or fin marquait trois heures précises.

Belgrade, 24 juillet, 15 h 30

Un vent de panique soufflait sur la salle du Conseil des ministres. Depuis leur retour précipité dans la capitale, au petit matin, Nikola Pasic et son équipe travaillaient d'arrache-pied. L'ambiance était irréelle, faite d'agitation enfiévrée et d'attente anxieuse. Il leur restait exactement vingt-six heures et trente minutes avant le terme fixé.

Répondre à l'ultimatum autrichien était mission impossible et chacun en avait bien conscience. Il fallait pourtant essayer car ce qui en dépendait était la survie même du royaume de Serbie.

Le président du Conseil était méconnaissable. En bras de chemise, lavallière dénouée, Pasic distribuait les ordres, encourageant les uns, houspillant les autres. Ici il lançait des directives, là il mettait lui-même la main à la pâte, corrigeant un texte, biffant, raturant nerveusement. Quel opposant politique aurait pu le taxer de mollesse en un tel moment ? Mais la campagne électorale, hier encore le centre de toutes les préoccupations, était loin. On se trouvait désormais sur une autre planète, celle de tous les dangers.

Dans la minute qui avait suivi son retour à Belgrade, Pasic avait contacté les Russes. Le délai imposé par Vienne via Giesl était démentiel. Il lui fallait gagner du temps. Il lui fallait aussi s'enquérir des intentions exactes de l'allié privilégié.

Déjà faux bruits et rumeurs couraient tout Belgrade. Ici, on prétendait que le régent Alexandre avait quitté le pays avec armes et bagages. Là, on assurait au contraire qu'il était en son palais, prêt à mener la résistance. Les chefs militaires serbes appelaient ouvertement à en découdre contre l'Autriche. De son côté, le gouvernement serbe dépêchait légats et émissaires dans toutes les ambassades amies. Las, l'ambassade italienne était déserte. L'ambassade anglaise ne répondait plus. À l'ambassade de France, il ne restait plus qu'un jeune attaché pour dispenser des mots malhabiles de réconfort et de sympathie. Quant au tsar, il demeurait pour l'instant muet.

Aux yeux de Pasic, une seule stratégie restait possible. Il ne l'avait pas dissimulé à ses proches :

— Faire profil bas, accorder le maximum de concessions à l'Autriche et en appeler à la solidarité des nations.

Tout le monde n'était pas d'accord, certains jouant même les fiers-à-bras. Face à tant de stupidité, le président du Conseil explosa de fureur :

— Vous n'êtes qu'une bande d'incapables malfaisants ! Cherchez-vous donc à vous faire écraser ? Vous ne comprenez donc pas que l'image de notre malheureux pays est complètement discréditée depuis Sarajevo[137] ?

Dans la soirée, Pasic reprit un peu espoir. Passé la torpeur initiale, l'Europe était en train de se reprendre. À Londres, le Foreign Office prêchait la conciliation à la Serbie. Les exigences autrichiennes allaient peut-être trop loin mais on n'avait plus guère le choix. C'était la paix européenne qui était en jeu. On prétendait que le conseil provenait de sir Edward Grey en personne. Même son de cloche chez les Italiens. On supposait qu'il en allait de même du côté de la France, même si les deux têtes de l'exécutif, Poincaré et Viviani, restaient injoignables.

Du côté russe, mutisme ne rimait pas forcément avec attentisme. Sazonov avait lui aussi conseillé aux Serbes de céder du terrain, quitte à louvoyer quelque peu. Sa position n'était pas des plus confortables. Le dernier Conseil des ministres avait donné lieu à un communiqué, approuvé par le tsar, dans lequel il était dit :

« L'honneur de la Russie, sa dignité, sa mission historique, si elle veut conserver son rang en Europe, exigent qu'elle soutienne la Serbie et cela, s'il le faut, par les armes[138]. »

Sazonov devait compter avec ceux qui, auprès du tsar, poussaient clairement à l'affrontement avec l'Autriche, du grand-duc Nicolas au ministre de la Guerre Soukhomlinov. Et il ne fallait pas espérer le soutien du président du Conseil, Ivan Goremykine, qui attendait de savoir de quel côté le vent tournerait.

Serguei Sazonov eût sans doute été horrifié si on lui avait mis sous le nez la dépêche diplomatique officielle qu'il avait signée en 1912, au lendemain de la première guerre balkanique. Il y écrivait alors : « La terre promise serbe est enclose dans l'Autriche-Hongrie actuelle… le temps travaille pour la Serbie et pour la ruine de ses ennemis, qui donnent déjà des signes évidents de désintégration[139]. »

En attendant, le chef de la diplomatie russe avait décidé de passer ses nerfs sur des boucs émissaires tout désignés. Ils avaient pour noms Szapary et Pourtalès, respectivement ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne. Sazonov les avait reçus tour à tour.

Lorsque le vieil aristocrate hongrois s'était mis à lire imperturbablement le texte de l'ultimatum, dont Sazonov connaissait déjà la teneur, ce dernier avait perdu patience :

— Vous rendez-vous compte ? Vos exigences insensées chassent les Serbes de leurs propres maisons !

L'ambassadeur ne s'était pas départi de son sang-froid :

— Il serait vraiment déplorable que la monarchie russe ne comprît pas que, dans cette question, ce sont ses principes même à savoir tout ce que la Russie a de plus sacré qui se trouvent en jeu.

— Les principes monarchiques n'ont rien à voir ici. Vous voulez la guerre en fait !

— Nous sommes profondément pacifiques mais nous devons mettre notre pays à l'abri de la révolution et notre dynastie à l'abri des bombes.

— Vous, pacifiques ? Laissez-moi rire. Vous voulez mettre le feu à l'Europe[140]…

Avec Pourtalès, qui était le type même du bureaucrate prussien rigide, l'entrevue avait été encore plus expéditive. Excédé, l'ambassadeur avait laissé échapper un cri du cœur :

— Vous n'aimez pas l'Autriche, Excellence. Vous êtes en train d'empoisonner les dernières années d'un monarque vénérable.

C'en était trop pour Sazonov qui l'avait repris à la volée :

— Non, nous n'aimons pas l'Autriche. Et alors ! Aurions-nous des raisons de l'aimer ? Quant à son monarque vénérable, comme vous dites, il nous doit d'avoir conservé sa couronne. Nous a-t-il témoigné la moindre reconnaissance en 1855, en 1878 ou en 1908 ? Nous reprocher de ne pas aimer l'Autriche[141] !

À Belgrade, on n'avait pas connaissance de ces conversations échauffées sur les bords de la Néva et cela valait mieux ainsi. Peu à peu, Nikola Pasic avait imprimé sa vision des choses. Il était parvenu à faire accepter à ses ministres huit des dix conditions imposées par Vienne. Avec quelques nuances et atténuations ici ou là, peut-être, mais l'acceptation était sans réserve. On avait néanmoins tiqué sur la neuvième condition qui concernait la poursuite des coupables. De quelle preuve de culpabilité disposait-on, en dehors des accusations péremptoires des Autrichiens ? Même sur ce point, Pasic était partisan de ne pas ergoter.

Il restait tout de même la dixième condition, celle qui exigeait la participation de fonctionnaires autrichiens à la recherche des coupables sur le sol serbe. C'était une question de souveraineté, de dignité, au plus haut niveau. L'argument était tellement fort qu'il était impensable que la Serbie pût là encore céder. Pasic partageait cette opinion. Cette dixième condition, c'était sa limite. Il demanda simplement aux rédacteurs de la réponse serbe à l'ultimatum de ne pas invoquer les grands principes et de se borner à mettre en avant l'incompatibilité avec la Constitution et avec le Code pénal.

Paris, 24 juillet, 15 h 50

Les responsables du Quai d'Orsay étaient suspendus au parcours de *La France* en mer Baltique. À bord du cuirassé présidentiel, le ministre des Affaires étrangères et son directeur des Affaires politiques, Pierre de Margerie, discutaient ferme. À cette heure, le navire devait croiser quelque part au large des côtes suédoises.

Les communications n'étaient pas fameuses ni, du reste, très sûres. C'est tout juste si Poincaré avait pu prendre connaissance, en début de matinée, de l'existence de l'ultimatum autrichien. Il y avait vu la confirmation de son pessimisme de l'avant-veille. Plus inquiétant encore, le chef de l'État avait lu les télégrammes des frères Cambon. De Londres, Paul Cambon, avait télégraphié la veille en soulignant que l'Allemagne ne s'opposerait pas à une démarche autrichienne, quelle qu'elle soit. Poincaré s'était montré sceptique :

— Ce n'est que du bluff, évidemment**[142]**…

Du bluff ? Dès le lendemain, Jules Cambon corroborait, de Berlin, l'impression de son frère. À l'en croire, le conflit était devenu inévitable. Tout le problème, désormais, était de faire en sorte qu'il reste localisé. L'Allemagne était bel et bien en train d'amorcer un virage décisif.

À l'instigation de Poincaré, Viviani avait envoyé une salve de dépêches à Saint-Pétersbourg, Londres et Belgrade, pressant la Serbie d'accepter toutes les conditions autrichiennes. Du moins celles qui ne seraient pas contraires à son honneur. Une prolongation du délai de réponse serbe à l'ultimatum était souhaitable aux yeux de la France ainsi que la constitution d'une commission internationale d'enquête sur l'assassinat de Sarajevo.

Les dernières évolutions étaient-elles suffisamment menaçantes pour que Poincaré bouleverse son programme ? Après la Russie, il était prévu que le président s'arrête successivement en Suède, en Norvège puis au Danemark. Dès le lendemain se profilait l'étape de Stockholm. Poincaré se garda bien de demander son avis à un Viviani nerveux et agité qui ne tenait plus en place. Ce dernier eût été à coup sûr partisan d'un retour au pays sur-le-champ. Le président, lui, restait d'un calme marmoréen. Il se devait d'incarner la sérénité et la force d'une France sûre d'elle-même. Il ne crut donc pas devoir changer ses plans initiaux.

En France même, certains commençaient tout de même à s'inquiéter. Il n'y avait plus de gouvernement à Paris, plus de direction diplomatique. Qui tenait encore le timon du navire ? Clemenceau n'avait pas été le dernier à tirer la sonnette d'alarme. Quelques jours auparavant, il avait donné un article au vitriol dans lequel il écrivait :

« Le fait le plus notable est que nous n'avons pas même l'apparence d'un gouvernement à l'heure même où nous aurions le plus besoin d'avoir à notre tête un homme de jugement et de volonté. À l'Élysée comme au Quai d'Orsay, si les ambassadeurs accourent, anxieux, ils se heurtent à un écriteau : "Parlez au concierge." Toute conversation diplomatique est paralysée. Je ne dis rien du ministère de la Guerre où M. Messimy apporte tout autre chose qu'une stabilité de vues, ni de la Marine où M. Gauthier fait consciencieusement ses premières études sur l'art de la navigation… Nous sommes un pays abandonné**[143]**. »

En dépit de la sévérité du trait, les faits paraissaient donner raison à Clemenceau.

En l'absence du président et du chef du gouvernement, les clés de la Maison France avaient été confiées au ministre de la Justice qui assurait l'intérim. Un brave homme, de bonne volonté sans aucun doute. Garde des Sceaux depuis sept mois, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin avait été nommé par Gaston Doumergue puis reconduit dans ses fonctions par René Viviani. Ce sénateur natif de l'Yonne n'était pas de toute première jeunesse. Dans le temps, il avait été ministre de l'Instruction publique,

des Beaux-Arts et des Cultes. Mais qui donc s'en souvenait ?

Bienvenu-Martin aurait volontiers confessé en toute honnêteté son ignorance à peu près totale des affaires diplomatiques. Il n'empêche qu'on l'avait préféré au sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères en titre, Abel Ferry, le neveu de Jules. Ce dernier passait pour ne s'intéresser qu'à l'Afrique au point de susciter une plaisanterie qui avait fait florès : « Les Ferry sont incorrigibles ! Après le Tonkin, l'Afrique ! »

De plus ou moins bonne grâce, Bienvenu-Martin consentait donc à perdre trois quarts d'heure par jour au Quai d'Orsay et il se disait que c'était bien assez. Il est vrai qu'en la personne de Philippe Berthelot, directeur adjoint des Affaires politiques, il tenait un grand professionnel en qui il pouvait avoir toute confiance.

En ce début d'après-midi du 24 juillet, Bienvenu-Martin avait reçu l'ambassadeur d'Allemagne, le baron von Schoen qui était, lui aussi, tout sauf un amateur. En cours d'entretien, le représentant de Berlin avait cru bon d'insister. L'Allemagne soutiendrait sans réserve l'attitude de l'Autriche :

— Les autres puissances ne doivent pas s'en mêler, sauf à prendre des risques incalculables. C'est pourquoi aussi l'Allemagne considère que l'affaire ne se réglera pas cette fois par la tenue d'une conférence européenne[144].

Peu après l'entretien, Bienvenu-Martin avait signé négligemment le télégramme diplomatique que lui avait préparé Berthelot. Ce pensum accompli, il s'était interdit d'y repenser. Il restait typiquement un politicien français. Et la classe politique française, en ce moment, n'avait d'yeux et d'oreilles que pour l'affaire Caillaux.

*

Le 20 juillet s'était ouvert le procès d'Henriette Caillaux devant la cour d'assises de la Seine. De passionnelle, l'atmosphère était vite devenue irrationnelle et même délirante. La presse, surtout, s'en donnait à cœur joie en se délectant de la narration des moindres faits et gestes des acteurs de ce vaudeville tragi-comique. À l'extérieur de la salle d'audience, des groupes nationalistes et les Camelots du roi organisaient des manifestations hostiles à Caillaux.

Henriette Caillaux, l'accusée, faisait bien sûr l'objet de toutes les attentions sarcastiques. De son visage diaphane comme de sa silhouette menue émanait une sorte de fragilité émouvante. On la sentait éprouvée, usée par toutes ces semaines passées en détention préventive à la prison Saint-Lazare.

Il y avait du pathétique dans cette femme atteinte dans sa dignité. Mais qu'avait-elle besoin d'en rajouter en se présentant dans le box des accusés en fine voilette et gantée, tout de noir vêtue ! Que ne lui avait-on dit que l'apprêt de sa mise nuisait à la spontanéité de son comportement. Jusqu'aux malaises dont elle était frappée aux moments les plus dramatiques du débat !

On racontait qu'au cours de la toute première audience, dans cette salle aux murs bleus étouffante de chaleur, elle avait lâché ingénument :

— Le matin du meurtre, je ne savais pas encore si j'irais à un thé ou au *Figaro*[145]…

Au fil des audiences du procès, la presse se déchaînait. Même *Le Temps*, dont la réserve était pourtant légendaire, y consacrait une édition spéciale quotidienne. Pour la presse de la droite nationaliste, la cause était déjà entendue. Elle sanctifiait Calmette, tombé au champ d'honneur, victime de son patriotisme : un héros des temps modernes en quelque sorte. Elle encensait l'avocat de la partie civile, le bâtonnier Chenu, un vieux conservateur qui détestait Joseph Caillaux et défendait d'instinct toutes les causes nationalistes.

Enflammée, la presse était circonspecte envers les magistrats qui dirigeaient les débats et à qui était sans doute reprochée une absence de passion. On trouvait le président Albanel trop courtois sinon complaisant. Lors d'une audience, une violente altercation l'avait opposé à un de ses assesseurs. Le

différend avait failli se régler armes en main au bois de Boulogne. Quant au procureur général Herbeaux, il passait carrément pour « cailleautiste »…

Les traits les plus acérés et les plus venimeux étaient pourtant réservés à deux hommes. Le premier était l'avocat de la défense, le bâtonnier Fernand Labori. Haï de longue date par la droite activiste, ce dernier était connu pour son éloquence torrentueuse qui n'avait d'égale qu'une intelligence éblouissante. Il avait défendu Zola et Dreyfus et passait pour un des plus grands avocats d'assises. En 1910, M^e^ Labori l'avait emporté sur Raymond Poincaré dans la course au bâtonnat. La seconde cible privilégiée était, bien sûr, Joseph Caillaux lui-même.

Polémistes et pamphlétaires rivalisaient d'ardeur sur les thèmes de « Caillaux le traître », inféodé à l'Allemagne et « Caillaux le lâche », envoyant sa femme perpétrer l'assassinat de Calmette à sa place. M^e^ Chenu avait eu des mots très durs envers l'ancien président du Conseil :

— M. Caillaux a d'exceptionnelles qualités d'esprit, une haute intelligence mais dépassée par l'opinion que visiblement il en a. Une ambition sans frein ni limite, mais curieusement impatiente des obstacles : comme législateur faisant les lois, comme ministre les faisant appliquer mais ne pouvant, pour lui, en supporter le joug comme citoyen**[146]**…

Il est vrai que Caillaux s'était placé de lui-même au centre du procès, occupant la barre des témoins, interrompant les dépositions ou venant à la rescousse d'une défense jugée parfois trop timorée. Histoire d'ego et de vanité personnelle, mais aussi de calcul politique. L'élu de Mamers s'était mis en marge de la vie politique au cours de ces dernières semaines. Pour peu que sa femme obtienne l'acquittement, il y reviendrait en vainqueur incontournable. Même Poincaré devrait s'incliner et lui concéder, à la rentrée de septembre, la direction du gouvernement qui lui revenait de droit.

En attendant, le procès tournait à l'événement politique et littéraire. La liste des témoins, plus de soixante-dix, était impressionnante. Tout le *Gotha* mondain ou presque y figurait. Du président Poincaré aux ministres Barthou, Painlevé et Briand. De l'écrivain Paul Bourget à l'essayiste maurrassien Abel Bonnard. Sans pitié mais avec finesse, le caricaturiste Forain croquait tout ce beau monde.

Loin des débats de prétoire, Raymond Poincaré ne perdait pas lui aussi une miette de ce procès. Sa fébrilité était à la mesure de son appréhension. Il redoutait d'être mis en cause d'une façon ou d'une autre. Il avait déjà donné son témoignage qu'était venu consigner, à l'Élysée même, le premier président de la cour d'appel. À ce dernier, il avait révélé qu'il avait reçu Joseph Caillaux le matin du 16 mars, jour de l'assassinat du directeur du *Figaro*. À son ancien ami devenu son adversaire acharné, il avait recommandé de prendre le conseil d'une connaissance commune, l'avocat Maurice Bernard.

Poincaré redoutait surtout de se voir associé à Louis Barthou dont il se doutait bien, au fond de lui-même, qu'il avait joué un rôle trouble dans le complot médiatique dirigé contre Caillaux. Le soir même du drame, il avait reçu d'urgence à l'Élysée un Barthou au bord de la crise nerveuse. Celui-ci lui aurait alors avoué son rôle de boutefeu dans toute cette affaire. Poincaré l'avait calmé, rassuré, convaincu. Il ne fallait à aucun prix que ces révélations fassent l'objet d'un déballage sur la place publique. Et si tout ceci revenait à présent en boomerang ?

Et puis il y avait toutes ces rumeurs incontrôlées qui en devenaient proprement délirantes. Nombre d'entre elles émanaient d'un parti radical revanchard. Les adeptes de la théorie du complot évoquaient déjà la franc-maçonnerie. La vie privée de Poincaré commençait à être, elle aussi, scrutée à la loupe. Selon le *New York Times*, l'épouse du président de la République, Henriette, aurait été une ancienne artiste de music-hall. Alors avocat, Poincaré l'aurait défendue au moment de son divorce avec son premier mari – elle en eut deux – avant de l'épouser. On racontait que des hommes avaient été dépêchés aux États-Unis afin de retrouver Dominic Killoran, le premier époux d'Henriette Benucci.

À la Bourse de Paris, l'emprunt à 3 % accusait une baisse sensible pour la première fois depuis longtemps.

Londres, 24 juillet, 17 h 10

Dans la salle de réunion du cabinet britannique, sir Edward Grey présentait tous les symptômes de la lassitude physique et nerveuse. Ces quatre derniers jours avaient été entièrement consacrés à question irlandaise. Une fois de plus. Telle était la volonté expresse de Sa Gracieuse Majesté. Deux mois plus tôt, le *Home Rule* avait été voté pour la troisième fois. Et George V avait pris la décision de consulter tous les partis politiques sur cette question explosive qui poussait le pays au bord de la guerre civile.

La consultation avait tourné à la chamaillerie. Un vrai cauchemar ! La réunion de ce jour avait pour but d'en tirer les conclusions politiques. On dut cependant bouleverser l'agenda en toute dernière minute. Raison invoquée : l'aggravation de la situation internationale. Devant ses collègues du cabinet, sir Edward lisait à présent de sa voix lente et grave le document que venaient de lui transcrire ses services du Foreign Office : la note de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.

Les ministres en restèrent abasourdis. De toute leur vie politique, ils n'avaient jamais rien entendu de tel. Il leur semblait impossible qu'un État pût accepter un tel ultimatum !

Grey s'abstint de tout commentaire. Le Premier ministre Asquith prit la parole :

— Heureusement, gentlemen, il n'y a apparemment aucune raison pour que nous soyons davantage que de simples spectateurs[147]…

Asquith et sa prudence légendaire ! Son propos n'en reflétait pas moins très exactement la position officielle de Londres. Elle rencontrait aussi l'assentiment de la majorité de ses ministres. À commencer par lord Morley, ce vieux gladstonien, « pacifiste de cœur » comme il n'hésitait pas se proclamer. Eût-elle été consultée, l'opinion publique anglaise aurait été sans doute du même avis. C'était d'ailleurs le bon sens même. L'Angleterre n'avait strictement aucun intérêt dans cette affaire qui tournait à l'histoire de fous.

Assis à la gauche de Grey, Winston Churchill demeura dubitatif. Un peu plus tard, il consignerait dans son *Journal* personnel :

« Les comtés de Fermanagh et Tyrone s'estompèrent dans les brumes et les bourrasques de l'Irlande, tandis qu'une étrange lueur apparaissait et s'étendait sur la carte de l'Europe[148]. »

Churchill finit par prendre la parole car il ne pouvait tout simplement pas s'en empêcher. Asquith lui jeta un regard bienveillant, presque paternel. Dans sa lettre quasi quotidienne à sa maîtresse Venetia Stanley, il écrirait : « Certains de ses propos improvisés n'avaient pas de prix. C'est une merveilleuse créature avec la curieuse simplicité d'un écolier et quelque chose qui ressemble à cette description du génie : des éclairs qui viennent zébrer le cerveau[149]. »

Une semaine plus tôt, le Premier Lord de l'Amirauté avait supervisé à Portland, sur la Manche, l'exercice de mobilisation de la flotte anglaise. Celui-ci s'était conclu, le 18 juillet, par une revue somptueuse. La plus grande concentration de forces navales jamais vue au monde : quelque 223 cuirassés, croiseurs lourds et légers, contre-torpilleurs, releveurs de mines et sous-marins avaient défilé devant le yacht royal. La parade avait été un authentique succès personnel pour Churchill qui avait été félicité en personne par le roi George V.

Aujourd'hui pourtant, ce succès avait un arrière-goût d'inachevé. Insignifiante au début, cette affaire dans les Balkans était en train de prendre une mauvaise tournure. Churchill avait toujours considéré que la Royal Navy était d'abord un instrument politique, surtout en temps de crise. Était-il raisonnable, dès lors, de procéder à la démobilisation des 1re et 2e flottes à Portland et dans les ports

voisins, comme il avait été initialement décidé ?

Soucieux, le Premier Lord retournait cette question dans sa tête sans pouvoir y apporter de réponse satisfaisante. Grey apparaissait non moins préoccupé mais pour de tout autres raisons. On lui rapportait qu'à la City la tendance était à la baisse et l'atmosphère devenait morose. L'Allemagne, tout particulièrement, inquiétait. Et cela ne datait pas d'hier.

Jadis, c'était l'agressivité du commerce allemand qui défrayait la chronique boursière. À la fin du siècle dernier, dans son best-seller intitulé *Made in Germany*, l'essayiste britannique Edwin Williams avait dénoncé l'âpreté de la concurrence germanique. C'était le temps du « *billig und schlecht* » (bon marché et de mauvaise qualité), ce dumping effréné par lequel les voyageurs de commerce faisaient exploser les exportations allemandes.

Mais ce temps-là était révolu. Au cours de ces dernières années, l'Allemagne continuait d'inquiéter mais plutôt moins qu'auparavant. Souhaitait-elle jouer dans la cour des grands ? Elle s'y trouvait à présent et ses performances économiques la rendaient de plus en plus dépendante du marché mondial et de ses voisins directs. Guignait-elle des colonies outre-mer ? Elle en possédait désormais en propre, de la *Gold Coast* au sud-ouest africain, du Nyasaland au Cameroun. On laissait Berlin construire son « *Bagbahn* », le pharaonique chemin de fer entre Constantinople et Bagdad.

Pourquoi gâcher une telle détente ? Au nom de quoi ? s'interrogeait sir Edward. Parce qu'un stupide assassinat avait été perpétré à Sarajevo et parce que les Autrichiens avaient lancé un ultimatum non moins stupide à des Serbes qui ne valaient même pas la corde pour les pendre ?

L'Angleterre, elle, avait évolué depuis l'époque « jingoïste » où s'était exprimée une soif de conquête et de puissance sur un mode qui lui ressemblait fort peu. Elle s'était assagie et c'était tant mieux, estimait Grey :

— Cette génération a eu assez d'exaltation et a perdu un peu de sang. Elle est devenue raisonnable et normale**[150]**.

L'Allemagne ? Les démonstrations du Kaiser relevaient à l'évidence du Barnum. Toutefois, avec les diplomates de la Wilhelmstrasse, il restait possible de s'entendre. Cela s'était déjà produit au moment des deux guerres balkaniques. Londres et Berlin avaient su brider leurs alliés respectifs. La connivence n'avait alors enchanté ni Paris ni Saint-Pétersbourg.

Et pourtant ! Grey n'était pas naïf et connaissait son histoire par cœur. L'Angleterre était obsédée non sans raison par les grands équilibres européens. Le danger aujourd'hui n'était plus la France postnapoléonienne qui avait fait son deuil de l'épopée impériale mais bien l'Allemagne wilhelmienne. Le Reich, au temps de Bismarck, jouissait d'une magnifique position diplomatique mais n'était pas fait pour la guerre. Le Reich de Guillaume, au contraire, était médiocre diplomatiquement mais prêt à attaquer. Toutes les belles paroles du prince Lichnowsky et des diplomates allemands ne changeraient rien à cette réalité.

Toutefois si le pire devait advenir, ce ne seraient pas les Anglais qui tireraient les premiers. Quitte à en appeler à des recettes un peu éculées comme celle d'une grande conférence internationale d'ambassadeurs. Lors de la précédente crise balkanique, en 1912-1913, la formule avait parfaitement fonctionné. Pourquoi pas, cette fois-ci encore, s'il devait en ressortir une paix dans l'honneur, sans forfanterie ni humiliation ?

Le *Times* de ce jour laissait déjà filtrer la rumeur d'une rencontre impromptue en Suède entre le président Poincaré et le Kaiser. L'*Evening Standard*, de son côté, assurait même que la rencontre s'était déroulée en Norvège à bord du *Hohenzollern*, le yacht impérial qui était à l'ancre à Balholm.

Edward Grey se dit qu'il n'était jamais trop tard pour mener une politique d'apaisement. En refermant ses dossiers, en cette fin d'après-midi, il se promit d'avoir une conversation approfondie avec l'un des hommes en lesquels il avait le plus confiance, Arthur Nicolson, son sous-secrétaire au Foreign Office.

Belgrade, 25 juillet, 17 h 50

C'était un véritable chemin de croix pour le président du Conseil serbe et il semblait en accepter le sacrifice. À pied, le visage décomposé par trente-six heures d'un labeur harassant et une nuit sans sommeil, Nikola Pasic parcourait les quelques centaines de mètres séparant l'ambassade d'Autriche de la primature. Il avait en main la réponse officielle du gouvernement royal serbe à l'ultimatum autrichien.

Pasic se sentait un homme seul. Depuis quarante-huit heures, comme indifférente à l'imminence du péril, la classe politique locale le laissait se débattre au bord du précipice. Pasic avait toujours su qu'il n'avait rien à en attendre. Mais les diplomates étrangers le fuyaient tout autant, dans une précipitation parfois gênée.

Même le roi Pierre et le régent Alexandre avaient quitté la capitale, de concert avec une partie du gouvernement. Une fois signé l'ordre de mobilisation, ils avaient filé par le train spécial qui contenait l'or et les documents de la Maison royale. Direction : Nish, plus au sud, plus loin de la frontière autrichienne.

En d'autres circonstances, Pasic aurait été tenté d'en sourire. Mais déjà, il faisait face au représentant de l'Empire d'Autriche-Hongrie, le baron von Giesl. Il s'adressa à lui dans un allemand approximatif :

— La Serbie accède à la plus grande partie de vos exigences. Le reste relève de la souveraineté et de la dignité. Nous plaçons nos espoirs en votre loyauté et en votre esprit chevaleresque de général autrichien[151].

Plus sévère et hautain que jamais, Giesl jouait à faire l'important. C'était dans sa nature. À ce moment précis, il était l'homme le plus puissant d'Europe. En rajoutant dans l'exaspération, il fit mine de parcourir le document que lui avait remis Pasic. Sa nervosité était telle qu'il n'aurait pas été capable d'en lire une ligne, même s'il l'avait voulu. Et il ne le voulait pas.

Ce n'était d'ailleurs pas ce que le Ballplatz attendait de Giesl. Les jeux étaient faits et il ne s'agissait plus que de formalités d'usage. L'ambassadeur n'avait pour rôle que d'accuser réception de la réponse serbe à l'ultimatum. La réaction officielle de Vienne à cette réponse était déjà toute prête et Giesl la gardait enfouie dans la poche intérieure de son veston, à l'intérieur d'une enveloppe cachetée.

— Ceci ne saurait constituer une réponse satisfaisante à la note que l'Empire d'Autriche-Hongrie vous a transmise par mon intermédiaire, il y a quarante-huit heures[152].

Giesl avait appris par cœur la réplique finale qu'il voulait glaciale et cinglante. L'entretien était terminé. Il avait duré quatre minutes. Sans illusion, Pasic avait déjà tourné les talons. Argumenter eût été inutile, il en avait la confirmation. La cause était déjà entendue. Tout en redescendant les marches du bâtiment de l'ambassade d'Autriche, Pasic se signa convulsivement.

Dans la cour de l'ambassade, les berlines de couleur sombre attendaient Giesl et ses gens pour les conduire à la gare de Belgrade avec armes et bagages. Les archives de l'ambassade et les livres de codes avaient été brûlés depuis la veille. À peine de retour à son bureau, Pasic réceptionna la lettre d'un messager autrichien. Elle contenait la signification officielle de la rupture des relations diplomatiques entre Vienne et Belgrade.

Dans le compartiment de son train qui s'ébranlait, Giesl consulta machinalement sa montre gousset. Elle marquait 18 h 33. Le baron était sans doute le premier à savoir qu'à l'horloge de l'Histoire, il était en réalité minuit moins le quart.

V
Les derniers feux de la Sainte Russie

Le temps des combinaisons et des artifices diplomatiques est passé. Il n'y a plus d'initiatives individuelles, plus de volonté humaine qui puisse résister au mécanisme automatique des forces déchaînées.

Maurice Paléologue

Berlin, 26 juillet, 9 h 30

— L'empereur François-Joseph a raison. La rupture des relations diplomatiques n'est pas obligatoirement un *casus belli*[153] !

À la Wilhelmstrasse, le chancelier impérial et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères tentaient de se rassurer comme ils pouvaient. Les événements s'étaient diablement emballés depuis deux jours. La suffisance dont Bethmann-Hollweg faisait preuve jusque-là était en train de s'effriter devant la fébrilité d'un homme angoissé.

Ce n'était pas Jagow qui aurait pu insuffler de la quiétude à Bethmann-Hollweg, lui qui griffonnait nerveusement des figurines de femme sur des bouts de papier.

Les deux dirigeants allemands attendaient la venue de sir Edward Goschen, l'ambassadeur d'Angleterre, convoqué pour 9 h 45. Diplomate chevronné, sir Edward avait déjà occupé plusieurs postes diplomatiques importants. Avant Berlin, il avait dirigé l'ambassade de Vienne. Un de ces hommes solides dont Adolphe Thiers aurait pu dire qu'« il ne prenait rien au tragique, tout au sérieux ». On prétendait qu'à Londres il avait l'oreille de son supérieur hiérarchique, sir Edward Grey en personne.

À tout prendre, Jagow préférait de beaucoup Goschen à son numéro deux, Horace Rumbold, un petit homme sec et hautain, plus *british* que nature. Rumbold était celui qui, trois semaines auparavant, avait lancé tranquillement dans le bureau de Jagow :

— Au fond, vous avez donné à l'Autriche un chèque en blanc. Pour un diplomate, c'est aussi risqué que pour un banquier[154]…

Jagow avait alors souri par pure politesse. Il n'appréciait pas ce Rumbold, tout comme le Kaiser d'ailleurs. Un jour, Guillaume II avait été invité à bord du *super-dreadnought King-George V*. Comme c'était l'usage, l'empereur avait revêtu son uniforme d'apparat de grand amiral de la flotte britannique. Sur le gaillard arrière du bâtiment, il avait croisé Rumbold qui arborait, lui, jaquette et haut-de-forme gris. Révulsé, l'empereur l'avait toisé d'une moue méprisante :

— Depuis quand est-on autorisé à porter un haut-de-forme sur un navire ? La prochaine fois que je vois encore ça, je le défonce[155] !

Jagow ne souriait plus vraiment, ce matin du dimanche 26 juillet. Tout comme Bethmann, il était impatient de vérifier l'information qu'ils avaient reçue de Londres le matin même en provenance du prince Lichnowsky.

Ah Lichnowsky ! Jagow s'attendait à tout de son ambassadeur depuis qu'il avait lu dans une de ses dépêches qu'il serait « difficile de stigmatiser toute la nation serbe comme un peuple de vauriens et d'assassins[156] ».

À la Wilhelmstrasse, on n'avait pas une très haute opinion de ce riche dilettante, excessivement acquis aux idées libérales, précisait-on à dessein. Plus britannique que germanique, en somme. Ce

n'était guère étonnant. Homme d'influence – le Kaiser le tutoyait –, Lichnowsky n'avait pas grand-chose d'un diplomate classique, crispé sur son plan de carrière. On savait qu'il adressait régulièrement des rapports privés à l'empereur. Lichnowsky se comportait sans la moindre gêne comme s'il était au centre du pouvoir et non à sa périphérie.

En toute logique, l'homme avait ses détracteurs. Dans le passé, Kiderlen-Waechter l'avait snobé. Holstein, lui, prétendait que « ce brave Lichnowsky s'imagine que parler d'une chose équivaut à la faire[157] ». Bernhard von Bülow, son ancien patron, le prenait pour un politicard dépourvu de maîtrise de soi. Sans parler de ceux qui suspectaient Lichnowsky de chercher à occuper le fauteuil de Bethmann-Hollweg. Il est vrai que l'intéressé disait du chancelier : « C'est un hôte fort aimable et un agréable compagnon. On assure aussi qu'il joue bien du piano[158]. »

De tels jugements recelaient leur lot de jalousie ou de malveillance. Mais on n'exagérait pas vraiment l'esprit d'indépendance de ce grand aristocrate. Général de hussards à Potsdam, son père avait dû fuir Vienne à la suite d'un duel qui avait mal tourné. Lichnowsky était le digne héritier de cet anticonformiste. Amateur d'art et de vie facile, aussi cultivé que riche, ses allures de grand seigneur fascinaient jusqu'à ses hôtes anglais les plus guindés. Forcément, cela ne pouvait plaire à tout le monde.

Lorsque le Kaiser l'avait nommé sur les bords de la Tamise, un an et demi plus tôt, il lui avait fixé une mission tout à fait dans ses cordes : recevoir à sa table la haute société, apparaître dans les palais et aux courses. Bref, passer pour ce qu'il était en réalité, un gentilhomme munificent, aimable et de commerce agréable. Ce que dans les quartiers chics londoniens on appelait un *jolly good fellow* et dans le Berlin de l'ancien temps, une *belle âme*…

À son ambassade de Carlton House Terrace, le prince Lichnowsky s'était acquitté de cette tâche avec classe et talent. Son anglophilie, qui lui attirait autant de louanges à Londres que de critiques à Berlin, avait fait le reste. Elle lui avait valu d'être récompensé par un doctorat *honoris causa* de l'université d'Oxford, une distinction jamais encore décernée à un ambassadeur d'Allemagne.

Bien sûr, des esprits chagrins prétendaient ici ou là que le rôle de Lichnowsky consistait à amuser les Anglais pendant que s'édifiait la flotte de guerre allemande. Certains soutenaient même que Bethmann-Hollweg accordait davantage de crédit à l'attaché naval allemand à Londres qu'à son ambassadeur. Qu'importait ! Ayant toujours ses entrées au Foreign Office, jusque dans le bureau de sir Edward Grey, Lichnowsky restait un homme précieux. Il était admirablement informé grâce à ses réseaux de mondanité et sentait le vent comme peu de diplomates savaient le faire.

Deux jours auparavant, Lichnowsky avait transmis à Berlin une proposition anglaise de prorogation du délai de l'ultimatum autrichien. Le but était de créer les conditions d'une médiation entre Vienne et Saint-Pétersbourg dont l'Allemagne et l'Angleterre pourraient être les principaux garants. Dédaigneux, Jagow n'avait même pas fait suivre le message à Vienne. Du moins pas immédiatement. Quand il s'y résoudrait, le délai imposé par l'Autriche à la Serbie aurait déjà expiré.

De notoriété publique, Lichnowsky détestait les Autrichiens. À ses yeux, l'alliance avec Vienne était contre-nature. Elle n'était que le mariage d'un homme sain avec une invalide. Le partenaire naturel de l'Allemagne était la Russie. Ce qui avait le don d'agacer Jagow qui, un beau jour, le tança vertement :

— Après tout, nous avons une alliance avec l'Autriche, cette constellation croulante d'États sur le Danube. Il est fort possible que notre placement ne soit pas excellent. Mais quelle est donc l'alternative[159] ?

Ce matin du 26 juillet, Lichnowsky avait câblé un message concis, dénué de la moindre emphase et plus insistant que d'habitude. C'est ce qui avait alerté Jagow. La veille, à Saint-James's Park, l'ambassadeur d'Allemagne avait eu un court entretien avec Grey qui, pour une fois, avait délaissé le

langage diplomatique :

— L'Angleterre, vous le savez, n'est liée nulle part par des contrats en règle. Pourtant, on ne saurait négliger que nos relations avec la France et même la Russie sont devenues très intimes[160].

Lichnowsky avait la conviction que le secrétaire au Foreign Office n'aimait pas les Serbes. Seule la brutalité de l'ultimatum autrichien avait bousculé la donne. Panslavisme oblige, la Russie ne pouvait rester inerte. Soudain, sans qu'on y ait pris vraiment garde, la guerre généralisée devenait plausible. À en croire Lichnowsky, les Anglais avaient raison avec leur idée de médiation. Il avait conclu son message à Berlin par ces mots inquiétants :

« La proposition de médiation de Grey est la seule possibilité d'éviter une guerre mondiale qui, pour nous, mettra tout en jeu sans que nous ayons rien à y gagner. Si la France est entraînée, l'Angleterre ne pourra pas rester impassible[161]. »

Ce n'était pas exactement l'opinion de Jagow et de Bethmann-Hollweg. Pour ceux-ci, il restait impensable que l'Angleterre intervienne dans une guerre européenne. Quel qu'en soit le motif et quelle que soit l'attitude de la France ou de la Russie. Tout autre signal en provenance de Londres ne pouvait être que trompeur ou de pure tactique. Même sir Edward Goschen, qui leur tint à peu près le même langage que Lichnowsky, ne put leur faire changer d'idée.

Le chancelier commençait toutefois à comprendre la gravité de la situation. Il fallait désormais rappeler le Kaiser de sa croisière dans les fjords norvégiens. Il y était opposé jusque-là, pas fâché de tenir l'empereur éloigné de Potsdam. Chaque jour, il se contentait de faire télégraphier au *Hohenzollern* les messages les plus significatifs et c'était à peu près tout. Pour le reste, Guillaume était dans l'ignorance des événements au moment où ils se produisaient. Il en était évidemment furieux.

Lorsqu'il avait appris que le gouvernement britannique souhaitait que les Allemands tempèrent les exigences de Vienne, il avait répliqué, rageur :

— Est-ce que cela me regarde ? Pas le moins du monde. Les Serbes sont une bande de criminels, il faut les traiter comme des criminels[162] !

Comme Londres insistait, le Kaiser s'était fendu d'un commentaire écrit : « Effroyable impudence britannique ! Ils le prennent de haut, sur un ton protecteur. Je n'admets pas cela[163]. »

Le 25 juillet dans la soirée, le *Hohenzollern* avait appareillé et mis le cap sur Kiel. La fièvre était en train de gagner les états-majors comme les conseillers. Les responsabilités commençaient à se faire pesantes. Pour la toute première fois, en cinq ans, le chancelier allemand en éprouvait vraiment le fardeau avec la perspective de la guerre.

Overstand, comté de Norfolk, 26 juillet, midi

C'était une petite maison de vacances familiale qui donnait de plain-pied sur les eaux grisâtres de la mer du Nord. Une maison de location confortable comme il y en avait beaucoup d'autres dans les environs de la station balnéaire de Great Yarmouth. À l'entrée, un peu à l'écart du voisinage, une pancarte de bois vert sombre sur laquelle était écrit « Peer Tree Cottage ». Ce week-end-là, Winston Churchill était venu s'y délasser en famille.

Le Premier Lord de l'Amirauté avait été rasséréné par la réponse serbe de la veille à l'ultimatum autrichien. Une réponse modérée et habilement conciliante. Les causes d'un affrontement éventuel étaient en train de se dissiper. La raison devrait pouvoir rapidement reprendre ses droits. Edward Grey partageait cette opinion. Jugeant la situation en voie d'apaisement, lui aussi avait quitté Londres pour Itchen Abbas, laissant son adjoint Nicolson de service au Foreign Office.

Sur le coup de midi, Churchill fut alerté par son voisin le plus proche, Edgar Speyer, un riche juif allemand. Un coup de téléphone en provenance de Londres l'attendait en urgence. Peer Tree Cottage n'avait pas le téléphone. Winston se hâta. Quelques minutes plus tard, il avait en ligne le prince Louis qui l'informait de la rupture des relations diplomatiques entre Vienne et Belgrade.

En raccrochant le combiné, Churchill parut préoccupé. Peu après, il décida d'abréger ce dimanche ensoleillé de juillet et rallia l'Admiralty House dans les plus brefs délais. Sa première décision fut d'ordonner à la 1re flotte, qui avait participé à la revue navale de la semaine précédente, de ne pas se disperser. À cette heure, elle était ancrée au large de l'île de Wight.

Sir Edward Grey ressentit un pareil sentiment d'urgence. À son retour au Foreign Office, Arthur Nicolson l'informa qu'il avait décidé de lancer officiellement la proposition de Conférence internationale dont ils étaient convenus. La diplomatie anglaise se mettait la première en mouvement, donnant le coup d'envoi des grandes manœuvres de chancellerie. Il n'était que temps ! Cela faisait exactement vingt-huit jours que la crise avait débuté.

Dès le lendemain, à Berlin, l'ambassadeur Goschen reprit le chemin de la Wilhelmstrasse. Il y reçut un accueil mitigé de Jagow :

— En somme, ce que vous proposez c'est une sorte de tribunal arbitral**[164]** ?

Le ministre allemand n'était pas convaincu. Du *Hohenzollern*, l'incorrigible Guillaume y avait également été de sa réaction :

— Je ne marche pas ! Dans les questions de vie et d'honneur, on ne va pas consulter d'autres personnes**[165]** !

L'ambassadeur français Jules Cambon était intervenu, lui aussi. À la Wilhelmstrasse, on le tenait pour l'homme qui savait tout ce qui se passe à Berlin, beaucoup de ce qui se passe à Paris et la majeure partie de ce qui se passe à Londres. À en croire Paul Morand, il avait « d'immenses oreilles à force d'écouter ». Sans doute ce diplomate était-il l'un des hommes les mieux informés d'Europe.

— Vous êtes-vous donc engagés à suivre l'Autriche partout les yeux bandés**[166]** ?

Cambon entendait bien placer les Allemands face à leurs responsabilités. Il devenait vital de peser auprès de Vienne afin d'enrayer la montée aux extrêmes.

À Londres, le lundi 27 juillet en début de matinée, se déroula la première réunion de crise du cabinet britannique. Edward Grey assurait le briefing. Au-delà des précautions, il se fit l'écho de l'interrogation majeure qui taraudait tous les ministres de Sa Majesté présents autour de la table. L'Angleterre risquait-elle d'être impliquée dans un conflit éventuel ?

Sir Edward s'employa à y répondre avec calme et pondération. Sa conclusion fut un modèle de concision :

— Le gouvernement ne déroge en rien à notre tradition diplomatique. L'Entente cordiale de 1904 avec la France ne nous engage pas. Il s'agit seulement d'une « liaison sentimentale**[167]** »…

Une « liaison sentimentale » à l'occasion de laquelle les états-majors respectifs se concertaient de longue date, transformant peu à peu mais à coup sûr l'Entente en alliance. Mais cela, les ministres n'étaient pas censés le savoir…

Grey savait le cabinet anglais majoritairement opposé à la guerre comme à toute forme d'engagement. L'un des plus déterminés paraissait le chancelier de l'Échiquier, le libéral Lloyd George. Le leader gallois s'était fermement opposé aux programmes de construction des *dreadnoughts*. Seule entorse à ce pacifisme, la crise d'Agadir en 1911, au cours de laquelle il avait étonné ses amis par la virulence de son hostilité à l'Allemagne. Cela ne lui ressemblait guère. Peut-être s'était-il pris à le regretter. En tout cas, Lloyd George n'était pas homme à foncer tête baissée dans un conflit continental.

Au-delà de la scène intérieure, Edward Grey était conscient que la prudence était de mise. Le moindre fait ou geste en provenance de Londres était épié par ses voisins, amis comme adversaires.

Quelques heures plus tard, le secrétaire au Foreign Office recevait l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Albert de Mensdorff-Pouilly. Très apprécié dans les milieux aristocratiques londoniens – son grand-père avait été marié avec la tante de la reine Victoria – Mensdorff passait pour un modéré. Grey lui avait tenu un langage étonnamment alambiqué :

— La 1re flotte devait se disloquer aujourd'hui, il n'en sera rien. Ne voyez là aucune menace ! Il s'agit là cependant du reflet de notre inquiétude[168]…

Le lendemain même, Winston Churchill faisait annuler toutes les permissions sur les bâtiments de guerre britanniques. Quant à la 1re flotte, il était bien décidé à lui faire quitter la Manche et à la mettre en lieu sûr dans les eaux écossaises de la mer du Nord. Il l'avait dit à l'amiral Fisher :

— Je ne tiens pas à ce qu'on nous refasse le coup de Port-Arthur…

En 1904, l'amiral nippon Heihachiro Togo avait lancé un raid surprise contre la base navale russe de Port-Arthur. Le succès spectaculaire de ce raid avait précipité l'effondrement militaire de la Russie face au Japon en Extrême-Orient.

Il y avait cependant un léger détail. Une fois la décision prise, Churchill devait tout de même en référer hiérarchiquement au cabinet. Le chancelier de l'Échiquier Lloyd George s'opposa aussitôt à cette initiative :

— Ce serait une provocation à l'égard de l'Allemagne[169] !

Winston se tourna alors vers Asquith. Ce dernier lui lança un regard sombre avant de laisser échapper une sorte de grognement inaudible. Churchill épiloguerait : « Je ne demandais rien de plus[170]… »

Quelques heures plus tard, en pleine nuit, la flottille britannique franchit le pas de Calais, tous feux éteints, en direction de la base navale de Scapa Flow, dans les Orcades.

L'état de crise paraissait galvaniser Churchill. Déterminé à faire place nette à l'état-major de la marine, il fit remplacer le Premier Lord naval l'amiral Arthur Wilson, jugé trop mou, par l'amiral Francis Bridgeman. Il songeait également à substituer, pour le commandement en chef de la Home Fleet, l'amiral John Pellicoe à l'amiral George Callaghan. Il y eut des protestations. Comme souvent, Winston aurait recours à une pirouette : « Les préparatifs exercent sur moi une odieuse fascination. Je prie Dieu de me pardonner cette effroyable légèreté[171]. »

Dans les allées du pouvoir, on chuchotait que la crise rendait Churchill euphorique. Elle comblait en tout cas ce diable d'homme fait pour l'action. Deux ans plus tôt, dans une note adressée à Asquith et Grey, il avait écrit : « Tout homme au courant des faits doit sentir que nous avons les obligations d'une alliance sans en avoir les avantages et, surtout, les limites précises[172]. »

Ce n'était pas l'opinion d'un Charles P. Scott qui vitupérait sans relâche dans les colonnes du *Manchester Guardian* :

« Nous devrions bien faire comprendre tout d'abord que si la Russie et la France font la guerre, nous ne les suivrons pas[173]. »

Au palais de Buckingham, loin des polémiques, le roi George V consignait paisiblement dans son *Journal* personnel : « Il semblerait que nous soyons à deux doigts d'une guerre européenne à cause de l'ultimatum envoyé par l'Autriche à la Serbie[174]. » Le genre de réflexion qui donnait à Lloyd George des tentations d'impertinence :

— Le roi est un brave gaillard. Dieu merci, il n'a pas grand-chose dans la tête[175]…

*

À la City, imperturbables, les assureurs des Lloyds fixaient à 20 % la prime de risque liée à une éventuelle implication de l'Angleterre dans un conflit continental à échéance de trois mois. De son

côté, le *Times* reproduisait non sans inquiétude un article du *New York Sun* publié l'avant-veille dans lequel il était écrit : « Une guerre générale en Europe garantirait que l'avenir économique appartiendra aux continents américains, en particulier à l'Amérique du Nord[176]. »

Des signaux aussi peu avenants ne semblaient guère effaroucher les Asquith qui, la veille, avaient envoyé leur fille cadette Elizabeth en Hollande, dans la famille de leur ami George Keppel.

Saint-Pétersbourg, 28 juillet, 11 h 00

— Ce n'est en somme qu'une question de mots !

Le commentaire de Serguei Sazonov, quatre jours plus tôt lorsqu'on lui avait montré le texte de l'ultimatum autrichien, était un peu court. Mais la plupart des exigences de Vienne lui paraissaient acceptables. À peu près trois d'entre elles seulement pouvaient prêter à négociation. Un adjectif par-ci, un adverbe par-là, rien de gravissime au fond. On n'allait tout de même pas partir en guerre pour des divergences lexicales ou syntaxiques !

Même si on le disait parfois impulsif, Sazonov n'était pas un homme passionné. C'est sans doute ce qui lui valait une réputation d'irrésolution voire de pusillanimité. Le grand-duc Paul ne voyait en lui qu'un *tchinovnik*, un petit fonctionnaire. L'intéressé n'en avait cure. Il avait la confiance de l'empereur. Et la réponse de Belgrade, qu'il avait largement encouragée, l'avait rassuré.

— Beaucoup mieux que nous aurions pu espérer[177]…

Aujourd'hui, d'ailleurs, la réflexion était plus que jamais de rigueur. Et la passion, comme toujours, mauvaise conseillère. En quatre jours, pourtant, que de choses avaient changé ! On n'en était plus à ergoter sur des mots ou des tournures de phrase, histoire de ménager des susceptibilités. Aujourd'hui, l'Autriche venait de déclarer officiellement la guerre à la Serbie. La Russie était au pied du mur, à l'épreuve de la solidarité slave. À l'épreuve de son statut de grande puissance.

Mais le canon n'avait pas encore tonné. Le sang n'avait pas encore coulé. Les hommes d'État paraissaient pouvoir contrôler les événements. Certains jouaient les matamores, d'autres se faisaient plus madrés. Certaines postures cachaient mal l'incapacité des uns ou des autres à maîtriser les choses. Rien cependant n'était encore irrémédiable.

Des esprits lucides espéraient au fond d'eux-mêmes qu'il se trouverait in extremis un sage pour ramener tout le monde à la raison. Cet espoir devenait pourtant de jour en jour plus ténu. La machine infernale s'emballait et menaçait clairement d'échapper au contrôle des apprentis sorciers.

À Berlin, le chargé d'affaires russe n'y avait pas été par quatre chemins :

— L'Autriche veut donc vraiment faire la guerre à la Serbie ?

Il s'était fait rabrouer sèchement par Jagow :

— Il ne s'agit pas de guerre. Il s'agit d'une expédition de châtiment pour régler une affaire locale[178].

Chacun savait que Berchtold jouait dangereusement avec les mots. Ainsi, pour lui, l'ultimatum à la Serbie n'avait jamais existé. Il n'était question que d'une « démarche à délai limité… ».

Passe encore pour l'Autriche et ce Berchtold qui était davantage un boutefeu qu'un diplomate. Mais à quoi jouait donc Berlin ? Sazonov n'avait toujours pas la réponse à cette question. Il était à mille lieues d'imaginer à quel point, depuis le début de la crise, le gouvernement allemand était à la remorque des événements et de Vienne. La main malveillante du comte Berchtold, maître en manipulation, n'y était pas pour rien. La légèreté des diplomates et l'impéritie des fonctionnaires allemands, non plus.

La veille, lundi 27 juillet en fin d'après-midi, le Kaiser était de retour à Potsdam. Aucune des personnalités venues l'accueillir en gare de Wildpark, le chancelier en tête, n'avait jugé bon de

l'alerter sur la gravité de la situation. Inutile de l'ennuyer avec toutes ces histoires. Comment ces personnalités auraient-elles pu comprendre qu'on n'en était plus là depuis longtemps ?

Guillaume, lui, ne décolérait pas de n'avoir eu connaissance de l'ultimatum autrichien que par une dépêche de l'agence Wolf. Dès sa descente de train, il houspilla rudement Bethmann-Hollweg :

— Comment tout cela est-il arrivé ?

Le visage décomposé du chancelier valait réponse. Il offrit sur-le-champ sa démission. Devant le comte Auguste Eulenburg, témoin médusé de la scène, le Kaiser avait alors explosé d'indignation :

— Ah non, alors ! Vous m'avez préparé ce plat-là, vous le mangerez[179] !

Ce 27 juillet, on attendit jusqu'à dix heures du soir pour transmettre à l'empereur – il dormait déjà – le texte de la réponse serbe qui datait de l'avant-veille. Il est vrai que la Wilhelmstrasse venait tout juste d'être informée elle-même de la teneur de ce document crucial. Et elle ne l'avait été ni par les Autrichiens ni par ses propres diplomates à Vienne ou à Belgrade, mais par le modeste chargé d'affaires de Serbie à Berlin !

Lorsque, tôt dans la matinée du 28 juillet, Guillaume II lut enfin le texte serbe, il poussa un soupir de soulagement. La Providence avait guidé la plume de Pasic et de ses gens. Il annota au crayon rouge en marge du document : « Magnifique résultat. C'est plus qu'on n'en pouvait espérer ! Gros succès moral pour Vienne. À présent, il n'y a plus le moindre motif de guerre[180]. »

Bien sûr, peu après, il n'avait guère manqué de lancer à son aide de camp :

— On ne peut en aucune façon faire confiance aux Serbes. Ce sont des Orientaux. Tous menteurs, faux, maîtres en fourberie[181].

Incorrigible Guillaume ! Il avait pourtant paru sincèrement étonné lorsqu'on lui avait dit que le baron von Giesl avait fait ses bagages et que Vienne avait décrété la mobilisation. Mais il était de nouveau en charge ! Lorsqu'il avait repris possession de son bureau, on lui avait tendu un télégramme émanant de Peterhof. Il portait la signature de Nicolas II : « Heureux de te savoir rentré[182]. »

Allons, en dépit de tous leurs différends, Nicky demeurait un gentleman. Entre princes, il resterait toujours possible d'arranger les choses. Cela, les politiciens ne pourraient jamais le comprendre. À ce moment précis, Guillaume II ignorait que le ministère de l'Intérieur du Reich avait déjà préparé les décrets relatifs à la mobilisation et à la sécurité de l'Empire. Des décrets qui n'attendaient plus que sa signature.

À Tsarskoïe Selo, le tsar était plongé dans un abîme de perplexité. Il s'inquiétait de l'état nerveux de l'impératrice qui avait empiré au cours de ces dernières heures. On l'avait informé qu'Alix adressait presque chaque jour des télégrammes angoissés à un Raspoutine convalescent. À Tioumen, en Sibérie, Grigori Efimovitch se remettait péniblement de la tentative d'assassinat dont il avait fait l'objet.

Le télégramme de ce jour signé par la tsarine était ainsi rédigé : « Urgent. Tioumen. À Novy de Peterhof. Minute grave. Ils menacent de la guerre[183]. »

« Émoi de bonne femme » se serait sans doute exclamé de sa voix de stentor le grand-duc Nicolas, l'oncle du tsar, si on lui avait fait lire le télégramme. Ce colosse de près de deux mètres savait son heure arrivée. Quelques instants plus tôt, il tenait entre les mains la dépêche annonçant la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Sa guerre, Nikolasha l'aurait et personne n'oserait se mettre en travers de son chemin. Sur son insistance, le tsar avait déjà décidé la mobilisation partielle l'armée russe.

Trois jours plus tôt, seulement, Nicolas II confiait à son ministre des Finances Petr Bark :

— Croyez-vous vraiment que l'Autriche et l'Allemagne souhaitent la guerre ? Je crains que Sazonov n'exagère la gravité de la situation et soit en train de perdre son sang-froid[184].

*

Ce jour-là, le financier allemand Max Warburg fut informé que le câble de communication entre l'Allemagne et les États-Unis venait d'être coupé.

Warburg repensa aux événements qui se bousculaient. Un mois plus tôt, il était encore à Londres en train de discuter de la meilleure façon d'éviter un affrontement entre l'Allemagne et l'Angleterre. Toutes ces discussions, toutes ces rencontres étaient à présent de l'histoire ancienne.

Warburg savait que la guerre était devenue probable. Il ne se résignait pourtant pas au pire.

La veille, le Kaiser l'avait reçu fort aimablement à Kiel :

— Faut-il déclarer la guerre ou attendre encore, Herr Warburg ?

— Attendre, Sire. Ce ne peut être que bénéfique. Chaque année de paix renforce l'Allemagne et nous donne plus de chance de gagner**[185]**.

Chaque jour davantage, cependant, la réalité imposait le glaive. Observant sans illusion la chute des places boursières européennes, Warburg avait décidé de réduire le volume de ses opérations et de réaliser certaines valeurs. Un peu partout, face à l'effondrement du cours des monnaies qui suspendaient leur convertibilité, on se ruait sur l'or. À peine instauré, le système de l'étalon-or devenait une fiction. La Bourse de Hambourg, elle, venait de fermer ses portes.

La panique n'était plus très loin. Mieux que quiconque, Max Warburg en était conscient. Ce 28 juillet, après avoir appris la rupture des communications avec New York, il fit déplacer à Amsterdam son représentant permanent à Londres, Pieter Vuyk.

Constantinople, 28 juillet, 16 h 00

— C'est un véritable coup de force !

Pour peu, Enver Pacha s'en serait étouffé d'indignation. Dans la salle du Conseil de la Sublime Porte, ses compagnons lui lancèrent un regard ironique quoique respectueux. On ne plaisantait pas avec celui qu'on appelait parfois aussi Enver Bey. Mais tout de même, il n'avait pas de quoi être offensé ! Les coups de force, il en était un adepte.

Ce militaire de carrière formé dans la garde prussienne avait fait partie des Jeunes-Turcs qui avaient obligé, en 1908, le redoutable sultan Abdul-Hamid à rétablir l'ancienne Constitution ottomane. Un an plus tard le sultan était déposé, non sans qu'auparavant Enver ait opportunément pris pour femme sa petite-fille Nadjié.

Le chef putschiste eut tôt fait de confisquer la réalité du pouvoir, constituant dès juin 1913 un triumvirat en compagnie de Djemal Cernal et de Talaat Bey. Un bien singulier trio ! Talaat en était la tête politique. On disait de ce jouisseur levantin qu'il était capable d'ingurgiter lors d'un repas une livre de caviar en l'accompagnant d'un magnum de champagne et, au besoin, de quelques verres de cognac.

Mais Enver Pacha était l'âme de ce triumvirat en même temps que le bras armé. C'était bien lui qui avait chassé Kamil Pacha, tué de ses propres mains le ministre de la Guerre Nazim et terrorisé la Chambre.

Enver tirait la Sublime Porte en direction de l'Allemagne. Il avait compris que, dans une guerre européenne, la neutralité serait fatale à Constantinople. S'engager donc mais dans quel camp ? La Triplice ? Elle était solide et Berlin présentait de fortes garanties. Mais comment être sûr que l'Allemagne l'emporterait ?

L'Entente ? Elle ne manquait pas d'attraits. Malheureusement, il y avait la Russie, cette ennemie tutélaire qui convoitait avec toujours autant d'insistance les détroits, Bosphore et Dardanelles,

indispensables à sa flotte. Insupportable Russie qui, déjà, appelait la capitale ottomane Czargrad…

Il y avait aussi l'Angleterre. Décevante Albion qui avait longtemps été la grande protectrice de l'Empire, en raison de sa position stratégique sur la route des Indes, mais qui le snobait ouvertement désormais. De Gladstone à lord Salisbury, ce n'avait été au cours de ces dernières années qu'un florilège de réflexions péjoratives et désagréables à l'égard du Turc, ce « mauvais cheval », ce « seul grand spécimen anti-humain de l'humanité[186] »…

Sans parler de Winston Churchill. Enver Pacha l'avait rencontré une seule fois, cinq ans auparavant, mais cela avait suffi. L'Anglais lui avait paru condescendant voire insultant tandis qu'il évoquait sans le moindre égard cette « Turquie scandaleuse, croulante, décrépite et sans le sou[187] ».

Tout de même ! Enver Pacha n'aurait jamais cru les Anglais capables d'une audace aussi perverse, de la pure piraterie à ses yeux. Peut-être ignorait-il que Londres était au courant des intentions de la diplomatie ottomane, avouées ou non. Churchill avait même lu des rapports très détaillés sur le comité Union et Progrès – le parti politique au pouvoir – et sur ses leaders. Il savait que les Allemands parlaient en plaisantant d'*Enverland* pour désigner ce qui restait de l'Empire ottoman.

En tout cas, pour le Premier Lord de l'Amirauté, une chose était acquise : Constantinople était un allié potentiel de l'Allemagne et il ne lui ferait aucun cadeau. Quitte à donner une signification assez large à la notion de cadeau…

Depuis plus de deux ans déjà, les Ottomans avaient passé commande auprès des chantiers navals britanniques de deux superbes cuirassés qui pouvaient aisément concurrencer les unités les plus performantes de la Royal Navy. L'un d'entre eux était même doté de canons de 342 mm, le *nec plus ultra*. Les Turcs s'étaient saignés aux quatre veines pour se procurer ces navires qui leur coûtaient la bagatelle de trente millions de livres sterling. Une souscription populaire avait même été lancée à cette fin.

Deux mois auparavant, fin mai, le premier de ces cuirassés, baptisé *Sultan Oman*, était sorti des chantiers navals et en grande partie payé. Les Turcs souhaitaient le rapatrier mais Churchill s'y était opposé. Il avait vaguement évoqué un mystérieux complot grec destiné à faire envoyer le bâtiment par le fond. À l'en croire, mieux valait attendre l'achèvement du second cuirassé, le *Rechadieh*, afin d'effectuer la traversée en toute sécurité. Ce dernier fut achevé au début juillet. Les Turcs devenaient de plus en plus fébriles.

Churchill fit convoquer l'ambassadeur ottoman à Londres. Il lui tint son discours le plus suave :

— Je ne vois aucun inconvénient à livrer les deux navires. Mais il nous faut parfaire les essais de vitesse et d'artillerie. Vous le comprendrez aisément, notre réputation d'excellence technique ne saurait être prise en défaut[188].

Les choses en étaient toujours au même point trois semaines plus tard. À Constantinople, le ministre de la Marine Djemal Pacha tempêta comme un beau diable. Cela n'eut d'autre effet que d'accentuer la placidité britannique.

Le 28 juillet, enfin, Winston Churchill fit ordonner de réquisitionner les deux cuirassés pour une raison impérieuse de « sécurité nationale ». Il n'avait en fait aucune intention de livrer les navires. Sur les rives de la Tyne, le commandant turc patientait en compagnie de cinq cents marins. Furieux, il menaça de prendre de force les navires et d'y hisser le pavillon national frappé du Croissant. L'Amirauté britannique répliqua en faisant savoir qu'elle s'opposerait à toute tentative de ce genre. « Par la force des armes, si nécessaire », eut-elle soin de préciser tranquillement[189].

À Constantinople, Enver Pacha explosa :

— C'est un acte de piraterie inouï !

C'était aussi d'ailleurs l'opinion d'Edward Grey. Ce dernier n'en éprouvait pourtant pas le moindre commencement de regret :

— Les Turcs comprendront, j'en suis convaincu, que nous puissions utiliser ces deux unités pour

nos propres besoins, en cette crise. Les torts financiers et autres seront pris en considération par le gouvernement de Sa Majesté[190]…

Londres ne proposa pas la moindre indemnisation ou compensation. Les deux navires furent sommairement rebaptisés *Azincourt* et *Erin*. Pour les Britanniques, deux cuirassés valaient davantage que l'alliance de l'Empire ottoman.

Paris, 29 juillet, 13 h 20

Le train présidentiel s'immobilisa lentement gare du Nord. Quelques heures plus tôt, Raymond Poincaré et René Viviani avaient débarqué à Dunkerque où les avaient accueillis le sous-secrétaire d'État Abel Ferry et le ministre des Travaux publics, René Renoult. Ils avaient fait route pour Paris dans le même compartiment.

Le chef de l'État était plongé dans les dépêches et les rapports qu'on lui avait préparés. L'un d'entre eux émanait de Paul Cambon qui était venu quelques jours au Quai d'Orsay prêter main forte à Philippe Berthelot. À un moment, Renoult s'était risqué à interrompre le président dans sa réflexion :

— Cela s'arrangera, n'est-ce pas, monsieur le Président ?

— Non, ça ne peut pas s'arranger, ça ne peut pas s'arranger[191]…

Dans le compartiment voisin, Margerie lisait au calme le dossier qu'on venait de lui remettre et qu'on appelait encore au Quai le « Conflit austro-serbe ». Lorsqu'il le referma, il murmura : « C'est beaucoup moins grave que je ne pensais, ça s'arrangera certainement[192]. »

Gare du Nord régnait une atmosphère de liesse patriotique. Depuis dix heures du matin, les nationalistes avaient organisé l'accueil, ligues en tête. Les drapeaux tricolores claquaient fièrement au vent. Des banderoles étaient déployées, appelant à la revanche. Maurice Barrès avait convaincu tout le gratin de la droite intellectuelle de se joindre à lui.

Poincaré fut impressionné par les clameurs et par cet accueil si inattendu. Il comprit soudain que les événements avaient changé de dimension et que les douceurs de la croisière n'étaient déjà plus qu'un souvenir.

Il n'y avait désormais plus aucune seconde à perdre. Trop de temps avait été inutilement gaspillé jusque-là. Le chef de l'État convoqua sur-le-champ un Conseil des ministres pour dix-sept heures. On eut toutes les peines du monde à retrouver Viviani. Certains huissiers chuchotaient pudiquement que le chef du gouvernement s'était « égaré ». On crut d'abord qu'il était chez sa maîtresse, une comédienne pensionnaire du Français. D'autres pensaient plutôt à une « momentanée ». Impitoyable, Joseph Caillaux épiloguerait :

— Est-ce qu'on « s'égare » en des heures pareilles[193] ?

Un Caillaux plus remonté que jamais. L'ancien président du Conseil songeait déjà à la reconquête. À l'issue du Conseil des ministres, le ministre de l'Intérieur Malvy lui avait téléphoné de passer d'urgence place Beauvau :

— Je souhaite votre avis, mon cher président, sur la décision que vient de prendre le Conseil. Sous le sceau du secret évidemment…

Louis Malvy se rengorgea :

— Voilà, la Russie est sur le point de mobiliser.

— Et quelle est notre position ?

— Nous nous sommes engagés à la soutenir.

— Vous donnez au traité d'alliance une interprétation un peu extensive. Mais admettons. Naturellement, vous vous êtes mis d'accord avec les Anglais…

— Les Anglais ? Il n'a jamais été question des Anglais !

Caillaux bondit alors de son fauteuil :

— Malheureux ! Vous venez de déclencher la guerre[194] !

Au Quai d'Orsay, on redoublait d'efforts. En l'absence de Pierre de Margerie, Philippe Berthelot avait accompli un travail remarquable. Il était d'autant plus à louer que Paléologue, par sa lenteur à communiquer des informations essentielles, l'avait tenu dans un brouillard relatif.

À pied d'œuvre désormais, Margerie reçut dans la nuit du 29 au 30, sur le coup de trois heures du matin, la visite du conseiller de l'ambassade russe à Paris, Mathieu Sevastopoulo. Au même moment, dépêché également par Iswolsky, le comte Ignatiev, attaché militaire russe, effectuait une démarche analogue auprès de Messimy. Le gouvernement français était destinataire d'un message de Sazonov.

La tension entre Saint-Pétersbourg et Berlin atteignait un seuil critique. La Russie estimait ne pouvoir faire autrement qu'accélérer ses préparatifs militaires. La guerre devenait imminente. Hier encore, on la jugeait inconcevable. Aujourd'hui, on se demandait comment faire pour la conjurer.

Sazonov tenait à remercier ses alliés pour les propos de l'ambassadeur Paléologue suivant lesquels la Russie pouvait compter sur le soutien total de la France.

Margerie en fut ébranlé. Paléologue avait-il vraiment été jusqu'à donner une telle assurance ? Il s'en fut réveiller Viviani qui, à son tour, prit contact avec Messimy. Décision fut prise en commun d'aller à l'Élysée tirer Poincaré de son sommeil. L'affaire était grave. Au lieu d'encourager les ardeurs des alliés russes, il s'agissait plutôt de les refréner.

Le chef de l'État conclut à un malentendu. Peut-être le télégramme de Viviani de l'avant-veille avait-il dû être mal interprété. Personne n'osa incriminer ouvertement Paléologue même si chacun y songeait de toute évidence. On fit signer à Viviani un nouveau télégramme remettant les choses au point. Il était sept heures du matin.

Une heure plus tard, Margerie convoqua Iswolsky pour lui commenter la position française. L'ambassadeur russe revint une seconde puis une troisième fois au Quai d'Orsay au cours de cette journée du 30 juillet. À son grand dam, le belliciste convaincu qu'était Iswolsky s'entendit dire qu'il fallait rechercher à tout prix une formule d'accommodement. Il répercuta à contrecœur l'information à Saint-Pétersbourg. Lorsque son télégramme parvint à destination, la mobilisation générale russe avait déjà été décrétée.

*

Parmi toutes les préoccupations qui l'assaillaient, Poincaré avait du moins un sujet de satisfaction. La veille de son retour en France, le procès Caillaux avait pris fin dans un hourvari de vociférations et dans la plus grande confusion.

Les dernières séances avaient été houleuses et pénibles. En pleine audience, une violente passe d'armes avait opposé Henry Bernstein, un dramaturge de renom ami intime de Calmette, à Joseph Caillaux. Ce dernier s'était fait un plaisir de discréditer l'auteur de *Après moi* en rappelant à la barre qu'il avait été condamné pour avoir déserté lors de son service militaire. La réplique du boulevardier à succès avait été cinglante :

— Nous assistons ici à une chose inconcevable, celle d'un homme qui monte sur le cercueil de la victime de sa femme, pour vous parler de plus haut ! À la guerre, il faut tirer soi-même. On ne se sert pas d'une femme pour tirer à sa place[195] !

Dans la salle, les Camelots du roi et les nationalistes antidreyfusards avaient applaudi à tout rompre… ceux-là mêmes qui dénonçaient habituellement l'œuvre de Bernstein en l'assimilant à une juiverie intolérable.

Le réquisitoire du bâtonnier Chenu avait été implacable mais, une fois encore, Joseph Caillaux

s'était montré plus intelligent et plus pugnace que ses adversaires. Henriette Caillaux encourait cinq ans de réclusion au minimum. Elle fut acquittée sous les huées et les menaces des partisans de la victime. Elle tomba en larmes dans les bras de son mari. Un de ses avocats, Pascal Ceccaldi, fut agressé à la sortie du Palais de justice. Joseph Caillaux, lui, était protégé par ses gardes du corps.

À la rédaction du *Figaro*, on prépara pour le lendemain un article vengeur au titre sans surprise : « Un verdict honteux ». De son côté, la rédaction du quotidien la *Guerre sociale* décida d'intituler son éditorial : « Vive Caillaux ! » La conclusion se terminait par ces mots : « Heureux les partis dont les chefs ont quelque chose quelque part… »

Même si son adversaire s'en sortait plutôt bien, Poincaré avait tout lieu d'en être soulagé. Il n'y aurait pas de scandale politique.

Peterhof, 29 juillet, 14 h 15

La moiteur était accablante dans le cabinet de travail du tsar, au premier étage de ce palais de style oriental donnant à pic sur le golfe de Finlande. Le regard de Sazonov se porta machinalement sur les deux tableaux représentant des scènes de guerre qui surplombaient le bureau. À portée de main, une icône dorée de la Vierge de Novgorod ornait un bonheur-du-jour.

Littéralement vidé de ses forces, le ministre des Affaires étrangères paraissait avoir atteint son point de rupture :

— Tous ces débats n'ont plus grand sens, ne trouvez-vous pas ?

— Je l'admets, Sire. La mobilisation générale est désormais la seule option possible[196].

Quelques heures plus tôt, Nicolas II avait signé l'oukase de la mobilisation générale. L'ordre devait être cosigné par les ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur avant d'entrer en application dès le lendemain 30 juillet. C'était le point final d'une controverse qui échauffait sérieusement les esprits depuis plusieurs jours.

Sazonov lui-même venait de mettre fin à un entretien pénible avec l'ambassadeur allemand Pourtalès. Le regard défait, le verbe mal assuré, ce dernier avait perdu son arrogance habituelle. Il apportait un message de fermeté de Berlin et il en mesurait déjà les conséquences. À court d'arguments, Pourtalès avait presque imploré le ministre russe :

— Je vous en conjure, faites-moi une proposition, n'importe laquelle, que je puisse recommander à mon gouvernement. C'est notre dernier espoir[197].

Sazonov n'était pas un va-t-en-guerre. Au tout début, il était contre l'idée d'une mobilisation qui aurait relégué la diplomatie aux oubliettes. Il avait plaidé en ce sens mais n'avait guère été suivi en Conseil des ministres. Dès le 24 juillet avait été décidée la mobilisation partielle. Quatre districts militaires – ceux de Kiev, d'Odessa, de Moscou et de Kazan – soit treize corps d'armée en temps de paix, avaient reçu l'ordre de se positionner le long de la frontière autrichienne. Le but était de dissuader l'Autriche de toute intention agressive sans pour autant provoquer l'Allemagne. Trop subtil, sans doute, en un moment où les gens perdaient le sens des nuances.

Dangereux, en avait conclu Sazonov. Qui pouvait savoir comment l'Allemagne interpréterait une telle mesure ? Stupide, avait renchéri le général Serguei Dobrorolski en sa qualité de chef du service de mobilisation de l'état-major général des armées. Lui était partisan de la mobilisation totale. Son collègue des opérations, le général Danilov, partageait cette opinion :

— Absurde ! La mobilisation partielle est techniquement impossible. En plus, elle serait un mauvais signal envoyé à l'adversaire. Tous nos plans militaires visent l'Autriche et l'Allemagne en même temps. Toute autre option ne serait que source de confusion[198].

À écouter Dobrorolski et consorts, on n'avait le choix qu'entre la mobilisation générale, à laquelle

tous les milieux militaires étaient favorables, et rien du tout. On ne l'avait pas suivi. Pas plus qu'on n'avait suivi Sazonov. On avait juste concédé que cette mesure de mobilisation partielle n'entrerait pas tout de suite en application. En attendant, on se contenterait de mesures de « prémobilisation » afin de ne pas fournir de prétexte à une escalade généralisée.

Ces tergiversations n'étaient plus de saison au lendemain de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Sazonov n'était pourtant pas au bout de ses émotions. Trois heures exactement après la prise de décision du tsar, les télégrammes de mobilisation enfin contresignés par les ministres concernés se trouvaient encore dans la salle du central télégraphique de Saint-Pétersbourg, prêts à être expédiés à l'état-major puis aux chefs de corps.

Ils ne devaient pas être envoyés de sitôt. Un contre-ordre intervint, interrompant inopinément le processus. Il n'était pas question de le contester : le contre-ordre provenait tout droit de Peterhof.

Le tsar venait de recevoir une réponse de son cousin Willy à un télégramme que lui-même avait adressé à ce dernier quelques heures auparavant. Dans cette réponse, il était écrit : « J'exerce toute mon influence pour amener les Autrichiens à négocier franchement, à l'effet d'arriver avec Toi à une entente satisfaisante. J'espère avec confiance que Tu m'aideras dans mes efforts pour aplanir les difficultés qui pourraient encore surgir. Ton sincèrement dévoué ami et cousin[199]. »

Soulagé, Nicolas s'était réjoui du message. Malgré tous ses défauts, Willy conservait une ultime lueur de bon sens. Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question de poursuivre la mobilisation générale, sauf à passer pour un fauteur de guerre.

Dans la soirée, le tsar fit envoyer un nouveau télégramme au Kaiser dans lequel il proposait de soumettre le différend entre Vienne et Belgrade au tribunal de La Haye. Willy lui répondit aussitôt qu'il lui donnait sa parole d'honneur qu'il agirait pour le maintien de la paix pour peu que Nicky arrête sa mobilisation.

Pour la première fois depuis très longtemps, le tsar avait pris une décision capitale de son propre chef sans consulter quiconque, ni sa femme, ni Raspoutine, ni ses ministres, ni son fidèle attitré. À vingt-trois heures, Nicolas téléphona à son ministre de la Guerre. Absorbé par les directives de mobilisation, Soukhomlinov ne savait plus où donner de la tête. Le tsar lui posa une seule question :

— Est-il vraiment impossible de stopper la mobilisation ?

— Absolument impossible, Majesté. On ne peut freiner une mobilisation et la faire repartir comme une automobile[200]…

Peu après, Ianouchkhévitch téléphona à Soukhomlinov. Il paraissait en proie à une grande agitation :

— C'est épouvantable ! Le tsar vient de me téléphoner. Nous devons ramener la mobilisation générale à une mobilisation partielle. Que faut-il faire ?

Pendant longtemps, Soukhomlinov se remémorerait sa réponse :

— Ne faites rien ! Strictement rien[201] !

Pour la première fois de sa vie, le général osait s'opposer à un ordre formel du tsar. Le coup de massue n'en était pas moins évident pour les dirigeants russes, civils et militaires, qui étaient dans l'incompréhension la plus totale. Écumant de colère, le chef d'état-major des armées se prévalait de cette logique militaire qu'on lui avait inculquée à l'École de guerre :

— La mobilisation est une affaire grave ! Elle ne s'improvise pas ! Surtout, elle ne saurait être sujette à des sautes d'humeur, même impériales[202] !

Porte-parole autoproclamé de l'état-major militaire, le grand-duc Nicolas se fit un devoir de sonner la charge :

— Nos chefs sont littéralement terrifiés à l'idée de prendre du retard sur nos adversaires. Notre processus de mobilisation est déjà si long. Et cette guerre, si jamais elle se produit, menace d'être si courte[203].

Le lendemain, jeudi 30 juillet, la pression des militaires s'intensifia. Au cours de la matinée, le ministre de la Guerre Soukhomlinov et le chef d'état-major général Ianouchkhévitch téléphonèrent au tsar pour tenter de le faire revenir sur sa décision. En vain.

À quinze heures, Nicolas reçut de nouveau Sazonov. Après s'être longuement concerté avec son chef de cabinet, le baron Maurice von Schilling, ce dernier avait fini par se rallier à l'option de la mobilisation générale.

Le chef de la diplomatie russe venait de s'entretenir avec l'ambassadeur Pourtalès. La discussion avait fait long feu tellement l'Allemand était apparu au bout de son rouleau.

Face au tsar, Sazonov était désormais déterminé :

— Majesté, si nous restons inertes, notre pays risque de perdre toute espèce d'existence dans les Balkans et de se condamner à une condition misérable, au gré des empires du centre[204].

Le tsar ne voulait pas en démordre, se raccrochant à l'idée que tout n'était pas encore joué. L'apaisement avec l'Allemagne restait encore possible. Et la paix, surtout. La paix.

Nicolas s'obstina pendant plus d'une heure, une éternité. Il luttait cependant contre lui-même. Sa proposition de saisine d'une juridiction internationale n'avait pas été prise au sérieux à Berlin. Qui, d'ailleurs, en Europe aurait été prêt à lui accorder du crédit ?

Il y avait aussi ce dernier télégramme de Guillaume II, d'un ton nettement moins amène. Il s'achevait par ces mots : « Des mesures militaires pourraient compromettre mon rôle de médiateur que j'ai si joyeusement accepté sur Ton appel à mon amitié. Tout le poids de la décision à prendre pèse actuellement sur Tes épaules, qui auront à supporter la responsabilité de la guerre ou de la paix[205]. »

De dépit, Nicolas s'en prit à Sazonov :

— Songez à la responsabilité que vous me conseillez de prendre. Songez aux milliers et milliers d'hommes qui vont être envoyés à la mort !

— La conscience de Votre Majesté, pas plus que la mienne, n'aura rien à se reprocher si la guerre éclate. Il est clair que l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps. Il faut à présent songer à la sécurité de la Russie[206].

Le tsar tint à recueillir l'avis d'un fidèle, le général Tatischev qui était chargé des rapports diplomatiques avec l'Allemagne. Le général était un homme dévoué mais pas courageux. Il bredouilla une non-réponse et se fit rabrouer vertement.

Remonté à bloc, Sazonov reprit derechef l'initiative :

— Sire, hier soir l'armée austro-hongroise a commencé à bombarder Belgrade. Dans les rues de Pétersbourg, l'excitation est à son comble. Si nous ne faisons rien, nous risquons une révolution[207] !

Sazonov n'exagérait pas tout à fait. Depuis la déclaration de guerre autrichienne à Belgrade, l'émotion ne faisait que croître dans le pays. La presse était chauffée à blanc tandis que les manifestations panslaves se multipliaient un peu partout. On racontait même que les ouvriers grévistes abandonnaient leurs barricades pour y prendre part. Dans les églises orthodoxes, les popes ne savaient plus où donner de la tête pour bénir les frères martyrs de Serbie.

Soudain tout devenait tragique. Le tsar Nicolas écoutait, silencieux. Enfin, dans un soupir à peine rentré, il se leva avec précaution de son fauteuil. Le moment décisif était venu.

— Eh bien, Serguei Dimitrievitch, les dés sont jetés. Téléphonez au chef de l'état-major que je signe le décret de mobilisation générale.

Sans un mot, Sazonov s'inclina respectueusement et sortit en trombe du bureau transmettre l'ordre par téléphone à Ianouchkhévitch. Avant de raccrocher, le chef de la diplomatie russe ne put s'empêcher une ultime recommandation :

— Général, à partir de maintenant et pour les heures à venir, arrangez-vous pour rester introuvable. Mieux encore, brisez votre téléphone[208] !

Il était alors quatre heures de l'après-midi. Dans la nuit tombante, de grandes affiches rouges annonçant la mobilisation furent collées sur les murs des bâtiments publics de Saint-Pétersbourg. Au même moment, le tsar nota dans son *Journal* personnel :

« Aujourd'hui, nous avons joué au tennis. Il faisait un temps magnifique… J'ai été continuellement appelé au téléphone[209]. »

*

Il était dix-neuf heures passées à Bruxelles lorsqu'un courrier spécial se présenta à la résidence du ministre d'Allemagne. En poste dans la capitale belge depuis peu, ce dernier retint son souffle en prenant réception du pli qu'on lui tendait.

Karl-Konrad von Below-Saleske était un diplomate de la vieille école. Sa raideur naturelle, ses moustaches taillées en croc ainsi que son éternel fume-cigarette en jade en étaient les signes infaillibles. Qui aurait pu imaginer cette caricature de fonctionnaire prussien en baroudeur bourlinguant aux quatre coins du monde ?

Et pourtant, le ministre von Below était loin d'être un diplomate de salon. Des guerres et des révolutions, il en avait eu son comptant. Comme s'il les attirait ! Sur son bureau figurait en bonne place un cendrier en argent. Il était percé d'une balle. À ses visiteurs qui s'en étonnaient, il expliquait doctement :

— Quand j'étais en poste à Constantinople, il y eut une révolution. Auparavant, j'avais été affecté en Chine. Il y avait eu la révolte des Boxers. Ce trou vient d'un coup de fusil tiré à travers la fenêtre. Vous voyez, je suis un oiseau de mauvais augure…

Et von Below d'éclater de rire avant de rassurer l'interlocuteur éberlué :

— Je me suis calmé depuis. Croyez-moi, je suis de tout repos désormais[210] !

En ce début de soirée du 29 juillet, le ministre d'Allemagne venait d'achever son pensum de la journée : la rédaction d'une dépêche sur la dernière manifestation pacifiste à Bruxelles, dans la foulée de la réunion du bureau de l'Internationale socialiste. Il considéra l'enveloppe dûment scellée qu'on venait de lui remettre. Elle portait à l'encre rouge la mention « À n'ouvrir que sur instruction expresse ». Les ennuis étaient de retour. De très sérieux ennuis, cette fois.

Von Below ne savait pas encore que le roi Albert de Belgique, un Hohenzollern par sa mère, venait d'approuver la décision de son gouvernement de faire rappeler les réservistes. Dans quelques heures, dans quelques jours tout au plus, le ministre d'Allemagne ne pourrait éviter des discussions embarrassantes avec ses interlocuteurs habituels. Avec le baron de Bassompierre, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à coup sûr. Avec Julien Davignon, le chef de la diplomatie belge, sans doute également pour peu que la situation devienne aussi grave qu'il commençait à le supposer.

*

Ce jour-là, Margot Asquith fit télégraphier à sa fille Elizabeth d'abréger sur-le-champ ses vacances hollandaises. Au déjeuner, elle dissuada fermement sa sœur Lucy de partir dans le sud de la France pour s'en aller peindre les paysages provençaux baignés de lumière. La vigueur particulière de ses propos frappa ses convives, lord d'Abernon et l'archevêque de Canterbury.

Au palais de Buckingham, le roi George V nota scrupuleusement dans son *Journal* de bord à la date du 29 juillet : « L'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie. Où cela finira-t-il ? Je vis en ce moment des heures de grande angoisse. »

Ce jour-là, on pouvait lire dans le *Wiener Zeitung* une déclaration de Sa Majesté apostolique l'empereur François-Joseph : « J'ai tout examiné et tout pesé. C'est la conscience tranquille que je m'engage sur le chemin que m'indique mon devoir. »

Potsdam, 30 juillet, 9 h 30

Le Kaiser ne décolérait pas contre les Anglais. Contre toute évidence, malgré les messages alarmistes répétés de Lichnowsky, il était convaincu d'avoir été roulé dans la farine. Plutôt que de s'en prendre à lui-même, le Kaiser préférait désigner des boucs émissaires.

Son propre frère Henri de Prusse, qui avait passé un mois en Angleterre au moment de Sarajevo, n'était-il pas revenu plein d'espoir sur la neutralité de Londres ? C'était l'avant-veille. Guillaume en avait conclu :

— J'ai la parole d'un roi ! Cela me suffit[211] !

La chose était sûre, on l'avait dupé. Une conspiration se tramait afin de contrarier l'ambition légitime de l'Allemagne d'avoir sa place au soleil. Le Kaiser était singulièrement vindicatif envers le Foreign Office et n'avait pas de mots assez durs envers Grey, qu'il traitait de « minable ». Le gouvernement britannique en général, cette « sale bande de boutiquiers[212] », ne trouvait pas davantage grâce à ses yeux. Voilà d'ailleurs où menait le régime parlementaire.

Toutefois, pour Guillaume, le grand responsable dans cette affaire était le roi d'Angleterre. Moins le souverain actuel, George, que son père, le défunt roi Édouard. Guillaume n'avait jamais eu la moindre indulgence pour cet oncle affable et bedonnant. Sa vie un peu dissolue alors qu'il n'était que le prince de Galles l'avait scandalisé. Mais c'était l'Entente cordiale avec la France qu'il ne pouvait lui pardonner.

Les sentiments de Guillaume envers Angleterre étaient ceux d'un amour déçu et d'un complexe remontant à la naissance. Le petit-fils adoré de la grande Victoria était littéralement fasciné par cette île qui dominait le monde. Entre-temps, il avait lui-même hérité d'un empire qui était devenu le concurrent de l'Angleterre. La fascination s'était vite muée en haine alors même qu'il persistait à rechercher la reconnaissance des Anglais. Guillaume souffrait encore de cette brûlure lancinante. Même la mort de Bertie – diminutif d'Albert, le prénom véritable d'Édouard VII – n'avait pu l'effacer.

— Cette fameuse crainte d'un encerclement de l'Allemagne est donc devenue réalité. Édouard VII, après sa mort, reste encore plus fort que moi vivant[213] !

Le chancelier impérial Bethmann-Hollweg ne se trouvait pas tout à fait dans cet état d'esprit. Lui en voulait surtout à l'Autriche de l'avoir entraîné sur cette pente. Mais n'était-il pas lui aussi responsable de sa propre myopie ? Depuis l'ultimatum autrichien à la Serbie, il y voyait enfin plus clair. Vienne manifestait l'entêtement des faibles, un entêtement qui risquait d'entraîner l'Allemagne dans un précipice fatal.

La nuit qui avait précédé, pris d'insomnie et de surmenage, Bethmann avait expédié pas moins de six télégrammes successifs à Tschirschky à Vienne. Dans le premier de ce télégramme, il écrivait : « L'attitude du gouvernement de Vienne me surprend de plus en plus. Il nous laisse dans une incertitude absolue en ce qui concerne ses projets. Je suis dans l'obligation de conclure que ce gouvernement médite des projets qu'il juge bon de nous cacher afin de s'assurer dans tous les cas de l'aide de l'Allemagne[214]. »

Expédié sur le coup de quatre heures du matin, le dernier de ces télégrammes avait été rédigé avec frénésie. Visiblement à bout de nerfs, le chancelier y laissait éclater sa colère : « Nous devons refuser de nous laisser entraîner par Vienne à la légère et sans que nos conseils soient écoutés, dans une conflagration générale[215]. »

C'était un peu tard. Eût-elle été expédiée quatre jours plus tôt, une telle dépêche aurait peut-être pu arranger les choses. Mais à présent, le scrupule de Bethmann était devenu dérisoire. Bernhard von Bülow avait cruellement raison. La diplomatie ça ne s'apprend pas, « même en s'y mettant »…

À Berlin, la caste militaire était en train de prendre les choses en main. Le chancelier en avait-il été seulement informé ? Le chef d'état-major von Moltke venait juste de faire « conseiller vivement » à son collègue autrichien Conrad von Hötzendorf de mobiliser toute l'armée.

La veille, sur le coup de 22 h 30, Bethmann-Hollweg avait fait convoquer l'ambassadeur britannique Goschen. À ce dernier, il devait une réponse. Celle de Berlin à la solution de dernière minute proposée par l'Angleterre à la suite du rejet de sa formule initiale de conférence internationale. Cette solution était significativement intitulée « Halte à Belgrade ». Elle préconisait que l'Autriche se contente d'occuper la capitale serbe en guise de représailles, dans l'attente de négociations globales. Vienne avait d'instinct rejeté la proposition. L'Allemagne, elle, hésitait. La formule n'était pas sotte.

Mais Bethmann-Hollweg souhaitait aller plus loin. Il importait à ses yeux que lui fût donnée l'assurance de la neutralité anglaise, gage de la limitation d'un conflit à venir. Lui aussi avait une proposition à formuler :

— Si l'Angleterre reste neutre, l'Allemagne peut d'ores et déjà s'engager à ne réclamer aucune acquisition territoriale continentale à la France. Elle respectera également la neutralité hollandaise[216].

Goschen écouta attentivement, à son habitude, tout en s'abstenant de poser la moindre question. L'état de tension du chancelier impérial, qui semblait agité de tremblements nerveux, était palpable. De toute évidence, il n'était guère en état de dialoguer d'une manière constructive. D'ailleurs, la déclaration de Bethmann-Hollweg était plus significative par ce qu'elle ne disait pas que par ce qu'elle disait.

Comme Goschen l'écrirait peu après dans sa dépêche de compte rendu à Londres : « Il est clair que l'engagement de l'Allemagne à l'égard de la France ne concerne pas ses possessions coloniales. De même, le respect de la neutralité de la Hollande révèle à contrario l'intention de ne pas respecter la neutralité de la Belgique[217]. »

Prenant connaissance de la proposition allemande, sir Eyre Crowe, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, notera dans ses *Carnets* : « Le seul commentaire à faire au sujet de ces stupéfiantes propositions est qu'elles jettent le discrédit sur l'homme d'État qui les a faites[218]. »

Plus théâtral, Edward Grey fera état de son « sentiment de désespoir » à la lecture de cette proposition « déshonorante » de Bethmann-Hollweg.

Après avoir longtemps joué avec le feu, la diplomatie allemande était en train de perdre pied d'une manière calamiteuse. Pire encore, cela commençait à se savoir dans les chancelleries.

Amirauté britannique, 30 juillet, 11 h 00

Albert Ballin était accouru de Berlin trois jours plus tôt, via Hambourg, sous prétexte d'affaires. À ce rythme, il deviendrait bientôt le meilleur client de la Hapag, sa propre compagnie. C'était la troisième fois en deux mois qu'il se retrouvait à Whitehall Street dans le bureau de Winston Churchill. Et cette fois, il n'était pas missionné par le gouvernement allemand. C'était un homme inquiet, presque aux abois, qui venait aux nouvelles. Désespérément.

Le Premier Lord de l'Amirauté avait le visage fermé, ce qui ne lui ressemblait guère. On venait pourtant de le rassurer en lui annonçant la mise en sécurité de sa flotte, en mer du Nord. Mais le rythme de travail frénétique qu'il s'imposait, en même temps que ses collaborateurs, commençait à produire des effets dévastateurs. Surtout, la brusque aggravation de la situation internationale ne prêtait plus guère à l'humour.

Ballin sortait tout droit de chez l'ambassadeur d'Allemagne. Il partageait en gros, quoi qu'en dise Berlin, son analyse de la situation. Les Anglais restaient des gens pacifiques qui ne voulaient pas la

guerre. Les Français, de leur côté, n'avaient pas intérêt à pousser à la roue. Comment, dans ces conditions, une entente ne serait-elle pas possible avec ces deux pays ou, tout au moins, avec l'Angleterre ? Que les diplomates en fixent les conditions et les modalités. C'était leur travail après tout !

L'homme d'affaires hambourgeois se disait qu'un diplomate allemand un peu futé parviendrait sans doute à arranger les choses. Un Lichnowsky en moins mondain et plus imaginatif, en somme. Lui, Ballin, ne pouvait être l'homme de la situation. Il était un entrepreneur et non un diplomate. Il ne serait jamais qu'un monsieur « bons offices » et rien de plus.

Le plus désespérant, aux yeux de l'homme d'affaires, était que toutes ces excellences policées de la Wilhelmstrasse ne paraissaient pas vraiment comprendre. D'une manière surprenante, elles n'avaient pas flairé le danger de cette note autrichienne du 23 juillet à la Serbie qui avait réveillé toutes les chancelleries européennes. Elles ne semblaient pas davantage réaliser que la neutralité britannique n'était pas acquise en toute hypothèse. Les Anglais avaient aussi leur ligne rouge. Sans être menaçant, Churchill avait beaucoup insisté là-dessus :

— Comprenez, cher ami, qu'on ne pourra rester inerte quoi que vous fassiez. La Belgique, pensez-y. Que votre haut commandement militaire ne commette surtout pas la faute de violer la neutralité de ce pays[219].

Ballin était demeuré silencieux. La Belgique, il y songeait aussi avec consternation. Il savait, presque tout le monde savait en fait, que les plans militaires allemands prévoyaient de très longue date l'envahissement de ce pays. Et que des plans militaires, ça ne se modifie pas du jour au lendemain.

Churchill prit soudain conscience du drame personnel qu'était en train de vivre Ballin. Si tous les dirigeants allemands étaient comme lui, le problème de la guerre aurait été résolu depuis longtemps. Ballin était un bâtisseur, pas un inconscient jouant avec des allumettes devant un baril de poudre. Ses affaires étaient basées sur les échanges et sur l'entente mutuelle. En cas de conflit armé, elles en seraient sans doute dramatiquement affectées.

En le raccompagnant à la porte de son bureau, Churchill ressentit une vive compassion pour cet homme droit et courageux qu'il ne devait plus jamais revoir. Ses dernières paroles furent chargées d'émotion :

— Mon cher ami, ne nous laissez pas venir à la guerre[220]…

À deux pas de l'Admiralty House, de l'autre côté de Whitehall Street, on apportait au même moment à sir Edward Grey la dépêche de Berlin commentant la réponse de Bethmann-Hollweg à sa proposition d'apaisement dans les Balkans.

Ce jour-là, on pouvait lire dans le *Manchester Guardian* : « Les Anglais ne sont pas les gardiens de la prospérité serbe ou même de la paix en Europe. Nous nous soucions aussi peu de Belgrade que Belgrade se soucie de Manchester[221]… »

Les journaux londoniens de Fleet Street, eux, continuaient d'assener à longueur de colonnes que toute cette agitation internationale ne concernait pas l'Angleterre. Le *Financial News* persistait à reléguer les nouvelles diplomatiques en page trois. Les banquiers et les grands commerçants harcelaient le chancelier de l'Échiquier Lloyd George dans le but de s'entendre confirmer à un haut niveau la neutralité de l'Empire britannique.

Le soir, Asquith noterait impitoyablement à leur propos, dans son *Journal* : « Les plus grands benêts que j'aie jamais eu à manipuler. Tous avec une peur bleue, comme de vieilles femmes papotant au-dessus de leurs tasses de thé dans une ville épiscopale[222]. »

Plus audacieux, quelques hommes de finance comme lord Rothschild s'étaient avisés d'en appeler au Kaiser en personne afin d'arranger les choses. L'élégante princesse de Pless, qu'on appelait Daisy dans le grand monde, y avait ajouté sa touche aristocratique. On la disait amie du Kaiser qui lui donnait du « Fürstin von Pless ». Son frère, George Frederick, avait convolé avec Jennie Churchill, la

mère de Winston. À tous ces gens distingués et bien intentionnés, Berlin ne ferait même pas l'aumône d'une réponse.

Saint-Pétersbourg, 30 juillet, 22 h 00

Tous ceux qui côtoyaient l'ambassadeur de France Maurice Paléologue eussent volontiers reconnu qu'il réunissait toutes les qualités requises d'un aristocrate. Toutes sauf une, peut-être, l'esprit de rancune. Paléologue avait la fâcheuse impression d'avoir été tenu à l'écart durant ces dernières heures par ses amis russes. Pourtant, il ne s'en formalisait guère. Il était trop perspicace pour ne pas imaginer le drame en train de se nouer au palais Tauride, siège de la Douma, et plus encore à Peterhof.

Russophile, Maurice Paléologue le restait viscéralement. La visite de Poincaré n'avait fait que l'ancrer dans ce sentiment. Quitte à ce qu'il en rajoute un peu plus que nécessaire en mettant en musique les instructions du chef de l'État d'une manière fort peu diplomatique. Il n'était pas obligé de répéter mot pour mot à ses interlocuteurs russes les termes du dernier télégramme chiffré qu'il venait de recevoir de Viviani : « La France est résolue à remplir toutes les obligations de l'Alliance[223]. » Il y était d'autant moins obligé qu'il convenait plutôt d'inciter les Russes à la retenue.

Paléologue était de ceux qui croyaient la guerre inévitable. Ils étaient plus nombreux de jour en jour. Pendant le voyage de retour de Poincaré en France, l'ambassadeur en Russie était devenu de fait et à un double titre l'épicentre de la diplomatie française. D'un côté, il représentait la France dans le pays qui comptait le plus politiquement pour elle avec l'Angleterre. D'un autre côté, il était le dépositaire des dernières instructions du chef de l'État et du chef du gouvernement. Paléologue s'était vite habitué à cette situation enivrante. Ses pouvoirs, aussi exorbitants que temporaires, il les avait exercés dans le sens d'une amitié sans réserve à l'égard de la Russie. Une amitié qui ressemblait à s'y méprendre à un soutien aveugle.

L'avant-veille, dans l'antichambre même du bureau de Sazonov, l'ambassadeur de France avait eu un échange aigre-doux avec son homologue allemand :

— Eh bien ! Êtes-vous décidés à calmer votre alliée, l'Autriche et à lui prodiguer des leçons de sagesse ?

— Mais c'est ici qu'il faut qu'on se calme et qu'on cesse d'exciter la Serbie !

Paléologue était resté dubitatif. Pourtalès avait fini par exploser :

— J'en atteste devant Dieu ! L'Allemagne est pacifique ! L'histoire prouvera que nous avons le bon droit pour nous et que notre conscience n'a rien à se reprocher.

— Mon cher collègue, en sommes-nous déjà au point qu'il faille invoquer le jugement de l'histoire[224] ?

Serguei Sazonov était reconnaissant à l'ambassadeur de France pour son action. La veille 29 juillet, à 23 h 45, il lui avait demandé de lui envoyer son premier secrétaire Charles de Chambrun pour l'informer que le tsar venait de renoncer à la mobilisation générale décidée quelques heures plus tôt.

Ce soir, Sazonov recevait personnellement Paléologue pour lui annoncer que la décision de mobilisation générale avait été prise par le tsar dans l'après-midi. Elle était cette fois irrévocable. Sazonov ne jugea pas utile de préciser à l'ambassadeur que le Kaiser venait d'adresser un ultime télégramme à Nicolas II, l'adjurant de ne pas mobiliser. Ce n'était plus nécessaire. Il y avait déjà plus d'une demi-heure que le général Ianouchkhévitch avait diffusé l'ordre fatidique.

Regardant l'ambassadeur dans les yeux, Sazonov martela ses mots :

— Comprenez-moi bien, monsieur l'ambassadeur. Tout retour en arrière est désormais impossible[225].

Les accents de fatalisme tragique du ministre n'avaient guère échappé à Paléologue. C'était comme si la marche à la guerre venait de franchir un nouveau palier.

À Peterhof, Nicolas II achevait enfin sa journée de travail. Il pensa que c'était la journée la plus longue et la plus rude de son règne. Il écrivit dans son *Journal* : « Je suis allé me promener seul. Il faisait très chaud. Ai pris un bain délicieux[226]. »

Avant d'aller se coucher, le tsar se dit qu'il n'aurait pas dû lire le télégramme resté sur son bureau. Un télégramme en provenance de Pokrovskoïe que la tsarine, en début de soirée, lui avait remis en mains propres : « Nuée menaçante sur la Russie : malheur, beaucoup de chagrin, pas d'éclaircie, mer de larmes sans bornes. Et de sang ? Que dirai-je ? Il n'y a pas de mots, mais une horreur indescriptible. Je sais que tous veulent de toi la guerre, même les fidèles sans savoir que c'est pour la ruine. Dur est le châtiment de Dieu ; lorsqu'il ôte l'intelligence, c'est le début de la fin. Tu es le tsar, le père du peuple, ne laisse pas les fous triompher et perdre eux-mêmes et le peuple… Tout se noie dans un grand sang… Grigori Efimovitch[227]. »

Paris, palais de l'Élysée, 30 juillet, 23 h 15

Dans son bureau de l'Élysée, Poincaré prenait brusquement toute la mesure d'une situation qu'il jugeait à présent d'une gravité extrême. La paix ne tenait plus qu'à un fil. Il le savait mais lui non plus n'aurait su dire exactement pourquoi. Que s'était-il donc passé de si décisif en une quinzaine de jours, depuis son départ pour la Russie ?

Une seule chose devenait évidente aux yeux du chef de l'État : changer au plus vite de ministre des Affaires étrangères. Les sautes d'humeur de Viviani commençaient à lasser tout le monde. Il conserverait la présidence du Conseil pour des raisons d'équilibre politique. Mais il faudrait trouver un nouveau patron pour le Quai d'Orsay.

Adolphe Messimy, lui non plus, n'était pas le ministre de la Guerre idéal. Âgé de quarante-cinq ans, l'ancien député de l'Ain peinait à s'imposer auprès de l'état-major militaire. Il était pourtant passé par Saint-Cyr et était même breveté de l'École de guerre. Il faisait de son mieux.

Quelques mois plus tôt, Messimy s'était mis en tête d'apporter une touche de transformation à l'uniforme français. La capote bleue et surtout le pantalon rouge étaient par trop voyants et représentaient des cibles rêvées pour les fusils ennemis. Les Britanniques avaient bien adopté le kaki et les Allemands le feldgrau. Pourquoi ne pas en faire autant ? C'était le bon sens même.

Sa proposition d'une teinte moins criarde souleva d'emblée un tollé général. Qu'on change de conception stratégique, soit ! Mais pas l'uniforme. Il était sacré, il était le symbole de l'éclat du soldat en même temps que du bon goût français.

Messimy comprit bien vite qu'il eût sans doute été plus aisé de faire élire Félix Mayol à l'Académie française ! Il se fit éreinter par les cercles d'officiers ainsi que par la presse. À la Chambre, Eugène Étienne, un des prédécesseurs de Messimy rue Saint-Dominique, se déclara scandalisé :

— Éliminer le pantalon rouge ? Jamais ! Le pantalon rouge, c'est la France[228] !

La mort dans l'âme, le ministre de la Guerre avait dû piteusement battre en retraite.

Pour Poincaré, ce qui se passait en Russie était autrement plus préoccupant. Que faisait donc Paléologue sur le terrain ? Pourquoi était-il si avare de télégrammes et de dépêches en ce moment crucial ? Avait-il vraiment délivré à Saint-Pétersbourg le message de modération qui convenait ?

Pour la centième fois, le président de la République relisait le texte de la Convention militaire de 1892 avec la Russie qui venait d'être modifié l'année précédente. C'était inutile, il le connaissait déjà

par cœur. L'article 2 de l'accord était dépourvu d'ambiguïté. La France n'était tenue de procéder à la mobilisation immédiate de ses troupes, simultanément avec l'armée russe, qu'en cas de mobilisation générale de l'Allemagne. Cela signifiait à contrario qu'elle n'y était pas tenue dans l'éventualité d'une mobilisation seulement partielle de Berlin ou même dans celle d'une mobilisation générale de l'Autriche.

Signé à l'époque par le général de Boisdeffre, l'accord était demeuré secret. En cas de guerre, se disait Poincaré, il faudrait bien en révéler l'existence au Parlement avec toutes les conséquences politiques qui en découleraient.

À cette heure précise, Berlin n'avait pas encore mobilisé et ne s'était même pas risqué au premier cran dans l'escalade des périls, la déclaration de menace de guerre imminente. Que signifiait, dans ces conditions, cette rumeur de mobilisation russe partielle que venait d'annoncer Paléologue ? Pourquoi n'y avait-il pas eu de concertation préalable entre Saint-Pétersbourg et Paris ?

Poincaré commençait à comprendre qu'il était piégé. Cette seule idée le mettait mal à l'aise. Bien sûr, la France pourrait trouver de bonnes raisons pour ne pas se mêler d'un conflit impliquant la Russie. Juridiquement, cela pouvait marcher. Politiquement, c'était intenable.

La France avait la tête dans le nœud coulant de l'alliance russe et ne pouvait désormais s'en extraire sans dommages. Elle était en grande partie responsable de cette situation. Paris avait trop longtemps pratiqué une politique au fil de l'eau, subissant les événements plus qu'il ne les maîtrisait. Sur ce point, Aristide Briand avait une théorie bien à lui :

— Il n'y a qu'une politique. D'abord, se laisser flotter, c'est la politique du chien crevé. Puis distinguer la chose importante et la vouloir avec esprit de suite et énergie. Mais les diplomates sont des chats coupés[229]…

De la théorie, bien sûr. La réalité y était parfois rétive. Briand affectait d'oublier que les diplomates, après tout, ne sont que des exécutants. Les vrais décideurs ne sont-ils pas les hommes politiques eux-mêmes ?

Il y avait également les Anglais dont on ne pouvait être sûr dans l'absolu. L'après-midi même, Grey avait lancé à Cambon qui l'avait aussitôt rapporté à Margerie :

— Ne tirez surtout aucune conclusion définitive de la façon dont nous menons notre barque. L'Angleterre n'a pas d'engagement, je vous le répète[230].

Avec sa façon de n'être pas vraiment dedans tout en n'étant pas dehors, alors même que le feu couvait alentour, Grey commençait à agacer prodigieusement à Paris. En temps habituel, on n'en avait déjà pas une très haute opinion. Un jour, Berthelot avait reçu un télégramme de Paul Cambon qui se terminait par ces mots : « Sir Edward Grey se réserve d'y penser. » Goguenard, il avait reposé le télégramme sur son bureau :

— Grey va penser ? Nous sommes perdus[231]…

Il était beaucoup trop tard pour épiloguer. Le mal était déjà fait. La guerre allait éclater, c'était plus que probable. Encore fallait-il agir pour que la France apparaisse dans son bon droit et que sa responsabilité ne soit pas engagée. C'était désormais l'obsession du chef de l'État.

Le matin même, le Conseil des ministres avait décidé à titre préventif la mise en place de cinq corps d'armée le long de la frontière avec l'Allemagne. Il avait enjoint aux troupes concernées de rester stationnées à une dizaine de kilomètres de la frontière afin d'éviter tout incident. Il s'agissait également d'attester des intentions pacifiques de la France, vis-à-vis de Londres tout particulièrement.

Le général Joffre avait bien regimbé. Il était intervenu au nom de l'état-major pour que la mesure soit rapportée. Viviani avait tenu bon. Il avait même obtenu que le chef suprême des armées adresse à ses commandants une instruction précise : « Pour des raisons nationales d'ordre moral et pour des raisons impérieuses d'ordre diplomatique, il est indispensable de laisser aux Allemands l'entière responsabilité des hostilités[232]. »

Forts de leur logique propre, les états-majors prenaient de plus en plus le pas sur les pouvoirs civils. Poincaré ignorait encore à quel point, outre-Rhin, le haut-commandement militaire était en train de s'imposer. Pour lui, chaque jour de perdu était catastrophique. Toute la question, pour le président français comme pour les autres responsables européens, était de savoir identifier avec précision un moment fatidique entre tous : celui du basculement, celui à partir duquel la diplomatie n'aurait plus son mot à dire face aux militaires.

Poincaré eut un sommeil agité cette nuit-là. Il ne pouvait cependant se douter que le lendemain se jouerait le sort de la paix européenne.

Berlin, 31 juillet, 13 h 00

À grandes enjambées, le chancelier gravissait les marches du Schloss, le vaste palais de briques que Frédéric le Grand avait fait édifier pendant la guerre de Sept Ans pour impressionner ses ennemis. Deux heures plus tôt, on avait communiqué à Bethmann-Hollweg le télégramme du comte Pourtalès faisant état de la mobilisation générale en Russie. C'était le chaînon manquant dans le processus de guerre : l'élément déclenchant qui permettait à l'Allemagne de réagir à son tour, forte de son bon droit.

Assis à son bureau qui avait été ouvragé dans le bois du *Victory* de Nelson, le Kaiser était entouré de ses collaborateurs. Son aide de camp, le général Hans von Plessen, deux conseillers politiques, le général Erich von Falkenhayn, ministre de la Guerre, et le chef d'état-major, Helmuth von Moltke.

Le moment était solennel. Il aurait pu avoir lieu deux jours plus tôt. Mais les officiers supérieurs étaient divisés. On avait finalement décidé de surseoir jusqu'au dernier moment. D'une écriture raide, l'empereur apposa sa signature sur le document proclamant la « menace de danger de guerre ». En regardant son aide de camp apposer avec précaution un buvard sur l'encre de la signature, Guillaume avait conscience d'entériner un processus de guerre. Un processus quasiment irréversible : le lendemain s'ensuivrait mécaniquement la mobilisation générale de l'armée allemande.

Helmuth von Moltke agit immédiatement comme il était préparé à le faire. De retour à l'état-major, il lança sans coup férir la procédure prévue de longue date. L'impératif était désormais de prendre la Russie de vitesse en ne lui laissant pas le temps de se mobiliser. Tel comportement ne pouvait en rien surprendre les gens avertis. Un an plus tôt, dans une dépêche prémonitoire datée du 6 mai 1913, Jules Cambon en avait exposé la philosophie : « Laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. La guerre étant devenue nécessaire, la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie[233]. »

Les diplomates de la Wilhelmstrasse étaient eux aussi sur le pied de guerre. Ils étaient déjà en train de rédiger un ultimatum à la Russie la mettant en demeure d'interrompre ses préparatifs militaires dans les douze heures. Un ultimatum qui semblait beaucoup moins l'ultime étape d'une diplomatie défaillante que l'annonce d'hostilités à venir. Il serait expédié à dix-sept heures précises. Bethmann-Hollweg avait insisté auprès de Jagow :

— Quoi qu'il arrive, la Russie doit par tous les moyens être mise dans son tort.

Au même moment, Guillaume réceptionnait un dernier télégramme de Nicky à Saint-Pétersbourg sollicitant sa médiation. Sa réponse avait été cinglante : « Mon rôle est terminé. Willy[234]. »

Le général Falkenhayn noterait dans son *Journal* : « Son attitude et ses paroles sont dignes d'un empereur allemand ! Dignes d'un roi de Prusse[235]. »

Bien sûr, le ministre de la Guerre ne pouvait savoir que, depuis presque deux jours, l'impératrice Augusta-Victoria talonnait un Guillaume plus qu'hésitant, lui enjoignant « d'être un homme »…

Au soir du 31 juillet, alors qu'il dînait en compagnie du prince Henri de Prusse, son frère, et du

Kronprinz, Guillaume s'était laissé aller à des considérations beaucoup moins martiales : « Mais que veulent somme toute les Autrichiens ? Les Serbes ont presque tout accepté sauf des broutilles. Ce serait pure folie d'en arriver à une guerre généralisée[236]… »

Plus avant dans la soirée, alors que ses hôtes évoquaient déjà cette guerre en préparation, il avait refroidi l'enthousiasme de la tablée :

— Je ne puis oublier que j'ai fait la promesse à feu l'empereur Guillaume I^er^, mon aïeul bien-aimé, de préserver l'amitié avec la Russie[237].

Peut-être restait-il encore un moyen ? Un ultime moyen.

*

À Vienne au moins, les états d'âme n'étaient plus de saison. Le comte Berchtold touchait au but. Cela faisait à présent plus d'un mois qu'il y travaillait d'arrache-pied. Bien sûr, il ne tenait plus qu'à coups de somnifères, la nuit, et de remontants le jour. Mais il paraissait encore plein d'allant.

Ce n'était pas le cas de l'empereur François-Joseph qui avait baissé les bras, comme résigné. Contrairement à ce qu'on pensait à la Hofburg, l'Allemagne, elle, n'avait pas traîné des pieds. Deux jours plus tôt, Moltke avait prodigué de nouveaux encouragements à Conrad von Hötzendorf. Ce dernier avait montré à Berchtold le télégramme en provenance de Berlin : « Mobilisez ! Si vous mobilisez, l'Allemagne mobilisera ! »

Agréablement surpris, le comte n'avait pu s'empêcher de commenter :

— Qui commande à Berlin ? Moltke ou Bethmann[238] ?

Les militaires autrichiens, eux, attendaient les ordres de Berchtold et du Ballplatz. Ces ordres arrivèrent enfin le 31 juillet sous la forme d'un télégramme enthousiaste aux armées : « En avant ! »

Nettement moins euphorique, le vieil empereur soupira :

— Si la monarchie doit périr, au moins qu'elle le fasse convenablement[239] !

Parole de vieillard sur le déclin, certes. Mais Berchtold lui-même n'était pas vraiment dupe. Dans son télégramme aux armées, il avait ajouté à tout hasard : « Pas d'engagement intempestif. » Mieux que quiconque, il savait que l'armée autrichienne n'était pas prête à livrer bataille. Conrad l'avait prévenu que les unités les plus avancées de l'armée ne seraient pas en mesure de franchir la frontière serbe avant le 12 août ! Alors pourquoi tant de hâte à s'engager dans un cycle fatal ?

Cette guerre, Berchtold l'avait trop désirée. C'était sa guerre, on ne pouvait la lui voler en toute dernière minute. Il fallait donc la commencer, à tout prix. Pour couper court définitivement à toute démarche de conciliation. Pour créer l'irréversible. Rien ne devait arrêter les dés de fer de rouler.

Ostende, 31 juillet, 13 h 40

Avec un quart d'heure de retard, le train express pour Herbesthal et l'Allemagne s'ébranlait laborieusement dans un grincement métallique.

Stefan Zweig restait encore incrédule tant la chose lui paraissait inimaginable. Étant de nationalité autrichienne, il devait fuir précipitamment la Belgique où il passait des vacances paisibles. Comme chaque année, il séjournait dans la station balnéaire du Coq, en mer du Nord. Début août, il comptait rendre visite à son grand ami, le poète belge Émile Verhaeren, dans sa petite maison de campagne au nom si pittoresque, « Caillou-qui-bique ».

Ses vacances, Zweig les avait débutées dans l'insouciance et la légèreté. Au Coq villégiaturaient également des artistes aussi attachants que le dramaturge Fernand Crommelynck ou le peintre James Ensor, tous amis de Zweig. La vie y était facile et agréable. Qu'est-ce donc que cet archiduc « mort

dans son sarcophage », ainsi qu'il l'écrirait[240], avait à faire dans leur vie ? Rien sans doute, si ce n'est que l'histoire finit toujours par rattraper ceux qui croient pouvoir s'en abstraire.

La guerre, Stefan Zweig s'était mis à y penser, comme tout le monde, au moment de cet extravagant ultimatum de l'Autriche à la Serbie. De Tobelbad, près de Graz, son épouse Friderike lui écrivait déjà qu'elle était « morte de peur tout à coup ».

L'atmosphère se dégrada brusquement. Les touristes commencèrent à déserter les hôtels. Soudain, le vent glacé de l'angoisse balaya la plage. Au Coq ceux qui parlaient français commencèrent à jeter des regards noirs à ceux qui s'exprimaient en allemand. Zweig faisait partie de ceux-ci. Le français, cette langue qu'il avait tant aimée, eut soudain pour lui une sonorité hostile. Dans les rues d'Ostende patrouillaient déjà des soldats belges. Certains d'entre eux étaient curieusement accompagnés de chiens traînant des mitrailleuses sur de petites voitures.

Les amis de Zweig se disaient convaincus que les Allemands avaient l'intention de percer à travers la Belgique. Lui ne cachait pas son indignation :

— C'est un non-sens ! Les Allemands ne peuvent entrer en Belgique. Vous pouvez me pendre à cette lanterne si je me trompe[241] !

On était encore le 29 juillet. Deux jours plus tard, Stefan Zweig sauta dans le premier train pour l'Allemagne. C'était aussi le dernier à être autorisé à partir. Une fois la frontière franchie, Zweig croisa plusieurs convois de marchandises aux wagons recouverts de bâches sombres et épaisses. Il crut reconnaître les formes indistinctes et menaçantes de canons. Peu après, son train traversa de toutes petites gares qui étaient cependant dotées de quais de huit cents mètres de longs. Des quais destinés, selon toute évidence, à y accueillir des milliers de soldats. Vraiment pacifiques, les intentions allemandes à l'égard de la Belgique ?

Au-delà du désespoir qui commençait à l'étreindre, Zweig était reconnaissant à ses amis de ne pas l'avoir pris au mot.

Londres, 31 juillet, 18 h 15

Hormis son flegme naturel, sir Edward était un homme désabusé. Ses tentatives diplomatiques avaient toutes échoué, sans exception. Sans même daigner les examiner, Berlin comme Vienne avait repoussé ses propositions successives de conférence internationale puis de médiation. Grey n'en était pas encore revenu. Deux jours plus tôt, il se voulait encore optimiste :

— Que je les aie tous autour d'une table et personne ne se dressera, ne fût-ce que pour décharger un revolver[242] !

Contrairement aux fois précédentes, personne n'avait accepté de s'asseoir autour d'une même table. Il était clair désormais que cette crise ne se résoudrait pas comme les autres.

Certes, le chef de la diplomatie britannique connaissait mal ce continent européen où il n'avait presque jamais mis les pieds. Il se souvenait y être passé, dans le temps, sur la route des Indes. Une autre fois, il avait accompagné le roi Édouard en visite officielle à Paris. C'était peu. Un continent européen dont il ne parlait aucune langue sauf peut-être un peu de français, et encore assez mal.

Grey aurait pu également se reprocher son attentisme passé et ses déclarations d'une prudence ambiguë. Que de mauvais signaux avaient été envoyés à ses adversaires, comme d'ailleurs à ses partenaires !

À sa décharge, Grey ne détenait pas à lui seul la solution du problème européen. Après tout, le bellicisme incontrôlable de l'Autriche et l'inconscience de l'Allemagne étaient bien les premiers responsables de la catastrophe qui était en train de se profiler.

Depuis le lundi 27 juillet, date de la première réunion de cabinet consacrée à la crise internationale,

Grey faisait feu de tout bois. De son bureau du Foreign Office, sir Arthur Nicolson multipliait les initiatives. Sur le terrain, à Saint-Pétersbourg avec George Buchanan, à Berlin avec Edward Goschen ou encore à Paris avec Francis Bertie, les diplomates de Sa Majesté faisaient preuve de talent et de persévérance. En vain, hélas.

Sir Edward, lui, était harcelé au moins deux fois par jour par Cambon sur l'attitude de l'Angleterre :

— Le moment est-il venu enfin ?

— Il sera venu quand la position de l'Allemagne sera parfaitement claire[243] !

L'ambassadeur français était désemparé. C'était toute son œuvre depuis seize années, le rapprochement avec l'Angleterre, qui était en jeu. Il n'hésitait plus à poursuivre Grey jusqu'à sa résidence privée, à Eccleston Square. Une résidence qui était d'ailleurs le domicile de lord Haldane, lequel hébergeait en toute discrétion son collègue depuis plusieurs mois.

En cette fin d'après-midi du 31 juillet, sir Edward avait un autre sujet de préoccupation lié à l'ouverture probable des hostilités : la Belgique.

La difficulté était de taille. Petit État coincé entre l'Allemagne et la France, la Belgique était devenue indépendante en 1830. Elle avait été reconnue par les grandes puissances de l'époque sur la base d'une neutralité à peu près calquée sur le modèle suisse. Il s'agissait alors d'éviter les convoitises du roi de France Louis-Philippe sur la Belgique. Les choses avaient bien changé au fil du temps, même si Napoléon III avait, lui aussi, joué avec l'idée d'annexer la Belgique.

Malgré ces changements, les parrains qui garantissaient la neutralité belge étaient restés les mêmes. Parmi ceux-ci : la Prusse, devenue l'Allemagne, la France et l'Angleterre.

Grey n'était pas naïf. Il imaginait bien que la Belgique serait la première victime d'une offensive allemande si, d'aventure, celle-ci devait se développer à l'ouest. Aussi envisageait-il sérieusement de poser à l'Allemagne la question de confiance au sujet de la neutralité belge. Afin d'éviter tout soupçon de partialité, il poserait une question identique au gouvernement français.

La manœuvre de Grey était un peu celle du gouvernement de William Gladstone au moment de la guerre franco-prussienne de 1870. À l'époque, interrogées par Londres, la France et l'Allemagne s'étaient entendues pour respecter la neutralité belge.

Mais les événements se précipitaient, à Londres comme dans les autres capitales européennes. Dans la matinée du 31 juillet au palais de Buckingham, le roi George V s'était entretenu de la situation internationale avec le Premier ministre Asquith. L'après-midi, il avait rencontré lord Herbert Kitchener. L'ancien héros du Soudan était une légende vivante. Deux jours auparavant, le souverain l'avait fait comte Kitchener de Khartoum et de Broome, dans le comté de Kent.

Commandant en chef pendant la seconde guerre des Boers puis en Inde, Kitchener revenait d'Égypte où il était l'homme fort de l'Empire britannique. Le gouvernement britannique venait de le rappeler d'urgence. Asquith songeait à lui confier le portefeuille de la Guerre.

La veille, Kitchener avait confié à deux officiers qui lui étaient proches :

— Si vous avez des amis en Allemagne, conseillez-leur de rentrer immédiatement. Et dites-leur, s'il le faut, que le conseil vient de moi[244]…

La journée avait été exténuante. C'est à peine si le roi put s'occuper ce soir-là de sa collection de timbres. Dans son *Journal* personnel, il avait noté laconiquement : « Des télégrammes arrivent sans arrêt de l'étranger. L'avenir s'annonce noir[245]. » Harassé, le roi s'était couché vers 23 h 30. À 0 h 45, il fut réveillé par son écuyer d'honneur Colin Keppel. Le Premier ministre souhaitait le voir d'urgence.

En robe de chambre, le souverain reçut Asquith qui l'attendait avec le brouillon d'un télégramme qu'il souhaitait envoyer sur-le-champ et en son nom au tsar. Ultime tentative pour préserver la paix ? Le roi n'avait pas à prendre de décision. Seul son consentement était requis. Encore fallait-il respecter

la procédure. Il lut brièvement le texte, s'assura que sa signature, « Georgie », figurait bien au bas du télégramme et y apposa son paraphe. Quand le roi retourna se coucher, il était déjà 1 h 30 du matin.

*

Ce matin-là, il était dix heures lorsque le Stock Exchange ferma ses portes jusqu'à nouvel ordre. Le chancelier de l'Échiquier signa le décret relevant de taux de l'escompte de 4 à 8 %. Deux jours plus tard, il serait de nouveau rehaussé à 10 %. Dans les milieux boursiers, les rumeurs allèrent bon train. On chuchotait que des millions de livres en or avaient quitté le pays pour le continent.

Paris, palais de l'Élysée, 31 juillet, 7 h 40

Cette journée-là serait décisive entre toutes. C'était le sentiment de Raymond Poincaré. Depuis son retour de voyage, le président semblait évoluer sur une autre planète. Tout s'était si brusquement accéléré ! De graves, les heures se faisaient à présent dramatiques.

« Des heures napoléoniennes », avait confié à Abel Ferry le Résident général de France en Tunisie, Gabriel Alapetite[246]. Avec cette grandiloquence digne d'un fonctionnaire de sous-préfecture.

Il n'empêche ! Le dénouement était proche. La tension extrême de ces dernières heures ne pourrait se prolonger indéfiniment.

Le chef de l'État achevait de rédiger une missive à l'attention du roi d'Angleterre George V. Il y écrivait que, si l'Allemagne parvenait à croire que l'Entente cordiale entraînait une solidarité sur les champs de bataille, la cause de la paix en serait préservée. Mais le souverain anglais était-il capable d'une réponse différente de celle, évasive, que lui préparerait inévitablement le Foreign Office ?

Au même moment, Pierre de Margerie recevait au Quai d'Orsay l'ambassadeur d'Angleterre, sir Francis Bertie. Comme toujours, quelle que fût la saison, ce dernier était revêtu de sa redingote grise et de son chapeau haut de forme, sans oublier son inusable parapluie doublé de tissu vert pomme.

Infatigable, inébranlable Margerie ! C'était à croire que la crise le revigorait. D'une manière calme et ferme, le directeur des Affaires politiques se mit en devoir de rassurer son interlocuteur : bien sûr, le gouvernement français était déterminé à respecter la neutralité de la Belgique. C'est seulement dans le cas où cette neutralité serait violée par une autre puissance que la France, pour des raisons de sécurité, pourrait être contrainte d'agir différemment.

Sir Francis s'empressa de câbler l'information à Grey. Le ministre n'en fut guère surpris. En réalité, c'était la réponse allemande à cette même interrogation sur la neutralité belge qu'il attendait avec anxiété. Et celle-ci tardait à venir.

À Paris, le Conseil des ministres siégea sans désemparer. Réuni dès neuf heures à l'Élysée, il donna lieu à des scènes irréelles. Même si certains ministres s'obstinaient à le trouver en pleine forme, reposé et salé par son voyage en mer, le chef du gouvernement était visiblement en proie à une effroyable tension nerveuse. Des ministres comme Adolphe Messimy ou Louis Malvy ne valaient guère mieux. Ah ! Où étaient les hommes forts de la République, ceux qu'on reconnaît dans les grands orages, les Clemenceau, Briand, Caillaux ?

Seul le chef de l'État semblait conserver son sang-froid, dirigeant les débats du Conseil avec méthode et précision. L'ordre du jour était compliqué. On faillit se perdre dans les méandres budgétaires. Certains ministres se demandaient quand le Parlement allait être convoqué en session extraordinaire. D'autres évoquaient la nécessité de proclamer l'état de siège.

Dans l'antichambre, le général Joffre patientait encore et toujours. Même au repos, assis sur sa chaise, il était impressionnant, son gros buste tassé sur ses cuisses puissantes et son air faussement placide. Débordant du siège, sa culotte rouge ne faisait pas de pli. La plupart – Berthelot en faisait partie – remarquaient sa grosse tête solide et carrée. Le jeune attaché qu'était Paul Morand se montrait, quant à lui, fasciné par le postérieur massif du général : « Comme le derrière de cet homme donne confiance[247] ! »

Joffre n'avait eu qu'une demi-satisfaction la veille. Opiniâtre, il continuait de se battre pour que soit mis en route l'ordre de couverture totale des troupes, sans réserve cette fois.

À midi sonnant, le Conseil des ministres était loin d'avoir épuisé l'ordre du jour. Il fut décidé d'interrompre les travaux pour les reprendre derechef à dix-sept heures.

À quatorze heures on apprit à Paris la nouvelle de l'ultimatum allemand à la Russie. Le gouvernement français ne savait toujours pas que le tsar avait décidé la veille la mobilisation générale. Détenteur de nouvelles informations sur les mouvements militaires allemands, Joffre se mit à rédiger une note encore plus pressante. Il la remettrait au ministre de la Guerre, rue Saint-Dominique, juste avant que celui-ci ne reparte pour le Conseil des ministres.

Il était seize heures lorsque l'ambassadeur autrichien Szecsen s'en vint trouver Viviani pour lui prodiguer des paroles rassurantes sur les intentions pacifiques de son pays. Il ne fut pas cru. Un peu plus tard, peu avant d'aller dîner au Cercle de l'Union, l'ambassadeur viendrait plaider sa cause auprès de Margerie. Il ne serait pas cru davantage.

Au Conseil des ministres, Messimy arriva en retard, hors de lui. Un ami banquier hollandais venait de lui annoncer la proclamation prochaine par Berlin de la « menace du danger de guerre ». Encore sous le coup de l'émotion, il s'exclama :

— C'est une forme hypocrite de mobilisation ! Il va y avoir la guerre et l'Allemagne tout entière y est prête, de l'empereur jusqu'au dernier Fritz[248] !

Viviani ne s'éternisa guère au Conseil. Il devait filer au Quai d'Orsay où l'ambassadeur d'Allemagne von Schoen lui avait fait demander audience. Le chef du gouvernement eut néanmoins le temps de faire approuver la demande de Joffre :

— La demande du chef de l'état-major est légitime. Nous devons y faire droit, sauf pour le moment en ce qui concerne le rappel des réservistes.

Joffre ne demanda pas son reste. Une demi-heure plus tard, il expédiait un télégramme du ministère de la Guerre : « Faites partir troupes de couverture. Heure initiale fixée à vingt et une heures[249]. »

Au Quai d'Orsay, René Viviani et Pierre de Margerie écoutaient avec attention l'ambassadeur von Schoen, dont c'était la onzième visite en une semaine, exposer le point de vue de Berlin. L'armée et la flotte russes avaient mobilisé. Un ultimatum avait été adressé en conséquence à Saint-Pétersbourg. Von Schoen ajouta :

— J'ai pour instruction de vous demander quelle serait l'attitude de la France dans l'hypothèse d'un conflit armé entre la Russie et l'Allemagne.

Les deux Français évitèrent de se regarder à cet instant précis. Chacun savait bien que c'était un ultimatum, le second du genre après celui délivré à la Russie. Mais déjà, l'ambassadeur se levait comme mû par une nécessité impérieuse. Saisissant vivement son chapeau, il se retourna :

— Demain 1er août à midi, je viendrai chercher la réponse à ma question. Je vous demande respectueusement qu'on me prépare mes passeports.

Pierre de Margerie accusa le coup. Il connaissait Schoen depuis plus de vingt-cinq ans. Tous deux avaient été en poste à Copenhague, dans le temps. Il s'adressa à l'ambassadeur d'homme à homme :

— Cher ami, je connais votre loyauté et votre courage. Vous ne pouvez terminer votre carrière sur ces mots[250].

Wilhelm von Schoen n'était plus qu'un homme accablé. Sa tâche était trop rude. Certes, comme le

prétendait Bismarck, « les ambassadeurs ont à obéir comme des sous-officiers ». Mais là, l'affaire dépassait tout entendement. Les choses avaient été trop vite et, surtout, trop loin.

N'osant regarder son collègue français dans les yeux, l'ambassadeur s'inclina sans un mot puis il sortit. Il était dix-neuf heures passées.

Le président du Conseil reprit le chemin de l'Élysée. L'atmosphère n'y était pas plus détendue, bien au contraire. L'excitation, la fatigue, la nervosité commençaient à faire leur œuvre. Sur le coup de vingt-deux heures, on glissa un billet à Poincaré. Celui-ci blêmit puis exigea le silence :

— Messieurs, on m'informe que M. Jean Jaurès vient d'être victime d'un assassinat…

Le Conseil des ministres demeura prostré. Un silence pesant, gêné, stupéfait. Deux longues minutes plus tard, cavalcade dans les couloirs de l'Élysée. Le ministre de l'Intérieur Louis Malvy fit irruption, le visage décomposé. Lui aussi avait appris la nouvelle.

— Le préfet de police me téléphone qu'il y aura la révolution à Paris dans les trois heures ! Les faubourgs vont descendre[251] !

Au Conseil des ministres, l'incrédulité l'avait cédé à la stupéfaction :

— Alors quoi ? La guerre étrangère et la guerre civile ! Tout à la fois !

Comme aurait pu le dire Clemenceau, la supériorité de la guerre civile sur l'autre, c'est qu'on connaît ceux qu'on tue…

*

À l'intérieur du Café du Croissant, dans le quartier des imprimeurs tout proche des grands boulevards, on avait disposé des tables bout à bout pour pouvoir y étendre le corps de Jean Jaurès. L'horloge au-dessus du comptoir marquait 21 h 40[252].

Dehors, sur le trottoir de la rue Montmartre, l'assassin qui avait tiré les deux coups de feu venait d'être maîtrisé alors qu'il tentait de s'enfuir en direction de la rue Réaumur. Il s'agissait d'un jeune homme insignifiant, plutôt apeuré, dont on découvrirait bientôt qu'il était adhérent de la « Ligue des Amis de l'Alsace-Lorraine », un groupement de jeunes nationalistes. Il s'appelait Raoul Villain. Il avait vingt-huit ans et était mal dans sa peau. Désœuvré, velléitaire, il vivotait d'une rente de cent vingt-cinq francs que lui faisait son père.

Quelques minutes plus tôt, Jaurès s'apprêtait à dîner en compagnie de quelques-uns de ses fidèles. Parmi ceux-ci, Pierre Renaudel et Jean Longuet. Le chef socialiste avait la mine sombre. C'était un homme déchiré qui avait débarqué la veille, gare du Nord, en provenance de Bruxelles : entre le sentiment de l'inéluctabilité de la guerre et, tout de même, cette volonté impérieuse de lui barrer la route à tout prix.

À Bruxelles, la veille et l'avant-veille, Jaurès avait assisté à la réunion d'urgence du bureau de l'Internationale socialiste. La SFIO française avait pris l'initiative de cette réunion afin qu'on y voie plus clair sur l'attitude des grands partis socialistes européens. À commencer par le plus important d'entre eux, le parti social-démocrate allemand.

La réunion avait été décevante. Tous les chefs de la social-démocratie européenne étaient présents à la tribune, de Keir-Hardie à Victor Adler, d'Émile Vandervelde à Édouard Vaillant, en passant par Rosa Luxemburg qui représentait l'extrême gauche contestataire. Il y avait également un des leaders des grèves de Saint-Pétersbourg, un certain Rubinovitch.

Comme de juste, chaque délégué avait réitéré sa confiance dans la capacité des peuples à conjurer la guerre. Hugo Haase, le coprésident du SPD allemand, comme les autres. Des mots creux, dramatiquement décalés compte tenu de la gravité des événements.

Une fois encore, Jaurès avait fait fort grande impression lorsque, dans la soirée du 29 juillet au Cirque royal de Bruxelles, il s'était exclamé :

« Le cheval d'Attila trébuche encore… à nous d'en profiter pour sauver la paix. Nous ne connaissons qu'un traité, celui qui nous lie à la race humaine[253]. »

Son intervention avait pourtant tous les accents d'un baroud d'honneur. Rien n'avait été décidé lors de cette réunion. Seulement la convocation du prochain congrès de l'Internationale socialiste le 9 août à Paris, au lieu du 23 à Vienne. Jaurès sentait bien que les sociaux-démocrates allemands avaient basculé dans le camp de la guerre. Il repensa à cette réflexion déjà ancienne de Clemenceau : « Guillaume II sait qu'il aura toute la nation à ses côtés, avec les socialistes au premier rang. Il n'en manquera pas un seul[254] ! »

Pas un seul, en effet. Jaurès se disait cependant qu'il n'avait peut-être pas abattu toutes ses cartes. Il restait confiant dans la volonté pacifique du gouvernement français. Et il l'avait bien écrit dans son dernier éditorial de *L'Humanité* : « Toute chance d'arrangement pacifique n'a pas disparu… le plus grand danger n'est pas dans les événements eux-mêmes, il est dans l'énervement qui gagne… »

Sans le savoir, Jaurès partageait l'opinion de Poincaré. Cette journée du 31 juillet serait décisive. Le matin, il avait eu à son domicile de la rue de La Tour de longs entretiens politiques avec Lucien Lévy-Bruhl, Charles Rappoport puis Pierre Renaudel. Son analyse de la situation était complexe mais honnête. Les puissances centrales portaient l'énorme responsabilité de la tension. La France, elle, sans en être véritablement responsable, n'était pas exempte de tout reproche. Elle s'était laissé circonvenir par les autocrates de Saint-Pétersbourg. La Russie, le slavisme, l'obscurantisme, tout ce que le Jaurès héritier des Lumières rejetait viscéralement. Il comptait bien le faire savoir un jour.

Pour l'heure, il importait de sauver ce qui pouvait encore l'être. La nation était de nouveau en danger. Nul républicain ne pouvait se dérober à ses devoirs. Dans l'après-midi, Jaurès avait réuni le groupe socialiste à la Chambre. Il leur avait donné la primeur de l'article qui serait publié le lendemain dans *L'Humanité* sous sa signature. L'article était intitulé : « En avant ! »

— Malheureusement, je cours le risque d'être assassiné par l'un de ces pacifistes doctrinaires qui ne reculent devant aucune espèce de violence[255].

À 18 h 30, Jaurès devait être reçu en audience au Quai d'Orsay par René Viviani. Outre Renaudel et Longuet, il était accompagné d'Alexandre Bracke, Marcel Cachin et Albert Bedouce.

À leur sortie du palais Bourbon, cour de Bourgogne, alors qu'ils s'engageaient rue de l'Université, ils étaient tombés sur Malvy. Le ministre de l'Intérieur passait par hasard. Il fut bombardé de questions. Malvy tenta d'esquiver et de louvoyer piteusement, protestant de sa bonne foi :

— Le gouvernement fait de son mieux[256]…

Peu après, on apprit que Viviani, retenu par son entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne, ne pourrait se libérer. La délégation fut dirigée vers le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Abel Ferry. Ils croisèrent en chemin l'ambassadeur russe Iswolsky, plus suffisant que jamais. Jaurès le foudroya du regard, lançant à la cantonade d'une voix bien sonore pour que cela parvienne aux oreilles de l'intéressé :

— Cette canaille d'Iswolsky va avoir sa guerre[257] !

Jaurès n'était pas encore calmé en entrant dans le bureau d'Abel Ferry. Ce dernier était en contemplation devant une grande carte murale, imprimée en Allemagne, comme s'il pouvait y déchiffrer les clés de la France de demain. Ferry paraissait tout aussi gêné que Malvy mais pour bien d'autres raisons. Il ne se plaisait pas au Quai d'Orsay, cette maison si difficile où Poincaré se plaignait de ne jamais trouver un dossier en état. Ferry ne maîtrisait pas ce qu'il appelait l'« argot diplomatique ». Pire encore, il ne faisait même pas semblant et restait hermétique aux us et coutumes du « Département ».

Abel Ferry était un homme sans illusion depuis le long entretien qu'il avait eu la veille avec Théophile Delcassé. Un mois et demi plus tôt, ce dernier avait abandonné son portefeuille de ministre de la Guerre à la suite de la démission du gouvernement. Il n'avait plus d'attribution officielle.

Pourtant, l'enfermement de l'Allemagne entre l'alliance franco-russe, d'un côté et l'entente franco-anglaise, d'un autre côté, était un peu son triomphe personnel. Delcassé ne boudait pas son plaisir. Ferry, lui, en retirait une conclusion angoissée :

« Pour la première fois, j'ai senti la guerre, je l'ai vue inévitable[258]. »

Jaurès n'avait pas de tels états d'âme. Il déversa sa bile d'entrée :

— Vous êtes victimes d'Iswolsky et d'une intrigue russe. Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés !

Puis il s'apaisa, réalisant tout à coup que le pauvre Ferry n'y était pour rien. Il argumenta plus posément, continuant néanmoins à pester contre le gouvernement tsariste et ses représentants. Il s'enquit également de la position de l'Angleterre, se demanda s'il était encore possible de solliciter l'intervention du président américain Woodrow Wilson.

Au fond de lui-même, Ferry éprouvait de l'admiration pour le grand tribun. Il laissa échapper un soupir de sincérité :

— Ah ! Monsieur Jaurès ! Que n'êtes-vous parmi nous pour nous aider de vos conseils !

L'entretien touchait à sa fin. En raccompagnant ses hôtes, Ferry fixa Jaurès droit dans les yeux :

— Qu'allez-vous faire maintenant ?

La réponse fusa, rocailleuse :

— Continuer notre campagne contre la guerre, bien sûr !

— On vous assassinera au premier coin de rue[259]…

Jaurès connaissait la rengaine. Elle lui était maintenant quotidiennement assenée. Chaque jour plus violente, chaque jour plus venimeuse. Le dernier en date à la lui avoir rappelée était son ancien ami Charles Péguy. Celui-ci réclamait désormais pour Jaurès « une charrette et un roulement de tambour… en attendant que la guillotine nous en délivre[260] ! ».

Le grand chef socialiste en était tout autant conscient qu'un autre quand il affirmait, la veille encore, à son ami Amédée Dunois :

« Cette guerre va réveiller toutes les passions bestiales. Il faut nous attendre à être assassinés au coin des rues[261]. »

Pour autant Jaurès avait pris ses responsabilités. Et il les assumait jusqu'à l'extrême limite, tout en ajoutant sur un ton de fatalisme un rien enjoué : « D'ailleurs, on nous tuera d'abord et on le regrettera peut-être après[262]. »

Le temps des regrets n'était pas encore venu. L'heure de l'assassinat sonnait à présent, glaciale et sinistre.

*

Peu après la nouvelle du meurtre de Jaurès, Léon Blum s'était précipité au domicile du tribun où le corps avait été transporté aux alentours de minuit. La journée aurait dû être enthousiasmante pour ce conseiller d'État de quarante-deux ans, épris de socialisme mais aussi de littérature. Collaborateur régulier de la *Revue Blanche*, il venait de publier, ce vendredi 31 juillet chez l'éditeur Ollendorf, son long essai sur *Stendhal et le Beylisme*.

Léon Blum resta toute la nuit, parmi les fidèles, à veiller la dépouille du tribun sur laquelle commençaient à s'amonceler fleurs et couronnes. Au matin, quelqu'un frappa doucement à la porte d'entrée. C'était Maurice Barrès. Le Barrès de l'exaltation nationaliste qui venait remettre à Madeleine, la fille de Jaurès, la lettre que lui avait dictée d'instinct l'admiration qu'il professait pour cet adversaire immense. Léon Blum s'avança pour accueillir l'académicien. Maître à penser de toute une génération, Barrès l'avait été également de Blum. À ce dernier, il dit simplement en lui remettant sa lettre :

— Votre deuil est aussi le mien[263].

*

À l'Élysée, le président Poincaré fut réveillé en pleine nuit par Alexandre Iswolsky. Le chef de l'État connaissait déjà la raison de cette démarche : l'ultimatum à la France délivré en fin d'après-midi par l'ambassadeur d'Allemagne.

Bien sûr, Poincaré savait déjà quelle serait la réponse de la France à cet ultimatum. Mais ce n'était pas à deux heures du matin qu'on allait se lancer dans une discussion politique, même avec un allié. Le comportement d'Iswolsky trahissait une profonde agitation. Poincaré lui dispensa quelques paroles lénifiantes avant de le laisser repartir. Le Conseil des ministres se réunirait ici même dans quelques heures. On serait alors, on était déjà le 1er août. Le premier jour de la guerre.

Le président de la République n'avait pas été le seul à avoir été réveillé de force, cette nuit-là. Presque au même moment, rue Saint-Dominique, l'attaché militaire russe, le comte Ignatiev s'était présenté à l'Hôtel de Brienne, résidence du ministre de la Guerre. La lourde insistance des Russes était à la mesure de leur inquiétude.

À l'issue du bref entretien, Messimy avait téléphoné à Viviani qui était dans un état de nervosité tel qu'il avait fini par en perdre le sommeil. Le chef du gouvernement avait réagi à sa façon, inimitable :

— Bon Dieu ! Ces Russes sont encore plus noctambules que buveurs[264] !

Et Viviani de se prendre à philosopher tout en raccrochant le téléphone :

— Du calme, du calme et encore du calme ![265]

*

Le matin même, la Banque de France publia un communiqué où il était dit qu'elle ne paierait pas aux déposants plus de cinquante francs en or, une fois par quinzaine. Au palais Brongniart, la Bourse accusa une baisse sensible de la plupart des valeurs habituellement prisées des courtiers. Pour la première fois, le mot « guerre » fit son entrée dans le sanctuaire de la finance parisienne. Son écho se propagea faubourg Montmartre jusqu'aux Grands Boulevards.

*

Sur la plage de Peterhof, le tsar Nicolas avait passé une partie de la journée à se promener en rêvassant. Le spectacle des vagues d'un bleu d'acier venant mourir sur la grève avait une vertu apaisante. Non loin de là, les gardes chargés de sa sécurité étaient sur le qui-vive. Depuis que la crise avait pris une tournure aiguë, l'Okhrana avait fait venir des renforts de Saint-Pétersbourg.

Le soir, le tsar nota dans son *Journal* : « Une journée grise, en harmonie avec mon humeur[266]. »

VI
Les lions de Trafalgar Square

Il y a des heures où Dieu se lasse de la partie et jette les cartes sous la table.
Martin Luther

Saint-Pétersbourg, 1er août, midi

Dieu sauve le tsar ! Les paroles de l'hymne impérial étaient plus que jamais d'actualité. L'ultimatum de l'Allemagne à la Russie expirait à cet instant même.

Sazonov ne savait plus à quel saint se vouer, passant de l'euphorie à l'abattement plusieurs fois par jour. On eût dit un homme errant dans un cauchemar. La veille encore, il s'était repris à espérer lorsque Nicolas II, en début d'après-midi, avait adressé une nouvelle dépêche au Kaiser. Serguei Dimitrievitch, une fois encore, lui avait tenu la plume : « Je comprends que Tu sois dans l'obligation de mobiliser. Mais je voudrais avoir de Toi la même garantie que celle que je T'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous continuons à négocier[267]. »

Sazonov ne saurait jamais qu'à Berlin, à la réception de cette dépêche, Jagow et Zimmermann s'étaient précipités au château impérial pour tenter enfin d'enrayer le processus infernal. En vain. Ils s'étaient fait rabrouer sèchement par les généraux.

L'Allemagne, à présent, faisait dépendre la guerre ou la paix de l'arrêt de la mobilisation russe. Le tsar avait tenté de convaincre Pourtalès :

— Vous avez été officier. Vous savez par conséquent que de tels ordres ne peuvent être suspendus d'une heure à l'autre, sans péril[268].

Pourtalès n'avait pas bronché. Les ordres. Sazonov, lui, s'était trouvé un bouc émissaire en la personne de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le comte Szapary :

— La Russie ne bougera pas tant qu'il y aura des négociations avec Vienne. D'ailleurs, c'est vous qui avez mobilisé les premiers !

Le vieil ambassadeur avait failli s'étrangler d'indignation. La mobilisation russe était antérieure, au mieux de douze heures et au pire de quatre jours, à celle de l'Autriche…

Sazonov, emporté par sa mauvaise foi :

— Et puis qu'importe cette chronologie[269] !

Les cloches de midi sonnèrent, à la chapelle de Peterhof. Le tsar se dit que plus rien désormais ne pourrait arrêter le destin. Celui de la Russie. Le sien ?

Il était sept heures du soir lorsque le comte Pourtalès se présenta au ministère des Affaires étrangères. Tout diplomate redoute de se retrouver un jour en pareille situation et Pourtalès n'y faisait pas exception. Il était dans un état second quand il sortit de sa poche le texte de la déclaration de guerre. Elle se terminait par cette phrase d'un autre temps : « Sa Majesté l'empereur, mon auguste souverain, au nom de l'Empire, relève le défi et se considère en état de guerre avec la Russie[270]. »

Sazonov n'avait pas pris la peine de lire le document, se doutant déjà de ce qu'il contenait :

— Vous commettez là un acte criminel !

— Nous ne faisons que défendre notre honneur !

— Votre honneur n'était pas en jeu ! Vous pouviez, d'un mot, conjurer la guerre. Vous ne l'avez pas voulu. Mais il y a une justice divine !

Les yeux hagards, Pourtalès reprit d'une voix sourde :

— C’est vrai, il y a une justice divine ! Une justice divine[271]…

La scène devenait pénible. L’ambassadeur se mit à marmonner des paroles incompréhensibles, comme pour lui-même. Se levant péniblement de son fauteuil, il se dirigea d’un pas vacillant vers la fenêtre, à droite de la porte d’entrée. Dans le crépuscule se dressait au-dehors, face à lui, la masse brune du palais d’Hiver.

Pourtalès s’appuya lourdement au chambranle avant d’éclater en sanglots. Sazonov en fut décontenancé. Il n’était pas préparé à semblable situation. Pris soudain de pitié pour cet homme abattu, il s’approcha de lui et doucement, presque amicalement, lui tapota le dos :

— Cher ami, je sais que vous n’êtes pas personnellement responsable de ce désastre. Cette situation nous dépasse tous.

Pourtalès était à mille lieues de pouvoir raisonner :

— Voilà donc le résultat de ma mission. Voilà donc…

Pourtalès se détourna. Il semblait porter sur ses épaules le poids de toute la misère du monde. Il trouva à grand-peine le chemin de la sortie, balbutiant :

— Adieu, adieu[272]…

Quelques heures plus tard, l’ambassadeur Buchanan entra à son tour chez un Sazonov encore sous le choc de son entrevue pathétique avec Pourtalès. L’Anglais venait lui remettre un message personnel du roi George V qui en appelait à l’esprit pacifique du tsar et l’exhortait sur la voie de la conciliation. La démarche venait trop tard. Elle n’avait plus d’objet.

Le tsar fut réveillé en pleine nuit par un nouveau message de Guillaume. Le message avait été expédié trois heures après la proclamation par l’Allemagne de l’état de guerre. Il avait dû être rédigé par le Kaiser lui-même. Il y était question de mise en garde contre toute violation de frontière et de suspension implicite de la déclaration de guerre.

À quoi cela rimait-il ? Le tsar réveilla à son tour Sazonov. Celui-ci voulut en avoir le cœur net. On était déjà le 2 août, quatre heures du matin. Le ministre russe téléphona à Pourtalès qui était en train de faire ses malles et d’organiser son départ.

L’ambassadeur allemand s’était un peu remis. Il parut sincèrement surpris. Mais un diplomate ne peut plus reprendre la main à sa guise après qu’une déclaration de guerre a déjà été lancée et que ses passeports lui ont été restitués. Il fit à Sazonov la réponse que lui dictait son tempérament comme son éducation :

— Je regrette, je suis dans l’obligation de vous prier de vous adresser dorénavant au chargé d’affaires américain, qui a accepté de prendre nos intérêts. Nous partons à huit heures du matin[273].

Au réveil, l’une des premières décisions de Nicolas II fut de débaptiser Saint-Pétersbourg dont la consonance était par trop germanique. En vertu d’un décret impérial, la ville fondée par Pierre le Grand, trois siècles plus tôt, s’appellerait désormais Petrograd.

Berlin, 1er août, 10 h 30

Aujourd’hui encore, le ciel de Prusse était céruléen. Un véritable temps estival, n’était le climat politique qui s’assombrissait d’heure en heure. En compagnie de l’impératrice qui arborait une robe ample couleur lie-de-vin du plus bel effet, le Kaiser avait effectué en voiture découverte le court trajet séparant Potsdam du Schloss, à Berlin.

Pour la circonstance, Guillaume avait revêtu son grand uniforme des cuirassiers de la Garde et

coiffé le casque à pointe étincelant qu'il affectionnait. Il était d'excellente humeur. Peu auparavant, il avait fait nommer le Kronprinz, qui en avait été très flatté, commandant de la Ire division de la Garde.

Sur le parcours, le Kaiser avait croisé une foule dense qui lui adressait des vivats enthousiastes. On eût dit qu'il se rendait à un mariage ou à quelque heureux événement. Il avait cependant rendez-vous avec la guerre. Ceux qui, sous les fenêtres de la Chancellerie, entonnaient déjà le *Heil Dir im Siegenkranz* ou le *Wacht am Rhein* ne s'y trompaient guère.

En son palais, Guillaume avait discuté brièvement de la situation avec Bethmann-Hollweg, Jagow et Zimmermann. Il n'avait pas manqué de moquer le teint cadavérique de son chancelier. Gottlieb von Jagow, lui, ne se portait pas si mal pour un jeune marié.

Le Kaiser fit introduire les militaires. L'amiral Georg von Müller, son aide de camp, en premier. Puis l'amiral von Tirpitz, barbe en pointe agressive, dépité que la marine se trouve, en un tel jour, reléguée au second plan. Enfin von Falkenhayn, le ministre de la Guerre dont l'élégance austère n'était jamais prise en défaut, et von Moltke.

Depuis huit ans, Helmuth Johannes Ludwig von Moltke dirigeait l'état-major militaire et certains avaient encore du mal à s'en convaincre. Derrière son dos, on médisait volontiers et on se demandait crûment s'il avait vraiment la carrure pour occuper une si éminente fonction. Était-ce parce qu'il affichait un goût prononcé pour la théosophie ou parce qu'il passait ses loisirs à jouer du violoncelle ?

En fait, ce Mecklembourgeois corpulent de soixante-six ans souffrait d'un handicap presque rédhibitoire : être le petit-neveu de Helmuth Karl Bernhard von Moltke, Moltke le Grand, Moltke l'Ancien. Le « penseur des batailles », vainqueur de Sadowa et de Sedan. Celui qui, aux côtés de Bismarck, avait fondé le IIe Reich. Le neveu traînait cette glorieuse hérédité comme un fardeau qu'il supportait tant bien que mal. Ce n'était pas pour rien qu'on le surnommait « *traurige Julius* », version allemande de Jean-qui-pleure. Lui-même finissait par l'admettre :

— Je suis trop scrupuleux. J'ai le sang trop lourd et je ne peux pas tout risquer en une seule décision, comme mon oncle ou le Grand Frédéric[274].

Helmuth von Moltke n'avait pas la mentalité d'un vainqueur comme son grand-oncle et Guillaume II en était profondément agacé. Au jeu des comparaisons, l'empereur n'était pas non plus des mieux placés. Si Moltke le jeune était loin de valoir Moltke l'ancien, Guillaume le jeune, lui, n'était pas près d'arriver à la cheville de Guillaume Ier, son grand-père…

Plusieurs fois, dans le passé, Moltke avait confié en toute honnêteté ses doutes au Kaiser. Ce dernier n'avait d'ailleurs pas contribué à le rassurer :

— Vous pourrez très bien effectuer le travail en temps de paix. En temps de guerre, je serai mon propre chef d'état-major[275]…

La réunion s'anima. Le Kaiser venait juste de signer l'ordre de mobilisation générale de l'armée lorsqu'on lui remit un télégramme en provenance de Lichnowsky à Londres. La Wilhelmstrasse l'avait fait suivre en urgence absolue au palais impérial. Ce que disait Lichnowsky était proprement sensationnel. Selon lui, le gouvernement anglais serait prêt à se porter garant de la neutralité de la France. Dans ces conditions, l'ultimatum à Paris n'avait plus de raison d'être. C'était, en tout cas, l'opinion du Kaiser qui avait bondi de son fauteuil et sautait sur ses pieds, visiblement soulagé.

Jagow ne semblait pas convaincu :

— Il nous faudrait confirmer cette information par Goschen.

Le Kaiser refusa de prêter attention au secrétaire d'État. Il détestait les rabat-joie.

— Lichnowsky tient sûrement son information de Grey. Je savais que Georgie respecterait sa parole. Messieurs, cela mérite du champagne[276] !

Et Guillaume de se tourner vers Moltke qui n'avait pas bronché.

— Il faut que nous arrêtions provisoirement nos préparatifs vers l'ouest.

Le chef d'état-major sentit tout à coup qu'il allait se trouver mal. Trois jours de travail intensif et trois nuits de veille l'avaient vidé de ses forces. Sur ses épaules reposait toute l'organisation d'une mobilisation d'autant plus compliquée qu'elle concernait deux fronts géographiquement opposés. Il en était le chef d'orchestre minutieux. Ce n'était pas une mince affaire de gérer une noria de près de onze mille trains censés transporter une armée de quelque quatre millions de soldats. Avec, en prime, l'objectif impérieux de s'emparer de Paris en moins de six semaines tout en contenant les Russes à l'est. Ou encore, comme le disait le Kaiser : déjeuner à Paris, dîner à Saint-Pétersbourg !

Face à l'énormité de l'instruction impériale, Moltke ne put qu'entrouvrir la bouche sans proférer le moindre son, tel un poisson cherchant désespérément de l'air. C'était comme si l'on rayait d'un trait de plume désinvolte tout ce qu'il avait déjà accompli. Comme si également on jetait à la poubelle le sacro-saint plan de mobilisation de l'armée. On lui assenait un véritable coup de poignard. Moltke finit par laisser échapper une plainte désespérée :

— C'est impossible, Majesté ! Toute l'armée serait plongée dans une confusion effroyable. Nous perdrions toute chance de gagner la guerre[277] !

Un retour en arrière était à ses yeux impossible. Déjà, avant même toute déclaration de guerre à la France, les avant-postes de la XVI^e^ division stationnée à Trèves étaient en train de pénétrer subrepticement en territoire luxembourgeois.

Vexé, le Kaiser se rembrunit :

— Votre oncle m'aurait donné une autre réponse[278] !

Et d'ordonner à un de ses aides de camp de transmettre sa décision sur-le-champ, par téléphone, au quartier général de la division concernée.

Figé dans un garde-à-vous pathétique, Moltke frisait l'apoplexie. Des larmes commençaient à couler de ses joues marbrées :

— Si je ne suis pas autorisé à marcher contre la France, je ne puis assumer la responsabilité de la guerre[279] !

Bethmann-Hollweg fut un instant tenté de venir à sa rescousse. Il était au fond de lui-même scandalisé. Tout retour en arrière était, en effet, impossible. Le Kaiser les prenait-il pour des girouettes ? Mais il préféra aller joyeusement dans le sens de l'empereur :

— Ainsi donc, je ne me suis pas trompé sur le compte des Anglais !

Le Kaiser consentit néanmoins à expédier un message, rédigé par les bons soins de Bethmann et de Jagow, à son cousin Georgie :

« Si l'Angleterre garantit la neutralité de la France, je renonce à toute action contre ce pays avant le 3 août, à sept heures du soir[280]. »

En contrepartie, Guillaume obtint de l'infortuné Moltke qu'il téléphone personnellement à l'état-major afin de stopper la progression de la XVI^e^ division en Luxembourg. On frisait la catastrophe. Déjà la moitié d'une compagnie allemande avait franchi la frontière du Luxembourg et détruit tout le matériel de communication téléphonique et télégraphique à la gare des Trois Vierges. On parvint néanmoins à l'arrêter et à la faire revenir de justesse dans les limites du *Vaterland*. Il n'était que temps !

Dans le bureau du Kaiser, la pendule marquait 19 h 30. À bout de nerfs, Moltke s'était effondré dans un fauteuil. Il ne se remettrait jamais de ce choc.

Paris, 1^er^ août, 11 h 00

En ce premier samedi d'août, la Ville lumière paraissait somnoler. Dans les rues, les gens

déambulaient calmement, comme si de rien n'était. Sur les boulevards, seuls les observateurs attentifs remarquaient que les calèches redevenaient plus nombreuses que les automobiles. Au moment où l'Histoire s'emballait dans les chancelleries, l'activité quotidienne semblait se dérouler au ralenti d'une manière un peu irréelle.

Wilhelm von Schoen n'avait pas un grand chemin à parcourir entre sa résidence de la rue de Lille et le ministère des Affaires étrangères. Il n'avait qu'à contourner le boulevard Saint-Germain par les quais. Il n'était attendu qu'à treize heures au Quai d'Orsay pour venir chercher la réponse à la question qu'il avait posée la veille. Mais l'anxiété avait été trop forte. Il n'avait pu patienter davantage.

Où était donc passé le Schoen que les diplomates français avaient coutume d'apprécier ? Depuis quatre ans et demi, cet homme rusé mais de commerce agréable était tout de même parvenu à rapprocher la France de l'Allemagne. Cela n'avait guère été facile. Au début, les Français étaient méfiants. Schoen se rappelait encore l'apostrophe mi-figue mi-raisin de Louis Barthou au moment de son arrivée à Paris : « Rendez-nous l'Alsace-Lorraine et alors nous serons les meilleurs amis de la terre. »

À cette époque également, Schoen câblait à Bethmann-Hollweg : « La France n'est importante ni militairement, ni autrement[281]. »

Peu à peu, l'ambassadeur avait réussi à rompre l'isolement dans lequel les diplomates allemands à Paris étaient tenus confinés. En février dernier, il avait organisé une fête à sa résidence et invité le président Poincaré. Ce dernier avait accepté de se rendre au dîner donné par l'ambassadeur.

Aujourd'hui, hélas, l'atmosphère n'était plus à la fête. Les traits creusés, Schoen paraissait livide. Il était attendu de lui une besogne assez désagréable pour un ambassadeur, la rupture de relations diplomatiques. Pour autant, la Wilhelmstrasse n'avait pas jugé utile de lui fournir plus amples explications. Depuis juin 1910 qu'il n'était plus secrétaire d'État aux Affaires étrangères, c'était comme si l'on se méfiait de lui à Berlin dans les allées du pouvoir.

René Viviani était arrivé au Quai d'Orsay peu avant l'ambassadeur allemand. Il venait tout droit de l'Élysée où le marathon des Conseils des ministres à répétition se poursuivait. À dix heures, le Conseil s'était réuni de nouveau. Cette fois, on avait accédé à la demande du général Joffre et décrété la mobilisation. Il est vrai que le chef d'état-major, qui faisait le pied de grue à la présidence depuis neuf heures du matin, avait mis sa propre démission dans la balance auprès de Messimy.

Le ministre de la Guerre s'était vu confirmer avec une insistance particulière l'ordre de repli de dix kilomètres en deçà de la frontière. Messimy avait téléphoné personnellement la consigne aux chefs de corps, ajoutant à toutes fins utiles : « Toute désobéissance sera passible du conseil de guerre[282]. »

Le « télégramme blanc » notifiant aux maires de France la décision de mobiliser fut officiellement remis par Messimy au général Ebener, de l'état-major de Joffre, à 15 h 30 précises. Un quart d'heure plus tard seulement, il était expédié du Central télégraphique avec date d'effet au dimanche 2 août.

*

Il était 16 h 25 lorsque la première affiche, jaune et manuscrite, fut placardée à la préfecture de police. Dans les minutes qui suivirent, des affiches blanches barrées de tricolore et luisantes de colle fraîche firent leur apparition sur les murs de Paris puis sur ceux de toutes les mairies de France. Des attroupements se formèrent sur les trottoirs. De la stupéfaction le plus souvent, de la colère parfois aussi. Des mots qui claquaient déjà comme des coups de feu : revanche, honneur, Alsace-Lorraine.

Boulevard de Strasbourg, non loin de la gare de l'Est, la foule entonna spontanément la *Marseillaise*. Au carrefour Denfert-Rochereau, on fleurit le lion de Belfort. Au très distingué pavillon

d'Armenonville, en lisière du bois de Boulogne, l'orchestre s'arrêta brusquement de jouer au grand dam des danseurs. Le directeur de l'établissement s'avança sur la scène :

— Mesdames, messieurs, l'ordre de mobilisation vient d'être donné par le gouvernement. Elle commence aujourd'hui à minuit.

Le soir, dans tous les grands restaurants chics, on fit jouer l'hymne national avant de sabrer le champagne. Au Maxim's, rue Royale, les dîneurs se levèrent de table comme un seul homme à l'exécution du *God Save the King*. L'orchestre était composé en majorité de musiciens hongrois. Mais ce détail ne sembla pas gêner les convives.

*

Face à Viviani, l'ambassadeur d'Allemagne réitéra sa question de la veille. Il s'aperçut aussitôt de l'incongruité de son formalisme :

— Je sais que ma question est un peu naïve. Vous avez un traité d'alliance avec la Russie[283]…

Viviani évita de regarder Margerie qui se tenait à ses côtés. Le chef du gouvernement était aussi tendu que son visiteur. Il se borna à prononcer la phrase convenue d'avance avec Poincaré :

— Monsieur l'ambassadeur, la France s'inspirera de ses intérêts[284].

Wilhelm von Schoen reprit son chapeau mou de feutre noir. Il avait une autre consigne de son ministère dans l'éventualité où la France aurait fait prévaloir sa neutralité. Il devait réclamer, en guise de garantie, la remise à l'Allemagne des forteresses de Belfort, Toul et Verdun. L'ambassadeur s'abstint d'en faire état. La France ne se disait pas neutre, il n'enfreignait donc pas la consigne. Et la France n'était tout de même pas la Serbie !

Malheureusement pour Schoen, les services français avaient décrypté le télégramme chiffré en provenance de Berlin qui faisait état de cette instruction si brutalement maladroite. Dès le lendemain, la presse parisienne en faisait état sur le ton de l'indignation.

*

Raymond Poincaré avait encore sur sa table de travail le double du message de sympathie qu'il avait fait expédier, tard la veille, à l'amiral Louis Jaurès. Il avait aussi fait porter une lettre personnelle à la veuve du tribun socialiste assassiné. Il y écrivait : « Jaurès avait souvent été mon adversaire ; mais j'avais une grande admiration pour son talent et son caractère, et à une heure où l'union nationale était plus nécessaire que jamais, je tiens à vous exprimer les sentiments que j'avais pour lui[285]. »

Au-delà du coup de chapeau chevaleresque à l'adversaire politique disparu, Poincaré n'en était pas moins soulagé. Tragiquement privés de leur chef, les socialistes se montreraient sans doute plus accommodants.

Sur le bureau présidentiel, dans un parapheur de cuir vert bronze se trouvait le décret que Poincaré avait eu le temps de signer la veille, entre deux Conseils des ministres. Il concernait l'élévation dans l'ordre de la Légion d'honneur d'un certain Zacharias Basileos Zarapoulos. Ce nom ne disait pas grand-chose au commun des mortels. Il désignait pourtant un puissant parmi les puissants, tout particulièrement à l'heure où les canons s'apprêtaient à tonner. Dans le milieu très fermé des marchands d'armes, chacun connaissait ou avait entendu parler de Basil Zaharoff.

Né d'une famille grecque établie à Constantinople, l'homme avait la soixantaine élégante mais discrète. On le disait prince du mystère, d'autres voyaient en lui un maître dans l'art de la corruption. La chose est bien connue, on ne prête qu'aux riches. En l'espèce, chacun avait un peu raison.

Zaharoff-Zarapoulos n'était pas même âgé de vingt-deux ans lorsqu'il vendit son premier sous-marin au gouvernement grec. L'article était d'une qualité plutôt douteuse mais il était parvenu à

convaincre les Grecs en leur faisant consentir des facilités de paiement. Il eut le réflexe de faire prévenir Constantinople de la transaction. Aussitôt les Turcs se portèrent acquéreurs de deux sous-marins d'un modèle identique. Là-dessus, les Russes en eurent vent. Zaharoff n'avait pas manqué de leur expliquer les dangers pour la *roudina* (patrie) de tels engins turcs flottant – entre deux eaux, qui plus est ! – en mer Noire. Les Russes se firent livrer à leur tour deux sous-marins.

Naturellement, personne ne verrait jamais un de ces sous-marins au cours d'une bataille navale. Mais la réputation de Basil Zaharoff était faite. D'employé obscur, il devint le spécialiste de la commission et du pourcentage. Un peu l'homologue pour les armements de ce que Calouste Sarkis Gulbenkian était pour le pétrole. Il finit par s'associer avec son riche employeur, le fabricant d'armes Thorsten Nordenfelt. Il y avait déjà bien longtemps qu'il ne se souvenait plus de l'enfant des rues qu'il avait été trente-cinq ans plus tôt, dans le quartier pauvre de Tatavla, non loin de Galata et de la Corne d'Or. L'apogée de cette ascension exceptionnelle devait se situer en 1897, lorsque Zaharoff fit son entrée au conseil d'administration de Vickers, le géant anglais de l'armement dont il détenait déjà un portefeuille d'actions confortable.

Déjà opulent, Zaharoff devint une légende sulfureuse. En 1905, on raconta qu'il avait joué la carte japonaise contre les Russes qu'il haïssait viscéralement. Il aurait été jusqu'à verser des pots-de-vin astronomiques à plusieurs amiraux nippons pour emporter des marchés juteux. Personne n'en avait la preuve certaine mais la chose était plausible. À peu près au même moment d'ailleurs, le banquier américain Jacob Schiff n'avait pas hésité, par détestation pour la Russie antisémite, à en faire autant en autorisant sa banque, Kuhn, Loeb & Co, à prêter plus de 200 millions de dollars à l'armée de l'Empire du Soleil levant.

La course aux armements des premières années du nouveau siècle profita en grande partie à Zaharoff. Celui-ci créa un gigantesque complexe industriel en Russie, à Tsaritsin. En Allemagne, il arrosa généreusement certains députés du Reichstag pendant le vote des lois militaires. En France, il racheta l'Union parisienne des banques, dont on savait qu'elle avait partie liée à l'industrie lourde. De la sorte, Zaharoff était à même de contrôler les arrangements financiers relatifs aux ventes d'armes. Peu après, il devint propriétaire du journal *L'Excelsior* et créa une maison de retraite pour les marins. Poincaré l'avait assuré à Briand, à qui le marchand d'armes avait été personnellement présenté :

— De tels services, sans compter surtout tous ceux qu'il peut nous rendre à l'avenir, valent bien la rosette !

En Angleterre, lord Haldane et surtout Lloyd George eussent volontiers partagé l'opinion de Poincaré si on les avait interrogés.

Cettinie, 1er août, 15 h 30

La capitale du Monténégro n'était qu'un gros bourg paysan dont la plupart des rues étaient encore en terre battue. Elle n'en bruissait pas moins de joutes politiques enflammées dont l'épicentre était le Parlement.

Fidèle reflet de l'opinion publique monténégrine, les députés locaux étaient majoritairement favorables aux frères slaves de Serbie. Le roi Nicolas, lui, était beaucoup plus partagé. Il supputait encore les avantages et inconvénients respectifs d'un engagement déclaré.

Le roi Nicolas se méfiait des Serbes qui avaient des visées sur son petit territoire montagneux. D'un autre côté, il pouvait difficilement se passer du soutien financier des Russes qui lui servait à assurer ses fins de mois et, notamment, à payer les soldes de son armée. L'Autriche, enfin, lui était toujours apparue tentante. Au tout début juillet, il s'était efforcé d'empêcher des manifestations

antiautrichiennes à Cettinie.

Sentant le vent tourner, Nicolas avait adressé des messages d'encouragement à ses filles, les tempétueuses princesses Anastasia et Militza, à Saint-Pétersbourg. Il n'avait pas manqué d'envoyer un télégramme à son gendre, le prince régent Alexandre de Serbie : « Doux sont les sacrifices que l'on consent à la vérité et à l'indépendance de la nation. Que vive longtemps mon cher petit-fils[286] ! »

Ce jour-là le Parlement monténégrin, contre les avis répétés du souverain, vota solennellement une motion de soutien à la Serbie. Le roi Nicolas affecta d'en être bouleversé. À plusieurs diplomates étrangers, il s'écria au cours de l'après-midi :

— Dieu m'est témoin que je n'ai jamais voulu cette guerre[287] !

Londres, 1er août, 16 h 45

Chef du gouvernement britannique depuis six ans déjà, Asquith n'était pas ce qu'on appelle un homme heureux. Doté d'une majorité parlementaire des plus fragiles, il n'était même pas populaire, à supposer d'ailleurs qu'aucun Premier ministre de Sa Majesté l'eût jamais été.

Les gens ignoraient le plus souvent son prénom et disaient en parlant de lui « Asquith », tout court. Dans sa jeunesse, ses parents l'appelaient Henry. Sa seconde épouse Margot préférait, elle, le prénommer Herbert. On avait fini par le désigner sous les initiales de « H. H. ». Des mal embouchés lui donnaient parfois du « *squiffy* » (poivrot) compte tenu d'une certaine inclination pour les malts écossais. D'autres, tout aussi malveillants, faisaient des gorges chaudes de la liaison qu'Asquith entretenait avec la belle Venetia Stanley que songeait alors à épouser son sous-secrétaire d'État pour l'Inde, Edwin Montagu. On prétendait qu'il lui écrivait des lettres enflammées même pendant les réunions de cabinet !

On ne faisait aucun cadeau à la famille Asquith qu'on ne supportait pas de voir installée à Downing Street et qui avait même l'outrecuidance de ne pas s'en excuser. De Margot, on disait qu'elle avait l'air d'une pie qui vient de voler l'argenterie d'un duc. Les plus snobs se récrieraient quand Asquith, élevé à la pairie, envisagerait de prendre l'appellation de lord Oxford. Un peu comme si une bicoque de banlieue avait la prétention de s'appeler « Versailles[288] »…

H. H. Asquith aurait dû s'en douter. Tout avait assez mal commencé lorsqu'il avait succédé comme Premier ministre à un Henry Campbell-Bannerman mourant. C'était en avril 1908 et le roi Édouard VII, qui se prélassait à Biarritz, avait refusé de revenir à Londres à seule fin d'y recueillir le baisement de main de son éminent sujet. Les raisons de santé invoquées par le souverain n'avaient pas convaincu grand monde. Asquith avait dû se déplacer au Pays basque. C'était la première fois qu'un chef de gouvernement britannique prenait ses fonctions en terre étrangère. Un mauvais augure !

La suite avait été à l'avenant. Coincé entre les conservateurs et les travaillistes, le libéral Asquith n'avait pas été épargné par les crises. La question irlandaise, bien sûr, qui était devenue le serpent de mer de la politique anglaise. La question sociale, tout autant. En 1909, son chancelier de l'Échiquier Lloyd George n'avait pas trouvé mieux que de présenter un « budget populaire ». Provocation insupportable ! avaient alors réagi en chœur les *tories*. À la Chambre des Lords ceux-ci étaient résolus à risquer la crise constitutionnelle. On s'en était tiré d'extrême justesse par des élections générales à répétition, en janvier puis en décembre 1910. À chaque fois, les libéraux l'avaient remporté sur le fil. Ne disposant plus de majorité franche au Parlement, ils en étaient réduits à gouverner avec le soutien des nationalistes irlandais !

Et voici à présent que menaçait une crise internationale de première grandeur. Asquith ne s'y était

pas trop colleté jusque-là, préférant laisser l'affaire entre les mains de Grey. Mais il ne pouvait continuer longtemps à faire comme s'il n'était pas concerné. La veille à Whitehall, dans la salle des pas perdus, le leader de l'opposition conservatrice, Andrew Bonar Law, l'avait relancé avec insistance sur la situation en Europe.

En raison de sa vulnérabilité parlementaire, Asquith était condamné à la prudence. Il avançait, les yeux braqués sur l'opinion publique. Tout faux pas lui était interdit et il le savait.

*

La pendule marquait dix-sept heures, ce 1er août, au 10 Downing Street. On en était à la seconde réunion de cabinet de la journée. Chaque jour un peu plus, Edward Grey ressemblait à son portrait officiel en col cassé. Un front dégagé, des lèvres minces et pincées, un regard franc. De la droiture et de la gravité dans ce regard, bien plus que cette tristesse indicible qu'on y devinait parfois.

Cela se voyait peu mais Grey était un homme intérieurement déchiré. Ses échecs diplomatiques, sans doute. Surtout, le sentiment que l'Europe se dirigeait tout droit vers la guerre. Et la guerre, il la haïssait de toutes ses forces. Comment certains responsables politiques pouvaient-ils la désirer ? Il ne comprenait pas, il ne comprendrait jamais. Le matin même, il avait encore télégraphié à Goschen à Berlin : « Qu'on gagne seulement du temps et que personne ne commence[289] ! »

Chacun savait pourtant que Grey basculerait sans hésitation du côté de la guerre si le pire devait advenir. Avec la même honnêteté qu'il mettait aujourd'hui à défendre la cause de la paix. Tel était le paradoxe de cet homme de bonne foi, si *british* jusque dans ses contradictions.

L'Angleterre était peu à peu entraînée vers la guerre. C'était le résultat de la réflexion désabusée de sir Edward. Des gens comme Arthur Nicolson et Eyre Crowe n'y étaient pas pour rien.

Jour après jour, Nicolson inoculait sa conviction à son ministre. Une conviction acquise au temps où il était ambassadeur à Saint-Pétersbourg. L'Allemagne voulait la guerre. Bellicisme mis à part, elle y serait poussée par la logique même de son expansion économique et commerciale. L'Angleterre n'y échapperait probablement pas. D'où la nécessité impérative d'un resserrement des liens franco-anglais. Cette conviction était d'autant plus contagieuse que Nicolson passait pour un des diplomates les plus avisés de sa génération.

En sa qualité de sous-secrétaire permanent du Foreign Office, Eyre Alexander Crowe partageait l'analyse de Nicolson même s'il y était arrivé par d'autres voies. Ce compagnon de l'ordre de Bath, chevalier dans l'ordre de Saint-Michel et Saint-Georges avait eu un parcours atypique. Né à Leipzig d'une mère allemande, éduqué à Düsseldorf puis Berlin, il était venu en Angleterre à l'âge de dix-huit ans. Toute son existence, il conserverait un fort accent germanique qu'il entretiendrait grâce à Clema, son épouse allemande. Ce qui n'empêchait pas Crowe de se méfier de l'Allemagne et de ses prétentions hégémoniques, de même nature à l'en croire que celles de l'Espagne de l'« Invincible Armada ».

En 1907, Crowe avait rédigé un mémorandum détaillé sur l'état des relations entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. « Remarquable », en avait conclu Grey après l'avoir lu. En juillet 1914, Crowe récidiva dans un sens encore plus alarmiste. Il n'existait peut-être pas d'obligation contractuelle pesant sur l'Angleterre. Pour autant, l'Entente existait, elle avait été renforcée, mise à l'épreuve et même célébrée. Elle accréditait en tout cas la croyance d'un lien moral, d'un devoir, d'un intérêt aussi.

Significative était la conclusion du nouveau mémorandum de Crowe : « La théorie suivant laquelle l'Angleterre ne peut pas s'engager dans une grande guerre signifierait son abdication en tant qu'État indépendant[290]. »

Pour Grey, il y avait une chose encore plus dramatique que toutes ces réflexions. C'était ce qu'il ne

pouvait reconnaître publiquement, y compris devant le Parlement. Pas encore, pas ici.

À la réunion de cabinet du matin, le chef de la diplomatie avait introduit un nouvel élément dans la discussion : la question de la neutralité de la Belgique. À sa question adressée la veille sur ce sujet à Paris et à Berlin, seuls les Français avaient répondu positivement. Les Allemands avaient fait la sourde oreille. Même Lichnowsky s'était fait pour une fois discret.

Churchill avait cru pouvoir sauter sur l'occasion :

— Il ne faut pas tourner autour du pot ! C'est pratiquement une déclaration d'intention. Nous devons décider la mobilisation immédiate de la flotte[291] !

Soupirs affligés autour de la table. Winston et ses lubies guerrières !

Un débat de fond s'était pourtant engagé ce matin-là. Il avait duré près de trois heures, Churchill en monopolisant plus de la moitié pour plaider sa cause. Pour la première fois étaient apparues des lignes de fracture inquiétantes au sein du cabinet. Grey laissait déjà entendre que, si Londres maintenait sa neutralité, il pourrait bien donner sa démission.

En réunion de cabinet, le Premier ministre Asquith restait indécis. Il avait la hantise de la rupture, sachant que les interventionnistes étaient très minoritaires, au gouvernement comme au-dehors. À l'extérieur, la presse se déchaînait contre toute forme d'engagement, du *Manchester Guardian*, son chef de file, à la *Nation* en passant par le *Daily News*. En toute logique, Asquith refusa au Premier Lord de l'Amirauté l'autorisation de mobiliser la flotte :

— Cela risquerait d'être considéré comme une mesure incendiaire[292]…

*

Paul Cambon était devenu la mauvaise conscience d'Edward Grey. Ce dernier était un peu dans la psychologie du débiteur scrupuleux envers son créditeur. Ce n'était pas que l'Angleterre se sentît en quoi que ce soit débitrice vis-à-vis de la France, mais elle s'était laissée aller à des gestes qui lui revenaient à présent en boomerang.

Parfois, rarement, Grey s'emportait devant l'ambassadeur français :

— Après tout, c'est la faute des Russes qui ont paru provoquer la mobilisation allemande. Vous autres, Français, auriez dû les calmer[293] !

Personne n'était dupe. Si le ralliement de l'Angleterre était devenu l'obsession de la France, beaucoup en soupçonnaient la raison.

Depuis des années, dans la logique de l'Entente cordiale, les états-majors des deux côtés de la Manche avaient entamé des discussions approfondies. Les militaires avaient poussé la concertation assez loin, au point de préparer des plans en commun. Là-dessus, le général de brigade Henry Wilson, qui commandait l'École de guerre britannique, avait fini par se lier d'amitié avec son homologue français, le général Ferdinand Foch. Le resserrement des liens militaires obligerait tôt ou tard les politiques.

Côté français, l'évolution des choses tournait franchement à l'aubaine. Côté anglais, on restait d'une prudence d'insulaire. On convenait qu'il fallait tout de même un minimum de cohérence en toute chose. Soit, l'Entente cordiale était un monument d'ambiguïté. Et, comme l'avait déjà dit en son temps le cardinal de Bernis, « on ne sort jamais de l'ambiguïté qu'à son détriment ». Pouvait-on cependant continuer à faire comme si l'Entente avec la France n'était qu'un ornement sans importance sur la voie traditionnelle du splendide isolement ? À l'heure où l'Allemagne se faisait plus forte et plus menaçante, soulever la question revenait à y répondre.

Edward Grey, lui, y avait répondu en multipliant les discussions discrètes avec Paul Cambon. À aucun moment, sir Edward ne commettrait l'imprudence d'offrir une garantie formelle d'engagement

à l'ambassadeur et à limiter, par là même, la liberté d'action du royaume. Toutefois, dans une lettre adressée à ce dernier le 22 novembre 1912 et demeurée ultra-secrète, Grey avait fini par révéler le fond de sa pensée : « Je suis tout à fait d'avis que, si l'un de nos gouvernements avait de graves raisons de s'attendre à une attaque non provoquée d'une tierce puissance, ou quoi que ce soit menaçant la paix générale, il lui faudrait immédiatement discuter avec l'autre l'opportunité d'agir de concert pour empêcher l'agression et sauvegarder la paix et, dans ce cas, les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun[294]. »

En ce début de mois d'août, Edward Grey ne se doutait pas à quel point Cambon était lui-même harcelé par son propre gouvernement. L'avant-veille encore, comme il ne parvenait pas à joindre son ambassadeur au téléphone, René Viviani avait piqué une crise.

L'ambassadeur s'était accordé deux heures de détente à Drury Lane, le Châtelet londonien, en allant entendre Chaliapine dans *Boris Godounov*. Dans la loge à ses côtés, Lady Cunard et sa fille Nancy. Incontournable dès qu'il s'agissait d'arbitrer les élégances, Paul Morand y avait également entraîné Catherine d'Erlanger, une superbe rousse au teint laiteux mariée à un baron de la City, et Consuelo Vanderbilt, duchesse de Marlborough. À la fin de la représentation, Chaliapine leur avait confié qu'il partait prochainement pour la guerre. La duchesse de Rutland avait fondu en larmes. Thomas Beecham, le talentueux chef d'orchestre qui venait de se payer Covent Garden tant sa fortune personnelle était immense, avait lancé en français à Cambon sur un ton enjoué : « Tenez bon les Frenchies, nous arrivons[295] ! »

Retour à l'ambassade. Il était vingt-trois heures. Le téléphone se mit à sonner. L'ambassadeur détestait les engins modernes. Ce fut Morand qui décrocha. À l'autre bout du fil, une voix véhémente :

— Ici Viviani ! Cela fait deux heures que j'appelle. Où est donc votre bougre d'ambassadeur ? Il n'y a donc personne dans votre foutue boîte[296] ?

Du Viviani tout craché. L'ambassadeur consentit tout de même à se saisir de l'appareil :

— Allô ? Allô ?

Puis, l'air faussement désolé :

— C'est inutile. Je n'entends rien.

Morand essuya une nouvelle bordée en provenance de Paris :

— Il est donc sourd votre ambassadeur ! Il a tout pour plaire ! Ici c'est la mobilisation ! Que Cambon aille chez le roi de la part de Poincaré ! Dès ce soir, nom de Dieu[297] !

Paul Cambon n'était pas accoutumé à ce qu'on l'apostrophe sur ce ton, surtout devant un de ses subordonnés. Il prit le parti d'ignorer l'incident :

— On ne peut pas aller à cette heure chez le roi. Demain matin, je demanderai audience à Grey[298].

Le lendemain, l'algarade avec Viviani ne manqua pas de se répéter.

Potsdam, 1er août, 22 h 30

Les communications se faisaient, elles aussi, fébriles entre Londres et Berlin. Dans la matinée, William Tyrrell, le secrétaire privé de Grey, avait rencontré discrètement le prince Lichnowsky. Il lui avait confirmé qu'il y avait eu malentendu par rapport à ce que l'ambassadeur avait cru comprendre le matin au téléphone. Jamais sir Edward n'avait entendu faire à l'Allemagne une offre de neutralité. D'ailleurs, il n'avait pas consulté Paris à ce sujet.

De son côté, Georgie venait de répondre au télégramme de son cousin le Kaiser. Lui aussi expliquait qu'il y avait eu un « *deep misunderstanding* ». En fait, l'Angleterre ne garantirait la

neutralité française que si l'Allemagne elle-même observait une stricte neutralité envers la Russie comme envers la France.

L'aide de camp du Kaiser, le colonel von Mutius, fit déranger son maître dans ses appartements. Celui-ci était déjà endormi. Revêtu d'une capote militaire par-dessus sa tenue de nuit, Guillaume fit mander sur-le-champ son chef d'état-major général. Une demi-heure plus tard, von Moltke était au garde-à-vous devant son empereur :

— Bon, maintenant faites ce que bon vous semble. Marchez sur le Luxembourg[299].

Moltke parut sans réaction. C'était un homme traumatisé, à la limite de son équilibre nerveux. Guillaume pensa qu'il faudrait bientôt songer à chercher un remplaçant à son généralissime. Le général von Falkenhayn était notoirement sur les rangs. Dès que Moltke eut tourné les talons, le Kaiser ordonna au chef de son cabinet militaire, le général von Lyncker, de prendre discrètement contact avec son ministre de la Guerre.

*

Winston Churchill passait tranquillement la soirée à l'Amirauté à jouer aux cartes en compagnie de plusieurs amis. Il en était à son sixième Corona de la journée lorsqu'une estafette vint le déranger en pleine partie pour lui apporter une petite mallette en cuir rouge. Winston sortit une petite clé dorée de sa poche et ouvrit le porte-document. À l'intérieur, une note en provenance du Foreign Office. Elle tenait en un feuillet et neuf mots : « L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. »

Le Premier Lord de l'Amirauté finit d'un trait son *gin tonic* et prit rapidement congé de ses hôtes. Il enfila un costume de ville et traversa à pied le Horse Guards Parade pour rejoindre Downing Street. Peu après, il se trouvait face à Asquith.

— Étant donné la situation, l'ordre de mobilisation générale des forces navales s'impose.

Asquith fronça les sourcils.

— Vous n'avez pas oublié, mon cher, que le cabinet vous en a refusé ce matin l'autorisation.

— Je le sais mais les choses ont changé. J'en prendrai la responsabilité dès demain devant le cabinet.

Faute de pouvoir convoquer sur-le-champ le cabinet, Asquith ne pouvait prendre lui-même la responsabilité d'une telle décision. Il ne fit rien cependant pour dissuader Churchill[300]. Ce dernier avait appris à interpréter les silences de son Premier ministre ainsi, du reste, que la signification du dicton : « Qui ne dit mot consent. »

Rome, 2 août, 9 h 15

Malade, déjà miné par les attaques de goutte qui l'emporteraient moins de deux mois plus tard, le marquis de San Giuliano n'en jubilait pas moins.

Quarante-huit heures plus tôt, le Conseil des ministres italien avait pris à l'unanimité la décision irrévocable de rester neutre dans la guerre qui s'annonçait. Même le germanophile Giolitti avait fini par s'y rallier. Il lui revenait à lui, San Giuliano, de l'annoncer à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome, de Merey. Il s'en faisait à l'avance une joie rien qu'à y penser.

C'était peu dire que San Giuliano n'aimait pas Merey, le représentant d'un pays en principe allié. Autant son collègue allemand von Flotow était tenu avec dédain pour un atrabilaire inconsistant, autant Merey était franchement détesté. Hautain, cassant, mal élevé, c'est à peine s'il dissimulait son mépris pour l'Italie comme pour les Italiens. À l'heure où il aurait plutôt fallu brosser Rome dans le

sens du poil, c'était plutôt mal venu.

Qui ne le voyait désormais ? L'adhésion de l'Italie à la Triplice était devenue une fiction. L'année précédente, Rome avait fait savoir à Berlin qu'elle s'opposerait à toute entreprise austro-hongroise dirigée contre la Serbie. « *Pericolosissima aventura*[301] », avait alors ajouté San Giuliano. Le virage décisif avait été pris au moment de l'ultimatum autrichien à la Serbie. Rome n'avait été prévenue qu'au tout dernier moment, Berlin comme Vienne appréhendant une fuite italienne intempestive qui aurait gâché la partie.

Le chef du gouvernement Salandra ne s'était pas gêné pour dire à Flotow sa façon de voir les choses :

— Aucun juriste sérieux ne marcherait dans le stratagème du comte Berchtold. L'Italie ne peut ni ne veut devenir la complice de l'Autriche dans cette affaire[302].

Flotow ne s'en était pas ému pour si peu. Merey non plus d'ailleurs, confit dans sa suffisance. Pour retenir l'Italie dans le camp des puissances centrales, il eût fallu de la psychologie et non du mépris, il eût fallu de la finesse et non des manœuvres grossières. Il eût fallu au moins proposer à Rome des compensations substantielles. Merey exécuta une partition diamétralement opposée. À plusieurs reprises, il conseilla à Vienne de repousser toutes les demandes de compensation italiennes. Sa complexion naturelle le poussait à passer en force et à provoquer son pays hôte. Berchtold lui-même n'était parvenu à le refréner qu'à grand-peine.

Le 29 juillet encore, malgré sa répugnance, San Giuliano s'était résigné à discuter avec Merey. Il avait remis sur le tapis la question des compensations, évoquant le Trentin :

— L'Italie ne peut se laisser guider que par ses intérêts.

Merey avait été pris d'une colère froide :

— Si, dans le passé, on a pu me reprocher une certaine violence et un manque de diplomatie, je rachète aujourd'hui ces fautes en ne répondant pas une sottise à vos propositions inadmissibles[303].

Tout était dit. À l'avenir, San Giuliano éviterait Flotow comme Merey. Il ferait dire désormais à ces deux ambassadeurs qu'il était malade ou en villégiature à Fuggi, la station balnéaire favorite des Romains. Dans le même temps, il recevrait ostensiblement et avec chaleur Camille Barrère, l'ambassadeur de France ou sir Rennel Rold, son collègue britannique.

San Giuliano, tout comme Salandra, était un admirateur du marquis Visconti Venosta, qui affirmait jadis : « Pour un diplomate, il est fort important de savoir retirer à temps son épingle du jeu. »

Cette épingle du jeu, l'Italie la retirait à présent. Toutes les missives ou dépêches du Kaiser au roi Victor-Emmanuel n'y changeraient rien. Lorsque la déclaration de neutralité italienne, transmise par San Giuliano à Merey, parvint à Vienne, le comte Berchtold écuma de rage devant l'ambassadeur d'Italie, le duc d'Avarna :

— L'Italie s'est commise dans une politique fort imprudente. Elle le regrettera amèrement[304]…

Potsdam, 2 août, 11 h 20

La nouvelle était tombée aux aurores. Helmuth von Moltke n'aurait pas à manger son chapeau et à faire rappeler ses troupes en catastrophe. Pas cette fois ! Tous les rapports indiquaient que l'armée du Reich avait bel et bien franchi la frontière du Luxembourg. Tel un rouleau compresseur, elle s'employait à contrôler le pays conformément au plan de l'état-major général.

La neutralité et l'indépendance du grand-duché n'étaient déjà plus qu'un souvenir sans importance pour les maîtres de l'Allemagne qui se réunissaient ce matin-là à la Wilhelmstrasse. Le Luxembourg donc fatalement, dans la foulée, la Belgique. Alfred Schlieffen, s'il vivait encore, aurait été fier. Même rectifié, ce plan restait tout de même le sien.

On en était déjà à l'étape suivante qui était, au fond, l'objectif suprême : la France. La guerre était certaine avec Paris, encore fallait-il la déclarer. Une nécessité vraiment impérative ? Moltke ne le pensait pas :

— Formalité sans intérêt ! Nous sommes engagés dans une course de vitesse, pas dans une guerre en dentelle[305]…

L'amiral von Tirpitz abondait dans ce sens :

— Pourquoi vouloir à tout prix déclarer la guerre et endosser ainsi le rôle odieux de l'agresseur ?

— … d'ailleurs, tel que je les connais, les Français seront les premiers à engager les opérations militaires[306].

Même s'il endossait sans déplaisir les habits du « chancelier de guerre », Bethmann-Hollweg se souvenait qu'il avait été juriste dans le temps. Et il ne partageait pas cet avis :

— Respecter les principes du droit international est essentiel. L'ouverture d'hostilités doit être précédée d'une déclaration en bonne et due forme.

Moltke haussa les épaules, méprisant. Les civils avaient décidément du temps à perdre :

— Le droit ? Vous n'en avez pas fait grand cas, mon cher, lorsque nous avons pris tous ensemble la décision de violer la neutralité du Luxembourg[307] !

Sur ce, il se leva brusquement de son fauteuil, salua avec raideur puis sortit. La discussion n'avait que trop duré. Bethmann s'entretint longuement avec Jagow. D'ici le lendemain, il faudrait bien donner le feu vert à Schoen à Paris. Et, auparavant, imaginer un *casus belli* à peu près vraisemblable.

*

Les douze coups de midi étaient en train de retentir à Bruxelles, ce dimanche 2 août, lorsqu'on introduisit le ministre d'Allemagne dans le bureau du ministre des Affaires étrangères. Karl-Konrad von Below savait déjà que ce serait un moment pénible à passer. Le Luxembourg, bien sûr. La Belgique réclamait des explications à Berlin.

La veille encore, von Below assurait la main sur le cœur à Bassompierre que la Belgique n'avait rien à craindre de l'Allemagne. Aujourd'hui, cependant, l'Allemand était nettement moins crédible. Et il avait face à lui le ministre des Affaires étrangères Davignon.

Non sans talent, von Below refit son numéro. La diplomatie était un éternel théâtre d'ombres. Chacun y avait son rôle et le sien était de circonvenir. La Prusse hier, le Reich allemand aujourd'hui étaient les meilleurs garants de l'intégrité de la Belgique. Berlin restait fidèle à la grande sagesse bismarckienne.

— En ce cas, pourquoi n'avez-vous pas répondu à la demande anglaise au sujet de la neutralité de notre pays ? La France a bien répondu, elle[308].

Une fois encore, von Below ergota, louvoya. Il avait presque les larmes aux yeux lorsqu'il se lança dans l'évocation des liens de parenté entre le Kaiser et le roi Albert, un Hohenzollern par sa mère la princesse Marie. Allons, tout ceci n'était que péripéties et ne pourrait que s'arranger au mieux.

Décidément en verve, le ministre d'Allemagne accorda peu après une interview au quotidien *Le Soir*. Tout Bruxelles en retint une phrase, rassurante entre toutes : « Le toit de votre voisin brûlera peut-être, mais votre propre maison sera en sécurité[309]. »

Paris, 2 août, 11 h 45

Le Conseil des ministres venait de se terminer et la tension était palpable. La France retenait son

souffle avant de s'installer dans la mobilisation. Avant le saut dans l'inconnu.

Messimy avait apporté à Poincaré et Viviani le rapport de Joffre sur le premier incident de frontière. Trois heures plus tôt à Joncherey, au sud du territoire de Belfort, un affrontement avait opposé des uhlans à des fantassins du 44e régiment d'infanterie française. Un affrontement bref mais meurtrier. Le caporal Peugeot y avait laissé la vie. Cet instituteur était le premier mort français de cette guerre qui n'avait pas encore été déclarée. Côté allemand, sept soldats avaient été abattus. Sinistre prologue.

Les rues de Paris s'étaient progressivement vidées de leurs automobiles et de leurs promeneurs. Sur le Champ de Mars, quelques badauds désignaient du doigt des sentinelles montant la garde aux deux derniers étages de la tour Eiffel. Les Parisiens ignoraient que l'état-major militaire avait décidé de faire du célèbre monument d'acier un site stratégique de première importance.

Quelques années plus tôt, espérant sauver sa tour vouée à la destruction, Gustave Eiffel en personne avait accepté l'idée du capitaine Ferrié, un polytechnicien spécialiste des transmissions radiophoniques. Ce dernier souhaitait y installer une antenne. Aujourd'hui, cette antenne était capable d'émettre dans le monde entier. Personne ne le savait encore mais elle permettrait de capter les signaux allemands et de déjouer, un mois plus tard, l'attaque de l'armée allemande sur la Marne.

Un peu plus loin, sur l'esplanade de l'École militaire, un régiment de cuirassiers, sabres au clair et casques rutilants, trottait majestueusement en direction de la place de l'Alma sur la rive droite de la Seine. Leur destination finale était évidemment secret militaire mais les piétons se doutaient bien qu'ils entamaient un long chemin vers le nord et la Belgique.

À Saint-Cyr, on célébrait en grande pompe et dans la liesse la sortie de la dernière promotion de l'École militaire. Signe prémonitoire ? Les intégrés l'avaient baptisée « La Grande Revanche ». Il y eut une entorse au cérémonial traditionnel. Avec l'assentiment de la hiérarchie, un jeune officier sortit des rangs et s'adressa à ses camarades :

— Faisons le serment que notre première charge, nous la ferons en casoar et en gants blancs[310] !

Comme un seul homme, les 774 officiers de la promotion prêtèrent serment dans l'enthousiasme et dans l'esprit chevaleresque qui animait ce corps d'élite. Puis le silence retomba. On eût dit un silence de condamnation à mort.

*

Le vieux lutteur donnait ses ultimes coups de griffes. Penché sur ses feuillets, Albert de Mun achevait fiévreusement un nouvel article sur la situation en Europe. Il se sentait presque rajeunir.

Des articles, il en avait écrit des dizaines durant sa carrière, pour *Le Figaro*, *La Croix* ou *Le Gaulois*. Aujourd'hui, pour *L'Écho de Paris*. Des combats, il en avait livré plus qu'il n'en aurait fallu, en trente ans de vie politique : ici pour défendre le général Boulanger, là pour condamner la loi de séparation des Églises et de l'État, là encore pour fustiger l'aventure coloniale au Tonkin. Des passes d'armes, il en avait conduit d'un esprit intrépide, contre Ferry, contre Jaurès, contre Dreyfus, pour Lyautey.

Tel était Adrien Albert Marie, comte de Mun. Parlementaire du Morbihan, il avait représenté pendant vingt années au palais Bourbon la circonscription de Morlaix. Il siégeait à l'extrême droite. Légitimiste de stricte obédience, de Mun avait défendu la Restauration monarchique avant de se rallier finalement à la République dans le sillage des positions du pape Léon XIII et de la doctrine sociale de l'Église.

Adversaire acharné du libéralisme comme du socialisme, le comte de Mun était le représentant rêvé de la réaction, faisant les délices des caricaturistes. Et pourtant il s'était battu en faveur des lois

sociales de cette « gueuse » qu'il n'avait acceptée que du bout des lèvres ! Quand ce n'était pas vraiment la mode, il avait soutenu une réglementation du travail des femmes ainsi que l'interdiction du travail des enfants. Évidemment, son modèle à lui était le corporatisme de l'Ancien Régime et pas le syndicalisme ouvrier. Il n'en avait pas moins légitimé sa place dans le paysage politique national.

Légitime, de Mun l'était aussi par son verbe. Une plume souvent acerbe et une parole volontiers fielleuse avaient consacré un talent de polémiste largement redouté. Ce talent lui avait ouvert les portes de l'Académie française, sans pour autant que son ardeur s'en trouve tempérée.

À soixante-treize ans passés, de Mun restait le fringant cyrard, capitaine de cavalerie qu'il avait été dans sa jeunesse. Vétéran de la guerre franco-prussienne, il espérait seulement ne pas fermer les yeux avant la revanche, cette partie suprême qu'il attendait depuis quarante-quatre ans. C'est dans cet esprit qu'il avait ouvert son article, intitulé « La France debout ! » : « Aujourd'hui donc, si j'entends bien l'écho des âmes, deux sentiments les remplissent, l'indignation et la fierté, l'indignation contre cette Allemagne, brutale et fourbe, qui jette, volontairement, l'Europe dans la plus affreuse des catastrophes, la fierté pour notre France aimée, qui, bravement, tranquillement, sans jactance et sans faiblesse, accepte le défi et relève le gant qu'on lui jette à la face[311]. »

Petrograd, 2 août, 15 h 00

Au palais d'Hiver, le spectacle était grandiose. Dans le salon de malachite, le tsar venait de signer solennellement la déclaration de guerre. Le cérémonial prévoyait qu'il s'adresse ensuite à son peuple. Plus de cinq mille invités s'étaient entassés dans l'immense galerie de Saint-Georges, aux murs de marbre blanc et aux colonnes de bronze doré, qui donnait sur le quai de la Néva.

En costume de gala, les dignitaires de la cour occupaient les premiers rangs. À leur côté, le Saint-Synode et les évêques en chasubles amarante. Les gardes à cheval et les chevaliers-gardes, qui composaient la garnison, avaient revêtu leur uniforme de campagne.

Au centre de la salle avait été disposé un autel recouvert de pourpre. Du sanctuaire national de la Perspective Nevski, où elle était habituellement exposée, on avait transporté l'icône miraculeuse de la Vierge de Kazan. Le symbole était fort. C'était devant la sainte image que le glorieux maréchal Koutouzov, le vainqueur de Napoléon, avait longuement prié en 1812 avant de rejoindre son armée à Smolensk.

Un silence religieux se fit au moment où le cortège impérial en tenue d'apparat traversa la galerie pour se ranger à la gauche de l'autel. Le *Te Deum* put débuter, magnifié par les incantations profondes et pathétiques de la liturgie orthodoxe.

Le visage grave et fermé, Nicolas II se recueillait intérieurement. L'expression ardente de son regard reflétait une ferveur mystique liée à l'intensité de l'instant. À sa gauche, le buste raide et la tête haute, l'impératrice Alexandra Feodorovna se dominait visiblement pour se composer une contenance. Elle détestait la foule tout autant qu'elle la craignait, même en ce lieu. Ses yeux vitreux et ses lèvres violacées trahissaient la femme anéantie : le masque d'une morte, pensèrent certains invités témoins de la scène.

À l'issue de l'office, faisant face au Procurateur du Saint-Synode, l'aumônier de la cour lut le manifeste du tsar à son peuple. D'une voix posée, il énuméra les raisons de la guerre, en appela aux énergies nationales, invoqua l'aide du Très-Haut. Pâle et concentré, le tsar s'approcha de l'autel et éleva la main droite vers les Saints Évangiles :

— Officiers de ma garde, ici présents, je salue en vous toute mon armée et je la bénis. Solennellement, je jure que je ne conclurai pas la paix tant qu'il y aura un seul ennemi sur le sol de la patrie[312].

Au mot près, c'était le serment qu'avait prononcé en ces lieux l'empereur Alexandre I^er^ en 1812. La tsarine ferma convulsivement les yeux, comme effrayée par ce qu'elle voyait. Le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch se précipita sur l'ambassadeur de France Paléologue, le seul étranger admis à cette cérémonie, et l'embrassa avec fougue.

Plusieurs salves sourdes de hourras firent écho à cette déclaration. Un tumulte enthousiaste parcourut la salle, bientôt prolongé par les clameurs de la foule qui s'était amassée sur les bords de la Néva.

Quelques instants plus tard, la famille impériale apparut au balcon. Sur la place Alexandre, les vivats redoublèrent. De la multitude émergeaient çà et là des drapeaux aux couleurs de la Sainte Russie, des bannières militaires, des banderoles exhibant des slogans patriotiques à la gloire du génie slave. Certains brandissaient des icônes, d'autres des portraits du Petit Père des peuples.

La foule entonna *Dieu sauve le tsar*. Le temps était comme suspendu. Beaucoup se signaient et s'agenouillaient en signe de respect. Parmi ces gens agglutinés dans une même ferveur, des soldats, des bourgeois, des ouvriers. Des réactionnaires, des conservateurs, des progressistes et même des hommes qui, la veille encore, étaient sur les barricades des grévistes.

*

À Paris, au sein de la communauté russe en exil, la ferveur était absente. Il y régnait cependant une atmosphère presque aussi exaltée qu'au palais d'Hiver.

Cette communauté était celle des socialistes russes purs et durs, de ces révolutionnaires qui, dans l'ombre, travaillaient sans relâche à la chute du tsarisme. Le 2 août, ils étaient quatre-vingt-quatorze irréductibles à ouvrir l'Assemblée générale des Bolcheviks de Paris. Cela faisait plusieurs jours qu'on n'avait plus de nouvelle fraîche en provenance de Russie. Les grèves révolutionnaires dans les villes avaient été un succès. Mais qu'en adviendrait-il, maintenant qu'il y avait la guerre ? Et d'ailleurs, cette guerre, comment l'envisager ?

Les grands chefs étaient tous éloignés de Paris. Lénine rongeait encore son frein près de Cracovie, brûlant d'impatience à l'idée de rentrer à Petrograd. C'était encore trop tôt. Léon Trotsky, lui, était à Vienne entre deux errances. Plus pour très longtemps sans doute. De tous les fondateurs du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, seul était présent dans ce vieil immeuble du XIV^e^ arrondissement de Paris Georges Valentinovitch Plekhanov. Ce n'était pas rien.

Plekhanov avait le prestige de celui qui, le premier, avait introduit le marxisme en Russie. Depuis les premiers *narodniki*, une quarantaine d'années plus tôt, il avait été de tous les combats. Il avait côtoyé Friedrich Engels. Mais il n'était pas bolchevik et l'avait proclamé haut et fort. Certains le lui reprochaient et le disaient vieillissant. Le chef historique n'avait pourtant que cinquante-huit ans. Déjà trop vieux pour la révolution ?

Les débats s'engagèrent. Animés, abstraits comme à l'accoutumée. Comme si de rien n'était. La majorité des participants se déclara contre la guerre. Une guerre « capitaliste » dans laquelle le prolétariat ne pouvait se reconnaître. Plus cyniques, certains firent valoir que cette guerre, après tout, pouvait bien signer la fin du tsarisme. C'était la position de Lénine, celle des jusqu'au-boutistes. D'autres enfin, plus rares, osèrent soutenir la guerre patriotique dans la grande tradition russe. Plekhanov était de ceux-là. Non sans courage, il adjura l'assemblée :

— Nous sommes tenus moralement de défendre notre patrie si elle est assaillie ou si elle fait une guerre juste, inévitable**[313]**…

Un silence poli accompagna la supplique de Plekhanov. Puis on passa au vote. Seuls onze participants osèrent résister à la pression ambiante et se déclarer favorable à la guerre.

Londres, 2 août, 18 h 00

Brinkmanship, politique du bord du gouffre. C'était le terme qui venait d'instinct à l'esprit, en ce début de soirée. À Downing Street, on était proche de la crise gouvernementale.

Le matin même, peu avant l'ouverture de la réunion de cabinet, lord Morley avait tancé paternellement Churchill :

— Winston, nous allons vous battre, vous savez[314]…

Churchill avait souri jusqu'aux oreilles. Il aimait bien John Morley qui, du reste, le lui rendait fort généreusement. Le vieux lord aurait pu être le père de ce garnement qu'il surnommait non sans une certaine affection le « splendide *condottiere* de l'Amirauté ».

Morley, la référence gladstonienne absolue en même temps que la conscience du Parlement et du cabinet. À soixante-quinze ans passés, il avait presque tout vu et tout connu. Il avait été en charge de l'Irlande puis de l'Inde avant d'être nommé lord président du Conseil. Entre-temps, il avait été élevé à la pairie et fait vicomte Morley de Blackburn, dans le comté palatin du Lancaster. Il aurait pu briguer le poste de secrétaire au Foreign Office. Mais il avait vécu hors mariage avec son épouse. Une telle peccadille ne pardonnait pas en ce temps. En aucun cas, l'honorable madame Morley n'aurait pu recevoir les femmes d'ambassadeurs de même que celles de la haute société.

John Morley avait bien sûr ses détracteurs. On le disait de commerce fort désagréable, on le qualifiait parfois de pharisaïque. Un jour, lord Archibald Rosebery, l'ancien Premier ministre, l'avait même traité de « vieille fille pétulante[315] ». Qu'importait ! On ne pouvait plaire à tout le monde et Morley savait bien que le pire eût été qu'on ne parlât jamais de lui.

Il jouait gros jeu en ce dimanche 2 août et il en était conscient. Cette sale guerre qui sortait à présent du bois, il n'en voulait à aucun prix. Elle était bien le pire de tous les maux, particulièrement pour Albion. Certes, l'opinion publique ainsi que la majorité du cabinet étaient sur cette ligne mais Morley n'était pas dupe. D'expérience, il n'avait qu'une foi limitée dans la fermeté du parti de la paix. Les événements allaient si vite et l'opinion était si versatile !

Justement, on venait d'apprendre par des dépêches d'agence que les troupes allemandes s'apprêtaient à envahir le Luxembourg.

À la réunion de cabinet, entre la grande cheminée de marbre blanc et le portrait de sir Robert Walpole peint par Van Loo, l'atmosphère était grave. À la demande expresse d'Asquith, le Premier Lord de l'Amirauté engagea les débats. Il avait un moral à tout casser, à la différence des autres ministres.

Sans qu'il eût à se forcer, Churchill fit entériner sa décision prise la veille de mobiliser la Royal Navy. L'invasion allemande du Luxembourg avait arrangé bien des choses.

Assis face au Premier ministre et à Grey, Morley n'avait pas jugé opportun d'intervenir. On n'en était qu'aux hors-d'œuvre. À ses côtés, lord Beauchamp et John Burns, un ancien syndicaliste. Deux ou trois ministres plus loin, un autre allié, John Simon. Quarante-huit heures plus tôt, les quatre hommes s'étaient rencontrés aux Communes dans le bureau de Lewis Harcourt, le secrétaire d'État aux Colonies. Ils s'étaient mis d'accord pour s'opposer à toute tentative qui viserait à transformer en alliance l'entente avec la France et la Russie. Asquith évaluait les « neutralistes » du cabinet à une bonne douzaine, peut-être même davantage.

À l'autre extrémité de la table David Lloyd George, lui, semblait nerveux. Il faisait partie des inclassables. Il continuait à militer pour une réduction des crédits militaires mais on savait le Gallois ambitieux. Chancelier de l'Échiquier n'était qu'une étape dans sa carrière. Sa nervosité était-elle la conséquence d'un calcul politique par trop tortueux ? Sarcastique, Asquith n'était pas loin de le

penser.

La vraie question vint bientôt sur le tapis. C'était celle qui avait entraîné, ces derniers jours, les assauts mouchetés de l'ambassadeur Paul Cambon vis-à-vis de Grey. Que ferait l'Angleterre si la flotte allemande attaquait des navires ou des ports français dans la Manche ?

L'argumentation d'Edward Grey en faveur de l'engagement était compliquée. L'Angleterre ne pouvait rester insensible à la menace directe d'une Kriegsmarine à quelques encablures seulement de ses côtes. Il était cependant impossible à Grey de mettre dans la balance son atout majeur : l'accord naval avec Paris en vertu duquel les Français avaient expédié l'ensemble de leur flotte en Méditerranée, laissant ainsi leurs côtes septentrionales en toute vulnérabilité. L'accord restait secret.

Grey avait conclu avec emphase :

— C'est une question d'honneur**[316]**.

Churchill hocha gravement la tête en signe d'approbation. Richard Haldane, le Lord chancelier, et lord Robert Crewe, le prédécesseur d'Harcourt aux Colonies, en firent autant. Tous s'étaient déclarés favorables à une intervention de l'Angleterre et à la fermeté envers l'Allemagne.

Comme il était prévisible, lord Morley prit l'offensive :

— De quel honneur parlez-vous donc, monsieur le secrétaire ?

Grey baissa les yeux, visiblement gêné. Morley reprit :

— L'Allemagne est-elle d'abord le grand agresseur que vous dites ? Et si elle devait être finalement vaincue et si la Russie du tsar et du *knout* devait tirer les marrons du feu, y gagnerions-nous au change**[317]** ?

Morley était cependant le premier à en avoir conscience : il n'avait aucune chance de l'emporter. Peu à peu, les ministres découvraient que l'Angleterre, par lâcheté ou par négligence, s'était bel et bien liée au fil du temps. Et pas seulement d'un point de vue moral ou sentimental. Telle était la réalité et il était désormais trop tard pour en sortir. Seules demeuraient des interrogations de principe ou d'image : qu'en était-il de la sacro-sainte liberté de décision de l'Angleterre ? Qu'en était-il de son « splendide isolement » ?

À l'issue de cette réunion de cabinet longue de plus de trois heures, sir Edward poussa un soupir de soulagement. John Burns donna sur-le-champ sa démission. Espérant gagner du temps, Asquith lui demanda d'y réfléchir jusqu'à la prochaine réunion du cabinet, fixée à six heures et demie du soir. Burns y consentit.

John Morley, Lloyd George et John Simon étaient également partisans de la démission. Ils s'en allèrent déjeuner chez Beauchamp à Belgrave Square. Lewis Harcourt, Herbert Samuel et Joseph Pease les y rejoignirent pour le café. Peu auparavant, Pease, un quaker qui possédait des mines de charbon, avait croisé le Premier ministre. Celui-ci lui avait lancé sur un ton mi-figue mi-raisin :

— S'il vous plaît, cher ami, empêchez vos conspirateurs de faire commettre des bêtises**[318]**…

*

Edward Grey ne perdit pas une minute. Au lieu de déjeuner, il pria l'ambassadeur de France de venir le voir au Foreign Office. Un Cambon plus démoralisé que jamais. Il venait d'exhaler toute son amertume auprès de Wickham Steed, le chef du département étranger du *Times* :

— Allons-nous devoir supprimer le mot « honneur » du vocabulaire anglais**[319]** ?

Quelques instants après, Cambon s'était épanché dans le bureau de son ami Nicolson : « Ils vont nous lâcher ! » Fin psychologue et ayant une grande estime pour son ami français, Nicolson fit semblant de ne pas s'apercevoir que le « ils » désignait le gouvernement de Sa Majesté dont il était un serviteur éminent…

Sir Edward annonça tout de go la bonne nouvelle à Cambon. La flotte anglaise empêcherait les

navires allemands de bombarder les côtes françaises. Exténué mais soulagé, Cambon se retint de manifester trop ouvertement sa satisfaction. D'ailleurs, la Kriegsmarine serait-elle assez stupide pour commettre l'erreur de bombarder les côtes françaises ?

En privé, cependant, Paul Cambon ne bouda pas son plaisir. Retour à l'ambassade, il confia :

— Nous avons gagné la partie. Un grand pays ne fait pas la guerre à moitié[320].

Il s'abstint d'épiloguer davantage. Les trois jours qu'il venait de vivre valaient bien trois siècles…

Au même moment, à peine sortie de l'église Saint-Paul pour l'office dominical, l'épouse d'Asquith se précipita à l'ambassade d'Allemagne. Effondrée dans son canapé de velours vert, la princesse Lichnowsky paraissait dans tous ses états :

— Chère Margot, rassurez-nous s'il vous plaît. Dites-nous qu'il n'y aura pas la guerre…

Les deux femmes tombèrent dans les bras l'une de l'autre.

— Hélas, ma chère Mechtilde, je ne le puis. Qui pourrait le savoir aujourd'hui ?

— Cette guerre va briser notre monde. Je la hais déjà, tout comme je déteste le Kaiser et sa clique de gens si grossiers. Personne à Berlin ne veut écouter mon mari ni même lire ses dépêches[321].

Planté devant la fenêtre donnant sur Saint-James's Park, le prince semblait tristement plongé dans ses pensées :

— L'empereur Guillaume est sûrement mal entouré, mal conseillé[322]…

Une soudaine averse de pluie ternit cette radieuse journée d'été. On pleura beaucoup chez les Lichnowsky.

*

Sunday closed. La formule ne s'appliquait pas au cabinet britannique, en cet après-midi de dimanche. De tous côtés, les conciliabules politiques allaient bon train et, avec eux, les rumeurs plus ou moins fondées.

John Simon rejoignit Morley à son club et lui assura que Lloyd George s'apprêtait à annoncer sa démission.

— Je crois bien que je l'ai eu[323] !

Morley secoua la tête de scepticisme. Celui qui aurait le Gallois n'était pas encore né. En tout cas, ce ne serait probablement pas Simon !

Lord Beauchamp jurait à qui voulait l'entendre qu'il était sur le point de tout lâcher. Simon lui emboîta le pas. On pressa Morley de prendre à son tour position. Quel que fût la sincérité de son pacifisme, ce dernier restait songeur. S'opposer au sein du cabinet était une chose, démissionner en était une autre.

Informé d'heure en heure par Herbert Samuel, Asquith sentait que sa coalition était en train de s'effriter dangereusement. Déjà, les *tories* montraient le bout de l'oreille. Leur leader Andrew Bonar Law, bien sûr, mais aussi des dirigeants en vue comme Austen Chamberlain ou lord Lansdowne. Churchill ne fut pas le dernier à le remarquer. Il manda son grand ami Frederik E. Smith pour sonder les conservateurs en vue de la formation d'un nouveau gouvernement de coalition. Bonar Law se méfiait de Churchill, l'homme qui avait déserté les rangs *tories* pour chercher fortune politique chez les libéraux. D'un air pincé, il avait éconduit Smith :

— Ce serait plutôt à Asquith d'effectuer une telle démarche, ne trouvez-vous pas[324] ?

À six heures et demie, le cabinet se réunit de nouveau. Grey rendit compte de sa rencontre avec Cambon. John Burns renouvela sa décision de démissionner. C'était un dur à cuire. Au temps où il était un des dirigeants des Trade Unions, il avait eu maille à partir avec la justice pour « conspiration » et « sédition ».

Lord Morley se déclara également démissionnaire. Le Premier ministre ne s'en montra pas surpris.

Simplement, il demanda à *honest John* de laisser la nuit lui porter conseil. Celui-ci accepta.

Le cabinet britannique de coalition était en fort mauvaise posture lorsque Richard Haldane, qui s'était fait excuser, fit soudain irruption dans la salle du Conseil. Il brandissait une note qu'il tendit aussitôt à Asquith. Elle tenait en quelques lignes seulement mais ce dernier la lut et la relut comme s'il venait d'y puiser un nouvel élan.

Dans la soirée, une foule de près de six mille personnes se rassembla devant les grilles du palais de Buckingham, chantant, vociférant et conspuant le Kaiser. Le roi George V et la reine Mary apparurent un court instant au balcon, déclenchant une formidable ovation. À Londres aussi, le vent était en train de tourner. Un vent mauvais qui n'embaumait plus la paix.

Bruxelles, 2 août, 19 h 00

Depuis près de quatre jours, le ministre d'Allemagne attendait l'ordre fatidique de Berlin concernant l'enveloppe qu'il avait mise en sécurité dans son coffre-fort. L'ordre était arrivé en début d'après-midi. Karl-Konrad von Below n'en était pas fâché. D'heure en heure, sa situation dans la capitale belge devenait intenable.

Below décacheta le pli, comme il en avait reçu l'instruction, et prit connaissance de son contenu. Il s'agissait d'un ultimatum enjoignant à Bruxelles de laisser pénétrer les troupes allemandes sur le territoire belge afin, était-il écrit, de pouvoir protéger ce pays contre la France.

Le diplomate frémit en considérant l'argumentation de Berlin. Il y était affirmé que l'armée française s'apprêtait « sans aucun doute » à envahir la Belgique, laquelle ne pouvait s'y opposer à elle seule. Il appartenait en conséquence à l'Allemagne de prévenir ce véritable malheur. Même avec beaucoup de bonne volonté, cette argumentation ne tromperait pas grand monde. L'Allemagne ne manquerait pas d'apparaître comme l'agresseur.

La suite de l'ultimatum était tout aussi sidérante. Le ministre allemand pensa qu'elle n'avait pu être rédigée par des diplomates professionnels. Si la Belgique se rangeait du côté de l'Allemagne, cette dernière ferait en sorte que son territoire soit augmenté aux dépens de la France. Si Bruxelles s'en tenait à une neutralité bienveillante, elle serait indemnisée de tous les dommages subis par les troupes allemandes. Enfin, dans tout autre cas, ce serait la guerre.

En prenant connaissance de l'ultimatum, le chef de la diplomatie belge eut une réaction à peu près analogue à celle de Below qui lui faisait face, pour une fois gêné. Juriste catholique, député de Verviers, le baron Davignon passait pour être un modéré d'une placidité inébranlable. Ce soir-là, il faillit sérieusement se départir de cette réputation pourtant méritée :

— Nous nous serions attendus à tout autre chose, Excellence ! L'Allemagne, qui prétendait être notre fidèle amie, nous demande aujourd'hui de jouer un rôle ignominieux[325] !

Dans sa hâte à mettre fin à cette situation encore plus pénible qu'il ne l'avait envisagée, Below faillit omettre de préciser à Davignon que l'ultimatum expirait le lendemain 3 août à sept heures précises…

Dans la soirée, branle-bas de combat dans la capitale belge. Le chef du gouvernement Charles de Broqueville convoqua d'urgence un Conseil des ministres. À ce dernier, il ne fallut que quelques brefs instants pour rejeter à l'unanimité l'ultimatum allemand.

Le Conseil royal se réunit dans la foulée. Il devait se prolonger jusqu'à quatre heures du matin. Le roi Albert approuva sans réserve le rejet de l'ultimatum. L'angoisse s'était installée. Certains ministres commençaient à paniquer. D'autres se demandaient pourquoi on avait pris le risque de laisser en dépôt chez Krupp des pièces de fortification déjà payées mais qui n'avaient pu être installées parce que les travaux de terrassement avaient pris du retard.

En pleine réunion, Julien Davignon dut retourner en catastrophe rue de la Loi, au ministère des Affaires étrangères, où l'y attendait Karl-Konrad von Below. D'une agitation extrême, presque échevelé, l'Allemand s'écria :

— Ça y est ! Des aviateurs français ont jeté des bombes ! Leur cavalerie a franchi la frontière ! Sans déclaration de guerre !

— De quoi parlez-vous donc ? Où cela s'est-il passé ?

— En Allemagne, monsieur le baron.

— En Allemagne, dites-vous ? Et en quoi cela nous concerne-t-il ?

— Pour que vous puissiez conclure de cette violation du droit des peuples que la France est bien capable d'entreprendre ici des actes du même genre[326]…

Troisième roi des Belges, Albert I^er^ était particulièrement remonté par l'ultimatum allemand. Il s'estimait trahi par le Kaiser qui avait déjà tenté à plusieurs reprises de l'attirer dans son camp. D'une façon plutôt maladroite, d'ailleurs. À chaque fois, le roi avait résisté. La dernière fois se situait en novembre de l'année précédente. Albert avait mis les choses au point :

— Je suis Saxe-Cobourg, je suis aussi Orléans. Mais je ne saurais oublier que je suis surtout belge[327] !

Albert ne comprenait pas Guillaume. Comment l'aurait-il pu ? Aristocrate cosmopolite, féru d'art contemporain et d'alpinisme, il dédaignait profondément l'ostentation. Même la politique l'ennuyait d'une certaine manière. À un rapport diplomatique indigeste, il préférerait toujours les hauteurs des cimes, une toile de Brueghel ou une symphonie de César Franck.

S'il refusait les artifices du pouvoir, le roi Albert ne se dérobait pourtant pas à ses responsabilités. En 1913, il avait appuyé de tout son poids le quasi-doublement du contingent qui était passé de 180 000 à 340 000 hommes. Deux jours auparavant, il avait été également de ceux qui réclamaient la mobilisation générale de l'armée belge.

Au fond, était-il étonnant que ce souverain, même pas âgé de quarante ans, pût jouir à ce point de l'amour et de la confiance de son peuple ?

Londres, 3 août, 10 h 50

Ce ne serait sans doute pas de sitôt qu'Edward Grey pourrait récupérer ses heures de sommeil perdues. La nuit précédente, il l'avait passée presque entièrement à son bureau du Foreign Office. Vers deux heures du matin encore, il télégraphiait à Goschen à Berlin, réitérant sa demande d'engagement de l'Allemagne à respecter la neutralité belge.

Dans la nuit, le roi des Belges avait officiellement sollicité l'aide de la Grande-Bretagne. Il n'entendait pas céder à l'ultimatum allemand.

La capitale anglaise était calme en ce lundi matin. La journée était fériée en raison du Bank Holiday. À Downing Street, les conseils de cabinet se faisaient de plus en plus tendus. Contrairement à son habitude, Asquith ouvrit avec plusieurs minutes de retard la réunion ministérielle. Il entra directement dans le vif du sujet :

— J'ai été informé ce matin de la démission de quatre membres du cabinet…

John Burns, John Simon, lord Morley et lord Beauchamp se dévisagèrent.

— … d'autres, peut-être, parmi vous sont tentés d'en faire autant.

Le Premier ministre se garda bien d'épiloguer. Il savait que la situation était en train d'évoluer très vite. L'ultimatum allemand à Bruxelles avait expiré depuis quatre heures. On attendait d'une minute à l'autre la confirmation de la nouvelle de l'entrée des troupes allemandes en territoire belge.

Déjà John Simon était sur le point de revenir sur sa décision. Lord Beauchamp, lui, n'était plus aussi fringant que la veille. Lloyd George, on le sentait, était également sur le point de basculer. Quelques heures plus tôt, Churchill lui avait fait parvenir discrètement plusieurs notes. Et le chancelier de l'Échiquier n'avait guère apprécié le télégramme comminatoire que venait de lui adresser Charles P. Scott, le patron du *Manchester Guardian*. Pour qui se prenait-il, celui-là ? Pour le dépositaire exclusif des valeurs libérales ? Que savait-il de la réalité de la situation ?

Lloyd George prit la parole :

— Je reste. À cause de la Belgique[328].

Churchill ne leva pas le nez du dossier dans lequel il était apparemment absorbé. Morley enchaîna :

— Moi, je pars. Même une agression allemande contre la Belgique n'atténuerait pas mon aversion pour l'Entente avec la France[329].

Tout avait été dit. Le cabinet se sépara. On apprendrait peu après que Beauchamp, à son tour, avait délaissé le camp des neutralistes. Et la manchette de l'*Evening Standard* : « Au bord de la catastrophe », qu'il avait lue en cours de route, n'y était pas pour grand-chose.

De retour dans sa demeure de Wimbledon Park, Morley trouva un message autographe du Premier ministre. Rédigé à la hâte, il s'agissait d'un véritable appel à l'aide : « Réfléchissez deux fois, trois fois, autant de fois qu'il y a de nombres en arithmétique, avant d'arrêter une décision qui appauvrit le gouvernement et me laisse en plan, presque seul[330]. »

Dans le silence de sa bibliothèque, Morley réfléchit effectivement un nombre incalculable de fois, au cours de la nuit. À l'aube, il n'avait pas changé d'avis et n'en tirait nul réconfort.

Asquith se dit qu'il était temps de faire ce qu'il avait négligé jusque-là. Il rédigea un télégramme à l'attention de lord Kitchener. Ce dernier s'apprêtait à rentrer en Égypte. Son bateau était à quai à Douvres. Il s'y trouvait encore lorsque le glorieux soldat prit connaissance du message qui lui ordonnait de rentrer d'urgence à Londres.

Paris, 3 août, 11 h 15

Peu avant le Conseil des ministres, le ministre de l'Intérieur avait fait le point avec le chef de l'État sur la décision importante prise l'avant-veille. Le 1er août, après avoir pesé une ultime fois le pour et le contre, Louis Malvy avait fait télégraphier à tous les préfets de France pour surseoir à l'application du carnet B.

La répression était devenue inutile à ses yeux. L'assassinat de Jaurès n'avait pas entraîné les réactions de violence attendues, bien au contraire. Jusque dans ses profondeurs, la France semblait pétrifiée par la guerre. Léon Jouhaux, le chef syndicaliste qui figurait d'ailleurs en bonne place sur la liste noire, avait assuré à Malvy que le monde du travail ne déclencherait pas de troubles. La direction de la SFIO, pour sa part, avait fait savoir en sous-main qu'elle n'appelait pas à des manifestations.

Poincaré soutenait la décision de Malvy qui lui paraissait tactiquement judicieuse. Quelques-uns pourtant ne partageaient pas ce point de vue, Clemenceau en tête. Quatre jours plus tôt, Malvy s'était déplacé jusque chez lui pour le consulter. L'ancien briseur de grèves n'avait pas mâché ses mots :

— Mon ami, vous seriez le dernier des criminels si vous ne sortiez à l'instant de mon bureau pour signer l'ordre me mettant en état d'arrestation[331] !

Clemenceau était un inconditionnel du carnet B. En 1886, il avait soutenu sa création par le général Boulanger. À l'époque, il s'agissait uniquement de répertorier les gens soupçonnés de se livrer à des activités d'espionnage. Une vingtaine d'années plus tard, Clemenceau, qui était alors aux affaires,

avait étendu le carnet B à tous les individus susceptibles de troubler l'ordre public : les anarchistes et les antimilitaristes tout particulièrement. En août 1914, le fameux carnet B ne listait pas moins de 2 481 noms.

Député du Lot, Malvy n'avait pas une bonne image dans les milieux politiques. On le tenait pour un arriviste de la pire espèce. On le soupçonnait d'avoir épousé Louise de Verninac, d'une noblesse provinciale influente, parce que son père était vice-président du Sénat. Les services de renseignements étaient convaincus que Malvy entretenait une liaison régulière avec une certaine Hélène Berry, comédienne de son état. Bien sûr, il n'était pas le seul homme politique dans ce cas. On se disait pourtant que cela faisait un peu désordre de la part du locataire de la place Beauvau.

Berlin, 3 août, 14 h 00

À Königsplatz, dans le bâtiment de briques rouges attenant au monument en l'honneur de Bismarck, l'état-major dressait le bilan des premières opérations militaires. Sur les cartes murales, l'ensemble du territoire luxembourgeois était déjà parsemé de petits drapeaux frappés à l'emblème de la Croix de Fer représentant la progression des armées du Reich. Les dernières informations faisaient état du franchissement de la frontière belge par les troupes allemandes. D'autres petits drapeaux seraient bientôt plantés.

Dehors, dans les allées ombragées menant au palais impérial comme sur Unter den Linden, le halo de clameurs enflait d'heure en heure. On brandissait la dernière édition du *Berliner Nachtkurier* dont les titres virils barraient toute la une. Sur la Potsdamer Platz, un régiment de uhlans chantait fièrement *In der Heimat*. Sur la Siegesalle, à travers le Tiergarten, la foule s'égosillait : « *Nach Paris ! Auf wiedersehen auf dem Boulevard !* » L'euphorie se fait volontiers contagieuse quand elle s'empare de la multitude. Un diplomate de la Wilhelmstrasse commenta, avec un rien de cynisme :

— Cela ne fait pas de mal que le peuple ait aussi sa petite part de soucis**[332]**…

Même les élites se prêtaient au jeu et participaient à l'engouement patriotique. Au Café Kühlemann, sur la Potsdamerstrasse, des journalistes, des écrivains, des artistes multipliaient les libelles patriotiques enflammés. Décidément, l'établissement méritait bien son surnom de « Cafe Hourra » dont on le gratifiait depuis qu'il s'était débarrassé de ses tendances gauchisantes.

Au même moment, dans la solitude de son cabinet de travail, Maximilien Harden s'abandonnait à son pessimisme d'homme de presse : « En cet été, le destin devient la réalité. »

Il revenait au Reichstag de sanctionner solennellement la fin de l'état de paix par le vote des crédits de guerre. Il y a seulement quelques jours, on aurait appréhendé à la Chancellerie le verdict des parlementaires. Nul n'ignorait la puissance du groupe des sociaux-démocrates, fort de ses 110 députés, de son électorat de 4 250 000 suffrages et de sa position hégémonique sur la gauche européenne. Ce SPD était par vocation pacifiste et partisan de la grève générale. Or, les choses avaient bien changé depuis la mort d'August Bebel et, plus encore, au cours de ces dernières semaines.

En ce 3 août, les dirigeants sociaux-démocrates étaient divisés sur les crédits de guerre comme ils l'avaient rarement été dans le passé. Un premier vote indicatif du groupe avait donné 78 voix pour et 14 contre. Parmi les minoritaires on comptait des leaders comme Wilhelm Liebknecht, l'un des grands fondateurs charismatiques du parti, Hugo Haase, président du groupe parlementaire, ou encore Georg Ledebour. Tous décidèrent néanmoins, lors du vote du lendemain au Reichstag, de se plier à la discipline du parti.

*

Entrant d'un même pas dans la guerre, les Allemands pouvaient s'abandonner sans retenue à leur fascination instinctive pour l'uniforme, les grades et la discipline. L'Allemagne pouvait sans le moindre scrupule inculquer à ses jeunes écoliers les cinq éléments fondamentaux : fidélité, courage, obéissance, devoir et honneur.

Un tel abandon était-il excessif ? Quelques-uns, rares assurément, n'étaient pas loin de le penser sans trop oser l'affirmer ouvertement. Parmi les autres figurait un certain Wilhelm Voigt. Pauvre hère, cet ancien apprenti cordonnier avait passé près de trente années de son existence en prison. Il le devait à deux lourdes condamnations pour escroquerie au mandat postal puis pour usurpation d'identité. Rendu à la liberté à l'âge de cinquante-six ans, interdit de séjour à Berlin, Voigt était quasiment perdu pour la société.

Le hasard le fit s'arrêter devant une boutique de fripier. Il consacra les derniers marks qu'il avait en poche à l'achat d'une vieille tenue de capitaine de l'armée prussienne. Pourquoi un uniforme ? Peut-être pour se faire plaisir une dernière fois avant d'aller faire le grand saut dans la Spree et disparaître à tout jamais.

Chemin faisant, Voigt croisa un détachement de soldats. Ceux-ci ne manquèrent pas de saluer le pseudo-capitaine avec tous les honneurs dus à son rang. L'intéressé eut alors une inspiration subite. Se portant d'autorité à la tête du détachement qui n'était commandé que par un sous-officier, il lui ordonna d'investir la mairie de Köpenick et d'arrêter le bourgmestre. Après quoi, il se fit remettre le plus tranquillement du monde l'argent des caisses municipales.

L'affaire avait provoqué un énorme éclat de rire à Berlin et dans toute l'Allemagne. On prétendit même que le Kaiser en personne s'était amusé de cette affaire. Appréhendé, condamné à deux ans de prison supplémentaires, le « capitaine de Köpenick » fut gracié au bout de quelques mois, non sans avoir reçu entre-temps des milliers de lettres ou témoignages de sympathie sinon d'encouragement.

Sorti de prison, Voigt exploita jusqu'à la corde sa popularité naissante en exhibant son uniforme d'officier sur les scènes de cabaret et de music-hall. Puis, il se retira dans la petite maison qu'il était parvenu à acquérir – honnêtement – au Luxembourg.

Ce 3 août 1914, la grande histoire des nations rattrapa la petite histoire de l'aigrefin. Défilant dans les rues de Luxembourg, les troupes du Reich croisèrent un homme d'un âge certain, les tempes grisonnantes, revêtu d'un uniforme de la garde prussienne. Instantanément et impeccablement, elles saluèrent le vieil homme. La revanche du « capitaine de Köpenick »…

Londres, 3 août, 15 h 20

Sir Edward Grey était encore plus pâle et plus grave qu'à l'accoutumée lorsqu'il fit son entrée aux Communes. Il le savait d'avance, le discours qu'il s'apprêtait à prononcer serait sans doute le plus important de toute sa carrière politique. Les hésitations et les revirements politiques de ces derniers jours appartenaient au passé. C'était en homme presque apaisé qu'il se présentait cet après-midi devant les députés. Peu avant de se rendre au Parlement, Grey avait confié, l'air pénétré, à Nicolson :

— Si nous devons entrer en guerre, du moins aurons-nous la conscience tranquille[333].

L'issue du débat parlementaire n'était guère évidente. Les pacifistes n'avaient pas encore baissé pavillon. Le matin même, on pouvait lire dans le *Manchester Guardian* sous la plume de l'un de ses ténors, Charles Edward Montague : « Nous ne sommes pas en droit d'appliquer un jugement sévère à ce que fait un homme ou une nation quand sa vie est en jeu[334]. » Dans *The Economist*, F. H. Hirst soutenait encore avec vigueur la cause de la paix.

Le matin même, le patron du *Times* lord Northcliffe avait confié son inquiétude à ses collaborateurs les plus proches :

— Je crains que le gouvernement ne soit en train de tourner casaque[335].

L'arithmétique parlementaire était d'une simplicité biblique : 272 libéraux face à 272 *tories*, avec l'arbitrage de 42 voix du Labour et de 84 Irlandais nationalistes. La partie était loin d'être jouée d'avance.

Dans cette salle étriquée des Communes chargée d'émotion et d'histoire, l'atmosphère devenait électrique. Quel que soit leur bord politique, les députés savaient que cette séance serait exceptionnelle. D'une heure à l'autre, les nouvelles se faisaient plus dramatiques. Dans la matinée, les députés avaient appris l'entrée des troupes allemandes en Belgique.

Cet après-midi, on dut rajouter des chaises pour les parlementaires qui ne siégeaient qu'exceptionnellement dans leur totalité. Cela ne s'était plus vu depuis que Gladstone avait présenté pour la seconde fois son projet de loi sur le *Home Rule*. C'était le 13 février 1893…

Après les prières du chapelain, au moment même où débutait la séance, on transmit un billet à James William Lowther, *speaker* de la Chambre. Celui-ci en donna aussitôt lecture aux députés : face à l'invasion allemande, le roi Albert de Belgique appelait officiellement l'Angleterre à l'aide. La stupeur envahit les travées.

Il était trois heures et demie passées lorsque Edward Grey, blanc comme un linge, se leva du banc du gouvernement. Il y avait comme une légère nuance d'inquiétude dans le regard d'Asquith. Fatigué, vieilli, Lloyd George restait sur son quant-à-soi. En pleine forme, rajeuni, Churchill paraissait, lui, plus combatif que jamais. Ah ! S'il avait pu le délivrer lui-même, ce discours !

Les députés n'eurent pas à le regretter tant l'exposé de Grey leur apparut clair, mesuré et honnête. Compte tenu des circonstances, il n'était plus question de louvoyer. Face au chef de la diplomatie siégeaient des élus responsables et honorables, fussent-ils des opposants déterminés comme Ramsay MacDonald.

Grey reconnut sobrement l'échec des tentatives diplomatiques menées par Londres. Il décrivit à leur intention la lettre et l'esprit des accords passés avec la France, allant jusqu'à leur donner lecture des lettres échangées avec Paul Cambon en novembre 1912. Les députés apprirent ainsi l'existence de ces correspondances demeurées longtemps « Secret d'État ». Brefs murmures dans les travées, vite contenus.

Chaque membre de la Chambre basse se sentit personnellement concerné lorsque Grey poursuivit sans la moindre recherche oratoire :

— L'honneur de la France est engagé dans cette crise et c'est uniquement ce qui l'a entraînée dans le conflit à la suite de son alliée. L'amitié qui nous lie à elle est déjà longue. Jusqu'à quel point l'amitié entraîne-t-elle des devoirs ? C'est ce que chacun doit demander à son propre cœur et c'est d'après ses sentiments qu'il doit estimer jusqu'où vont ses engagements[336].

Sir Edward ne cacha pas qu'il avait fait la promesse aux Français de protéger leurs côtes du nord s'ils étaient attaqués. Il pouvait se le permettre. Fin politique, il sentait bien qu'il était en train de rallier le Parlement à sa cause. Il lui restait encore à abattre sa carte maîtresse : la Belgique. Travaillistes, conservateurs ou libéraux, les députés étaient déjà sous le choc. Ils ne purent qu'être sensibles à l'argumentation du ministre :

— Il ne nous est pas possible de concevoir moins sérieusement nos obligations que M. Gladstone ne l'a fait en 1870[337].

Avec tact et doigté, Grey entraînait les députés sur la voie de l'intervention. Il le faisait contre le programme du parti libéral, son propre parti, et contre son hostilité intime à la guerre. Il épura son raisonnement de toute considération superflue. Il se retint d'évoquer avec grandiloquence le caractère sacré des traités. Dans sa péroraison, il alla droit à l'essentiel en soulignant les intérêts de l'Empire britannique :

— Si nous restons à l'écart, ce que nous aurons économisé en forces à la fin de la guerre

compensera-t-il ce que nous aurons perdu en considération ? De toute façon, nous aurons à souffrir effroyablement de cette guerre, quelle que soit notre position[338]…

En repliant les feuillets de son discours, Edward Grey embrassa d'un ultime regard la salle des Communes. Il venait de prononcer le discours le plus accompli de toute sa carrière, un discours aussitôt salué d'« historique » par les chroniqueurs. Nul défi ou triomphalisme dans le regard du ministre, simplement le sentiment du devoir accompli. Un devoir douloureux et même, en cet instant, tragique.

Dans les rangs, les libéraux conservèrent un silence gêné tandis que les travaillistes se tinrent coi. À quelques rangs de là, les conservateurs applaudirent bruyamment le secrétaire au Foreign Office. L'horloge marquait 16 h 35.

À la sortie des Communes, après l'avoir congratulé, Churchill prit à part son collègue :

— Et maintenant ?

Grey le fixa calmement :

— Maintenant, cher Winston, c'est notre tour d'adresser un ultimatum à Berlin[339]…

Churchill constata avec satisfaction que Grey avait repris des couleurs. Il rallia dare-dare l'Amirauté, aboya quelques ordres. Puis il s'empara d'un énorme havane et se laissa glisser dans un fauteuil, les yeux mi-clos. Une heure plus tard, il expédierait un message à Asquith et Grey leur demandant l'autorisation de mettre en œuvre le plan anglo-français pour défendre la Manche. L'expérience aidant, il avait trouvé la formule épistolaire imparable pour parvenir à ses fins : « À moins que vous ne me le défendiez expressément, je prendrai toutes les dispositions en ce sens[340]… »

*

La City n'avait pas attendu la fin du discours de Grey. C'était inutile. L'inquiétude se mua instantanément en peur incontrôlée. Qui aurait pu penser, en cet instant de vérité, que la haute finance et le monde des affaires souhaitaient la guerre ?

La tempête déferla sur les milieux financiers londoniens, faisant chuter spontanément les cours très en deçà des seuils d'alerte. D'une minute à l'autre, le Stock Exchange, qu'on avait rouvert entre-temps, fut pris de panique. Il devint bientôt impossible de négocier des titres ou des actions. Les responsables boursiers durent se résoudre à faire suspendre les cotations. Une heure plus tard, on ne pourrait même plus encaisser un chèque. À la Bourse de Londres, on enregistra ce jour-là sept malaises cardiaques. Pour les hommes de finance, il n'est pas rare que la peur précède le son du canon.

Vienne, 3 août, 16 h 15

Au Ballplatz, assez étrangement, la fièvre de ces derniers jours paraissait tiédir. Comme si, tout à coup, on prenait conscience d'une énorme bêtise. Quel besoin avait-on eu de monter aux extrêmes alors que l'humiliation de la Serbie était quasiment acquise avec la bénédiction du concert européen ?

Le comte Berchtold se donnait désormais des allures de Metternich. Il avait tout fait pour attirer l'Allemagne dans sa nasse belliciste. Il avait rusé, atermoyé, menti, dissimulé. Et maintenant que le Reich avait officiellement déclaré la guerre à la Russie, le ministre autrichien se disait qu'il lui restait peut-être encore une petite marge de manœuvre.

Non sans cynisme, Berchtold en arrivait à penser que cette guerre, il était encore possible de l'épargner à l'Autriche. Ne venait-il pas de faire savoir discrètement à Petrograd qu'il ne serait pas

hostile à l'ouverture de « conversations » ? Déjà, les premiers coups de canon avaient été échangés de chaque côté de la frontière austro-russe. Que ne s'y était-il pas résolu, quelques jours auparavant, lorsque Grey et son ambassadeur à Vienne sir Maurice de Bunsen le lui avaient suggéré !

Berchtold était à l'évidence un homme compliqué et retors. Quant à le comparer à l'homme du Congrès de Vienne, c'était aller un peu vite en besogne.

Du côté russe, Sazonov y entrevit surtout une aubaine : la possibilité d'enfoncer un coin dans la solidarité hésitante entre Vienne et Berlin. L'ambassadeur du tsar à Vienne lui avait rapporté les propos plutôt rassurants que venait de lui tenir le comte qui se plaignait des intentions belliqueuses de l'Allemagne. À le suivre, il aurait bel et bien été entraîné dans la guerre par le Kaiser ! Et de conclure :

— En réalité, il n'y a entre nous qu'un immense malentendu**[341]**…

À Berlin, cela faisait déjà longtemps que le comportement imprévisible de Berchtold n'amusait plus Jagow ou Bethmann-Hollweg. À ces derniers, l'amiral Tirpitz venait de faire passer un message aigre-doux : « Peut-être avons-nous oublié de demander à l'Autriche si elle voulait combattre avec nous contre la Russie… » L'allusion perfide s'adressait exclusivement à Jagow que le Grand Amiral détestait. Un jour, ce dernier avait dit de lui que son apparence était tellement fuyante qu'une anguille n'était qu'une sangsue, comparée à lui**[342]**.

Le fait est qu'à cette heure Vienne n'avait pas encore trouvé le temps de déclarer la guerre à Petrograd ! Sans plus d'égards désormais, Berlin exerça une pression de plus en plus exaspérée. Décidément, il était plus difficile à l'Autriche de déclarer la guerre à la Russie que de délivrer un ultimatum à la Serbie. Le Ballplatz finit par adresser aux Russes un texte aussi emberlificoté que ridicule laissant à penser que l'Autriche était poussée à la guerre par l'Allemagne.

Pour autant, Vienne n'envisageait pas la moindre rupture avec la France ou l'Angleterre, laissant ces deux pays dans l'expectative. Insistant, l'ambassadeur français en Autriche Alfred Dumaine relançait ses interlocuteurs sur la nature de leur engagement vis-à-vis de Berlin. Avec tout autant de constance, il lui était prodigué des paroles apaisantes. Un vrai malentendu ! Ce n'était tout de même pas pour ça que le vieux diplomate français allait réclamer ses passeports !

À Paris, l'ambassadeur autrichien Szecsen n'avait nulle envie de quitter son poste. Malgré les allusions déplaisantes dont il commençait à faire l'objet, il continuait de fréquenter assidûment le Cercle de l'Union ainsi que les lieux confortables qui lui étaient familiers. Ce qui ne l'empêchait nullement de multiplier à l'attention du Ballplatz les télégrammes dans lesquels il déplorait le pillage des magasins autrichiens par la population parisienne ou encore la chasse aux Austro-Hongrois lancée par la police dans les rues de Paris…

Enfermé à Schönbrunn, l'empereur François-Joseph était invisible. Le gouvernement et ses ministres avaient également des allures fantomatiques. Quant au Reichsrat, le Parlement, il était suspendu depuis mars et le président du Conseil Karl Stürgkh ne voyait aucune raison de le réunir en cet instant dramatique.

Les Viennois, eux, se montraient nettement plus enthousiastes que leurs dirigeants. Dans la capitale, la fièvre et la ferveur croissaient d'heure en heure. Parades et cortèges se succédaient dans les rues, débordant le corps des pompiers chargés de la sécurité. Le long du Ring jusqu'à Rathaus Platz, ce n'étaient que chants à la gloire de l'empereur bien-aimé ou du prince Eugène. Des banderoles en l'honneur des Habsbourg et de l'armée autrichienne. Des drapeaux que l'on hissait avec ardeur au Burgtheater.

Dans cette métropole de deux millions d'habitants anonymes, des inconnus qui se seraient ignorés en temps habituel se parlaient à présent dans les rues. Les visages rayonnaient et s'animaient, comme si le monde avait brusquement changé.

Sur quelques murs, des inscriptions vengeresses, *Alle Serben müssensterben !* (Tous les Serbes doivent crever !), que les gosses des trottoirs reprenaient en chœur sur l'air des lampions. Des élégantes en toilette d'été agitaient leur mouchoir en signe d'allégresse patriotique. Un peu plus loin, des ouvriers, des artisans, des domestiques, ces petites gens de la vie quotidienne que personne ne remarquait habituellement, brandissaient avec fierté des calicots. Une impression d'unanimité et de fraternité estompant miraculeusement les différences de classe, de race ou de religion.

Bien sûr, un œil averti aurait repéré que les sujets d'origine allemande étaient plus en verve que ceux d'origine polonaise ou hongroise, que les Slovènes étaient plus enthousiastes que les Croates. Mais cela ne changeait rien à la spontanéité et à l'intensité d'un patriotisme qui avait fini par submerger Stefan Zweig, de retour à Vienne : « Je dois avouer que dans cette levée des masses il y avait quelque chose de majestueux, d'extatique et même de voluptueux, à quoi il était difficile de résister… Les milliers et les centaines de milliers d'hommes sentaient comme jamais ce qu'ils auraient dû mieux sentir en temps de paix, à savoir à quel point ils étaient solidaires[343]. »

À quelques pâtés de maisons de là, dans le quartier de Sievering, Léon Trotsky ressentait très exactement les mêmes impressions, sidéré par la ferveur du patriotisme ambiant : « La guerre s'empare de tous et, par suite, les opprimés, ceux que la vie a trompés, se sentent alors comme à un niveau d'égalité avec les riches et les puissants[344]. »

Le chef révolutionnaire, qui revenait de Bruxelles où s'était déroulée la réunion du bureau de l'Internationale, n'eut pas trop le loisir de s'attarder sur le patriotisme des Viennois. En tant qu'émigré russe, il était directement menacé. Le matin même, il s'était rendu à la rédaction du quotidien viennois *Arbeiterzeitung* pour demander conseil aux socialistes autrichiens. On lui avait appris l'assassinat de Jaurès. Impassible, le vieux Victor Adler préparait tranquillement les prochaines échéances du parti. Scène irréelle.

Une heure plus tôt, on avait fait rencontrer à Trotsky le chef de la police politique, un certain Geyer. Celui-ci avait paru ennuyé :

— Il est bien possible que je reçoive bientôt l'ordre d'internement des Russes et des Serbes.

— Vous me recommandez donc de partir, c'est bien ça ?

— Le plus vite sera le mieux.

— C'est bon. Je pars demain, avec ma famille, pour la Suisse.

— Euh… Tous comptes faits, je préférerais que vous partiez aujourd'hui[345].

À 18 h 10, la famille du révolutionnaire russe au grand complet s'embarqua dans le train en partance pour Zurich. Celui que Lénine surnommait dix ans plus tôt la « Plume » laissait derrière lui sept années de relations personnelles, des livres, des archives, des manuscrits. Et un début de polémique avec le P^r^ Tomas Masaryk sur les destinées de la culture russe.

Paris, 3 août, 18 h 15

— C'est inadmissible, monsieur le Président ! Un homme vient de sauter sur le marchepied de mon automobile ! Mon empereur vient d'être insulté et moi avec[346] !

Face à René Viviani et Pierre de Margerie, l'ambassadeur von Schoen affectait l'indignation. Sur le chemin du Quai d'Orsay, où il se rendait pour la dernière fois, il avait été pris à partie par une foule menaçante. Le diplomate exagérait bien sûr son émotion afin d'en tirer prétexte. Rien que de très naturel dans tout cela. Nullement dupé, le chef du gouvernement français s'empressa de mettre fin à cette diversion :

— Je vous présente mes regrets et mes excuses. Mais êtes-vous venu ici uniquement pour me dire cela[347] ?

Von Schoen hocha la tête négativement. Là n'était plus la question, en effet. Il paraissait totalement vidé de ses forces. L'entrée des troupes en Belgique lui avait porté un coup fatal. Sa propre femme était belge. Quelques heures plus tôt, il en était encore convaincu :

— Les Belges et le roi Albert en tête feront la haie pour regarder passer notre formidable machine de guerre. Nous n'empiéterons d'ailleurs qu'un tout petit bout de leur territoire[348]…

Maintenant il ne savait plus ou, plus exactement, il ne savait que trop. Le moment décisif était arrivé.

L'ambassadeur se plaignit d'une attaque aérienne que l'armée française aurait lancée quelques heures auparavant sur Nuremberg. Il répétait mot pour mot, mécaniquement, les instructions qu'il avait apprises :

— Le télégramme que j'ai reçu de mon chancelier a été brouillé. J'ai cru comprendre de la partie non déchiffrable que des actes d'hostilité graves avaient également été commis par la France à la frontière alsacienne[349] !

Margerie ne perdit pas son calme :

— Ceci est en effet fâcheux. Sachez que les télégrammes qui nous parviennent de M. Cambon à Berlin sont aussi très souvent brouillés. Serait-ce à dire que nous brouillerions également nos propres messages[350] ?

Viviani prit le relais :

— Toutes ces allégations sur des soi-disant agressions aériennes ou violations de frontières sont sans fondement. Ce ne sont que des inepties[351].

Schoen ne réagit pas. Il est vrai qu'il n'y avait plus rien à discuter. Il prit son ton le plus solennel pour réclamer ses passeports. Viviani n'en fut pas surpris. Quelques minutes auparavant, il avait reçu un appel téléphonique de l'ambassadeur américain Myron Herrick le prévenant que Schoen venait de lui demander de prendre en charge les intérêts allemands.

Plus ému que courroucé, le diplomate allemand finit par prononcer la phrase fatidique :

— Je suis chargé de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France[352].

Tout était dit. Viviani demanda à Margerie de raccompagner l'ambassadeur dans les formes jusqu'à sa voiture. Ce dernier parut presque soulagé d'un poids trop lourd pour lui. Dans les mots d'adieu de l'Allemand, le Français crut entendre le mot de « suicide ». Suicide de l'Europe ?

Le lendemain, Wilhelm von Schoen prit place dans le wagon-salon du train spécial qui le ramenait en Allemagne via la Belgique. À son arrivée à Berlin, le commandant de la gare ordonna de faire saisir le train et d'emprisonner les deux conducteurs français. L'ambassadeur dut revêtir son uniforme de colonel pour l'en dissuader. Plus tard, grâce à l'intervention personnelle du chancelier, il obtiendrait le rapatriement du train.

Bruxelles, 4 août, 6 h 00

L'ultime représentation du ministre d'Allemagne en Belgique. Face au rejet par celle-ci des propositions de bonne foi exposées par Berlin, le Reich était contraint de prendre des mesures pour assurer sa sécurité. Telle était du moins la version officielle car ni le ministre lui-même, Karl-Konrad von Below, ni son premier secrétaire Wilhelm von Stumm n'y accordaient le moindre crédit.

Peu après, se rendant à la légation allemande pour y prendre en charge les intérêts du Reich, l'ambassadeur américain Brand Whitlock trouva les deux diplomates prostrés dans leur fauteuil.

Autour d'eux, tous les employés de la légation s'activaient pour préparer leur départ. Below, celui qui en avait tant vu dans son existence, ne put que répéter tel un automate :

— Les pauvres fous ! Quelle idiotie de résister, ils vont être écrasés[353] !

L'armée allemande ne perdit pas de temps. Deux minutes après huit heures, une unité légère franchit la frontière belge à hauteur du petit village de Gemmerich. C'était l'avant-garde des forces placées sous le commandement du général Otto von Emmich. Celles-ci comprenaient trois divisions de cavalerie et six brigades d'infanterie augmentées de pièces d'artillerie. Objectif désigné : Liège.

Il était neuf heures lorsque le roi Albert, en uniforme kaki, se rendit à cheval au Parlement par la rue Royale. Des acclamations prolongées saluèrent le souverain. Aux députés rassemblés, le roi ne posa qu'une seule question à l'issue de sa courte allocution :

— Messieurs, êtes-vous indéfectiblement décidés à conserver intact le legs sacré de nos pères[354] ?

Les députés se levèrent de leur banc comme un seul homme. Un rugissement sourd d'approbation et de fidélité répondit au vaillant souverain qui exhortait à la résistance.

Berlin, 4 août, 15 h 00

Les lecteurs assidus du *Vorwärts*, l'organe du parti social-démocrate allemand, restaient sur l'idée de cet article volontariste dans lequel il était écrit : « Pas une goutte de sang d'un soldat allemand pour assouvir les ambitions criminelles du tyran autrichien. Nous ne demeurerons pas dans une impassibilité fatale au cours des événements qui s'approchent. »

C'était il y a trois jours. À présent, la situation était tellement différente pour les dirigeants du SPD ! Représenter plus de 4 200 000 électeurs, le quart des députés au Reichstag, était sans doute impressionnant mais insuffisant pour prétendre inverser le cours des choses. Insuffisant pour faire la révolution, insuffisant également pour empêcher la guerre.

Qu'elle était déjà loin cette rencontre du 29 juillet au cours de laquelle Jean Jaurès promettait à Hugo Haase de tenir bon ! Désormais, on exhumait telle ou telle citation d'August Bebel et même de Karl Marx appelant à la guerre contre la Russie des tsars. Et puis, quoi ! Les Russes avaient bel et bien mobilisé les premiers ! Et les Français, de leur côté, n'étaient-ils pas en train de porter atteinte au *Vaterland* ? Des rapports officiels de l'armée l'attestaient.

Pour les socialistes allemands, la guerre était devenue légitime. Comment, dans ces conditions, refuser le vote des crédits de guerre ? Lors de leur réunion houleuse de la veille, ils s'étaient donné bonne conscience en votant une clause restrictive : « Aussitôt que la guerre deviendra une guerre de conquête, nous nous dresserons contre elle de la façon la plus énergique[355]. » Les motions de ce genre ne coûtent pas cher. Lorsque, le soir même, les dirigeants du SPD avaient soumis respectueusement cette formule au chancelier Bethmann-Hollweg, ce dernier avait demandé qu'elle soit retirée. Il avait obtenu satisfaction sur-le-champ.

Au Reichstag ce 4 août, l'orage gronda et des trombes d'eau s'abattirent sur la capitale prussienne. Le temps se mettait à l'unisson de la politique. Le vote des crédits de guerre, qui se montaient à cinq milliards de marks, ne fut qu'une formalité vite expédiée. Les députés du SPD les votèrent comme le reste du Parlement. Quelques instants plus tard, Guillaume II pénétra en grande pompe dans la Salle blanche du vieux palais, accompagné de son chancelier qui avait revêtu pour la circonstance son uniforme de dragon. Coiffé de son casque à pointe, la main gauche sur la garde de son sabre, le Kaiser s'adressa à la postérité :

— Nous tirons notre épée, la conscience pure et les mains nettes. À dater de ce jour, je ne connais plus les partis. Je ne connais que des Allemands[356] !

Des salves d'applaudissements nourris, ponctués de *Hoch ! Hoch !* saluèrent les propos impériaux. Il incombait à Bethmann-Hollweg d'informer les députés, qui l'ignoraient encore, de l'entrée des troupes allemandes en Belgique.

— Nous ne pouvions plus attendre, c'était une nécessité militaire. Je vous le dis franchement, notre invasion de la Belgique est contraire au droit international. Mais nous réparerons dès que possible ce tort infligé aux Belges[357].

Lorsqu'il eut connaissance de la déclaration du chancelier, l'amiral von Tirpitz se fit l'interprète de l'état-major militaire :

— Jamais un homme d'État allemand n'aura proféré pareille stupidité[358] !

Lorsqu'il en eut connaissance, quelques heures plus tard, le prince von Bülow eut la même réaction que Tirpitz, presque mot pour mot.

Le lendemain à Vienne, l'*Arbeiterzeitung* salua le vote du Reichstag comme « le jour de la plus fière et de la plus formidable exaltation de l'esprit allemand ». De son exil galicien de Ponorin, Lénine refusa d'en croire ses yeux lorsqu'il tomba sur l'édition du *Vorwärts*, datée du 5 août, qui annonçait le vote des sociaux-démocrates au Reichstag. Il s'écria aussitôt :

— C'est impossible ! Sûrement un faux fabriqué de toutes pièces par la canaille bourgeoise allemande[359] !

À Zurich où il venait de trouver refuge, Léon Trotsky fut moins incrédule. Les sociaux-démocrates, autrichiens ou allemands, il les avait déjà pratiqués. Depuis longtemps, il ne nourrissait plus d'illusions sur ceux qu'il n'appellerait plus désormais que les « social-traîtres ». Trotsky se lança aussitôt dans la rédaction d'un essai intitulé *La guerre et l'Internationale*. Il ne lui faudrait que deux mois pour l'écrire.

Paris, 4 août, 15 h 50

Après avoir traversé les quartiers ouest de Paris, la dépouille mortelle de Jean Jaurès atteignit la gare d'Orléans. De là, elle serait acheminée à Albi pour y être inhumée au cimetière des Planques.

Dès le matin, un attroupement monstre s'était formé au coin de l'avenue Henri-Martin, dans le XVI^{e} arrondissement, où avait été dressé le catafalque. Des milliers de gens, anonymes pour la plupart, étaient venus rendre un ultime hommage au chef socialiste. En tête de cette foule immense, les autorités de la République représentant le gouvernement et les chambres. Des ministres, des syndicalistes, les leaders de la gauche socialiste au grand complet, des responsables politiques de tous bords y compris de l'opposition nationaliste.

Devant le cercueil du grand tribun recouvert de tricolore, le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux avait prononcé un discours bouleversant :

« Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute si la paix n'a pas triomphé, c'est celle des empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Nous prenons l'engagement de sonner le glas de vos règnes. Avant d'aller vers le grand massacre, cet engagement, je le prends au nom des travailleurs qui sont partis et de ceux qui vont partir[360]… »

Pour Jouhaux comme pour la plupart des chefs socialistes, l'assassinat de Jaurès marquait la fin d'une époque, celle du rêve et d'un certain lyrisme. Les dures réalités avaient fini par prévaloir et il en avait été la première victime. Il fallait désormais parer au plus pressé, la défense de la patrie et l'avenir de la nation.

Le ralliement de la gauche socialiste fut aussi massif que spontané. Le vieux marxiste Jules Guesde fut l'un des premiers à s'y résoudre en compagnie du jauressiste Marcel Sembat. Le journal de Gustave Hervé, *La Guerre sociale*, titra à la une : « Défense nationale d'abord ! Ils ont assassiné

Jaurès, nous n'assassinerons pas la France ! » La publication anarchiste *Le Bonnet rouge* lui emboîta le pas : « Jaurès est mort ! Vive la France[361] ! »

Ici, on apprenait que l'écrivain Henri Barbusse, qui n'avait plus l'âge d'être incorporé et qui souffrait en plus de bronches fragiles, avait demandé à être « compté parmi les socialistes antimilitaristes qui s'engagent volontairement[362] ». Là, on citait le philosophe Henri Bergson qui venait de déclarer à l'Académie des Sciences morales et politiques : « La lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie[363]. »

À l'autre bout de Paris, boulevard de Sébastopol, boulevard de Magenta et dans les quartiers populaires de la gare du Nord et de la gare de l'Est, des soldats commençaient à affluer de toutes les régions de France. Sur les trottoirs, quelques badauds les interpellaient avec sympathie :

— Ne vous en faites pas ! Vous serez rentrés dans vos foyers avant la fin des moissons.

La guerre ne pouvait qu'être courte. Les gens de finance eux-mêmes le prédisaient : les belligérants ne pouvaient se permettre le luxe d'un conflit long de plusieurs années. L'économie faisait loi. D'aucuns affichaient néanmoins un certain scepticisme. Avant la fin des moissons peut-être pas mais avant Noël, sûrement.

Pantalon rouge garance et capote bleue, les hommes défilaient un peu gauchement dans les rues pavées de la capitale sous les acclamations et les vivats. Ce n'était pas la fleur au fusil ou un enthousiasme guerrier débordant. Seulement cette détermination, presque obstinée, qui avait forgé dans le passé les soldats de l'an II et de Valmy. Ce n'était pas rien.

Déjà, dans les gares, les attendaient des wagons qui les conduiraient sur les théâtres de leurs futurs exploits. Sur certains d'entre eux avait été inscrit à la peinture fraîche : « À Berlin ! Mort aux Boches ! »

Ailleurs, dans Paris, on saccageait de bon cœur les boutiques Hauser dont le nom germanique paraissait suspect. Comme d'habitude, l'expression d'un patriotisme sans risque faisait florès. Plus loin encore, les épargnants angoissés faisaient le siège des banques, espérant récupérer leurs économies. Dans le quartier Montparnasse, des manifestants défilèrent devant la brasserie la Rotonde aux cris de « Mort aux traîtres ! » Le célèbre établissement était l'un des repères supposés des artistes, des cosmopolites et des anarchistes : en d'autres termes, de tout ce qui n'était pas au goût du jour.

*

À la Chambre des députés s'ouvrit une séance exceptionnelle. Le public qui garnissait les tribunes, tout en haut de l'hémicycle, ne s'y était guère trompé.

Un à un, tous les parlementaires gagnèrent leur banc dans un silence de cathédrale. Il était seize heures passées lorsque le président de la Chambre, Paul Deschanel, s'installa avec précaution au « perchoir », dans le majestueux fauteuil curule frappé de bronze.

Devant tous les députés debout, Deschanel prononça un bref hommage à la mémoire de Jean Jaurès. Ce qui, en d'autres temps, eût été l'événement de la séance et même de la session parlementaire, n'était en cet instant qu'un simple aspect de l'ordre du jour. Sans plus tarder, le président de la Chambre donna la parole au chef du gouvernement.

Les quelques mimiques goguenardes dans l'assistance cessèrent dans l'instant. Nerveux, grave, René Viviani ne prêtait plus à sourire. Pour la première fois peut-être, il faisait corps avec sa fonction. Embrassant l'hémicycle de son regard bouleversé, le chef du gouvernement prononça de l'avis général un des meilleurs discours de toute sa carrière.

D'un ton didactique, Viviani décrivit les raisons de l'entrée en guerre de la France, expliquant au passage la portée des accords passés avec les Russes. Il informa également l'assemblée des agissements des troupes allemandes en Belgique. Loin d'être une lubie, cette guerre était une nécessité

impérieuse pour la France. De son issue dépendait rien de moins que le sort de la nation tout entière.

De droite ou de gauche, tous les députés applaudirent debout. Ils ne se rassirent pas alors que Viviani donnait lecture d'un message du président de la République. Par tradition constitutionnelle, le chef de l'État ne pouvait se rendre ès qualités au Parlement. Le manifeste de Poincaré s'achevait par ces mots : « Dans la guerre qui s'engage, la France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'Union sacrée[364]. »

Union sacrée ! L'expression était lâchée. Elle fut préférée d'enthousiasme à celle, plus banale, de « trêve des partis ». Pour une fois, Clemenceau dut reconnaître que Poincaré avait « résumé en termes concis et forts tout ce qu'il fallait dire ». Encore sous le charme, Maurice Barrès écrirait de son côté dans *L'Écho de Paris* : « Quand je me retourne vers les mois passés qui furent remplis de tant d'ignominie, je me dis : comment de ce cloaque est donc sortie cette France si pure[365] ? »

*

Dans la traîne du tragique, le comique ne perd jamais tout à fait ses droits. À peine avait-il prononcé son si remarquable discours à la Chambre que René Viviani recevait au Quai d'Orsay Adolphe Messimy, le ministre de la Guerre, et Armand Gauthier, son collègue de la Marine. Médecin de son état, ancien condisciple de Joffre au lycée de Carcassonne, ce dernier ne devait son poste qu'à la démission brutale de son prédécesseur, évincé par un scandale politique.

Le brave Dr Gauthier était rétif à la chose navale. Son incurie était de notoriété publique. L'avant-veille, dans l'affolement, il avait oublié de donner l'ordre à des torpilleurs d'aller prendre position dans la Manche. La flotte de Méditerranée, par contrecoup, avait pris du retard en se repliant de Toulon vers l'Afrique du Nord, ainsi qu'elle en avait reçu mission. Constatant le ratage, le Dr Gauthier s'en était évanoui d'émotion. Plus tard, Messimy n'avait pas manqué de le tancer pour son inconséquence. Le ministre de la Marine, les nerfs à fleur de peau, avait pris la mouche et menacé de lui envoyer ses témoins. Comme si c'était le moment !

Dans un rôle de conciliateur qui lui était si peu familier, Viviani parvint à calmer les deux hommes. Le Dr Gauthier tomba en larmes dans les bras de Messimy. Peu après, il donnait sa démission pour raisons de santé et s'en retournait dans son cher département de l'Aude. Il fut remplacé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Jean-Victor Augagneur.

À quelques bureaux de là, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Abel Ferry était en train de rédiger sa propre lettre de démission. Le matin même, il en avait fait part en Conseil des ministres mais sa demande avait été rejetée par Viviani :

— Mon cher, par les temps qui courent vous serez beaucoup plus utile ici que sur le front[366] !

Ce n'était guère l'avis de ce jeune ministre de trente-trois ans. Quand on s'appelait Ferry, son devoir était d'aller se battre avec les autres. En bon républicain. Bien sûr, il avait été réformé pour une tuberculose pulmonaire contractée durant son service militaire. Mais, l'année précédente, il avait usé de sa position ministérielle pour faire casser la décision de la commission spéciale de Nice et il avait été affecté au 166e régiment d'infanterie.

La décision de Ferry était irrévocable. Sa démission finit par être acceptée dans la soirée. Quelques heures plus tard, en plein Conseil des ministres, Messimy écrivit une lettre à l'adresse du colonel du 166e R.I. le priant de nommer le caporal Abel Ferry au grade de sergent sans délai. Il termina sa lettre par ces mots : « Dans la lutte gigantesque dont il faut que notre noble pays sorte victorieux, l'exemple d'Abel Ferry est de ceux qui hausseront encore les courages[367]. »

*

Aux Communes, il était 16 h 15 lorsque le Premier ministre Asquith donna lecture d'un message du roi George V. Le *speaker* de la Chambre en tête, tous les députés se levèrent pour écouter la proclamation royale de la mobilisation. Il y était également question d'un ultimatum adressé au Reich allemand. Le Royaume-Uni en attendait « une réponse satisfaisante à minuit » au plus tard.

Lorsqu'il prit connaissance de l'ultimatum de Londres, Tirpitz s'écria hors de lui :

— Ces Anglais croient pouvoir nous traiter comme le Portugal[368] !

En proie à un profond abattement, le Kaiser, lui, n'en finissait pas de se lamenter :

— Comme Georgie et Nicky se sont bien joués de moi ! Si ma grand-mère avait vécu, elle n'aurait jamais permis cela[369] !

Constantinople, 4 août, 16 h 25

Le gouvernement de la Sublime Porte hésitait encore à prendre parti. Des intérêts d'État, il en avait de tous côtés, dans tous les coins de l'Europe.

Des intérêts financiers avec la France, pays avec lequel avait été négocié en septembre de l'année précédente un protocole plutôt juteux. Des intérêts diplomatiques avec la Russie qui venait de signer les accords de Livadia garantissant l'intégrité de l'Empire ottoman en échange de la liberté de passage dans les détroits. Des intérêts militaires avec l'Allemagne qui réorganisait au pas de charge, comme elle savait si bien le faire, l'armée ottomane. Pour la circonstance, Berlin avait même accepté la turquisation du très poméranien général Liman von Sanders, bombardé *Pacha* et maréchal ottoman…

L'Allemagne était la mieux placée auprès de Constantinople, même si elle s'était fait désirer. Après l'Autriche-Hongrie, les Ottomans ! Le Reich était-il donc voué à s'allier à tous les canards boiteux d'Europe ?

La Turquie elle-même avait multiplié les valses-hésitations. Demanderesse, le 28 juillet, elle s'était rétractée avant de se résoudre à solliciter de nouveau Berlin. Bref, il ne s'agissait pas exactement d'une alliance de cœur…

De guerre lasse, un accord avait pourtant été conclu, la veille au matin sous le sceau du secret. Enver et Talaat côté turc, le baron Wangenheim, ambassadeur en titre, côté allemand, y avaient joué un rôle décisif. Constantinople s'engageait à entrer en guerre du côté des puissances centrales.

L'affaire des deux cuirassés non livrés par les Anglais avait pesé très lourd dans la balance. Enver Pacha, qui ne l'avait pas encore digéré, en avait fait une affaire personnelle. Il avait d'ailleurs obtenu de Wangenheim l'envoi de deux croiseurs allemands pour compenser la « trahison » britannique. La Kriegsmarine avait proposé ses deux seules unités croisant en Méditerranée : le *Goeben*, un superbe *dreadnought* de nouvelle génération qui était doté de l'équipement le plus sophistiqué, et le *Breslau*, plus léger mais rapide et efficace. Il avait même été convenu qu'une fois acheminés à Constantinople, sous le commandement de l'amiral Wilhelm Souchon, les deux bâtiments changeraient d'appellation et seraient rebaptisés respectivement le *Yavuz sultan Selim* et le *Midilli*.

L'encre de la signature du traité d'alliance n'était pas encore sèche que Constantinople recommençait à tergiverser. Bien sûr, une alliance sur le papier avec le Reich allemand, c'était bien. Mais un affrontement armé sur le terrain avec les Russes et les Britanniques, c'était déjà moins affriolant.

Pendant ce temps, le *Goeben* et le *Breslau* faisaient route vers la Méditerranée orientale, pistés discrètement par les Amirautés française et britannique. Mais la Méditerranée était vaste ! À plusieurs reprises, on faillit en perdre la trace entre les côtes d'Afrique du Nord, Brindisi et le détroit de Messine.

Londres, 4 août, 17 h 10

— Winston veut attaquer ! C'est une pure folie[370] !

S'adressant à Haldane, Grey en perdait presque ses manières policées. Il restait dans sa logique diplomatique qu'il avait eu tant de mal à faire accepter. Un ultimatum dans les formes requises et en deux temps afin de parer à toutes les éventualités possibles. Et pas de déclenchement d'hostilités avant la fin de l'ultimatum. C'était assurément de la belle ouvrage. Mais quelle perte de temps !

Il avait fallu une journée entière pour mettre au point l'ultimatum délivré à Berlin. Pendant ce temps, le *Goeben* et le *Breslau* naviguaient en toute liberté en Méditerranée. Ils venaient même de bombarder en toute impunité les villes françaises de Bône et de Philippeville, en Algérie !

C'était toute la planification franco-anglaise qui risquait de se retrouver mise à mal. Dans un premier temps, il avait été prévu que les flottes alliées assureraient le passage en métropole française du 21e corps stationné en Afrique du Nord et fort de quelque 80 000 hommes. L'entrée en scène de ces troupes au cours des toutes premières opérations était jugée essentielle par les états-majors.

Il n'était plus question de laisser la Kriegsmarine agir à sa guise en Méditerranée et menacer les transports alliés. À présent, Churchill était déterminé à en finir et à envoyer le *Goeben* et le *Breslau* par le fond. L'escadre britannique basée à Malte n'attendait que cela. Winston en avait parlé à Asquith qui, sans y être absolument hostile, restait cependant hésitant. Asquith avait à son tour évoqué la question en conseil de cabinet. Celui-ci avait refusé catégoriquement, le chef du Foreign Office en tête.

L'irrésolution menaçait une fois encore de gagner les rangs du gouvernement britannique. Le ministère de la Guerre était sans titulaire depuis plus de quatre mois. Asquith avait fait revenir Kitchener à Londres mais il ne s'était pas résigné à lui confier officiellement les clés du War Office. Bon gré mal gré, Haldane assurait l'intérim.

Encore plus grave était la question de l'envoi d'un corps expéditionnaire en France. Le cabinet était partagé. Chacun savait que la Royal Navy était largement capable à elle seule de garantir la sécurité du pays. Les plans dressés de longue date en commun avec la France prévoyaient que six divisions britanniques passeraient la Manche entre le quatrième et le douzième jour de la mobilisation. Personne n'osait donner l'ordre formel. Dans l'opposition de Sa Majesté, Arthur Balfour décelait sans la moindre indulgence « une certaine mollesse de pensée et une indécision d'intention[371] ».

En tout cas, il n'était pas question de déclencher les hostilités avant l'expiration de l'ultimatum. Attendre…

À l'extérieur des ministères, à Whitehall, la foule était en train de comprendre. En cette fin d'après-midi, elle s'était regroupée à l'intersection de Charing Cross avant de se déverser en vagues successives sur le Strand et le Mall. Trafalgar Square était déjà noir de monde. Les jours précédents, c'était le lieu de rendez-vous d'organisations pacifistes. Désormais, agitant des drapeaux de l'Union Jack, les manifestants reprenaient en chœur chansons et slogans antiallemands. Des gars à l'accent cockney venus des quartiers ouvriers jusqu'aux dandies, ces *nuts* qui fréquentaient Piccadilly et Regent's Street.

La colonne de Nelson paraissait surnager d'une marée humaine. On racontait dans le temps que la statue avait été érigée de telle sorte que le légendaire amiral puisse voir sa flotte amarrée à Portsmouth. Aujourd'hui, du haut de ces cinquante-six mètres de granit cannelé, Horatio Nelson pouvait contempler ses descendants qui s'apprêtaient à entrer dans un nouveau conflit à la vie à la mort.

Même les énormes lions de bronze sculptés par sir Edwin Landseer, aux quatre coins de la colonne,

disparaissaient sous les grappes grouillantes de badauds exaltés qui étaient venus s'y jucher. Les lions de Trafalgar Square, « comme le monde n'en a jamais vu » prétendait-on à l'époque de leur installation en 1868. Avaient-ils vraiment été réalisés à partir du métal des canons de la flotte française vaincue par Nelson ? Chacun s'en moquait bien aujourd'hui. La majesté hiératique de ces lions de Trafalgar était bien le symbole imprescriptible de la fière et invincible Albion. *Rule Britannia !*

Berlin, 4 août, 18 h 15

L'atmosphère devenait proprement irrespirable au Schloss. Les civils continuaient de pérorer. C'étaient pourtant les militaires qui imposaient à présent leur style et leur méthode. Au point parfois d'en oublier les règles élémentaires de civilité. En quittant son ambassade de la Pariser Platz dont les fenêtres donnaient sur le célèbre Hôtel Adlon, le presque septuagénaire Jules Cambon venait d'en faire douloureusement les frais.

À l'inverse de Wilhelm von Schoen, son voyage de retour avait tourné à l'odyssée. Pour regagner la France, il avait demandé aux autorités locales de l'acheminer par la Suisse ou la Hollande. On l'avait dirigé d'autorité vers le Danemark. En chemin, le major allemand préposé à sa surveillance lui avait extorqué une somme de 3 611 marks, faute de quoi, disait-il, le train ne passerait pas la frontière. Cambon avait proposé de faire un chèque. L'Allemand avait refusé avec insolence. Finalement, le diplomate avait dû racler ses fonds de poche pour réunir la somme qu'on lui soutirait contre tous les usages[372].

Il y avait eu pire en matière de vilenie. Le ministre français en Bavière avait été molesté et le consul de France à Mannheim enfermé dans un fourgon de bagages sur le chemin de la Suisse.

Sur le coup de dix-neuf heures, le chancelier Bethmann-Hollweg reçut en audience l'ambassadeur de Grande-Bretagne Edward Goschen. Le motif n'en était que trop évident.

Sir Edward trouva son hôte inhabituellement agité, trop sans doute pour pouvoir soutenir une conversation cohérente. Le chancelier venait de passer la dernière demi-heure en compagnie du Kaiser. À deux, ils avaient déblatéré rageusement sur l'Angleterre et les Anglais. Guillaume l'avait quitté sur ces mots :

— Si nous devons y laisser notre peau, il faut au moins que l'Angleterre y perde les Indes[373] !

Bethmann était très remonté contre ce qu'il appelait la duplicité britannique. Il interpella l'ambassadeur :

— Je sens mon sang bouillir quand j'entends que certains font résonner avec hypocrisie la corde de la Belgique. Alors que l'Angleterre entre en guerre pour de tout autres motifs[374].

Goschen sentit que la discussion virait à l'aigre. Il entreprit de calmer le jeu, sans succès. De plus en plus indigné, Bethmann reprit derechef :

— Enfin quoi ! Faire la guerre à une nation apparentée, c'est frapper par-derrière un homme qui défend sa vie contre deux assaillants !

— Monsieur le chancelier, l'Allemagne pas plus que l'Autriche ne jouait sa propre existence dans cette affaire. Si seulement vous n'aviez pas laissé certains la dramatiser[375]…

Suivant le fil de sa propre pensée, Bethmann-Hollweg n'écoutait plus :

— … et tout ça pour quoi ? Pour un simple mot, celui de neutralité. Uniquement pour un chiffon de papier[376] !

Visiblement, le chancelier n'était plus en état de mesurer la portée de ses propos. L'ancien juriste froid et précis s'était définitivement effacé derrière un politique dépassé, entrevoyant déjà avec effroi une fin de carrière et une postérité ternies. Bethmann-Hollweg était loin de se douter à quel point sa

dernière sortie lui causerait, ainsi qu'à son pays, un préjudice moral irréparable.

*

Dès le 3 août, Paul Morand avait regagné la France pour y être mobilisé au fort de Rosny-sous-Bois, à l'est de Paris. L'avant-veille, à Londres, il avait assisté à une fête *Longhi* à tout casser. Un bal costumé d'un baroque délirant dont la capitale anglaise n'était guère coutumière, surtout dans une demeure néo-classique donnant sur Regent's Park. La veille encore, à Mayfair, il était à la dernière réception organisée par Consuelo Vanderbilt en sa somptueuse résidence de Sunderland House. Son ordre de mobilisation le classait dans les services auxiliaires. Il y serait maintenu quelque temps par les conseils de réforme avant d'être autorisé, à l'automne 1914, à rejoindre son poste diplomatique à Londres.

*

La mort dans l'âme, Albert Ballin était rentré chez lui à Hambourg. C'est là qu'il apprit que les troupes allemandes étaient en train d'envahir la Belgique. Deux jours plus tôt, à l'Hôtel Atlantic, il avait rencontré plus tôt Bernhard von Bülow. Les deux hommes s'estimaient. En une quinzaine d'années, ils en avaient vu passer des choses !

Aujourd'hui, Ballin n'offrait plus l'image volontaire et optimiste qu'on lui connaissait. Fatigué, vieilli, ne marchant plus qu'à coups de somnifères et de calmants, il n'était plus qu'un homme brisé physiquement, ruiné émotionnellement. Lorsque Bjarne Aagaard, un armateur norvégien, l'avait croisé la veille, il avait été frappé par son teint blafard et sa mine épouvantable.

Sur la demande pressante de la Wilhelmstrasse, Ballin venait d'écrire une lettre à John Walter, un des principaux actionnaires du *Times*, dans laquelle il accusait la Russie de l'entière responsabilité de la guerre. Mais y croyait-il vraiment ? Loin de l'euphorie ambiante, il avait le net pressentiment d'un désastre. Un désastre pourtant annoncé.

Si les choses avaient été différentes, si le Reich n'avait pas commis ces erreurs au cours de toutes ces années, peut-être aurait-on pu préserver la neutralité de Londres. Mais on avait trop provoqué les Anglais, inutilement. Ballin se reprochait à présent de n'avoir su dire au Kaiser que sa flotte de guerre n'avait aucune justification, que ses bateaux de commerce n'avaient nul besoin de protection. Tout le monde, lui le premier, avait péché par faiblesse envers l'empereur. À présent, c'était trop tard.

De son bureau de la Hapag, Albert Ballin refit ce soir-là avec Bernhard Huldermann, son principal collaborateur, le pointage précis de la situation commerciale. Sur les 175 bâtiments que comptait sa flotte, seuls 80 étaient en sécurité. Une douzaine étaient sur le point d'être saisis par les Alliés. Pour les autres bateaux, qui se trouvaient dans des ports neutres dont près de la moitié aux États-Unis, on ne savait pas encore. Ce n'est que plus tard qu'on apprendrait qu'ils étaient retenus et ne reviendraient pas en Allemagne. Parmi ceux-ci, le *Vaterland*, fleuron de la compagnie. Les pertes financières, Ballin les évaluait d'ores et déjà à deux voire trois millions de marks par mois.

*

Dans la quiétude du palais de Buckingham, le roi George V fit demander à sir Frederick Ponsonby, son conseiller privé, d'aller dire adieu de sa part au prince Lichnowsky, en partance pour Berlin avec son épouse. Reconnaissant les efforts personnels de l'ambassadeur, le cabinet Asquith avait décidé de lui faire rendre les honneurs militaires au moment de son départ, à la gare de Paddington.

Avant d'aller se coucher, le souverain fit le point de la journée dans son *Journal* : « Assez chaud, des averses et du vent. J'ai réuni un conseil à 10 h 45 pour déclarer la guerre à l'Allemagne. C'est une terrible catastrophe mais ce n'est pas notre faute[377]. »

À Peterhof, le tsar Nicolas nota dans le sien : « Ai reçu toute la matinée et l'après-midi jusqu'à quatre heures. J'ai eu ma soirée libre[378]. »

Londres, 4 août, 22 h 45

L'atmosphère était devenue irréelle à Downing Street. Les ministres de Sa Majesté se regardaient dans un silence que personne n'osait troubler. Tout avait été dit et redit. L'ultimatum expirait dans un quart d'heure à peine. Il serait alors vingt-trois heures en temps britannique, minuit sur le continent.

Peu auparavant, on avait informé le cabinet qu'un télégramme diplomatique allemand non chiffré venait d'être intercepté. L'Allemagne se considérait dès à présent en état de guerre avec l'Angleterre. On y apprenait également que sir Edward Goschen se préparait à quitter le territoire du Reich via Hambourg.

Il fut décidé d'ignorer cette ultime péripétie et d'attendre l'expiration complète de l'ultimatum. Attendre…

Cela ressemblait à une veillée funèbre. Dans la douce pénombre du soir, le tapis vert de la table de conférence devenait un théâtre d'ombres chinoises muettes. Au centre de la table, le fin tintement de la pendule poursuivait imperturbablement son cours obsédant. La grande aiguille se mit à la verticale. Au même moment résonna le premier coup de *Big Ben* marquant l'heure fatidique.

Asquith leva les yeux au ciel, comme s'il pouvait y trouver un quelconque salut. Lloyd George laissa échapper un soupir. Grey s'obstina à fixer le vide. Interdits par l'émotion, les autres membres du cabinet retinrent leur souffle.

Tout à coup, Churchill fit irruption dans la salle du cabinet. À sa manière, décalée, tonitruante, il mitrailla la salle d'un flot de paroles plus ou moins audibles. Il disait envoyer des troupes en Méditerranée, en mer du Nord et Dieu sait où encore. Pour une fois, il ne se trouva personne pour sourire de cette agitation surjouée. La paix avait bel et bien cessé d'exister.

Sans un mot, Grey se leva et écarta doucement le voilage opaque d'une des fenêtres donnant sur Whitehall. Sir Edward resta ainsi un long instant à considérer dans la rue les préposés qui allumaient comme chaque soir les réverbères publics. Avant de se retourner vers ses collègues, enfin prophétique :

— Les lumières vont s'éteindre dans toute l'Europe. Nous ne les verrons plus se rallumer de notre vie[379]…

Épilogue

Tout est absurde dans notre histoire. Chacun a voulu sauver son pays et a contribué à le détruire en même temps que l'Europe tout entière.

Jean Guéhenno, *La mort des autres*

Maintenant, ils sonnent les cloches. Mais bientôt, ils se tordront les mains.

Sir Robert Walpole

Au matin du 5 août 1914, l'Europe sortit de sa douce et fallacieuse torpeur. L'été était déjà terminé. Avec lui disparaissaient la frivolité, l'insouciance liée à la Belle Époque ainsi qu'une certaine idée du bonheur.

Du jour au lendemain, le passé fut révoqué. Il avait suffi de quelques menaces belliqueuses, d'une bonne dose de malentendus et d'une somme invraisemblable de fausses manœuvres politiques. Il avait suffi d'une crise de trente-sept jours gérée d'une manière exécrable. Trente-sept jours d'imprudences et de négligences. Trente-sept jours d'atermoiements absurdes, d'erreurs, d'illusions. Trente-sept jours d'une diplomatie le plus souvent décalée ou à contretemps. Tout cela pour en arriver à cette apocalypse tant de fois annoncée mais qu'on n'avait pourtant pas su voir venir.

Seulement cela ? Évidemment non, les civilisations ne sont pas mortelles pour si peu. Presque jusqu'au dernier moment, les erreurs politiques alors commises, en dépit de leur nombre et de leur ampleur, étaient réversibles. Tout en la jugeant inévitable, les leaders des grandes puissances ne souhaitaient pas vraiment la guerre. Encore ne savaient-ils pas ce que signifiait une guerre moderne. Personne ne le savait, d'ailleurs. Mais ils ne voulaient pas davantage d'une paix bancale, convaincus au fond d'eux-mêmes qu'il fallait en finir une bonne fois.

Ce heurt singulier de négations fut source de sentiments contradictoires. D'un côté, l'inéluctabilité d'une guerre qu'on pressentait. D'un autre côté, le sentiment diffus qu'on pourrait en arrêter le cours au dernier moment et que, dans le pire des cas, elle serait courte. Le résultat en fut, chez les uns comme chez les autres, un déficit dans la volonté de paix et de conciliation sur fond d'inconnu, ce terreau de l'irrésolution.

Le pire était donc résistible n'était la fatalité qui fut omniprésente dans cette affaire. Elle tint les fils de bout en bout, jusqu'à l'absurde, pour infléchir les événements vers l'irrémédiable. La fatalité ? Méprisant, Napoléon disait d'elle, naguère, qu'elle était l'excuse des incapables et des maladroits.

Évoquant le déterminisme, d'autres soutiendraient que la crise fatale, quand bien même elle aurait été conjurée in extremis en juillet 1914, se serait tout de même produite. Fin 1914, en 1915 ou 1916, qui sait ?

Les deux coups de feu de Sarajevo dans tout cela ? Un point de départ, assurément, un déclencheur, un prétexte. Guère plus. Dans les grandes catastrophes, on ne retient souvent que le spectaculaire des éléments déclenchants. On s'attarde peu, en revanche, sur ces strates souvent invisibles qui se juxtaposent patiemment et composent le décor de l'inéluctable.

Cette guerre de 1914, elle était pourtant annoncée de longue date. Elle était programmée dans la logique de celle de 1870 qui avait arraché l'Alsace et la Lorraine à la France, plaçant la revanche en tête de l'agenda politique franco-allemand. Elle était l'épée de Damoclès du système rigide des coalitions, Triple-Entente contre Triple-Alliance. Un système à double tranchant, soit verrou de stabilité soit porte ouvrant sur un conflit généralisé. Elle était préfigurée par la course démentielle aux armements navals entre l'Allemagne et l'Angleterre. Pis encore, elle avait été presque banalisée par

les prévisions optimistes des états-majors militaires. Une campagne saisonnière, presque une guerre en dentelle et pantalon rouge de parade. À peine plus qu'un exercice ou qu'un *Kriegspiel*.

Cette Grande Guerre, Gavrilo Princip ne pouvait pas en être tenu pour le premier responsable. Elle était déjà sur les rails bien avant Sarajevo. Il eût fallu un chef de train exceptionnellement génial pour détourner sur une voie de garage la locomotive devenue folle. D'homme de génie, il ne s'en trouva point à la tête des puissances européennes. Il n'y eut que des politiques honnêtes mais sans véritable esprit d'anticipation, des diplomates compétents mais à courte vue, des intellectuels puissants mais sans vision internationale. Probablement pas pires que leurs devanciers, pas meilleurs non plus.

Puisqu'il n'y eut manifestement pas de mauvais génie ou d'esprit foncièrement malfaisant dans cette affaire – à la différence de la seconde guerre mondiale –, la tentation est grande d'en appeler à cette main invisible qui, avec une obstination confondante, écarte les arrangements, étouffe les compromis et abolit toute intention pacifique. Cette main, qui dilue les responsabilités humaines face aux forces obscures en train de se déchaîner, est bien en un sens celle du diable.

Brusquement dans le paysage de tous les jours, les uniformes et les mitrailleuses prirent la place des ombrelles et des tilburys. Les langoureuses valses de Johann Strauss ou de Franz Lehar le cédèrent aux sons martiaux du clairon. C'en était fini des jeunes filles en fleurs comme des visions oniriques de fêtes enchantées. C'en était fini des temps longs et romantiques. La joie de vivre s'évanouit face à la modernité brutale et à une nouvelle frénésie, celle de tuer et de mourir.

Du jour au lendemain, les Européens prirent peur et éprouvèrent l'angoisse du lendemain, réalisant que leur euphorie passée n'avait été qu'illusion. À Vienne comme à Saint-Pétersbourg, à Londres comme à Berlin, à Paris, Bucarest, Bruxelles ou à Belgrade, ils comprirent que l'inconnu s'ouvrait devant eux. Cet inconnu aux contours menaçants dans lequel ils plongeaient tête baissée, comme attirés par le vide.

« À Berlin ! Mort aux Boches ! » pouvait se laisser aller à pleins poumons la foule, gare de l'Est à Paris, en acclamant les troupes montant au front. Comme si, de ces exhortations guerrières trop longtemps contenues, resurgissaient les frustrations de deux générations. Après une trop longue résignation, la revanche tant désirée, enfin.

« *Nach Paris !* » s'égosillait-on comme en écho dans les rues de la capitale du Reich. Comme si, par magie, la geste bismarckienne pouvait se reproduire. Comme si l'heure était enfin venue de conquérir cette place promise et trop longtemps attendue. Sur les trottoirs berlinois d'Unter den Linden applaudissaient quelques vétérans de cette glorieuse armée prussienne, ceux qui avaient défilé victorieusement sur les Champs-Élysées en 1871. Cette guerre-là avait été fraîche et joyeuse. Et merveilleusement victorieuse.

Sur la Perspective Nevski à Saint-Pétersbourg, les popes, crucifix dans une main et encensoir dans l'autre, bénissaient à la chaîne les troupes partant pour le front. À Piccadilly, l'allégresse guerrière avait fini par tout emporter, envoyant dans le ciel londonien une nuée de chapeaux melons enthousiastes. À Vienne sur l'Odeonplatz, Piazza del Duomo à Milan s'agglutinaient de plus belle des grappes humaines pleines de ferveur.

Oui, c'est à croire que tout le monde la voulait quelque part, cette guerre. Ce n'étaient pas seulement les marchands de canons et les nationalistes chauvins qui en rêvaient. C'étaient aussi les anonymes, les sans-grade qui entendaient le tocsin de la mobilisation comme une promesse inattendue dans leur existence morne. Du cordonnier morave au cultivateur du Lauraguais, du mineur de la Ruhr au forgeron de Kazan. Ceux qui croyaient entrer le cœur léger dans le royaume du neuf et de l'extraordinaire. Ceux qui se persuadaient que la guerre ne serait qu'un intermède. Avant Noël sûrement, le retour dans les lauriers et le triomphe.

En ce début d'août 1914 retentirent les premières salves sinistres des canons consacrant la faillite

des diplomates et des chancelleries. Les hommes d'État se muèrent en chefs de guerre. Les redingotes s'effacèrent derrière les uniformes. Les âmes fortes résistèrent et s'adaptèrent, les autres furent emportées par la tourmente.

Longtemps annoncé, souvent redouté, parfois souhaité, le désastre était à présent consommé. Il restait à le vivre.

*

Quel fut le destin des principaux acteurs de cette tragédie hors norme ?

Il était au fond assez logique que les comploteurs de Sarajevo fussent les premiers à expier puisque tout débuta chronologiquement par deux coups de feu en Bosnie. Ils ne pouvaient certes imaginer toutes les conséquences de leur acte meurtrier. Eussent-ils pourtant reculé s'ils avaient été confrontés à l'effroyable réalité de la catastrophe qui en découlait ?

Les meurtriers de Sarajevo connurent une fin misérable à laquelle ils eussent sans doute préféré une exécution immédiate. Échappant à la peine capitale en raison de son jeune âge, le meurtrier Gavrilo Princip fut condamné à vingt ans de travaux forcés à la prison de Theresienstadt, en Bohême. Les conditions de cette incarcération furent épouvantables et Princip mourut de tuberculose en prison, en avril 1918. Il en alla de même pour Nedeljko Cabrinovic et Trifko Grabez qui finirent également leur vie derrière les barreaux. Les autres comploteurs eurent la chance d'en réchapper sauf Danilo Ilic, Veljko Cubrilovic et Misko Jovanovic qui furent exécutés par pendaison, en février 1915.

Soupçonné d'emblée, le conspirateur serbe en chef, le colonel Dragutin Dimitrijevic, ne put savourer bien longtemps l'assassinat de l'archiduc. Il devint rapidement un boulet pour les autorités de Belgrade même si celles-ci refusèrent de le livrer aux Autrichiens. Plus tard, lorsque le Premier ministre serbe Pasic et le prince régent Alexandre envisagèrent de négocier une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, vint l'heure des règlements de comptes. Le mouvement de la Main Noire fut démantelé et Dimitrijevic traîné devant les tribunaux. Jugé en mai 1917, il fut reconnu coupable de trahison et fusillé un mois plus tard par un peloton d'exécution. Il ne faudrait pas moins d'une vingtaine de balles pour achever celui qu'on appelait Apis au temps de sa splendeur.

Fidèle à sa réputation d'habileté et d'opportunisme, le Premier ministre serbe, Nikola Pasic, resta à la tête du gouvernement de Belgrade jusqu'en décembre 1918. Devenu le principal négociateur serbe à la Conférence de Paix de Paris de 1919, il revint aux affaires deux ans plus tard au moment de la création de la Yougoslavie. Il quitta définitivement le pouvoir en avril 1926 avant de succomber peu après à une crise cardiaque.

En tant qu'État, l'Autriche-Hongrie porta une responsabilité écrasante dans le déclenchement de la guerre. Le pire eût sans doute été évité si telle avait été la volonté de Vienne. Il eût fallu pour cela un sauveur providentiel et ce ne pouvait plus être l'empereur François-Joseph qui ne détenait déjà plus la réalité du pouvoir. Le 29 août 1914, il déclarait solennellement au *Wiener Zeitung* : « J'ai tout examiné et tout pesé. C'est la conscience tranquille que je m'engage sur le chemin que me dicte mon devoir. » Parole de vieillard, sereine mais vaine. Âgé de quatre-vingt-quatre ans au moment de l'entrée dans le conflit, il survécut encore deux années avant de rendre le dernier soupir. Non sans amertume, l'*alte Herr* avait souvent pensé que sa disparition préfigurerait la fin de l'Empire des Habsbourg. C'est très exactement ce qui se passa en novembre 1916. L'archiduc Charles, son petit-neveu qui lui succéda, ne devait pas survivre politiquement à la guerre qu'il avait tenté pourtant d'interrompre. Banni de son pays, il dut s'exiler sur l'île de Madère. Il mourut en avril 1922 sans avoir abdiqué mais dans la misère et dans l'indifférence générale.

Tenu pour un fauteur de guerre, le très falot chef du gouvernement autrichien Karl Stürgkh fut assassiné en octobre 1916 de la main de Friedrich Adler, fils du leader social-démocrate Victor Adler

et proche ami de Léon Trotsky et d'Albert Einstein. Le comte Istvan Tisza connut le même sort. Il fut assassiné en octobre 1918, pendant la Révolution dite des Chrysanthèmes, par des soldats qui lui reprochaient d'avoir été un des responsables de ce conflit. L'accusation était injuste, Tisza ayant été seulement incapable de l'empêcher. En août 1914 encore, il écrivait à sa nièce : « Nous ne pouvions pas agir autrement, mais j'ai été au désespoir d'agir ainsi. Pour moi, toute guerre signifie du malheur, de l'angoisse, des dévastations. »

Ironiquement, le principal responsable de la montée à la guerre, Leopold Berchtold, connut un sort beaucoup enviable. Contraint à démissionner du Ballplatz en octobre 1915, il se retira opportunément de la vie publique. Le comte ne refit plus parler de lui jusqu'à sa mort, en novembre 1942, près de Csepreg en Hongrie. Son adjoint, le comte Janos Forgach, le suivit dans sa disgrâce. Il tenta d'intriguer en vain avec l'Ukraine en 1918 et mourut en septembre 1935 à Budapest où il avait trouvé refuge.

Autre « faucon » autrichien, Franz Conrad von Hötzendorf se montra beaucoup plus discret, une fois la guerre commencée. Ses plans de guerre étaient inadéquats. Généralissime, il se signala surtout par son impéritie et par le coût humain exorbitant des opérations militaires qu'il initia. Sa défaite la plus cuisante, causée en 1916 par une offensive russe dirigée par le général Broussilov, l'accula à la démission de ses fonctions de chef d'état-major des armées. Conrad von Hötzendorf fut nommé commandant du front italien avant d'en être évincé à la suite de la défaite de la Piave. Pour adoucir son sort, l'empereur le fit comte. Il mourut en août 1925.

*

L'Italie entra en guerre en mai 1915 après avoir dénoncé son alliance avec les puissances centrales. Le marquis de San Giuliano, chef de la diplomatie italienne, n'était plus là. Il avait succombé en octobre 1914 sans imaginer que son successeur, Sidney Sonnino, reprendrait sa politique extérieure de prudence et d'atermoiement.

« Faiseur de rois » de la politique italienne de cette époque, Giovanni Giolitti avait renoué avec ses vieilles lunes neutralistes avant de soutenir l'engagement de Rome aux côtés des Alliés. En juin 1920, il redevint président du Conseil. Toutefois les temps avaient changé. Il ne sut faire face aux mouvements sociaux croissants qui agitaient le pays. Son impuissance l'incita à se rapprocher de Benito Mussolini, l'ancien socialiste et chef des fascistes italiens, dont il favorisa la montée au pouvoir. Regrettant peu après son erreur, Giolitti refusa de siéger à Montecitorio au sein du groupe parlementaire fasciste. En 1928, il passa dans l'opposition au régime et mourut dans le Piémont à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

*

Le régime tsariste ne survécut pas à la guerre. Dès août 1914, les premières défaites de Tannenberg et des lacs Mazure scellèrent son sort malgré quelques victoires notables sur les armées autrichiennes. Le tsar Nicolas congédia brutalement le commandant suprême des armées impériales, le grand-duc Nicolas. Lui-même n'était pourtant pas un chef militaire. Il s'isola de plus en plus, cédant progressivement le pouvoir à la Douma et se résignant à accepter des premiers ministres fantomatiques comme Gueorgui Lvov, Alexandre Trepov ou Nikolaï Golitzine. Le tsar Nicolas abdiqua en mars 1917 en faveur de son frère, le grand-duc Michel qui renonça lui-même peu après.

Le gouvernement Kerenski fit arrêter le tsar tout en lui réservant un sort modéré et envisageant même de lui trouver un refuge en Crimée ou en Angleterre. L'avènement des Bolcheviks bouleversa ces plans. Exilés à Tobolsk, en Sibérie occidentale, le tsar et sa famille subirent des conditions de détention de plus en plus dures. Transférés à Iekaterinbourg, ils furent assassinés dans la nuit du 16 au

17 juillet 1918 sur ordre du pouvoir bolchevik. Leurs corps ne furent retrouvés et identifiés qu'en 1990 avant d'être inhumés dans la cathédrale Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg, la ville de Pierre le Grand qui avait retrouvé son nom.

Époux de la princesse Anastasia de Monténégro, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch dirigea un temps les armées impériales. Ayant menacé Raspoutine de le faire pendre, il serait pressenti pour succéder au tsar Nicolas après l'abdication de ce dernier. Nikolacha ne put cependant s'y résoudre. Accueilli après la révolution par le roi d'Italie, il s'établit par la suite en France avec son épouse, protégés en permanence par un détachement de cosaques. Considéré comme une des grandes figures de la résistance monarchiste, le grand-duc Nicolas se retira plus tard à Antibes avec son frère cadet Piotr Nicolaïevitch et sa femme, la princesse Militza de Monténégro. Nicolas Nicolaïevitch y décéda en novembre 1924, son épouse Anastasia, surnommée « Stana », en 1929. Militza survécut jusqu'en 1951 et mourut à Alexandrie, en Égypte.

Grigori Efimovitch Raspoutine retrouva son influence sur la famille tsariste après le début de cette guerre qu'il avait tenté désespérément de conjurer. Honni par certains clans proches de la cour comme par l'extrême droite nationaliste, il fut assassiné en décembre 1916. Le prince Félix Youssoupov et l'homme politique Vladimir Pourichkhevitch furent reconnus comme les principaux responsables de cet assassinat.

Ministre de la Guerre en août 1914, le général Vladimir Soukhomlinov fut relevé de ses fonctions pour incompétence l'année suivante puis inculpé d'abus de pouvoir et de trahison. Il passa six mois en détention. Par la suite, les Bolcheviks au pouvoir le firent de nouveau arrêter et condamner aux travaux forcés. Soukhomlinov fut gracié en raison de son âge. Il mourut à Berlin en février 1926, non sans avoir eu le temps de publier des *Mémoires* pro domo. Philippe Berthelot aurait à son sujet un mot féroce : « Il n'a trahi que son pays, c'est sans importance ; c'est là un résultat de sa mauvaise humeur ; d'ailleurs il est matériellement impossible de vendre son pays. »

Au début de la guerre Serguei Sazonov travailla à détacher la Roumanie des puissances centrales. Apprécié à Londres, il était détesté par la tsarine et son entourage. Antibolchevik, il conseilla Anton Denikine avant de devenir le « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement contre-révolutionnaire en exil dirigé par l'amiral Koltchak. Il représenta cette faction en 1919 à la Conférence de la Paix de Paris. Il se retira par la suite en France et mourut à Nice en décembre 1927.

Grand partisan de la guerre, Alexandre Iswolsky aurait confié, dès septembre 1914, au marquis de Villa Urrutia : « Quatre ans de poste à Paris m'ont suffi pour arriver à mes fins. » Après la révolution d'Octobre, il démissionna de son poste d'ambassadeur mais demeura à Paris, se faisant l'avocat d'une intervention alliée dans la guerre civile en Russie. Il rédigeait ses *Mémoires* lorsqu'il décéda brusquement en août 1919, à l'âge de soixante-trois ans.

Ouvertement opposé à la guerre, le comte Serge de Witte avait perdu de son influence lorsqu'il mourut brutalement d'une crise cardiaque en mars 1915, à Petrograd.

*

L'Angleterre entra en guerre en pays uni avec, pour symbole, le roi George V. La famille royale devint populaire en raison de son engagement et de sa décision, en 1917, d'abandonner son nom de Saxe-Cobourg et Gotha pour celui de Windsor. Le rayonnement personnel du souverain fut quelque peu terni par son refus persistant d'accueillir en exil le tsar de Russie – son cousin – ainsi que toute sa famille, malgré l'insistance du Premier ministre de l'époque, Lloyd George, et du ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour. Le roi George V mourut en janvier 1936 au château de Sandringham.

Chef du gouvernement, Herbert Asquith subit de sérieuses déconvenues dès 1915, au regard de l'échec de son offensive à Gallipoli. Affaibli par la démission de Churchill et la perte d'influence de Kitchener, il fut de plus en plus critiqué par les conservateurs et par Lloyd George. Asquith démissionna en décembre 1916, refusant de jouer un rôle dans le nouveau cabinet de guerre. Toujours à la tête du parti libéral, quoique devenu impopulaire dans le pays, il déclina encore en 1918 le poste de Lord chancelier. Battu aux élections législatives à la suite de la scission au sein du parti libéral, il revint à la Chambre des Communes deux ans plus tard lors d'une élection partielle. Il pousserait à la nomination du travailliste Ramsay MacDonald comme Premier ministre. Défait de nouveau en 1924, son parti marginalisé, il fut élevé à la dignité de comte d'Oxford et Asquith et disparut en 1928.

Edward Grey conserva son portefeuille au Foreign Office jusqu'en décembre 1916. Cinq mois plus tôt, il avait quitté la Chambre des Communes pour celle des Lords à la suite de son élévation comme vicomte Grey de Fallodon. Devenu presque aveugle, il continua à servir son parti comme leader à la Chambre des Lords jusqu'en 1924. Il mourut en 1933.

Au terme d'une longue et brillante carrière, sir Arthur Nicolson, l'adjoint de Grey au Foreign Office, se retira de la carrière en 1916. Il fut fait baron Carnock et ses fils poursuivirent la lignée dont Harold Nicolson, auteur d'un ouvrage remarqué, intitulé *Diplomatie*. Il disparut en 1928 à près de quatre-vingts ans. Retour de son ambassade de Berlin, sir Edward Goschen se retira également en 1916 mais pour accéder au Conseil privé et être fait baronet de Beacon Lodge. Il décéda en 1924.

Durant la guerre, Richard Haldane glissa inexorablement des rangs libéraux vers ceux du parti travailliste. Il sauta le pas en 1924 en acceptant de redevenir Lord chancelier, dans le cabinet de Ramsay MacDonald cette fois. Il fut également le leader *labour* à la Chambre des Lords. Pilier du nouveau gouvernement, il ne négligea pas son activité intellectuelle, publiant plusieurs essais philosophiques dont, en 1921, *Le règne de la relativité*. Lord Haldane fut élu chancelier de l'université Saint-Andrews peu avant sa mort, en 1928.

David Lloyd George fut celui qui, sur le plan politique, sut le mieux tirer parti de la guerre. Homme fort du cabinet Asquith, il fut promu secrétaire d'État à la Guerre en 1916 avant d'être nommé Premier ministre en décembre de cette même année. À la fin de la guerre, son prestige et sa popularité étaient à leur zénith. Toutefois, sa coalition au pouvoir demeurait fragile et il fut renversé en octobre 1922. Lloyd George resta cependant une figure dominante du parti libéral et de la vie politique anglaise. Dans les années trente, il s'éloigna progressivement tout en s'engageant contre la politique d'apaisement avec l'Allemagne nazie. Il refuserait par la suite un poste dans le cabinet Churchill. Son pessimisme sur la conduite de la guerre et ses tentations récurrentes d'une paix séparée avec l'Allemagne le marginalisèrent. Élevé à la pairie comme comte Lloyd George de Dwyfor, il mourut d'un cancer en mars 1945 à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Winston Churchill demeura Premier Lord de l'Amirauté jusqu'à la désastreuse bataille des Dardanelles qui le conduisit à démissionner en novembre 1915. En qualité de colonel, il servit sur le front occidental à la tête du 6^{e} bataillon du *Royal Scots Fusiliers*. Revenu au gouvernement en juillet 1917, comme ministre des Munitions puis secrétaire d'État à la Guerre, il devint par la suite secrétaire d'État aux Colonies en 1921, signant le traité anglo-irlandais instituant l'État libre d'Irlande. Retour au parti conservateur, il fut nommé chancelier de l'Échiquier et présida à ce titre au retour à l'étalon-or et à la parité d'avant-guerre. Ses mesures économiques conduisirent à la grève générale de 1926. Dans les années trente, Churchill connut sa traversée du désert et se consacra à la littérature et au journalisme. Il fut un des premiers à s'alarmer du réarmement de l'Allemagne et à s'opposer au régime nazi. Bien qu'ayant contesté l'abdication du roi Édouard VIII, Churchill revint en grâce au fil de l'aggravation de la situation internationale. Hostile aux accords de Munich, son intransigeance vis-à-vis du nazisme lui valut de redevenir Premier Lord de l'Amirauté en

septembre 1939, au moment de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne. Il succéda en mai 1940 à Neville Chamberlain comme Premier ministre et incarna à lui seul l'effort de guerre et l'esprit de résistance britanniques. Populaire et respecté à la fin de la guerre, il perdit contre toute attente les élections générales de juillet 1945. Revenu dans l'opposition, il s'inquiéta fortement de la montée du communisme en Europe, prononçant à Fulton, en 1946, son fameux discours sur le « rideau de fer ». De nouveau au pouvoir en 1951, il en démissionna en 1955 à l'âge de quatre-vingts ans au profit d'Anthony Eden. Churchill passa les dix dernières années de sa vie à lutter contre la dépression et à se consacrer à la littérature – le prix Nobel de littérature lui fut décerné en 1953 – et à la peinture. À sa mort, en janvier 1965, il eut droit aux premières obsèques nationales pour un non-membre de la famille royale.

*

Au début de la guerre, le Kaiser avait déjà perdu de son autorité de commandant en chef au profit de l'état-major militaire. Les échecs militaires et l'armistice eurent raison de son pouvoir. Le 9 novembre 1918 il dut abdiquer en tant qu'empereur d'Allemagne et roi de Prusse. Il s'exila à Doorn aux Pays-Bas où, protégé par la reine Wilhelmine, il résida jusqu'à la fin de sa vie en juin 1941. Entre-temps, il avait exprimé son opposition au nazisme et au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

Épuisé par la crise de juillet 1914, le chancelier Bethmann-Hollweg ne joua plus qu'un rôle mineur au cours de la guerre. Ce rôle finit par devenir inexistant, à l'été 1916, après l'avènement de Hindenburg et de Ludendorff à la tête des armées. Ses appels à la médiation du président Wilson demeurèrent lettre morte. Il dut abandonner la chancellerie en juillet 1917, remplacé par Georg Michaelis. Après l'armistice, les Alliés ignorèrent sa requête d'être traduit devant un tribunal, en lieu et place du Kaiser. Il conspira brièvement au sein des milieux monarchistes pour la restauration des dynasties des Hohenzollern et des Habsbourg. Bethmann-Hollweg succomba à une pneumonie en janvier 1921.

Son prédécesseur Bernhard von Bülow fut nommé dès le début de la guerre ambassadeur en Italie. Il échoua dans sa mission d'empêcher l'entrée en guerre de Rome aux côtés des Alliés. En 1917, ses espoirs de succéder à Bethmann-Hollweg furent déçus. Le prince von Bülow mourut en octobre 1929, la veille du fameux « mardi noir ».

Gottlieb von Jagow demeura à la tête de la diplomatie allemande jusqu'en 1916. Dans le but d'affaiblir le camp allié et d'empêcher l'entrée en guerre des États-Unis en Europe, il tenta sans succès de susciter une guerre entre ce pays et le Mexique. Par la suite, il ne jouerait plus de rôle politique jusqu'à sa mort, en janvier 1935. Le baron von Schoen prit sa retraite de diplomate dès son retour de Paris. Il mourut en 1933. Son collègue en poste à Londres, le prince Karl Max von Lichnowsky publia, peu après le début de la guerre, des *Mémoires* dans lesquels il développait la thèse de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit. Cela lui valut d'être expulsé de la Chambre des Seigneurs de Prusse en 1917. Il décéda en 1928.

Helmuth von Moltke n'était plus que l'ombre de lui-même au moment où se déclencha l'offensive allemande, en août 1914. Il ne sut pas tirer parti de la violation de la neutralité belge, illustrant le mot fameux d'une des amies de Bernhard von Bülow : « Quand on fait des crasses, il faut au moins qu'elles réussissent. » Déjoués, ses plans de guerre aboutirent à l'échec de la bataille de la Marne. Au soir de cette bataille décisive, Moltke aurait avoué au Kaiser : « Votre Majesté, nous avons perdu la guerre ! » Dès septembre 1914, il fut remplacé au commandement par Erich von Falkenhayn. Helmuth von Moltke ne s'en remit pas et mourut deux ans plus tard, en juin 1916.

Grand ordonnateur de la Kriegsmarine, le Grand Amiral Alfred von Tirpitz se heurta, une fois les

opérations militaires engagées, à un rapport de forces en mer nettement en sa défaveur. Son célèbre plan destiné à contrer la Royal Navy fit bien vite faillite. Ses rapports avec le Kaiser en pâtirent et l'amiral dut présenter sa démission de secrétaire d'État à la Marine en mars 1916. L'année suivante, Tirpitz entra en politique dans le parti nationaliste fondé par Wolfgang Kapp. Député en 1924, il soutint la candidature de Hindenburg à la présidence de la République avant de disparaître en mars 1930.

*

Père de l'Union sacrée, Raymond Poincaré jouissait, en 1914, d'une popularité immense qui ne devait pas se démentir par la suite. Fin 1917, les difficultés politiques le conduisirent cependant à appeler à la tête du gouvernement son vieil adversaire, Georges Clemenceau. Poincaré s'effaça peu à peu devant ce dernier tout en tâchant de cohabiter d'une manière satisfaisante. Élu sénateur de la Meuse en 1920, avant même la fin de son mandat présidentiel, il revint à la présidence du Conseil en 1922, menant une politique sévère envers l'Allemagne. Sur le plan intérieur, ses mesures de rigueur budgétaire le rendirent impopulaire et le conduisirent à la démission dès 1924. Deux ans plus tard, après l'échec du Cartel des gauches, Poincaré fut rappelé aux affaires. Il mit alors en œuvre une politique d'austérité financière illustrée par la dévaluation du franc. Poincaré se retira de la vie publique en juillet 1929 et mourut cinq ans plus tard.

Au début de la guerre, Georges Clemenceau eut maille à partir avec le gouvernement. Censuré, son journal transforma son titre, fin 1914, en *L'Homme enchaîné*. Toujours critique, il imposa néanmoins son autorité en tant que président de la commission de l'Armée au Sénat. Nommé président du Conseil en novembre 1917, à l'âge de soixante-seize ans, il détint également le portefeuille de la Guerre. Clemenceau s'employa à orienter tous les efforts de la nation vers la guerre, pourchassant pacifistes et défaitistes. Il fit ainsi arrêter Malvy, accusé de trahison, ainsi que Caillaux, soupçonné de vouloir une paix négociée. Il contribua ainsi à restaurer le moral de la nation à une époque où le doute guettait les esprits. Clemenceau sortit de la guerre fort d'une popularité inégalée qu'illustrait son surnom de « Père la Victoire ». À la Conférence de la Paix, à Paris en 1919, Clemenceau défendit une ligne intransigeante visant à faire payer l'Allemagne au maximum. On l'accusa, par la suite, d'avoir perdu la paix et suscité un sentiment de revanche en Allemagne. Battu contre toute attente à l'élection présidentielle de 1920, il se retira définitivement de la vie politique et passa son temps à voyager et à écrire plusieurs ouvrages jusqu'à sa mort en novembre 1929.

Ayant dû céder, dès le début de la guerre, le portefeuille des Affaires étrangères à Gaston Doumergue, René Viviani demeura à la tête du gouvernement jusqu'en octobre 1915. Remplacé par Aristide Briand, il devint garde des Sceaux en même temps que ministre de l'Instruction publique. Il revint par la suite à la diplomatie en représentant la France à la Société des Nations en 1920-1921. De plus en plus fragile psychiquement, il fut élu sénateur en 1922 et le resta jusqu'à sa mort trois ans plus tard.

Aristide Briand, l'homme qui fut dans sa carrière politique onze fois président du Conseil et vingt fois ministre, revint aux affaires en 1916. Après la guerre, il s'employa à barrer à Clemenceau la route de la présidence de la République. Devenu un des hommes forts du régime, il eut en charge la diplomatie française qu'il l'orienta dans une perspective de paix et de collaboration internationale. Favorable aux accords de Locarno, il fut également l'un des coauteurs du pacte Briand-Kellogg, avant d'être l'artisan, en 1929, d'un projet d'union européenne. Présenté comme un apôtre de la paix, Briand travailla surtout au rapprochement avec l'Allemagne, en la personne de son chancelier Gustav Stresemann. Les deux hommes seraient récompensés de leur action par le prix Nobel de la Paix. Briand fut cependant critiqué en France pour son obstination à défendre une paix impossible, à

soutenir un pacifisme hors de saison et à faire preuve d'une certaine naïveté au regard de la situation internationale. Il disparut en 1932.

Malgré le début des hostilités, Joseph Caillaux maintint son opposition à la guerre. Défenseur d'une paix sans annexion ni indemnité, il fut accusé de trahison en 1917. Arrêté en janvier 1918 pour intelligence avec l'ennemi, il fut condamné en février 1920 à trois ans d'emprisonnement et à la privation de ses droits civiques. Il fut amnistié en janvier 1925 puis, totalement réhabilité, redevint aussitôt sénateur et ministre des Finances. Caillaux développa une politique budgétaire condamnée tant par la gauche que par ses amis politiques. Battu par Édouard Herriot pour la présidence du parti radical, il redevint ministre et se fixa pour mission d'assainir vigoureusement les finances publiques. Président de la commission des finances du Sénat, Caillaux avait retrouvé tellement d'autorité qu'on le disait capable d'abattre des gouvernements, comme celui de Front populaire. En juillet 1940, Caillaux fit partie des parlementaires qui votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain avant de se retirer de la vie politique. Il mourut, oublié de tous, en novembre 1944, laissant une image sulfureuse et contrastée.

Ministre de la Guerre, Adolphe Messimy fut remplacé dès la fin août 1914 par Alexandre Millerand. Ancien officier de carrière, il reprit alors un commandement au front pour finir avec le grade de général. Par la suite, il fut sénateur de l'Ain jusqu'à sa mort en 1935. Son collègue du gouvernement, Abel Ferry, s'engagea également dans l'infanterie, tout en conservant un temps son portefeuille ministériel. Nommé délégué au contrôle, commissaire aux armées, le neveu « adoré » de Jules Ferry mourut sur le front en septembre 1918. Éloigné un temps de la vie gouvernementale, Louis Barthou redevint ministre de septembre 1917 jusqu'en 1934, malgré de brèves parenthèses d'opposition. Député puis sénateur des Basses-Pyrénées, élu à l'Académie française en 1918, il fut assassiné à Marseille en octobre 1934 en même temps que le roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie. Élu lui aussi à l'Académie française, Alexandre Ribot redevint président du Conseil en mars 1917. Il ne dura que six mois à ce poste et se retira progressivement de la vie publique jusqu'à sa disparition, en 1923.

Chef d'état-major des armées, le général Joffre débuta la guerre auréolé de la victoire de la Marne. Populaire, il ne parvint pourtant pas à maintenir l'illusion d'une stratégie vouée à l'échec. À partir de la fin 1915, ses offensives hasardeuses et coûteuses en vies humaines commencèrent à être critiquées. La bataille de Verdun acheva de le discréditer lorsqu'il remplaça le général Pétain, qu'il jugeait trop défensif, par le général Nivelle. En conflit avec le pouvoir politique, en désaccord avec les alliés britanniques, en butte à l'opinion, Joffre fut remplacé à la tête des armées et fut fait, en compensation, maréchal de France. Il effectua par la suite plusieurs missions pour le compte du gouvernement et usa de son influence pour que Ferdinand Foch soit nommé généralissime. Élu à l'Académie française en février 1918, il mourut en 1931 après avoir achevé ses *Mémoires*.

Au début de la guerre, le général Foch commanda un corps d'armée en Lorraine puis la IX^{e} armée. Le succès de la Marne lui valut d'être nommé commandant en chef adjoint de la zone nord. Mais ses déconvenues dans l'Artois, en 1915, puis surtout dans la Somme, l'année suivante, entraînèrent son déclin. Ministre de la Guerre, le général Lyautey le remit en selle. Envoyé un temps sur le front italien, Foch fut nommé commandant en chef du front ouest, chargé de coordonner l'action des armées alliées, avec le titre de généralissime. Ayant enrayé victorieusement les derniers assauts allemands, il fut fait maréchal de France en août 1918. Foch fit partie des signataires alliés de l'armistice de Rethondes, le 11 novembre. Élu à l'Académie française, il fut élevé à la dignité de *field marshal* par le Royaume-Uni. Il mourut en mars 1929 non sans avoir publié auparavant son *Mémorial*.

Chef d'état-major de Joffre en 1914, le général Édouard de Castelnau prit le commandement de la II^{e} Armée et joua un rôle déterminant dans la bataille des frontières, remportant plusieurs succès. Par la suite, revenu auprès de Joffre, il organisa la défense de Verdun avant de suggérer qu'on y nomme le

général Pétain. Seules ses idées réactionnaires empêchèrent le général de Castelnau de briguer le bâton de maréchal. En 1924, il se fit élire député de l'Aveyron et fut un des chefs de la Fédération nationale catholique, opposée à la gauche comme à la laïcité. Il mourut en 1944, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Nommé ambassadeur à Berlin en 1922, Pierre de Margerie dut gérer plusieurs moments critiques comme l'occupation de la Ruhr par l'armée française. Il se retira de la carrière en 1931 avant de mourir onze ans plus tard. Son successeur aux affaires politiques du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot, dirigea seul la politique étrangère de la France pendant toute la guerre. Il tint soigneusement à l'écart R. Poincaré, ce que ce dernier ne lui pardonna jamais. Refusant toute nomination à l'étranger, Berthelot se marginalisa peu à peu, s'adonnant à ses amitiés littéraires et artistiques. Il mourut en 1934.

Homme clé de la crise de juillet 1914, vivement controversé à ce titre, Maurice Paléologue traversa sans encombre la guerre grâce à son amitié avec Poincaré. La révolution russe de 1917 le ramena à Paris où il occupa les fonctions de secrétaire général du Quai d'Orsay. Il se retira par la suite et se consacra à une œuvre littéraire et artistique qui devint considérable. Après plusieurs échecs à l'Académie française, il y fut élu en 1928. Maurice Paléologue mourut en novembre 1944. Retour de Berlin en août 1914, Jules Cambon devint le premier secrétaire général du Quai d'Orsay. Retiré de la diplomatie, il fut élu à l'Académie française en 1918 et mourut en septembre 1935 à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Son frère Paul resta vingt-deux années durant à l'ambassade de France à Londres. Il mourut en 1924.

Assassin de Jean Jaurès, Raoul Villain passa la guerre en prison et fut acquitté par la cour d'assises de la Seine, la veuve de Jaurès étant même contrainte de payer les frais du procès. Villain entama, dès lors, une vie de vagabondage et d'errance qui le mena à Ibiza. En septembre 1936, il fut exécuté par les républicains espagnols qui l'accusaient d'espionnage au profit de l'armée franquiste. Il avait cinquante et un ans. Les cendres de Jean Jaurès furent déposées au Panthéon en 1924.

*

À la fin de la guerre, anéanti par l'effondrement de la Hamburg-Amerika Linie qui était l'œuvre de sa vie, Albert Ballin se suicida à Hambourg le 9 novembre 1918. Avant sa mort, il confia : « Il n'était pas nécessaire d'être un Bismarck pour prévenir cette guerre, la plus bête de toutes. »

Au début de la guerre, Max Warburg fut nommé par le Kaiser à la tête des services secrets allemands. Aux États-Unis, son frère Paul devint, quant à lui, l'architecte de la future Federal Reserve Board. Max resta influent après la guerre, tâchant de ralentir la montée au pouvoir des nazis. En 1933, il siégeait encore au bureau exécutif de la Reichsbank sous la direction du gouverneur Hjalmar Schacht. Warburg dut cependant émigrer aux États-Unis en 1938 où il demeura jusqu'à sa mort, huit ans plus tard.

Pendant la guerre, sir Ernest Cassel poursuivit ses opérations financières fructueuses dans des pays aussi sûrs que la Suède, l'Égypte, ou encore le Mexique et l'Uruguay. Quand il mourut en 1921, on évalua son héritage à 400 millions de francs suisses de l'époque.

La guerre fut une aubaine pour Basil Zaharoff qui noua des relations de plus en plus étroites avec Lloyd George, Aristide Briand ou Georges Clemenceau. Ce dernier le décrirait en ces termes : « Vieux Grec d'Odessa qui gagne cent mille francs par jour, fume les cigares les plus chers du monde, très beau, l'air d'un Tintoret, très généreux, splendide aventurier, roi secret de l'Europe. » Zaharoff travailla surtout à faire basculer la Grèce du côté des Alliés malgré les liens familiaux du roi Constantin avec le Kaiser. Il aurait consacré plus de 50 millions de livres sterling pour faire destituer Constantin. Reconnaissant, le Royaume-Uni l'éleva à la dignité de baron. Après la guerre, sir Basil se

consacra à des trafics d'armement plus discrets, vers des puissances moyennes. Il s'intéressa également au pétrole et s'associa avec le prince Louis II de Monaco pour contrôler la Société des Bains de Mer qui gérait le casino de Monte-Carlo. Zaharoff intervint à plusieurs reprises pour que les droits de la Principauté de Monaco soient garantis par la France. Il mourut à Monaco en novembre 1936.

*

Albert de Mun eut à peine le temps de voir le déclenchement de cette guerre de revanche qu'il avait tant appelée de ses vœux. Il fonda aussitôt l'œuvre des aumôniers volontaires. Replié sur Bordeaux, sur la demande expresse de Poincaré, de Mun y succomba d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-treize ans, en octobre 1914.

*

Profondément autrichien, Stefan Zweig n'abdiqua pourtant pas ses conceptions humanistes et pacifistes pendant la guerre, cultivant notamment son amitié pour Romain Rolland. Favorable à une l'Europe unifiée, il se consacra entièrement à l'écriture, multipliant nouvelles, essais et biographies. Affectée par l'effondrement des Habsbourg et de l'Autriche, son activité créatrice se développa jusqu'à l'avènement des nazis. En 1934, Zweig dut fuir Vienne pour l'Angleterre, ses œuvres ayant été interdites par le régime hitlérien. Établi au Brésil à partir de 1941, désespéré, ses rêves d'humanisme anéantis, il se suicida l'année suivante en compagnie de son épouse.

Envoyé sur les champs de bataille de Lorraine, dès août 1914, le lieutenant Charles Péguy mena ses hommes devant Metz avant de se replier sur l'Aisne. En septembre, à Villeroy, au cours des combats de la bataille de la Marne, Péguy fut tué d'une balle en plein front.

Revenu à son ambassade londonienne peu après sa mobilisation, Paul Morand retrouva Philippe Berthelot au Quai d'Orsay en 1916. À la fin de la guerre, il s'éloigna peu à peu de la carrière et continua à s'amuser beaucoup même s'il se prétendait « veuf de l'Europe ». Dandy dans l'âme, il multiplia poèmes, nouvelles ou récits de voyage. Dans les années vingt, sa notoriété littéraire était devenue considérable tandis que son style de vie, aux côtés de son épouse la richissime princesse roumaine Hélène Soutzo, défrayait la chronique. Mis à la retraite d'office en 1940, Morand refusa de rester à Londres avec le général de Gaulle. Il rentra en France occupée et fut nommé par Laval ambassadeur en Roumanie puis en Suisse. Révoqué à la Libération, sans pension ni indemnité, il s'exila en Suisse. De Gaulle lui refusa longtemps son entrée à l'Académie française. Consacré sur le plan littéraire, Morand inspira le renouveau d'une droite littéraire incarnée, vers la fin des années cinquante, par les Hussards à la suite de Roger Nimier ou Jacques Chardonne. Lui-même finit par être élu à l'Académie en septembre 1968. Paul Morand mourut à Paris en juillet 1976.

*

Juillet 1919. Au lendemain du traité de Versailles, le comte Berchtold retrouva la quiétude de son château de Buchlau et de son écurie de lipizzans. Sans regret ni remords, il confiait volontiers qu'il n'avait vécu dans sa carrière de ministre que deux moments agréables : celui de sa nomination, lorsqu'il avait reçu les félicitations de ses pairs en tant que successeur des princes Metternich et Schwarzenberg, et celui de sa démission. La guerre ? Il ne voulait plus en entendre parler.

— Laissez-moi donc tranquille. Il y a longtemps que j'en ai assez de la guerre !

Comment ne pas le comprendre ? Berchtold avait, en effet, quelque raison d'exprimer une certaine irritation. Cette guerre dont il avait eu le mauvais goût de ressortir indemne avait causé à l'Europe la perte de près de dix millions d'hommes, à un rythme de 6 000 morts par jour. Elle avait causé vingt-

trois millions de blessés dont près de huit millions d'invalides. Parmi ceux-ci, une forte proportion de victimes qu'on appellerait les « gueules cassées ». Elle avait saigné à blanc en pertes humaines et en destructions matérielles un vieux continent qui devait en perdre irrémédiablement sa suprématie sur le reste du monde. Au-delà de l'enfer des tranchées, elle avait permis à une Turquie aveuglée par sa frénésie nationaliste de perpétrer un génocide contre les Arméniens. Elle avait provoqué l'effondrement de cet Empire des Habsbourg dont lui, Berchtold, avait été l'un des représentants les plus éminents. Elle avait aussi entraîné la disparition de tous les autres empires qui modelaient la carte de l'Europe avant 1914 : l'Empire ottoman, celui des Hohenzollern, celui des Romanov.

Surtout, cette Grande Guerre avait laissé dans la mémoire de ceux qui l'avaient vécue et éprouvée dans leur chair des séquelles aussi atroces qu'indélébiles. Des séquelles tellement traumatisantes et obsédantes qu'il semblait impossible qu'elles pussent se reproduire un jour. Des séquelles génératrices d'une nouvelle illusion fatale : la guerre de 1914-1918, « der des der »…

Bibliographie

Ouvrages utilisés pour l'élaboration de ce récit :

Luigi Albertini, *The Origins of the War of 1914*, 3 t., Oxford University Press, 1953.

Norman Angell, *The Great Illusion*, Londres, William Heinemann Ltd., 1910.

Herbert Asquith, *Memories and Reflections*, Londres, Cassel & Co., Ltd., 1928.

Jacques Attali, *Sir Siegmund G. Warburg 1902-1982. Un homme d'influence*, Paris, Fayard, 1985.

Marcelle Auclair, *La vie de Jean Jaurès*, Paris, Seuil, 1954.

Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, C. Klincksieck, 1976.

Christian Baechler, *Guillaume II d'Allemagne*, Fayard, Paris, 2003.

Maurice Barrès, *L'Union sacrée*, Plon, Paris, 1915-1919.

Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, A. Colin, Paris, 2004.

Jean-Jacques Becker, *Le carnet B, les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, Paris, 1973.

Constantin Benckendorff, *Half a Life : The Reminiscences of a Russian Gentleman*, The Richards Press, 1954.

Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg, 1273-1918*, Fayard, Paris, 1990.

Pierre Bertaux, *La vie quotidienne en Allemagne au temps de Guillaume II*, Hachette, Paris, 1962.

Francis Bertie, *Diary* (Éd. Hodder & Stoughton Ltd., Londres, 1924.

Theobald von Bethmann-Hollweg, *Reflections on the World War*, Thornton Butterworth Ltd., Londres, 1920.

Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, Fayard, Paris, 1987.

Dominique Bona, *Stefan Zweig*, Grasset, Paris, 1996.

Jean-Denis Bredin, *Joseph Caillaux*, Hachette, Paris, 1980.

George Buchanan, *My Mission to Russia*, Cassel & Co. Ltd., Londres, 1936.

Chancelier Prince de Bülow, *Mémoires*, t. 3, *1909-1919, La Grande Guerre et la débâcle*, Plon, Paris, 1931.

Joseph Caillaux, *Mes Mémoires*, t. 3, *Clairvoyance et force d'âme dans les épreuves, 1912-1930*, Plon, Paris, 1947.

Jacques Chastenet, *Jours inquiets et jours sanglants*, Hachette, Paris, 1952-1962.

Winston Churchill, *The World Crisis, 1911-1918*, Macmillan, Londres, 1931.

Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Perrin, Paris, 2008.

Correspondance secrète de Bülow et de Guillaume II, réunie par Spectator et précédée d'une étude sur la présidence de Bülow, Grasset, Paris, 1931.

Vladimir Dedijer, *La route de Sarajevo*, Gallimard, Paris, 1966.

Isaac Deutscher, *Trotsky, le prophète armé*, R. Julliard, Paris, 1962.

Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, PUF, Paris, 1959.

Jacques Droz, *Les causes de la première guerre mondiale, essai d'historiographie*, Seuil, Paris, 1973.

Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1988.

Jean-Baptiste Duroselle, *La France de la Belle Époque*, Richelieu, Paris, 1972.

Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire de la Grande Guerre*, Richelieu, Paris, 1972.

Sydney B. Fay, *Les origines de la première guerre mondiale*, 2 t., Rieder, Paris, 1930.

François Fejtö, *Requiem pour un Empire défunt*, Lieu Commun, Paris, 1988.

Abel Ferry, *Carnets secrets*, Grasset, Paris, 1957.
Fritz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, Éd. de Trévise, Paris, 1970.
François Fontvieille-Alquier, *Ils ont tué Jaurès !*, R. Laffont, Paris, 1968.
Maurice Genevoix, *Ceux de 1914*, Omnibus, Paris, 1998.
Giovanni Giolitti, *Mémoires de ma vie*, Plon, Paris, 1923.
René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes, 1871-1914*, A. Colin, Paris, 1997.
Edward Grey, vicomte de Fallodon, *Mémoires*, Payot, Paris, 1927.
Henri Guillemin, *Nationalistes et nationaux, 1870-1940*, Gallimard, Paris, 1974.
Richard Haldane, *An Autobiography*, Hodder & Stoughton Ltd., Londres, 1919.
Richard Haldane, *Before the War*, Cassel & Co. Ltd., Londres, 1920.
Gabriel Hanotaux, *Carnets, 1907-1925*, A. Pedone, Paris, 1982.
Karl Haushofer, *De la géopolitique*, Fayard, Paris, 1986.
Bernhard Huldermann, *La vie d'Albert Ballin, d'après ses notes et sa correspondance*, Payot, Paris, 1923.
Jules Isaac, *Un débat historique. 1914, le problème des origines de la guerre*, Rieder, Paris, 1930.
Joseph Joffre, *Mémoires*, Plon, Paris, 1932.
James Joll, *The Origins of the First World War*, Longman, 1984.
Ernst Jünger, *Orages d'acier*, Christian Bourgois, Paris, 1970.
John Keegan, *La première guerre mondiale*, Perrin, Paris, 2003.
John F. Keiger, *France and the Origins of the First World War*, Mcmillan, Londres, 1983.
François Kersaudy, *Churchill*, Tallandier, Paris, 2009.
Comte Hermann de Keyserling, *Analyse spectrale de l'Europe*, Stock, Paris, 1930.
Karl Lichnowsky, *Heading for the Abyss*, Constable & Co. Ltd., Londres, 1928.
Thomas Lindemann, *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Économica, Paris, 2001.
David Lloyd George, *War Memoirs*, Ivor Nicholson & Watson, Londres, 1928.
Georges Louis, *Les carnets de Georges Louis*, 2 t., Rieder, Paris, 1926.
Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Payot, Paris, 1929.
Hermann Lutz, *Lord Grey and the World War*, George Allen & Unwin Ltd., Londres, 1928.
William Manchester, *Winston Spencer Churchill, Visions of Glory, 1874-1932* , Michael, Londres, 1984.
Adolphe Messimy, *Mes souvenirs*, Plon, Paris, 1937.
Pierre Miquel, *Raymond Poincaré*, Arthème Fayard, Paris, 1961.
Paul Morand, *Journal d'un attaché d'ambassade, 1916-1917*, Gallimard, Paris, 1996.
John H. Morgan, *John, Viscount Morley*, John Murray, Londres, 1924.
John Morley, *Memorandum on Resignation*, Macmillan & Co., Londres, 1928.
Albert Mousset, *L'attentat de Sarajevo*, Payot, Paris, 1930.
Albert de Mun, *Derniers articles, juillet-octobre 1914*, L'Écho de Paris, 1914.
Maurice Muret, *L'archiduc François-Ferdinand*, Grasset, Paris, 1932.
Harold Nicolson, *Sir Arthur Nicolson, Bart, First Lord Carnock*, Constable & Co. Ltd., Londres, 1930.
Harold Nicolson, *Diplomatie*, Éd. de la Baconnière, Neuchâtel, 1948.
Maurice Paléologue, *Journal 1913-1914. Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Plon, Paris, 1947.
Maurice Paléologue, *Le crépuscule des tsars, Journal 1914-1917*, Mercure de France, Paris, 2007.
Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, J. Tallandier, Paris, 1980.
Raymond Poidevin, *Finances et relations internationales, 1887-1914*, A. Colin, Paris, 1970.
Raymond Poidevin, *Les origines de la première guerre mondiale*, PUF, Paris, 1975.

Raymond Poincaré, *Au service de la France*, t. 4, *L'Union sacrée*, Plon, Paris, 1927.
Raymond Poincaré, *Au service de la France*, t. 5, *L'invasion 1914*, Plon, Paris, 1928.
Christophe Prochasson & Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie, les intellectuels et la première guerre mondiale, 1910-1919*, La Découverte, Paris, 1996.
Edvard Radzinsky, *Raspoutine. L'ultime vérité*, J.-C. Lattès, Paris, 2000.
Catherine Radziwill, *The Austrian Court from Within*, Cassel & Co. Ltd., Londres, 1916.
Raymond Recouly, *Les heures tragiques d'avant-guerre*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922.
Pierre Renouvin, *Les origines immédiates de la guerre, 28 juin-4 août 1914*, Paris, 1935.
Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, t. 6, *Le XIX^e siècle, De 1871 à 1914, l'apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955.
Pierre Renouvin, *Le traité de Versailles*, Flammarion, Paris, 1969.
Pierre Renouvin, *La crise européenne et la première guerre mondiale*, PUF, Paris, 1969.
Pierre Renouvin, Edmond Préclin, Georges Hardy, Lucien Genet et Jean Vidalenc, *L'époque contemporaine*, t. 2, *La paix armée et la Grande Guerre*, PUF, Paris, 1960.
Alexandre Ribot, *Lettres à un ami, souvenirs de ma vie politique*, Bossard, Paris, 1924.
François Roth, *Raymond Poincaré*, Fayard, Paris, 2000.
Joseph Roth, *La Marche de Radetzky*, Seuil, Paris, 1982.
Joseph Roth, *La Crypte des Capucins*, Seuil, Paris, 1983.
Horace Rumbold, *The War Crisis in Berlin*, Constable, Londres, 1940.
Bertrand de Saint-Vincent, *Le roman du Figaro*, Plon-Le Figaro, Paris, 2006.
Michèle Savary, *Sarajevo 1914, vie et mort de Gavrilo Princip*, L'Âge d'homme, Paris, 2004.
Serguei Sazonov, *Faithful Years, Reminiscences*, Jonathan Cape, Londres, 1928.
Baron von Schoen, *Mémoires*, Plon, Paris, 1922.
Jacques-Alain de Sédouy, *Le concert européen, Aux origines de l'Europe, 1814-1914*, Fayard, Paris, 2009.
R. W. Seton-Watson, *Sarajevo*, Hutchinson & Co., Londres, 1926.
Edward Spears, *Liaison 1914*, William Heinemann Ltd., Londres, 1930.
Yves Ternon, *L'Empire ottoman, le déclin, la chute, l'effacement*, Éd. du Félin-Éd. Michel de Maule, Paris, 2002.
Albert Thibaudet, *Les princes lorrains*, Grasset, Paris, 1924.
Jean-Louis Thiériot, *François-Ferdinand d'Autriche, De Mayerling à Sarajevo*, B. de Fallois, Paris, 2005.
George Malcolm Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, R. Laffont, Paris, 1964.
Alfred von Tirpitz, *My Memoirs*, Hurst & Blackett, Londres, 1919.
Léon Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, Paris, 1953.
Henri Troyat, *Nicolas II*, Flammarion, Paris, 2008.
Henri Troyat, *Raspoutine*, Flammarion, Paris, 1996.
Barbara W. Tuchman, *Août 14*, Les Presses de la Cité, Paris, 1962.
Michel Winock, *La Belle Époque*, Perrin, 2002.
Michel Winock, *Clemenceau*, Perrin, Paris, 2007.
Stefan Zweig, *Le monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, Belfond, Paris, 1982.

Notes

---

[1] Pour les préparatifs et le déroulement de l'attentat de Sarajevo, voir en particulier Vladimir Dedijer, *La route de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 1966 ; Michèle Savary, *Sarajevo 1914, vie et mort de Gavrilo Princip*, Paris, L'Âge d'homme, 2004 ; Albert Mousset, *L'attentat de Sarajevo*, Paris, Payot, 1930 et Jean-Louis Thiériot, *François-Ferdinand d'Autriche, de Mayerling à Sarajevo*, Paris, éd. de Fallois, 2005.

[2] La Hofburg est le second grand palais impérial de Vienne avec Schönbrunn.

[3] Voir Michèle Savary, *Sarajevo 1914, vie et mort de Gavrilo Princip*, Paris, L'Âge d'homme, 2004, p. 140.

[4] Maurice Muret, *L'archiduc François-Ferdinand*, Paris, Grasset, 1932, p. 78.

[5] Jean-Louis Thiériot, *François-Ferdinand d'Autriche. De Mayerling à Sarajevo*, Paris, éd. de Fallois, 2005, p. 315.

[6] Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, Paris, Fayard, 1987, p. 665.

[7] Maurice Muret, *op. cit.*, pp. 275-276.

[8] *Idem.*

[9] Voir Vladimir Dedijer, *La route de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 1966.

[10] V. Dedijer, *op. cit.*

[11] Rapporté par Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929.

[12] George Malcolm Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1964, p. 20. Voir aussi J.-P. Bled, *op. cit.*, p. 655.

[13] J.-L. Thiériot, *op. cit.*, p. 223.

[14] J.-L. Thiériot, *op. cit.*, p. 246.

[15] Lettre au conseiller Spitzmüller, novembre 1913.

[16] Stefan Zweig, *Le monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1982, pp. 254-255.

[17] Rapporté par G. M. Thomson, *op. cit.*, p. 53. Voir aussi David MacKenzie, *Apis : The Congenital Conspirator. The Life of Colonel Dragutin T. Dimitrijevic*, New York, Columbia University Press, 1989, p. 94.

[18] D. MacKenzie, *op. cit.*, p. 102.

[19] Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929, p. 77.

[20] Voir Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. 1, *Le rebelle*, Paris, Seuil, 1984, p. 128.

[21] François Roth, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000, p. 88.

[22] Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, p. 109. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 31-32.

[23] Cité par Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, A. Colin, 2004, p. 55.

[24] Rapporté par Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, p. 287.

[25] Cité par Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Perrin, 2008, p. 323. Cela n'avait pas empêché Nicolas II de choisir Guillaume II pour être le parrain de son petit garçon.

[26] *Mémoires du Chancelier prince de Bülow*, t. 3, *1909-1919*, Paris, Plon, 1931, p. 87. Voir également George Malcolm Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, Paris, R. Laffont, 1964, p. 192.

[27] Rapporté par Edvard Radzinsky, *Raspoutine, l'ultime vérité*, Paris, J.-C. Lattès, 2000, p. 166.

[28] Voir Henri Troyat, *Raspoutine*, Paris, Flammarion, 1996, p. 78 et E. Radzinsky, *op. cit.*, pp. 177-179.

[29] Voir Henri Troyat, *Nicolas II*, Paris, Flammarion, 2008, p. 300 et Henri Troyat, *Raspoutine*,

op. cit., pp. 118-119.
[30] Kenneth Rose, *King George V*, New York, A. A. Knopf, 1984, p. 167.
[31] Voir Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, A. Colin, 2004, pp. 54-55.
[32] Évoqué par Barbara Tuchman, *Août 14*, Paris, Les Presses de la Cité, 1962, chap. 1 et 2.
[33] Bernhard von Bülow, *Mémoires*, t. III : *1909-1919, La Grande Guerre et la débâcle*, Paris, Plon, 1931, p. 161.
[34] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 119. Voir également Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929, p. 47 et Christian Baechler, *Guillaume II d'Allemagne*, Paris, Fayard, 2003, p. 381.
[35] Voir E. Ludwig, *op. cit.*, p. 46.
[36] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 51. Voir également Ch. Baechler, *op. cit.*, p. 383 et J.-J. Becker, *op. cit.*, pp. 57-58.
[37] Rapporté par J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 60.
[38] Voir Ch. Baechler, *op. cit.*, p. 383 et E. Ludwig, *op. cit.*, p. 51.
[39] Cité par Lamar Cecil, *Albert Ballin : Business and Politics in Imperial Germany 1888-1918*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1967. Voir aussi Bernhard Huldermann, *La vie d'Albert Ballin*, Paris, Payot, 1923.
[40] Cité par George Malcom Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1964, p. 44.
[41] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 49. Voir également G. M. Thomson, *op. cit.*, p. 52.
[42] Cité par Maurice Paléologue, *Journal 1913-1914. Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, Plon, 1947, p. 187.
[43] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 44.
[44] *Idem.*
[45] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 45.
[46] Voir Jean-Louis Thiériot, *François-Ferdinand d'Autriche*, Paris, éd. de Fallois, 2005, pp. 242-247.
[47] Voir Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, Paris, Fayard, 1987 et G. M. Thomson, *op. cit.*
[48] Depuis 1909, Friedrich von Bernhardi (1849-1930) commandait la VII^{e} armée, ce qui ne l'empêchait nullement de continuer ses travaux de théoricien. *L'Allemagne et la prochaine guerre* était le second volume de son œuvre majeure intitulée *La Guerre aujourd'hui* (*Vom heutigen Kriege*). Elle reflétait l'impatience de son auteur face à ce qu'il décrivait comme le manque de détermination de l'état-major et du gouvernement. Les thèses de Bernhardi s'éloignaient donc de la position officielle du Reich mais elles exprimaient le point de vue influent des nationalistes et pangermanistes.
[49] Rapporté par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 43.
[50] Sur le déroulement de cette réunion, voir notamment Sydney B. Fay, *Les origines de la première guerre mondiale*, t. 1, Paris, Rieder, 1930, p. 168.
[51] Sur les débats du Conseil de guerre du 6 juillet, voir E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 56-58 et J.-J. Becker, *op. cit.*, pp. 63-65.
[52] Lettre du 1er juillet, citée par S. Fay, *op. cit.*, p. 168.
[53] G. M. Thomson, *op. cit.*, p. 62.
[54] Maurice Paléologue (1859-1944) devait rester un des diplomates français les plus controversés et les plus atypiques de son époque. Fils d'un noble phanariote (Grec résidant dans le quartier du Phanar, à Constantinople) qui aurait été apparenté à la dernière famille impériale byzantine, il fit de brillantes études au cours desquelles il se lia d'amitié avec Raymond Poincaré. Dès l'âge de vingt et un ans, il embrassa la carrière diplomatique qui le conduisit à Rome, à Pékin ou encore à Séoul. En 1899, il fut appelé à témoigner au cours du second procès de Dreyfus. Apprécié de ses différents ministres, Paléologue brilla surtout par ses succès littéraires et mondains. Ministre de France à Sofia en 1907, la

faveur de Poincaré le ramena en 1912 au Quai d'Orsay, à la direction des Affaires politiques. En janvier 1914, il remplaça Théophile Delcassé, malade, comme ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Peu de temps avant l'attentat de Sarajevo, il était revenu à Paris pour défendre la loi des trois ans sur le service militaire, allant même jusqu'à mettre sa démission dans la balance.

[55] Diplomate de carrière, Pierre Jacquin de Margerie (1861-1942) avait servi comme secrétaire puis conseiller d'ambassade de Copenhague à Bangkok et de Washington à Madrid et Pékin. Revenu au Quai d'Orsay en 1912, il était devenu le chef de cabinet de plusieurs ministres (Doumergue, Barthou puis Viviani) avant d'être promu comme directeur des Affaires politiques. Il resterait à ce poste toute la guerre durant, affirmant l'indépendance du département face aux intrusions de Poincaré.

[56] Cité par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 91.

[57] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 143.

[58] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 149. Voir Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Perrin, 2008, p. 351. Voir également Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, pp. 206-207.

[59] Cité par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 249.

[60] *Grosse Politik*, XXIII, 7877, cité par Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Perrin, 2008, p. 371. Voir également G. M. Thomson, *op. cit.*, p. 132-135.

[61] Voir à cet égard, M. Paléologue, *op. cit.*, pp. 227-232.

[62] Cité par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 212.

[63] Cardinal de Richelieu, *Testament politique*, cité par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 10.

[64] Rapporté par Joseph Caillaux, *Mes Mémoires*, t. 3 : *Clairvoyance et force d'âme dans les épreuves, 1912-1930*, Paris, Plon, 1947, p. 50.

[65] Voir M. Paléologue, *op. cit.*, p. 17.

[66] Cité par J. Caillaux, *op. cit.*, p. 47.

[67] Rapporté par Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*, Paris, Presses universitaires de France, 1959, pp. 360-361.

[68] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 6.

[69] Plus tard durant la guerre, lorsque Caillaux serait mis en accusation devant les tribunaux, on lui reprocherait d'avoir bradé les intérêts nationaux lors de cette affaire d'Agadir.

[70] Jean-Baptiste Duroselle, *La politique extérieure de la France, 1914-1945*, Cours de Sorbonne, 1974. Encore moins charitable que Clemenceau, Jules Romains qualifiait Viviani de « pantin sonore ».

[71] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 229.

[72] Cité par J. Caillaux, *op. cit.*, p. 65.

[73] Rapporté par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 178.

[74] Voir John Keegan, *La première guerre mondiale*, Paris, Perrin-Agnès Viénot, 2003. Voir également Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, Klincksieck, 1976.

[75] Voir Barbara Tuchman, *op. cit.*, pp. 35-51.

[76] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 148.

[77] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 311.

[78] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 31. Voir aussi Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1962.

[79] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 168. Voir également François Fontvieille-Alquier, *Ils ont tué Jaurès !*, Paris, Robert Laffont, 1968.

[80] Lénine, *Œuvres complètes*, t. 2, Paris, éd. Sociales, 1965.

[81] Rapporté par William Manchester, *Winston S. Churchill*, t. 1, *Visions of Glory 1874-1932*, Londres, Michael, 1984, pp. 148-152.

[82] W. Manchester, *op. cit.*, p. 170.
[83] W. Manchester, *op. cit.*, p. 181. Voir également Charles Eade, *Churchill by his Contemporaries*, Londres, Hutchinson, 1953.
[84] *Mémoires* de Edward Grey, vicomte de Fallodon, Paris, Payot, 1927, p. 252.
[85] W. Manchester, *op. cit.*, p. 195. Voir également Elizabeth Longford, *Winston Churchill,* Londres, Sidgwick & Jackson, 1974.
[86] Bethmann-Hollweg, lettre à Albert Ballin du 19 mars 1912, cité par Bernhard Huldermann, *La vie d'Albert Ballin*, Paris, Payot, 1923, p. 206.
[87] Voir Stephen Roskill, *Churchill and the Admirals*, Londres, Collins, 1977.
[88] Cité par Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Éd. Payot, 1929, p. 26.
[89] Voir W. Manchester, *op. cit.*, p. 212.
[90] Hermann Lutz, *Lord Grey and the World War,* Londres, George Allen & Unwin Ltd., 1928, p. 63. Voir également Robert Blake & Louis William Rogers, eds, *Churchill : A Major New Assessment of His Life in Peace and War,* Londres, Oxford University Press, 1992.
[91] Paul Morand, *Mes débuts*, Paris, Arléa, 1994.
[92] Il sera connu plus tard sous le nom de Saint-John Perse. Il obtiendra en 1960 le prix Nobel de littérature.
[93] *Idem.* Voir également Ginette Guitard-Auviste, *Paul Morand*, Paris, Hachette, 1981, pp. 59-60.
[94] *Ibidem.*
[95] *Ibid.*
[96] *Ibid.*
[97] Cité par Maurice Paléologue, *Journal 1913-1914 : Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, Plon, 1947, p. 238.
[98] Rapporté par E. Ludwig, *op. cit.*, p. 78.
[99] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 66.
[100] Rapporté par B. von Bülow, *Mémoires*, t. III, *1909-1919 : La Grande Guerre et la débâcle*, Paris, Plon, 1931.
[101] Voir Edward Grey, *op. cit.*
[102] B. von Bülow, *op. cit.*
[103] B. Huldermann, *op. cit.*, p. 207.
[104] Voir E. Ludwig, *op. cit.*, p. 30.
[105] Cité par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 74.
[106] Cité par Jean-Baptiste Duroselle, *La politique extérieure de la France 1914-1945*, Paris, Cours de Sorbonne, 1974.
[107] B. von Bülow, *op. cit.*
[108] Cité par E. Ludwig, *op. cit.*, p. 106.
[109] Sur le déroulement du Conseil des ministres du 19 juillet, voir E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 56-62.
[110] Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, A. Colin, 2004, p. 66.
[111] J.-B. Duroselle, *op. cit.*
[112] *Le Temps,* 18 juillet 1914.
[113] Rapporté par Maurice Paléologue, *Le crépuscule des tsars. Journal 1914-1917,* Paris, Mercure de France, 2007, p. 32.
[114] *Idem.*
[115] M. Paléologue, *op. cit.*, p. 30. Voir aussi Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Éd. Perrin, 2008, p. 427.
[116] Voir Jean-Jacques Becker, *L'année 1914*, Paris, A. Colin, 2004, pp. 26-27. Rapporté aussi par M. Paléologue, *Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente. Journal 1913-1914*, Paris, Plon, 1947,

pp. 238-239. Voir enfin Jean Stengers, « Guillaume II et le roi Albert à Potsdam en novembre 1913 » in *Bulletin de la Classe des Lettres*, Académie royale de Belgique, 7 décembre 1993.
[117] M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, p. 30.
[118] Relaté par M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, pp. 33-34. Voir aussi E. Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929, p. 86.
[119] Voir George Malcolm Thomson, … *et ce fut la Grande Guerre*, R. Laffont, Paris, 1964, p. 63. Voir également Sydney B. Fay, *Les origines de la première guerre mondiale*, 2 t., Paris, Rieder, 1930.
[120] M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, p. 35.
[121] M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, p. 36.
[122] *Idem.* Voir également E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, pp. 103-104.
[123] M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, p. 34.
[124] E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, p. 72.
[125] Rapporté par E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, p. 73.
[126] E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, p. 80. Voir aussi, G. Malcolm Thomson, … *et ce fut la Grande Guerre*, *op. cit.*, pp. 121 sqq.
[127] G. Malcolm Thomson, … *et ce fut la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 68.
[128] G. Malcolm Thomson, … *et ce fut la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 69.
[129] Voir notamment John Keiger, *France and the Origins of the First World War*, Londres, Mcmillan, 1983, pp. 145-164.
[130] Luigi Albertini, *The Origins of the War of 1914*, t. II, Londres, Oxford University Press, 1953, pp. 322-325.
[131] Chancelier prince von Bülow, *Mémoires*, t. 3, *1909-1919, La Grande Guerre et la débâcle*, Paris, Plon, 1931, pp. 98-103.
[132] Chancelier prince von Bülow, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 125.
[133] Chancelier prince von Bülow, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 126.
[134] Chancelier prince von Bülow, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 128.
[135] *Idem.*
[136] Voir M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*, p. 40. Voir aussi E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, pp. 91-93.
[137] Pour le récit de ces journées, voir E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, pp. 80-81.
[138] Rapporté par J.-J. Becker, *L'année 1914*, *op. cit.*, p. 80. Voir également Jean Stengers, « 1914, La Russie et la presse belge » in *La politique et la guerre, pour comprendre le XX^{e} siècle européen* sous la direction de S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, S. Cœuré, V. Duclart et F. Monier, éd. Agnès Viénot-Noevis, 2002, p. 261.
[139] Cité par E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, p. 90.
[140] E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, pp. 94-95.
[141] E. Ludwig, *Juillet 1914*, *op. cit.*, pp. 95-96.
[142] Cité par François Roth, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000, p. 275. Voir également Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, C. Klincksieck, 1976, pp. 282-283.
[143] Clemenceau, *L'Homme libre* 26 juillet 1914, cité par J.-J. Becker, *L'année 1914*, *op. cit.*, p. 136.
[144] Note de l'ambassadeur von Schoen au Quai d'Orsay, 24 juillet 1914, cité par J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 92.
[145] Bertrand de Saint-Vincent, *Le roman du Figaro, 1826-2006*, Paris, Plon-Le Figaro, 2006, p. 124.
[146] Voir Jean-Denis Bredin, *Joseph Caillaux*, Paris, Hachette, 1980, pp. 187-196.
[147] Cité par William Manchester, *Winston Churchill, Visions of Glory 1874-1932*, Londres, Michael Joseph, 1984, p. 78.

[148] W. S. Churchill, *The World Crisis 1911-1918*, vol. 1, Londres, Thornton Butterworth, p. 155. Voir aussi François Kersaudy, *Winston Churchill*, Paris, Tallandier, 2009, p. 134.
[149] M. & E. Brock, éd., *Asquith, letters to Venetia Stanley,* Oxford, Oxford University Press, 1982, p. 110. Voir aussi F. Kersaudy, *Winston Churchill*, *op. cit.*, p. 133.
[150] Voir les *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, Paris, Payot, 1927, chapitre V, « Les derniers jours de la paix », pp. 259-285.
[151] Voir G. Malcolm Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 90.
[152] *Idem.*
[153] George Malcom Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, Paris, R. Laffont, 1964, p. 91.
[154] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 89.
[155] Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, p. 286.
[156] Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929, p. 119.
[157] Chancelier prince von Bülow, *Mémoires*, t. 3, *1909-1919, La Grande Guerre et la débâcle*, Paris, Plon, 1931.
[158] Rapporté par G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 87.
[159] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 89.
[160] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 121.
[161] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 123. Voir également Barbara W. Tuchman, *Août 14*, Paris, Les Presses de la Cité, 1962.
[162] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 106.
[163] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 107.
[164] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 164. Voir également *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, Paris, Payot, 1927, pp. 295-296.
[165] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 107.
[166] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 164.
[167] William Manchester, *Winston Churchill, Visions of Glory 1874-1932*, Londres, Michael, 1984, p. 165.
[168] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 117.
[169] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 137-138. Voir aussi François Kersaudy, *Winston Churchill*, Paris, Tallandier, 2009, p. 134.
[170] Winston S. Churchill, *Great Contemporaries*, Londres, Thornton Butterworth, p. 37.
[171] W. Manchester, *op. cit.*, p. 187.
[172] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 104.
[173] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 103.
[174] Rapporté par Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Perrin, 2008, p. 426.
[175] C. Clay, *op. cit.*, p. 409. Voir également Kenneth Rose, *King George V*, New York, A. A. Knopf, 1984, p. 134.
[176] Cité par G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 110.
[177] Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, A. Colin, 2004, pp. 82-83.
[178] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 172.
[179] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 116.
[180] Rapporté par Christian Baechler, *Guillaume II d'Allemagne*, Paris, Fayard, 2003, p. 387. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 122.
[181] Rapporté par Christian Baechler, *op. cit.*, p. 127. Voir aussi Alan Palmer, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, chap. XI, pp. 271-298.
[182] Cité par J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 86.
[183] Cité par Edvard Radzinsky, *Raspoutine. L'ultime vérité*, Paris, J.-C. Lattès, 2000, p. 312.

[184] C. Clay, *op. cit.*, p. 427.
[185] Voir Jacques Attali, *Sir Siegmund G. Warburg, 1902-1982. Un homme d'influence*, Paris, Fayard, 1985.
[186] Sur cet épisode, on se référera à Yves Ternon, *L'Empire ottoman, le déclin, la chute, l'effacement*, Paris, Éd. du Félin-Éd. Michel de Maule, 2002 et à W. Manchester, *op. cit.*
[187] *Idem.*
[188] *Ibidem.*
[189] *Ibid.*
[190] *Ibid.*
[191] Rapporté par Joseph Caillaux, *Mémoires*, t. 3, *Clairvoyance et force d'âme dans les épreuves 1912-1930*, Paris, Plon, 1947, pp. 169-170. Caillaux fait état d'une conversation qu'il aurait eue avec R. Renoult en juin 1915.
[192] Paul Morand, *Journal d'un attaché d'ambassade 1916-1917*, Paris, Gallimard, 1996, p. 36. Voir aussi Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, C. Klincksieck, 1976, pp. 282-285.
[193] Joseph Caillaux, *op. cit.*, p. 170.
[194] Rapporté par J. Caillaux, *op. cit.*, pp. 170-171.
[195] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 111-114. Voir également Jean-Denis Bredin, *Joseph Caillaux*, Paris, Hachette, 1980.
[196] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 87-91.
[197] Maurice Paléologue, *Le crépuscule des tsars. Journal 1914-1917*, Paris, Mercure de France, 2007, p. 49.
[198] Voir J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 84 et p. 89.
[199] Cité par J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 86.
[200] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 184-185.
[201] *Idem.*
[202] Paul Milioukov, Charles Seignobos & Louis Eisenmann, *Histoire de Russie*, t. III, Paris, Librairie Ernest Leroux, 1933, pp. 1185-1193.
[203] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 186.
[204] Cité par J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 89.
[205] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 88. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 149.
[206] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 186-187. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 149.
[207] Voir J.-J. Becker, *op. cit.*, et M. Paléologue, *Le crépuscule des tsars*, *op. cit.*
[208] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 187. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 150.
[209] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 144.
[210] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 216-222.
[211] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 135. Voir aussi C. Clay, *op. cit.*, p. 428.
[212] C. Clay, *op. cit.*, p. 429. Voir aussi Lamar Cecil, *Emperor and Exile*, vol. 2, *1900-1941*, Londres, Chapel Hill, 1996, p. 204.
[213] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 194. Voir également C. Clay, *op. cit.*, p. 431.
[214] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 130.
[215] *Idem.*
[216] *Ibid.*
[217] *Ibid.*
[218] *Ibid.*
[219] Voir W. Manchester, *Winston S. Churchill*, *op. cit.*, et Bernhard Huldermann, *La vie d'Albert Ballin*, Payot, Paris, 1923.

[220] B. Huldermann, *op. cit.*, pp. 234-235. Voir aussi G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 81.
[221] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 155.
[222] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 155.
[223] Rapporté par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 150. Voir aussi B. Auffray, *op. cit.*, pp. 281-284.
[224] Conversation rapportée par M. Paléologue, *op. cit.*, p. 45.
[225] M. Paléologue, *op. cit.*, pp. 48-50.
[226] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 160.
[227] E. Radzinsky, *op. cit.*, p. 313.
[228] Voir B. Tuchman, *op. cit.*, pp. 43-44. Voir également Adolphe Messimy, *Mes Souvenirs*, Paris, Plon, 1937.
[229] P. Morand, *op. cit.*, p. 36.
[230] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 188.
[231] P. Morand, *op. cit.*, p. 30.
[232] J. Joffre, *Mémoires, La guerre de mouvement*, Paris, Plon, 1932, pp. 58-62.
[233] M. Paléologue, *Journal 1913-1914. Au Quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, Plon, 1947, p. 130.
[234] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 193.
[235] Cité par Ch. Baechler, *op. cit.*, p. 389.
[236] *Idem.*
[237] *Ibidem.*
[238] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 171.
[239] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 191.
[240] Stefan Zweig, *Le monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1982, pp. 258-262.
[241] S. Zweig, *op. cit.*, p. 260.
[242] *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, Paris, Payot, 1927, pp. 286-316.
[243] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 188-190.
[244] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 156.
[245] C. Clay, *op. cit.*
[246] Abel Ferry, *Carnets secrets*, Paris, Grasset, 1957, p. 50.
[247] P. Morand, *op. cit.*, p. 32.
[248] Voir B. Tuchman, *op. cit.*
[249] J. Joffre, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 60.
[250] B. Auffray, *op. cit.*, p. 287.
[251] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 179.
[252] Sur l'assassinat de J. Jaurès, voir notamment François Fontvieille-Alquier, *Ils ont tué Jaurès !*, Paris, R. Laffont, 1968.
[253] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 165. Voir également Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977.
[254] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 166.
[255] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 173.
[256] Voir F. Fontvieille-Alquier, *op. cit.*, et Marcelle Auclair, *La vie de Jean Jaurès*, Paris, Seuil, 1954.
[257] *Idem.*
[258] A. Ferry, *op. cit.*, p. 50.
[259] A. Ferry, *op. cit.*, pp. 52-54. Voir également Jean Lacouture, *op. cit.*
[260] J. Lacouture, *op. cit.*
[261] Conversation de Jean Jaurès avec Amédée Dunois, rapportée par G. Malcolm Thomson, *op. cit.*,

p. 167.
[262] F. Fontvieille-Alquier, *op. cit.*
[263] J. Lacouture, *op. cit.*
[264] B. Tuchman, *op. cit.*, p. 93.
[265] *Idem.*
[266] *Idem.*
[267] Jean-Jacques Becker, *L'année 14*, Paris, A. Colin, 2004, p. 88. Voir également Emil Ludwig, *Juillet 1914*, Paris, Payot, 1929, pp. 201-202.
[268] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 199.
[269] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 200. Voir également Serguei Sazonov, *Faithful Years, Reminiscences*, Londres, Jonathan Cape, 1928, p. 78.
[270] Maurice Paléologue, *Le crépuscule des tsars. Journal 1914-1917*, Paris, Mercure de France, 2007, p. 53.
[271] *Idem.*
[272] *Ibidem.* Voir également Barbara W. Tuchman, *Août 14*, Paris, Les Presses de la Cité, 1962, pp. 285-286.
[273] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 204-205.
[274] Voir B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 82.
[275] Voir George Malcolm Thomson, *… et ce fut la Grande Guerre*, Paris, R. Laffont, 1964, p. 171.
[276] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 183.
[277] *Idem.* Voir aussi B. W. Tuchman, *op. cit*, p. 84.
[278] *Idem.*
[279] *Ibidem.*
[280] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 84.
[281] Message du 5 janvier 1911 au chancelier Bethmann-Hollweg. Rapporté par Alan Mitchell, *The Great Train Race*, Londres, Berghahn Books, 2000, p. 231.
[282] Voir à cet égard Joseph Joffre, *Mémoires*, Paris, Plon, 1932, p. 58.
[283] Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, C. Klincksieck, 1976, pp. 287-290. Voir également baron von Schoen, *Mémoires*, Paris, Plon, 1922, pp. 258-265.
[284] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 285. Voir également E. Ludwig, *op. cit.*, p. 228 et B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 93.
[285] On renverra à l'ouvrage complet de François Fontvieille-Alquier, *Ils ont tué Jaurès !*, Paris, R. Laffont, 1968. Voir également François Roth, *Poincaré*, Paris, Fayard, 2000, p. 288 et John F. Keiger, *Raymond Poincaré*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1997, pp. 177-178.
[286] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 124.
[287] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 193.
[288] Voir les notations savoureuses de Paul Morand dans son *Journal d'un attaché d'ambassade*, Paris, Gallimard, nouvelle édition 1996.
[289] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 235.
[290] Zara S. Steiner & Keith Nelson, *Britain and the Origins of the First World War,* Londres, Macmillan, 2003, p. 243.
[291] Voir François Kersaudy, *Churchill*, Paris, Tallandier, 2009, pp. 134-138.
[292] *Idem.*
[293] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 141.
[294] Voir *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, Paris, Payot, 1927, p. 579.
[295] Rapporté par Paul Morand, *op. cit.*, pp. 70-71.
[296] *Idem.*

[297] *Ibidem.*
[298] *Ibidem.*
[299] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 195.
[300] Voir Winston S. Churchill, *The World Crisis 1911-1918*, vol. 1, Londres, Macmillan, 1931, p. 175. Voir également François Kersaudy, *Churchill,* Paris, Tallandier, 2009, p. 135.
[301] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 212.
[302] *Idem.*
[303] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 215.
[304] Prince chancelier von Bülow, *Mémoires*, t. 3, *1909-1919, La Grande Guerre et la débâcle,* Paris, Plon, 1931, p. 188.
[305] E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 163-169.
[306] *Idem.*
[307] Voir B. W. Tuchman, *op. cit.*, pp. 103-118.
[308] *Idem.*
[309] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 220. Voir également B. W Tuchman, *op. cit.*, p. 104.
[310] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 177.
[311] Voir « La guerre de 14. Derniers articles d'Albert de Mun », *L'Écho de Paris*, 1914, pp. 8-13.
[312] Voir Sir Bernard Parès, *The Fall of Russian Monarchy,* Londres, J. Cape, 1939, p. 187 cité par J.-J. Becker, *op. cit.*, pp. 165-166. Voir également G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 212.
[313] Voir Isaac Deutscher, *Trotsky. Le prophète armé, 1879-1921*, Paris, Julliard, 1962, chapitre VIII, « La guerre et l'internationale », pp. 375-438.
[314] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 203. Voir John F. Keiger, *France and the Origins of the First World War*, Londres, Macmillan, 2003, p. 203.
[315] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 201.
[316] *Mémoires* d'Edward Grey, *op. cit.*, pp. 303-305.
[317] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 202.
[318] John Keegan, *La première guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2003. Voir également G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 206.
[319] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 100. Voir également G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 109.
[320] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 210.
[321] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 200.
[322] *Idem.*
[323] Voir William Manchester, *Winston S. Churchill, Visions of Glory, 1874-1932*, Londres, Michael, 1984, p. 138. G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 207.
[324] F. Kersaudy, *op. cit.*, p. 136 et B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 118.
[325] Voir E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 221-222.
[326] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 222 et B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 113.
[327] Voir B. W. Tuchman, *op. cit.*
[328] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 218.
[329] *Idem.*
[330] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 235.
[331] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 155.
[332] Cité par G. Malcolm Thomson.
[333] Voir B. W. Tuchman, chapitre VII, « À Paris et à Londres, le 1er août », pp. 89-102.
[334] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 225.
[335] Voir G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 191.
[336] Voir *Mémoires* d'Edward Grey, *op. cit.*, pp. 327-331 et texte intégral du discours du 3 août 1914

à la Chambre des Communes dans appendice D, pp. 576-590. Voir également G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 220-226.
[337] *Idem.*
[338] *Ibidem.*
[339] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 122.
[340] Rapporté par F. Kersaudy, *op. cit.*, p. 137.
[341] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 213.
[342] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 15.
[343] Voir J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 158.
[344] Léon Trotsky, *Ma vie*, Paris, Gallimard, 1953, p. 273.
[345] L. Trotsky, *op. cit.*, p. 275.
[346] B. Auffray, *op. cit.*, p. 289 et baron von Schoen, *op. cit.*, p. 263.
[347] *Idem.*
[348] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 173.
[349] B. Auffray, *op. cit.*, pp. 289-290.
[350] *Idem.*
[351] *Ibidem.*
[352] *Ibidem.*
[353] Rapporté par B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 127.
[354] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 130.
[355] Voir J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 161. Voir également Jacques Droz, *Le socialisme démocratique 1864-1960*, Paris, A. Colin, 1960 et E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 137-144 et 259.
[356] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 130. Voir aussi J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 162.
[357] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 131.
[358] *Idem.*
[359] G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 241.
[360] Voir F. Fontvieille-Alquier, *op. cit.*, pp. 170-183. Voir également G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 235-236.
[361] Voir Christophe Prochasson & Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale, 1910-1919*, Paris, La Découverte, 1996.
[362] *Idem.*
[363] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 175.
[364] Raymond Poincaré, *Au service de la France*, t. IV, *L'Union sacrée*, Paris, Plon, 1927, pp. 543-546.
[365] J.-J. Becker, *op. cit.*, p. 154.
[366] Abel Ferry, *Carnets secrets*, Paris, Grasset, 1957, p. 41.
[367] A. Ferry, *op. cit.*, p. 42.
[368] B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 133.
[369] Rapporté par B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 133.
[370] Voir G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, pp. 200-205.
[371] *Idem.*
[372] B. Auffray, *op. cit.*, p. 291.
[373] E. Ludwig, *op. cit.*, p. 194.
[374] E. Ludwig, *op. cit.*, chap. 14, « L'avalanche », pp. 283-303.
[375] *Idem.*
[376] Voir E. Ludwig, *op. cit.*, pp. 284-285 et G. Malcolm Thomson, *op. cit.*, p. 243.
[377] Voir Catrine Clay, *Le roi, l'empereur et le tsar*, Paris, Perrin, 2008, chap. 17 « Trois cousins

s’en vont en guerre », pp. 423-451.
[378] *Idem.*
[379] Voir *Mémoires* d’Edward Grey, *op. cit.*, p. 333 et B. W. Tuchman, *op. cit.*, p. 126.